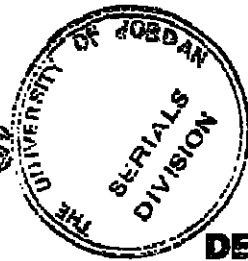


OSI 30 11 99

Guide Arts et Spectacles

# Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

73959  
459

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14001 - 4,50 F

JEUDI 1<sup>er</sup> FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Moscou et Berlin-Est acceptent l'idée de l'unification des deux Etats allemands

L'inéluctable

EN reconnaissant le caractère inéluctable de la réunification allemande, M. Gorbatchev vient de briser un tabou. L'intention prônée à Berlin et à Moscou de réunifier l'Allemagne avait contribué à l'exécution du premier et au limogeage du second. Les « conquêtes du socialisme en Allemagne » devaient être préservées à n'importe quel prix : c'était bien le moins que l'on devait aux vingt millions de morts payés par l'URSS lors de la seconde guerre mondiale.

On pourrait accumuler les citations, vieilles de moins de deux ans, de propos par lesquels le numéro un soviétique renvoyait la « question allemande » à un avenir lointain. « C'est à l'histoire de décider ce qui adviendra dans cent ans », disait-il un jour au président de la République fédérale. Or les cent ans menacent bel et bien de devenir cent jours, sous la pression de la rue ou du fait des élections dans les deux Etats allemands. Lorsque les événements nous échappent, feignons d'en être les organisateurs...

Partout en Occident, on se réjouira officiellement de ce tournant de la politique européenne, comme on l'a déjà fait en République fédérale. Mais on y perd aussi le dernier paravent aux réserves plus ou moins secrètes nourries ici et là à l'égard de l'unité allemande : plus question de faire porter le chapeau à l'URSS.

Tout reste maintenant à faire. Il faut notamment s'entendre sur un scénario pour la réunification, ou plutôt pour l'unification allemande. Un consensus existe certes sur son caractère progressif, que seul pourrait rompre un accès d'impatience des Allemands eux-mêmes, rendu un peu moins probable, il est vrai, par l'initiative de M. Gorbatchev. Mais, au-delà, c'est la cacophonie entre l'Est et l'Ouest, entre Occidentaux, entre Allemands même. La question est celle de l'avenir des alliances et du futur système de sécurité en Europe.

L'UNITÉ allemande doit-elle se faire dans le cadre du maintien d'alliances qui seraient progressivement vidées de leur contenu militaire, tandis que la CSCE deviendrait une organisation paneuropéenne de sécurité collective ? C'est la « maison commune » de M. Gorbatchev. Ou bien peut-elle se faire dans l'OTAN, ce qui semble le seul moyen de maintenir un lien transatlantique crédible en matière de sécurité ?

Il y a quelques mois on aurait pu écarter cette seconde hypothèse, comme inacceptable par Moscou. Aujourd'hui, il ne faut plus se demander ce qui est acceptable par l'URSS mais ce qu'elle est encore en mesure d'obtenir. Sa « carte allemande », dont on a tant parlé jadis - celle de la réunification en échange de la neutralité allemande - n'est plus vraiment un joker. Elle ferait courir à l'URSS le même risque qu'aux Occidentaux : celui de livrer l'Allemagne à elle-même et l'Europe à ce qu'elle était avant 1945.

M 0147 - 201 0 - 4,50 F

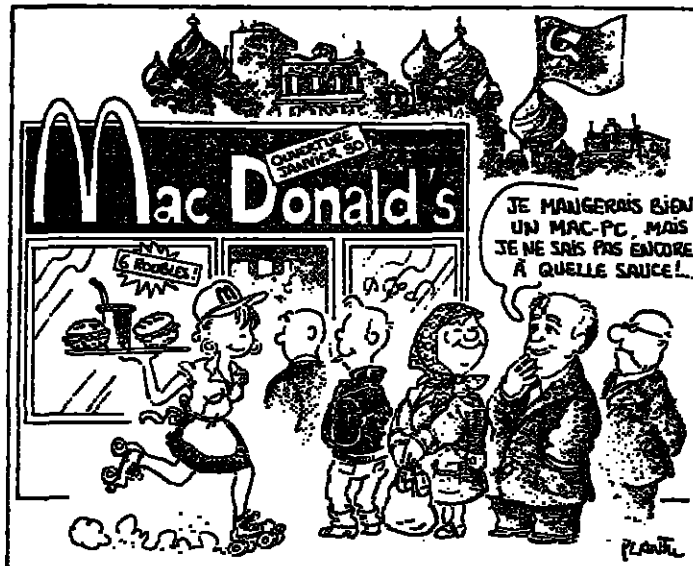


3790147004500 02010

### M. Gorbatchev veut renforcer ses pouvoirs présidentiels

Recevant à Moscou M. Modrow, le premier ministre est-allemand, M. Gorbatchev a clairement accepté l'idée de l'unité allemande, à laquelle les dirigeants de Berlin-Est, dont M. Gysi, président du Parti du socialisme démocratique (ancien PC), se sont ralliés. D'autre part, M. Gorbatchev a

catégoriquement démenti, mercredi 31 janvier, les rumeurs selon lesquelles il démissionnerait du secrétariat général du PCUS. La « Pravda » confirme cependant indirectement, mercredi matin, l'intention de M. Gorbatchev de renforcer ses pouvoirs de président de l'URSS.



Lire également

- La crise du Caucase ..... page 3
- Bulgarie : le XIV<sup>e</sup> congrès du PC
- Roumanie : vers un partage du pouvoir ..... page 4

## L'Est, colon du Sud

Le bloc communiste a longtemps négligé le tiers-monde... dont il a largement profité

Le barrage d'Assouan, quatrième pyramide d'Egypte élevée en 1956 à l'ombre du chapeau de paille blanc de Khrouchtchev. Les chasse-neige livrés à la Guinée de Sékou Touré. Les monuments aux hôtels Cosmos du Congo et de Conakry. Le stade de football de 25 000 places en plein Bamako. Les centres culturels poussiéreux où jaunissent des vases couleur de la place Rouge et de Gorbatchev sans tâche de vin sur le crâne. Des hommes désargentés, suant à grosse goutte, fuyant les

contacts et se livrant à de menus trafics - à la grande surprise des Africains - comme de vulgaires « petits Blancs ». L'Union soviétique, quand elle s'exporte sous les tropiques, montre une caricature d'elle-même.

Depuis toujours, l'acclimatation est difficile. Les relations manquent de chaleur entre la patrie des prolétaires et le tiers-monde, malgré les efforts de celui-ci pour s'engager, sans succès, ici et là, sur la voie du socialisme.

Dès 1917, les bolchéviks s'intéressent de reconnaître la spécificité des « colonies », simples sous-produits du capitalisme dans sa phase impérialiste.

Ces pauvres étaient de mauvais pauvres, ceux des nations riches à qui il incombe de les secourir. Seuls quelques liens bilatéraux privilégiés avec des dirigeants du Sud qui montraient, après les indépendances, « patte rouge », allaient tenir lieu de politique de coopération.

ERIC FOTTORINO  
Lire la suite page 32 - section D



LE GRAND ORAL  
de sélection de la BOURSE  
AUX STAGES aura lieu le  
mercredi 14 mars 1990 à  
l'ESCP (Ecole Supérieure  
de Commerce de Paris).

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$ ; Chili, 2,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr ; Espagne, 160 pes ; G.-B., 60 p ; Grèce, 150 dr ; Irlande, 80 p ; Italie, 1 800 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sk ; Suisse, 1,80 F ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (other), 2 \$.

## Fonctionnaires : des syndicats prêts à réformer la « grille »

La CGT reste hostile et FO s'interroge

Un accord est en vue sur la réforme de la grille de la fonction publique. Après des discussions ininterrompues lundi et mardi, syndicats et gouvernement devaient terminer, mercredi 31 janvier, la rédaction d'un relevé de conclusions, prévoyant notamment de nouveaux modes de rémunération. 35 milliards de francs au minimum seraient consacrés à cette réforme qui doit s'étaler sur sept ans.

M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, et les syndicats de fonctionnaires ne sont pas avertis de leur temps. Entamée lundi à 15 heures, la quatrième réunion consacrée à la réforme de la grille unique de la fonction publique n'a été suspendue que mardi en fin d'après-midi et elle devait reprendre mercredi 31 janvier.

Leur tâche n'est pas simple puisqu'il s'agit de moderniser les normes particulièrement complexes qui président à la rémunération et à l'avancement des quatre millions et demi d'agents de l'Etat, des collectivités locales et de la fonction publique hospitalière.

Le « groupe des cinq » (CFDT, FEN, Autonomes, CFTC et CFE-CGC) paraît

favorable aux propositions formulées par M. Durafour. FO est très réticente alors que la CGT a quitté dès lundi soir la table des négociations.

Outre une amélioration des déroulements de carrière, il s'agit de créer un « nouvel élément de rémunération » et un classement indiciaire intermédiaire qui permettraient de prendre en compte la technicité et les responsabilités de certains agents, bousculant quelque peu les règles traditionnelles de promotion des fonctionnaires. La disparition à terme des quatre catégories A, B, C et D est également envisagée.

Lire page 31 - section D

Article

de JEAN-MICHEL NORMAND

## La grève dans les transports publics

La SNCF est plus touchée que la RATP ou Air Inter

Lire nos informations page 33 - section D

## Le grand chantier des PTT

Les mille questions soulevées par les propositions du rapport Prévost

page 31 - section D

## La Nouvelle-Calédonie sur le sentier des réformes

Malgré les pesanteurs, une poignée de hauts fonctionnaires met en œuvre les accords de Matignon

page 8

## Les débats au PS

Un article de Jacques Kergoat sur le congrès de Metz en 1979 où s'étaient affrontés les différents courants du PS

page 7

## L'accord sur la Cinq

Après l'accord signé entre M. Hersant et M. Berlusconi, la Cinq stabilisée cherche de nouvelles alliances. Entretiens avec M. Berlusconi et avec M. Jérôme Seydoux

page 15 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42 - section D

## L'Ile-de-France se rapproche de Paris...

Le « Livre blanc » commandé par le gouvernement propose d'aménager désormais en priorité les départements de la « petite couronne »

Maîtriser la croissance de la région parisienne : vaste et ancienne ambition... Il y a un quart de siècle, on avait décidé de compenser le poids du centre en créant, loin de lui, quasiment à la campagne, des pôles de développement et de rééquilibrage. Entre les deux, la « petite couronne » était vouée à vivre. Le Livre blanc pour l'Ile-de-France que M. Rocard présentera le 5 février propose un changement radical de perspectives et de choisir, désormais, le développement des départements limitrophes de Paris.

Ce document, rédigé par une quinzaine d'experts sous l'autorité du préfet de région, M. Olivier Philip, est l'un des maillons de la réforme de la région pari-

sienne que M. Michel Rocard a lancée en juillet dernier. Après les « mesures d'urgence » annoncées en octobre, ce livre prépare l'élaboration d'un nouveau schéma directeur destiné à remodeler la région où vit un Français sur cinq.

L'objectif, ramené à sa plus simple et plus noble expression, n'a pas varié. Quand en 1965, sous de Gaulle, M. Paul Delouvrier exposait le schéma d'aménagement et d'urbanisme dont il serait l'artisan - et qui devait bouleverser la physiologie de la région parisienne, - il disait vouloir « créer les conditions du bonheur » pour les millions d'habitants présents et à venir. Cinq villes nouvelles, ainsi que le

RER, la Défense et Créteil, sont nées de cette ambition. De grands équipements ont vu le jour. Une urbanisation débridée a été contenue.

CHARLES VIAL

Lire la suite et nos informations page 9 - section B

## CAMPUS

- La dure vie des jeunes chercheurs.
- Le second souffle des mastères.
- Les magistères dans l'expectative.
- Les inquiétudes des étudiants chinois.

pages 11 à 14 - section B

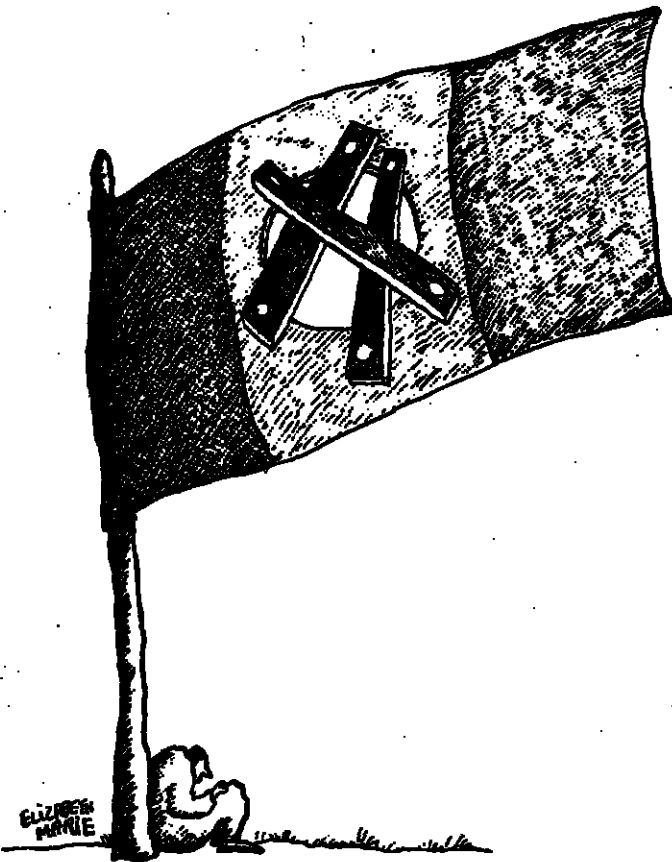
## DÉBATS

Un livre de Serge Moyet sur les « cercles de pouvoir »

## L'ère des commandeurs

par Raymond Barre

## TRAIT LIBRE



## La maladie de Marseille

par Nina Kehayan

« Je voulais simplement lui faire peur », a déclaré aux policiers le docteur Gallo, conseiller municipal de Marseille, commanditaire présumé de l'assassinat de l'un de ses pairs au double titre de médecin et d' élu. On aimerait pouvoir en rire si ce fait divers n'était le révélateur d'inquiétantes zones d'ombre dans la vie privée d'hommes dont Robert Vigouroux s'est entouré pour sortir Marseille de son marasme et restaurer son image : bel exploit, qui surpasse à n'en pas douter les espérances du premier magistrat de la ville.

Comme dans un passé où politique et crimes de sang ne faisaient qu'un, par son silence, l'équipe municipale surprend un électeur pourtant aussi avide de clarté que le sont les citoyens des nouvelles démocraties européennes à qui il nous arrive de donner des conseils. Ce n'est plus un secret : Marseille a besoin de mobiliser toutes ses énergies et compétences pour venir à bout d'une crise économique et sociale qui s'aggrave de jour en jour.

Chacun sait qu'il n'existe pas de recette miracle et que seul le débat public peut permettre de trouver des remèdes. Mais comment convaincre quiconque, et surtout les nouveaux venus à la vie civique, de coopérer avec une équipe municipale dont certains membres transforment le politique en affaire à la sicilienne ?

M. le maire évoquait, à juste titre, les trop nombreux Marseillais victimes du chômage ; comment leur expliquer que la solution à leurs problèmes se

cherche dans des couloirs de cliniques de rapport pour lesquelles leurs édiles s'entre-tiennent, et dans des coffres personnels qui abritent des sommes à la provenance douteuse ?

Certes, monsieur le Maire, « on ne choisit pas ses maladies », mais un bon médecin ne doit-il pas à ses patients de pratiquer la prévention ? Et lorsque la maladie est une cité de près d'un million d'habitants, ne serait-il pas souhaitable que le praticien siège en sa mairie plutôt que de sillonner le monde ? Ces nombreux élus et fonctionnaires municipaux, drapés dans leur silence en public, se plaignent largement, en privé, des dossiers bloqués faute de la signature du premier magistrat.

Les Marseillais, inquiets pour leur avenir, n'auront-ils pas désormais quelque juste raison de perdre confiance en une direction qui gagne du temps par la publication de luxueuses brochures pleines de projets à l'avenir des plus incertains ?

A force d'avoir voulu imposer une image de père tranquille, modérateur des esprits, cautionné par le président de la République, le maire de Marseille ne prend-il pas le risque de repousser ses concitoyens vers des recours musclés et relevant d'une autre démagogie ?

L'honneur de la société civile présente au sein du conseil municipal actuel exigeait des démissions pour cause de conscience et par sauvegarde d'institutions démocratiques aussi fragiles que précieuses.

► Nina Kehayan est écrivain et enseignante à Marseille.

Qui détiend dans un pays la réalité du pouvoir ? Quelles relations s'établissent entre pouvoir politique et pouvoir économique ? Le premier s'exerce selon les règles constitutionnelles et les choix électoraux. Il ne saurait se désintéresser de ceux qui ont des responsabilités dans l'économie et de la manière dont ils les acquièrent et les assument. Mais est-il capable de leur imposer ses vues ou leur est-il plus ou moins discrètement soumis ou inféodé ? Questions toujours posées en démocratie, abondamment débattues, jamais résolues, parce que les liens entre le pouvoir politique et le pouvoir économique sont, par nature, d'une extrême subtilité et relient le plus souvent des « échanges muets », parce que les réponses varient selon les structures économiques et sociales, selon les hommes, selon les circonstances.

Serge Moyet attaque ce grand et vaste sujet sous un angle précis : l'étude du petit groupe d'hommes, de l'élite, qui, en France, sert de « relais » entre le pouvoir politique, formellement détenu et exercé par les « acteurs du théâtre politique », et la société civile, « la radiologie des auteurs, machinistes et metteurs en scène du théâtre politique ». (1)

La méthode qu'il utilise est celle des « cercles de pouvoir », qui caractérisent à toute époque une société ; mais dont le nombre et le contenu varient au fil des siècles. A ces clubs fermés appartenant les « hommes de pouvoir », distincts des « hommes d'influence » : ces derniers agissent dans la coulisse, sinon dans l'ombre, tandis que les premiers non seulement détiennent le pouvoir dans leur sphère professionnelle, mais ont la détermination de l'exercer en dehors du champ de leur activité normale. Les qualités des uns et des autres, leurs possibilités respectives, ne sont pas les mêmes.

A la fin de ce siècle, Serge Moyet distingue en France sept cercles de pouvoir : celui des diplomates et grands corps ; celui de la fortune ; celui des pouvoirs publics ; celui des grandes entreprises ; celui de la communication ; celui de la haute finance ; celui des conseils d'administration. L'appartenance à l'un de ces cercles confère sans conteste une puissance d'un tel fait que l'inversement proportionnelle au nombre des membres du cercle ; mais l'appartenance à plusieurs cercles confère une puissance proportionnelle au nombre de leurs membres. Aussi toute personnalité qui appartient à trois cercles de pouvoir accède-t-elle au rang de commandeur ; celle qui appartient à quatre cercles de pouvoir est un « grand maître de la commanderie ».

Ces critères objectifs s'appliquent de façon mécanique ; nul n'est inclus dans le saint des saints n'en est exclu pour des considérations arbitraires. Sur la base de ces critères, il y a, à l'heure actuelle en France, cinquante commandeurs et sept grands maîtres, et la galerie de portraits, peut être ouverte. On pourra s'interroger sur le fait que certains s'y trouvent et que d'autres ne s'y trouvent pas. Mais fois des préférences ou des susceptibilités ! L'entomologiste social dispose d'un passionnant champ

d'étude. Il n'y a aucune femme parmi les « commandeurs », car les femmes sont pratiquement absentes de tous les cercles de pouvoir. Elles n'en ont pas moins de l'influence sur la carrière et la réussite de leurs époux, et surtout sur l'éducation des enfants dont dépend le renouvellement de l'élite. Tous les commandeurs, sauf deux, sont mariés ; le divorce est jusqu'ici rarement pratiqué par eux ; la famille d'un commandeur comporte trois enfants au moins, dix-sept comptant dans l'administration, vingt-trois commandeurs sont originaires de province ; 12 % d'entre eux — pourcentage non négligeable — sont issus de familles modestes.

Dis-neuf commandeurs sortent de l'ENA, seize de l'École polytechnique. Quatre sont autodidactes (il y a toujours de l'espoir !).

Trente-deux commandeurs sont issus de grands corps de l'Etat ; trente-deux commandeurs sont chefs d'entreprise, chefs d'entreprises publiques et privées se recrutent souvent dans les grands corps de l'Etat.

Les beaux quartiers La « trajectoire idéale » d'un commandeur débute dans un grand lycée parisien, enge le succès à l'X ou à l'ENA (« dans la boîte ») ; comporte quelques années dans l'administration, requiert le passage dans le cabinet d'un ministre personnellement influent ou détenteur d'un portefeuille important, et aboutit à un poste de responsabilité, mieux, à la direction générale d'une grande entreprise privée ou publique.

Trente commandeurs seulement appartiennent au cercle de la fortune ; les industriels d'entreprises brillantes d'empire, fort fortunés, mais, comme ils n'ont pas le phare du temps suivi l'enseignement d'une grande école (l'immolation s'accommodait-elle mal d'un certain conformisme ?) et comme ils ne consacrent essentiellement à leur affaire et n'ont pas le temps de papillonner, ils ne remplissent pas les conditions requises pour accéder à la commanderie (on ne sait pas s'ils s'en plaignent !).

Deux tiers des commandeurs habitent les beaux quartiers de Paris. Trente-trois commandeurs, le ruban rouge, les commandeurs appartiennent à des clubs, mais c'est au « Sicle » que se retrouve le plus grand nombre d'entre eux ; trente et un en sont membres. Les commandeurs s'attachent de plus en plus à « communiquer », soit en cherchant à accéder à la notoriété médiatique, soit en influençant ou en contrôlant les groupes de communication. Serge Moyet fait incidemment observer qu'il est souvent plus facile d'accroître son indice de notoriété que son indice de compétence.

Enfin, les commandeurs ont une attitude politique généralement prudente. Certains s'abstiennent pas à s'engager ; beaucoup, et je cite S. Moyet, « s'efforcent de donner des gages à chaque camp » et pratiquent ce que l'un d'entre eux appelle poliment « une conception dynamique de la neutralité ». Il est vrai que la couleur politique joue souvent un rôle majeur au moment du choix

des présidents et grands dirigeants d'entreprises publiques, la compétence n'étant plus dans ce cas le critère décisif. Les interférences politiques expliquent sans doute, pour une part, que le taux de rotation des commandeurs soit élevé, le renouvellement se faisant principalement au sein des grands corps de l'Etat. A l'heure actuelle, vingt-neuf commandeurs ont une ancienneté dans l'ordre inférieure à six ans. Du rôle de l'alternance politique et du septennat présidentiel dans la constitution de la commanderie : quel beau sujet pour une thèse de sociologie politique !

## Recrutés à l'extérieur

Le livre de Serge Moyet ne manque pas d'être instructif et fourmille de notations et suggestions aussi intéressantes que le corps de l'analyse lui-même. Il mérite une lecture à deux degrés. Au premier degré, on y trouve un excellent tableau économique-politique-monde de la classe dirigeante de l'économie française. Des talents indiscutables, une formation de haut niveau, des filières jalousement protégées, des connexions discrètes et durables, un entregent politique incontestable, les premiers ravages de la médiatisation, les rites des dîners en ville et des manifestations du Tout-Paris, tout cela surgit au détour d'une page qui offre, par ailleurs, une description résolument froide et neutre.

La commanderie n'est pas seulement une consécration, c'est une attraction et une aspiration : ne être ou n'en être pas, telle est la question ! Et là aussi apparaît la fragilité et la précarité du pouvoir !

Au deuxième degré, la lecture du livre soulève une question de fond, que seule permettrait

d'élucider une analyse comparative des commanderies dans les grands pays industrialisés : la trajectoire du commandeur, soumise à une étroite imbrication du politique, de l'administratif et de l'économique, est-elle la meilleure pour l'économie française ?

Quand on constate que, sur les premiers cinquante dirigeants des entreprises françaises, seize seulement ont accompli l'essentiel de leur carrière dans l'entreprise, que le plus grand nombre des présidents des grandes entreprises publiques et privées sont recrutés à l'extérieur, et plus précisément dans la haute administration, on peut se demander si, mise à part l'impartialité politique des choix (qui, je l'admets, ne peut être totale), le « professionnalisme » est suffisamment pris en compte dans l'attribution des responsabilités ? Il ne serait pas souhaitable de tomber d'un extrême dans l'autre, mais les procédures actuelles d'accès à la commanderie suggèrent que notre économie tirerait profit d'une plus grande flexibilité et d'une plus forte fluidité dans les modalités d'accès au pouvoir économique.

L'adaptation de l'économie française à la compétition internationale du vingtième siècle a déjà entraîné et imposera encore une évolution de ses structures sociales et des mentalités dominantes. Il n'est pas sûr que dans vingt-cinq ans les commandeurs soient du même type que ceux qu'a décrits aujourd'hui Serge Moyet. L'esprit de la société française aura changé. Souhaitons que la qualité personnelle des nouveaux commandeurs ne soit pas inférieure à celle de leurs prédécesseurs.

(1) Les Commandeurs par Serge Moyet, Stock, 260 p., 100 F.

## L'année de Gaulle

## L'affaire de tous les Français

par Pierre Lefranc

L'ANNEE de Gaulle, la sera doublement : en raison du centenaire de sa naissance, mais aussi du fait des événements. Depuis plus d'un tiers de siècle, la République française, la V<sup>e</sup> République garantissent la stabilité gouvernementale, c'est-à-dire la continuité dans la gestion, et ceci en respectant les possibilités d'alternance sans lesquelles il n'existe pas de démocratie. Aucune formation ne conteste plus cette Constitution tant critiquée par beaucoup, qui la pratiquent aujourd'hui en reconnaissant ses mérites.

De surcroît, voilà que des événements considérables apportent une preuve supplémentaire qu'en matière d'évolution des idées, la République est la plus sage, la plus sage, par conséquent des équilibres mondiaux, de Gaulle voyait loin. Ses prévisions s'accomplissent et ses vues reprises par la majorité de la classe politique et, parfois même, avec conviction pour certains, qui s'y étaient opposés.

Les gaullistes de conviction doivent-ils se plaindre ou se réjouir de tels ralliements ? Les plus orthodoxes ne peuvent que se féliciter de voir les idées du fondateur de la V<sup>e</sup> République partagées par le plus grand nombre.

Certes, il peut y avoir des partisans pour déplorer que de Gaulle ne soit pas leur propriété et que d'autres puissent se réclamer de lui, mais ceux-là, pour n'avoir pas compris que les appels et les entreprises de l'homme du 18 juin s'adressaient et concernaient tous les Français sans exclusion, en limitent considérablement la signification et la portée. De Gaulle et sa philosophie politique n'appartiennent à qui-

conque. Ils constituent un patrimoine national comme Voltaire ou Pasteur et leurs œuvres. Aucune individualité ni aucun mouvement ne détient le monopole de l'héritage, et c'est pourquoi les célébrations de 1990 doivent revêtir un caractère d'unanimité nationale. C'est la nation et la République qui représentent le plus haut honneur de de Gaulle et non une quelconque fraction. Ce sont d'ailleurs les plus hautes autorités de l'Etat qui patronnent les manifestations nationales prévues, c'est le gouvernement qui a donné à l'Institut Charles-de-Gaulle, chargé des préparatifs, les moyens — excessivement modestes par rapport à d'autres anniversaires — nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Naturellement, de nombreuses initiatives locales vont répondre en écho, et il est à souhaiter qu'elles aient le souci de se situer au-dessus des querelles partisanes. Ainsi sera illustrée la constante aspiration de de Gaulle au rassemblement des Français.

Mais au-delà, après celle des droits de l'homme, l'année de Gaulle peut prendre la signification de l'année du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes alors que les identités des nations se manifestent dans le monde entier par des mouvements dont ce serait de l'aveuglement d'ignorer la portée.

Notre pays poursuit donc ainsi sa mission en délivrant des messages dont l'actualité confirme en maintes circonstances la valeur permanente.

► Pierre Lefranc est le président de l'Institut Charles-de-Gaulle.

## La convention de l'ONU

## Les droits de l'enfant sans démagogie

par Pascal Vivet

La convention internationale des droits de l'enfant, adoptée par l'ONU le 20 novembre dernier, n'avait pas suscité jusqu'à présent de débat politique contradictoire. Il régnait autour de ce texte un consensus qui pouvait, aux yeux de certains, le rendre très suspect. Certes, les dix années passées à sa rédaction, presque le temps d'une enfance, avaient vu les Etats se passionner et se déchirer autour de problèmes cruciaux : fallait-il abolir la peine de mort pour les mineurs ? Fallait-il favoriser les regroupements familiaux ? A quel âge les enfants ne devraient plus être engagés dans des conflits armés ? A quel moment fallait-il accorder la protection pour les enfants, jusqu'à quelle limite ?

Tous ces échanges ont en lien dans les salons fermés de sous-commissions à Genève ou à New York. En France, le débat contradictoire public a été quelque peu escamoté. A qui la faute ? Pas aux militants des droits de l'enfant, ils n'ont fait que donner leur point de vue.

Il a fallu attendre après les fêtes de Noël et du Nouvel An, après l'épopée roumaine, qu'un avis

différent nous parvienne (3). Par le biais de la convention, « les enfants ne seraient plus tous à fait des enfants ». La belle affaire. Passons sur les attaques personnelles ; comparons les nouveaux amis des enfants, même avec les précautions d'usage, à Pol Pot, Hitler, Mao, Khominey, Saline, en recevant une carte postale ou un coup de fil par an, de sa famille, et à qui l'on explique qu'il doit honorer et respecter ses parents.

Si l'enfant est bien un être fragile, n'est-il que cela ? Au nom de cet argument, nous osons nous à sa place de mineur, telle qu'elle est définie dans les bons dictionnaires : sujet secondaire. Ce n'est pas parce que les enfants ont certaines fragilités qu'ils ne peuvent émettre une opinion, se former un jugement ou donner leur avis.

Les décrets relatifs aux enfants abusés sexuellement nous le démontrent beaucoup d'entre eux croient encore que tout ce que font les adultes, qu'ils soient parents ou autres, est normal.

L'expérience de la rencontre au Sénat, les 24 et 25 novembre dernier, a montré que les enfants dans le cadre d'un collo-

que — « La parole est aux enfants » — nous a montré que les enseignants sont en première ligne dans ce combat pour les droits de l'enfant.

La conclusion des enfants devrait nous rassurer. Ils nous ont dit : « Plus que les droits des enfants, c'est une reconnaissance du droit à l'enfance. » Notre travail, nous, les adultes, ne serait-il pas de veiller, jour après jour, à la promotion de nouveaux droits pour les enfants, compatibles, et préservant le plus important d'entre tous : le droit à l'enfance.

► Pascal Vivet est éducateur, militant des droits de l'enfant.

► Eratisme. — A la fin de l'article « Le choix de l'hôpital public », publié dans nos éditions du 30 janvier en page « Débats », il fallait lire : « Les internes, chefs de clinique et assistants n'ont pas été les autres moyens de pression sur les autorités de tutelle, les caisses d'assurance-maladie et les syndicats que la grève » (et non « en grève »).

## Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouta

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Freppet, Claude Sales

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 850572 F MONDPAR

## ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94822 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

150/1000



501 11 11 11

THE UNIVERSITY OF JORDAN  
LIBRARY  
SERIALS 19 59... Le Monde • Jeudi 1<sup>er</sup> 990 3  
CLASS  
DATE 7 FEB 1990

# ÉTRANGER

URSS : en reconnaissant son caractère inéluctable

## Moscou veut éviter que la réunification allemande se fasse « dans la rue »

Les propos tenus mardi 30 janvier à Moscou par M. Gorbatchev sur l'unité allemande ont été très favorablement accueillis en République fédérale. Le gouvernement de Bonn devait réagir officiellement après sa réunion de mercredi, mais, dès mardi, le président du Parti social-démocrate, M. Hans Jochen Vogel, a salué « la compréhension remarquable » dont a fait preuve le président soviétique.

La presse ne tarit pas d'éloges sur M. Gorbatchev, à commencer par les journaux du groupe Springer. « Nous avons toutes les raisons d'être reconnaissants envers M. Gorbatchev, de l'aider, lui et son pays », écrit le quotidien populaire Bild. Die Welt (conservateur) estime que le chef du Kremlin a pris « une position constructive dans une phase décisive de la politique européenne ». Plusieurs autres journaux, comme la Süddeutsche Zeitung, soulignent que M. Gorbatchev a mis en avant la responsabilité particulière des quatre puissances victorieuses de l'Allemagne en 1945.

MOSCOU

de notre correspondant

Plutôt que de faire grise mine devant ce qu'on n'a pas les moyens d'empêcher, il vaut mieux accepter l'inévitable tant qu'on peut encore y mettre des conditions. Tout bon politique le sait, et c'est la raison pour laquelle M. Gorbatchev vient de déclarer, mardi 30 janvier, au

premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, que les citoyens des deux États allemands avaient « le droit à l'autodétermination ».

Particulièrement nette, cette formulation employée par M. Modrow au cours de la conférence de presse qu'il a donnée en sortant du Kremlin ne figure pas dans le compte-rendu officiel des entretiens diffusé par l'agence

Tass. C'est peut-être été beaucoup pour un premier pas, mais, sur le fond, le choix maintenant fait par l'URSS est absolument clair.

Non seulement elle ne tentera pas de s'opposer à la formation progressive d'un État allemand unique, mais elle souhaite au contraire que le rythme et les conditions de ce changement majeur soient définies dans le cadre et le respect des accords et institutions internationales - afin qu'ils ne le soient pas par la pression populaire.

Après avoir entendu M. Modrow lui expliquer qu'une « communauté contractuelle entre les deux États allemands (constitueraient) une étape envisageable vers une confédération assumant une responsabilité commune envers le peuple allemand et tous les peuples européens, et servirait les besoins de stabilité et de confiance dans la région », M. Gorbatchev a ainsi tout fait, sauf rétorquer par un veto.

« L'Union soviétique considère avec compréhension les intérêts légitimes des Allemands de l'Est et de l'Ouest et leur droit d'approfondir leurs contacts et leur coopé-

ration mutuels », a-t-il répondu après avoir noté que les propos de son interlocuteur méritaient l'attention et que « tous les États directement concernés devaient prendre part à la discussion ». Pour être parfaitement clair, M. Gorbatchev a encore ajouté : « Le peuple soviétique veut, comme les Allemands, être sûr que la paix (...) ne sera pas violée. (...) La conscience de leur responsabilité conduira les deux Allemands à des décisions qui serviront, comme leur réalisation, acceptables pour tous. »

Avant même d'entamer ces entretiens, le chef de l'État soviétique avait déclaré à la télévision est-allemande qu'il y avait, sur le rapprochement des deux États, « un certain consensus entre Allemands de l'Est et de l'Ouest, aussi bien qu'entre les représentants des quatre puissances, selon lequel personne ne pourra jamais faire, par principe, peser de doute sur une union. Je suis d'avis, avait-il poursuivi, que les Allemands, en RFA et en RDA, ont eux aussi besoin de cette importante question, qui concerne leur destin et celui d'autres peuples d'Europe, soit résolue de façon pleinement

responsable (car elle ne peut l'être) dans la rue ».

Officiellement, il y a plusieurs semaines déjà que les milieux dirigeants soviétiques expriment la crainte de voir l'État est-allemand s'effondrer brutalement sous l'effet conjoint de la radicalisation des manifestations de rue, de la surenchère électorale en Allemagne de l'Ouest et du départ de cadres intellectuels, scientifiques et économiques du pays. Un tel effondrement conduirait à une absorption de fait de l'Allemagne de l'Est par celle de l'Ouest - c'est-à-dire à une réunification immédiate sur laquelle ni l'URSS ni aucun autre pays européen n'aurait eu son mot à dire.

### Canaliser le mouvement

Pour les Soviétiques ce serait là le pire des scénarios et il y avait urgence à freiner le mouvement, le canaliser et prévoir les garde-fous nécessaires à l'apparition d'une véritable situation de crise. D'où cette visite de M. Modrow et les déclarations de M. Gorbatchev.

Cette visite aura, en deuxième lieu, permis de faire apparaître, sur la question allemande, une position commune à l'Union soviétique et aux deux principales puissances d'Europe de l'Ouest, la France et la Grande-Bretagne. Chacun à sa manière, ces trois pays disent en effet maintenant qu'il ne « faut pas avoir peur d'une réunification », mais qu'elle doit se faire dans un cadre garantissant qu'elle n'introduira pas, comme l'a dit mardi M. Gorbatchev, de « déstabilisation en Europe ». On se félicite, de ce point de vue à Moscou, que l'idée d'une réunion au sommet, cette année, des pays signataires des accords d'Helsinki soit désormais pratiquement acquise. Souhaitée par M. Gorbatchev en novembre dernier, lors de sa visite en Italie, sa convocation est appuyée par tous les pays européens et le Canada, et les réticences américaines devraient être prochainement vaincues.

Enfin, cette visite aura permis de rappeler que juridiquement parlant, les quatre puissances victorieuses demeurent jusqu'à cette date responsables du statut de l'Allemagne et qu'elles auraient donc, en cas de crise, leur mot à dire. Il est revenu à M. Modrow d'enfoncer le clou en parlant de la « nécessité de tenir compte des intérêts des quatre puissances et de toutes les nations européennes ».

Et c'est également à lui qu'a été laissée l'initiative de souligner une différence dont on reparlera beaucoup dans les mois à venir. La « réunification », a-t-il dit, n'est absolument pas souhaitable car elle signifierait un retour aux frontières allemandes de 1937 qui incluaient une grande partie de l'actuel territoire polonais. Ce dont il faut parler, a-t-il expliqué, c'est « l'unité » - celle de deux États existant, souverains, internationalement reconnus et dont le rapprochement n'impliquerait aucune modification territoriale en Europe.

B. G.

La démission de M. Gorbatchev du secrétariat général démentie officiellement au Kremlin

## Washington : une « rumeur » qui fait beaucoup de bruit

WASHINGTON

de notre correspondant

Glorieuse incertitude du scoop. La chaîne d'informations CNN est restée bien seule, tout au long de l'après-midi et de la soirée du mardi 30 janvier, à affirmer que M. Gorbatchev « envisageait de renoncer à son poste de secrétaire général du parti ». La nouvelle a certes immédiatement mis en émoi Washington, en même temps qu'elle faisait le tour du monde et, à New-York, Wall Street s'est même fait - brièvement - une petite peur. Mais ni les responsables officiels ni les autres grands réseaux de télévision n'ont apporté le moindre commencement de confirmation, tandis qu'à Washington comme ailleurs on s'interrogeait sur les origines de la « rumeur » faite à CNN et sur les intentions qu'elle peut dissimuler.

La réaction du porte-parole de la Maison Blanche a été purement négative : « Nous n'avons jamais entendu parler (de cette information), nous ne savons rien de ce sujet. » Quant au secrétaire d'État James Baker, il a ramené le scoop au niveau d'une « simple rumeur » qui ne méritait pas de commentaire.

Quelques heures plus tôt - et donc avant que la « rumeur » ne se répande, le département d'État avait annulé les entretiens entre MM. Baker et Chevardnadze, qui devaient débuter le 7 février à Moscou, seraient retardés d'une journée. Toutefois, a souligné le porte-parole de M. Baker, c'est le secrétaire d'État lui-même qui a pris l'initiative de ce report (qui s'ajoute à un précédent report d'une semaine), pour que les Soviétiques puissent souffler un moment entre la fin du plénum du comité central (annoncé pour les 5 et 6 février) et le début des entretiens soviéto-américains.

Paradoxalement, c'est l'ambassade d'URSS à Washington qui a laissé le plus de place au doute et aux spéculations, en refusant de « démentir ou de confirmer » l'information de CNN.

Au Congrès, la nouvelle, tout hypothétique qu'elle fut, a aussitôt été exploitée par ceux qui, tels Robert Dole, le leader des républicains au Sénat, dénoncent leurs adversaires démocrates

qui se précipitent déjà pour démentir les « divagations de la paix » avant même qu'ils n'aient été touchés.

Au bout de quelques heures, l'excitation générale commençait à se calmer, et même CNN semblait prendre un peu de recul par rapport à son information, qualifiée désormais de « pour le moins intéressante ».

Reste que l'épisode - même s'il s'agit d'une manœuvre télécom-muniqué depuis Moscou, comme le choix de CNN, cible idéale pour ce genre de scoop, peut le laisser supposer - contraint plus que jamais les responsables américains à s'interroger sur l'avenir de M. Gorbatchev et donc de leur politique à son égard.

L'administration se trouve actuellement dans une situation peu enviable. Après avoir pendant des mois multiplié les appels à la prudence et répété sans cesse qu'il serait fou de fonder sur un homme - M. Gorbatchev - la politique des États-Unis, les dirigeants américains ont sinon renversé la vapeur, du moins modifié très sensiblement leur attitude. MM. Bush et Baker misent désormais ostensiblement sur l'actuel secrétaire général, qui, tant qu'il est en course, apparaît comme le meilleur cheval dont puisse rêver les États-Unis. Peut-être parce qu'on craint de le voir tomber, il s'agit à présent d'en tirer aussi vite que possible le meilleur parti, et de tout faire pour conclure rapidement des accords de désarmement dont on imagine que le numéro un soviétique a lui-même un besoin urgent.

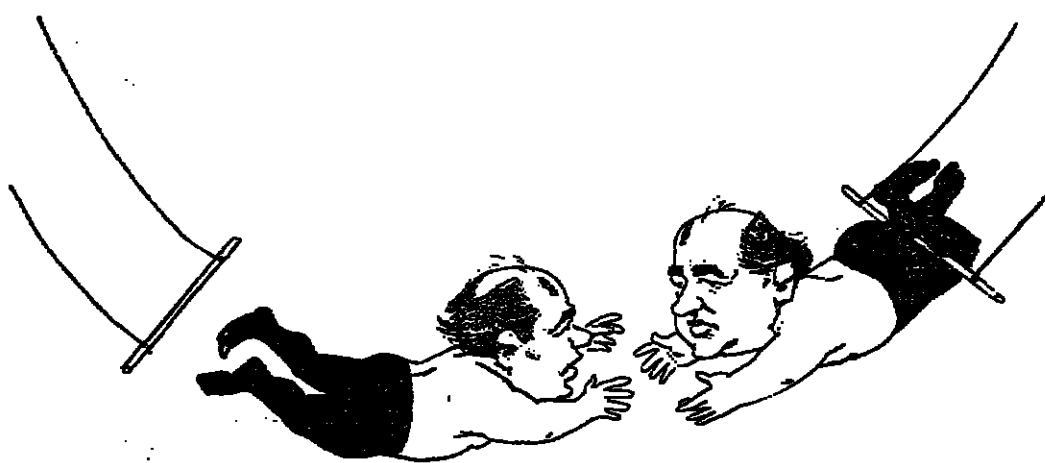
Indulgence pour la répression à Bakou

Du coup, M. Bush couvre à chaque occasion de fleurs M. Gorbatchev, et l'administration fait tout pour lui faciliter la tâche, quitte à tirer un voile pudique sur certains actes qui en d'autres circonstances auraient pu être dénoncés avec vigueur. Ce fut le cas pour l'opération de force en Azerbaïdjan, dans laquelle les responsables de l'administration ont choisi de ne voir qu'une action destinée à restaurer la paix civile.

Un porte-parole du département d'État a qui l'on demandait ce qu'il pensait des déclarations du général Jazov, ministre soviétique de la défense, qui justifiait l'intervention par le désir d'empêcher un renversement du pouvoir soviétique en Azerbaïdjan, a certes estimé que ces propos étaient « préoccupants ». Mais il a aussitôt mis l'accent sur les déclarations de M. Chevardnadze, qui lui invoquaient la nécessité de mettre fin à l'effusion de sang.

C'est précisément pour confirmer que cette version des événements - celle de M. Chevardnadze - était bien la bonne, et donc pour démentir implicitement les propos du général Jazov, que l'ambassadeur d'URSS à Washington, M. Iouri Dobrinine, avait tenu lundi 29 janvier une très inhabituelle conférence de presse. Par la même occasion, l'ambassadeur avait prononcé une petite phrase aussitôt reprise par tous les networks : « La position de M. Gorbatchev est forte ».

JAN KRAUZE



PANCHO

## Renforcer les pouvoirs présidentiels

Suite de la première page

Elle avait en effet toutes les caractéristiques de la fausse rumeur. Car, s'il est vrai que la logique des réformes politiques en cours mène, à terme, à la séparation des deux fonctions actuellement assumées par un seul homme, M. Gorbatchev ne ferait, aujourd'hui, que se condamner à l'impuissance en abandonnant dès à présent le secrétariat général.

C'est ce poste, et aucun autre, qui lui permet, face à un comité central, où dominent les conservateurs, de garder l'initiative politique et d'imposer son calendrier et ses vues. Tant que la plénitude du pouvoir n'aura pas été déplacée du parti vers l'État, c'est ce poste, et aucun autre, qui garantira son autorité sur l'appareil du parti-État. Ce n'est donc pas au moment où il s'apprête à faire adopter par le comité central, au début de la semaine prochaine, des projets de

nouveaux programmes et statuts du parti et à se lancer ainsi dans un affrontement direct avec les conservateurs que son intérêt serait d'abandonner la place forte qu'il occupe depuis cinq ans. Cela ne pourrait se faire qu'à l'issue du congrès, et à la condition que ce congrès ait marqué une indiscutable victoire de ses thèses et de ses partisans.

Restait naturellement l'hypothèse d'un soudain affaiblissement des positions de M. Gorbatchev qui l'aurait non plus incité, mais contraint, à envisager cette démission. Toute différente, cette hypothèse était, pour le coup, parfaitement envisageable. Mais on aurait mal vu, comment le chef de l'État aurait pu espérer, dans ce cas-là, faire avaliser une nomination de M. Jazov, un homme que les conservateurs considéraient comme son âme damnée et le plus redoutable de ses conseillers.

Ce qui se confirme, en revanche, c'est l'intention prônée depuis quelques jours au secrétariat général (Le Monde des 25 et 31 janvier) de demander un amendement de la constitution permettant de disposer, en tant que chef de l'État, de pouvoirs étendus. Ce changement devrait s'inscrire dans le cadre d'une évolution vers un régime présidentiel comportant notamment l'élection du président au suffrage universel direct.

### Instaurer un exécutif fort

Mercredi matin, la Pravda consacre ainsi une « table ronde » à cette question. Il y est souligné qu'actuellement le chef de l'État n'occupe cette fonction qu'en qualité de président de la présidence collective du Parlement et qu'il s'agit là d'un « hybride » institutionnel ne répondant plus aux réalités et aux besoins de l'URSS contemporaine. Il faut, instaurer, déclare en particulier M. Ambartsumov, un universitaire proche de M. Gorbatchev, un pouvoir exécutif fort appuyé sur un Parlement démocratique.

BERNARD GUETTA

La crise du Caucase

## L'intervention de l'armée à Bakou

« ne visait pas à restaurer les autorités soviétiques »

déclare un responsable du parti

La réponse à apporter à la situation à Bakou est essentiellement « politique » et l'armée ne suffit pas à « normaliser » la situation, a affirmé mardi 30 janvier au cours d'une conférence de presse à Moscou M. Viatcheslav Mikhaïlov, premier vice-président de la commission des relations inter-ethniques du comité central du Parti communiste soviétique. « Les troupes ne peuvent stabiliser seules la situation », a dit M. Mikhaïlov, qui vient de passer deux semaines en Azer-

baïdjan. Il faut des mesures politiques au niveau des organes législatifs pour stabiliser la situation et entamer le dialogue avec la population. Mais la population ne nous fait pas confiance. Il n'y aura pas d'issue. » Contredisant une déclaration précédente du général Jazov, ministre de la défense, M. Mikhaïlov a affirmé qu'il serait « incorrect de percevoir l'envoi d'unités de l'armée comme une manœuvre pour rétablir les autorités soviétiques ». Cette intervention avait pour but « le rétablisse-

ment de la situation et la protection des vies », a-t-il ajouté.

Tout en affirmant que, « par son programme et ses objectifs, le Front populaire joue un rôle positif, accepté par les autorités de la République, avec notamment des propositions sérieuses en matière d'autonomie économique, et de droits souverains en politique extérieure », M. Mikhaïlov n'a rien dit qui laisse prévoir un dialogue entre Moscou et les nationalistes. (AFP, Reuters.)

## Démissions collectives à Volgograd

Tous les dirigeants du parti (secrétaires et membres du bureau régional) pour la région de Volgograd, dans le sud de l'URSS, ont démissionné mardi 30 janvier, annonce l'agence Tass. Dès le 24 janvier, M. Vladimir Kalachnikov, premier secrétaire régional et proche de M. Gorbatchev, avait démissionné, mais la majorité des membres du bureau régional du Parti communiste avaient été confirmés dans leurs fonctions, ce qui avait suscité des protestations dans la population, précise l'agence soviétique. Une conférence régionale se tiendra en mars pour élire d'autres responsables locaux. (AFP.)

## EUROPE

ROUMANIE : après les manifestations

## Le Front propose à l'opposition de partager le pouvoir

Alors que, jeudi 1<sup>er</sup> février, tous les partis politiques doivent se rencontrer pour discuter de la prochaine loi électorale, M. Silviu Brucan, l'un des principaux dirigeants du Front de Salut national, vient d'annoncer que le FSN allait proposer à ses interlocuteurs de rejoindre un conseil national provisoire chargé de superviser les élections qui auront lieu le 20 mai prochain. Le conseil national provisoire serait à la fois un organisme exécutif et législatif, deux fonctions exercées jusqu'alors par le seul Front. Ce dernier, a précisé M. Brucan, deviendrait un « organisme » politique – le mot de « parti » est soigneusement évité – qui participerait aux élections, à l'instar des autres partis politiques.

Ainsi trois jours après la grande manifestation de Bucarest contre le monopole du pouvoir exercé par le Front de Salut national, et malgré l'importante contre-manifestation organisée du lendemain,

le Front vient de céder partiellement aux exigences des trois partis de l'opposition qui l'accusaient de trahir sa mission de neutralité en se portant candidat aux élections tout en demeurant à la tête du pays. M. Brucan a d'ailleurs admis le bien-fondé de l'argument en reconnaissant comme « justifiée » l'objection des manifestants de dimanche dernier selon laquelle le Front ne pouvait être à la fois juge et partie.

L'importance de la manifestation de dimanche politique sans nul doute le revirement du Front. Mais les débordements des contre-manifestants favorables à M. Iliescu et qui avait assiégré les locaux du Parti national paysan après avoir saccagé ceux du Parti national libéral ont également joué leur rôle. Ces excès ont amené, mardi, les États-Unis, par la bouche de M<sup>me</sup> Margaret Tupper, porte-parole du département d'État, à officiellement protester contre « ce qui semble être

de l'intimidation active visant des organisations légales et cherchant à jouer un rôle indépendant légitime dans le nouvel ordre politique de Roumanie ». Le Front ne peut à l'évidence se permettre, alors que la Roumanie est dans une situation économique précaire, de se mettre à dos un pays auprès duquel il peut être rapidement amené à demander de l'aide. Aimant à cultiver le consensus, il a sans doute aussi craint d'être entraîné dans un processus de radicalisation incontrôlable entre une « gauche » et une « droite ».

Le projet de loi électorale conçu par le Front, et qui sera discuté jeudi lors de la table ronde, garantit des élections parlementaires et présidentielle libres et directes, avec un maximum de deux mandats.

Le libre accès aux médias, une des principales exigences des partis de l'opposition, est également garanti. (AFP, AP.)

Le procès de quatre anciens dirigeants

## La caricature de Nuremberg

Le procès des quatre dignitaires du régime Ceausescu devrait reprendre jeudi 1<sup>er</sup> février après avoir été ajourné mardi dans l'attente de l'audition de nouveaux témoins. Durant toutes les audiences, les accusés ont plaidé coupable. Les débats ont été l'occasion d'un premier bilan précis des victimes des événements de décembre. Selon l'acte d'accusation lu par le président du tribunal, le colonel Adrian Nitescu, il s'agissait de 689 morts et 1200 blessés, auxquels s'ajoutent un nombre indéterminé de disparus. A Timisoara, il y aurait eu une centaine de morts.

Ce devait être un nouveau procès de Nuremberg, un tribunal devant l'Histoire pour juger les crimes de Ceausescu et dévoiler la perversité de son système. Sans crainte de charger le trait, les autorités roumaines avaient d'ailleurs tout fait pour le suggérer. La veille même de l'ouverture des débats, la

télévision de Bucarest rediffusait – pour la troisième fois – le film qu'Hollywood a consacré au célèbre procès des dirigeants nazis. Quant aux accusés, ils étaient tout simplement inculpés de « complicité de génocide ». Impossible donc de se méprendre sur la signification de l'événement.

Mais ne refait pas Nuremberg qui veut. Le spectacle qui, depuis le 27 janvier, dans la grande salle de l'académie militaire de Bucarest, en direct sur écran, est diffusé à la fois. Ployable parce qu'il est toujours insupportable de voir des vieillards, même s'ils sont, apparemment non sans raisons, accusés des pires crimes, se venter dans leur culpabilité. Odieux parce que la justice roumaine – une justice militaire d'exception, il est vrai – fait mine de croire qu'il suffit de respecter formellement le code de procédure pénale pour être quitte.

Elle placée, de par leurs responsabilités sous le régime antérieur, pour savoir combien la justice peut être une comédie tragique, les quatre accusés en rajoutent, jusqu'à modifier ce qu'ils viennent de reconnaître au premier francement de sourcil du président, et sans se soucier des rires qu'ils provoquent

dans l'assistance. « Mon attitude a été méprisante », assure Emil Bobu, l'ex-secrétaire général du Front, avant d'ajouter que sa future condamnation « ne sera que justice ». Manea Marescu, ancien vice-président du Conseil d'État, renchérit : « Les événements tragiques qui ont eu lieu dans notre pays s'inscrivent dans une page douloureuse de l'histoire du peuple roumain pour l'indépendance, la démocratie, une vie meilleure ».

Le colonel Adrian Nitescu, qui mène les débats en s'accommodant de ces « vœux », ne semble pas s'apercevoir combien les accusés sont en train de pervertir la cérémonie, mirant, trente ans après, les procès stalinien des années 50. Leur lâcheté obstinée est insupportable, mais le tribunal, qui le tolère, voire le suscite, en est lui-même tout éblouissant. Pour la justice et la jeune démocratie roumaine, l'événement est déplorable. Est-ce la raison pour laquelle les débats, qui le premier jour avaient eu les honneurs du direct télévisé, n'ont eu droit, les jours suivants, qu'à des retransmissions différées ?

G. M.

Le premier ministre polonais en visite à Strasbourg

## M. Mazowiecki a demandé l'adhésion de la Pologne au Conseil de l'Europe

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, en visite au Conseil de l'Europe, mardi 30 janvier, à Strasbourg, a déposé une demande d'adhésion de son pays à l'organisation, qui regroupe pour l'instant vingt-trois pays d'Europe occidentale.

S'adressant à l'assemblée parlementaire de l'Europe des 23, M. Mazowiecki a indiqué que la Pologne, qu'il gouverne depuis cinq mois, commençait à réunir les conditions requises par le Conseil, et pouvait donc prétendre à être membre. « Nous travaillons sur une nouvelle Constitution de la République de Pologne qui sera un État démocratique, un État de droit », a déclaré le premier ministre. « Nous continuons

à voir en l'Europe une valeur, la patrie de la liberté et de la loi, et nous continuons à nous identifier fortement avec elle. Nous continuons à lui en vouloir pour Tallin, pour la division de l'Europe, pour nous avoir laissés de l'autre côté du rideau de fer. Pourtant, aujourd'hui, (...) nous nous demandons de plus en plus fréquemment ce que nous avons à lui offrir. Or je pense que nous avons pas mal à lui offrir », a affirmé M. Mazowiecki, qui a ensuite entrepris une visite de quatre jours en Belgique. Lundi, son homologue hongrois, M. Miklos Nemeth, avait plaidé la cause de son propre pays, dont la demande d'adhésion a été déposée en novembre dernier. La Hongrie

et la Pologne disposent depuis mai 1989 du statut d'invités spéciales au Conseil de l'Europe, de même que la Yougoslavie et l'URSS (Le Monde du 31 janvier).

La RDA s'apprête à demander le statut d'invitée spéciale. La RDA s'apprête à demander le statut d'invitée spéciale auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a indiqué, mardi 30 janvier, le président de cette Assemblée, le Suédois Anders Björck. La Bulgarie et la Tchécoslovaquie ont fait cette démarche le 15 janvier dernier. (AFP.)

En visite à Paris et à Londres

## Le bourgmestre de Berlin-Ouest plaide pour une évolution du statut de la ville

de notre correspondant

M. Walter Momper, bourgmestre social-démocrate de Berlin-Ouest, a effectué, mercredi 31 janvier une visite à Paris, où il devait s'entretenir avec MM. Jean Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, et Roland Dumas, ministre des affaires étrangères. Il devait également être reçu à l'Hôtel de Ville de Paris par M. Jacques Chirac. Le lendemain, M. Momper se rendra à Londres.

Le bourgmestre de Berlin-Ouest veut tenter de persuader deux des puissances alliées garantes du statut de la ville d'accepter des évolutions de ce statut. La principale revendication de M. Momper porte sur le mode d'élection des députés de Berlin-Ouest au Bun-

destag. Ceux-ci, au nombre de vingt-deux, sont jusqu'à présent désignés par la Chambre des députés de Berlin-Ouest au prorata des partis qui y sont représentés. Berlin-Ouest et Bonn voudraient qu'ils soient désormais élus comme les autres représentants au Bundestag, au suffrage universel direct, et qu'ils bénéficient des mêmes droits constitutionnels.

Le Sénat de Berlin-Ouest a fait réaliser une expertise juridique qui conclut que l'élection au suffrage direct des députés au Bundestag n'a rien de contradictoire avec le statut de la ville. Les textes indiquent que Berlin-Ouest « désigne » ses représentants au Bundestag sans que soit précisé dans le détail le mode de cette désignation. Les experts français de la question ne sont pas pour

l'instant persuadés de la justesse de ce point de vue, et attendent de voir les textes proposés par les Allemands avant de se faire une opinion définitive. On a le souci, à Paris, de ménager les Soviétiques sur la question allemande, et les échos en provenance de Moscou donnent à penser qu'ils ne sont pas trop pressés de voir le statut de Berlin se modifier radicalement. Il est donc peu probable que le bourgmestre de Berlin-Ouest revienne de son périple avec en poche l'accord formel de Paris sur cette question, mais il pourra avoir le sentiment d'avoir fait avancer un dossier qui risque de constituer une nouvelle et bien inutile pomme de discorde entre Bonn et Paris.

LUC ROSENZWEIG

BULGARIE : devant le 14<sup>e</sup> congrès du PC

## M. Mladenov s'est appliqué à ménager les différentes tendances du parti

Le quatorzième congrès du Parti communiste bulgare pour lequel mercredi 31 janvier ses travaux. Il avait entendu la veille le rapport de son nouveau secrétaire général, M. Mladenov, qui s'est efforcé de ménager les différentes tendances qui se manifestent au sein du PC.

SOFIA

De notre envoyé spécial

Un homme qui a dirigé le ministère des affaires étrangères de son pays pendant plus de quinze ans, M. Mladenov, qui a forcément pris des habitudes diplomatiques. M. Petar Mladenov, président du Conseil d'État et secrétaire général du Parti communiste bulgare (PCB) depuis moins de trois mois, a montré ces qualités particulières en présentant, mardi 30 janvier, son rapport général devant les députés. Il a prononcé un discours très « consensuel » de trois heures, pendant lesquelles il s'est efforcé de ménager les différentes tendances (ou « plates-formes ») qui existent au sein de son parti, en crise, et de séduire l'opposition. Il y en avait pour tous les goûts.

Bien entendu, M. Mladenov a dénoncé sur les chapeaux de roue en dénonçant l'ancien régime de Todor Jivkov, tombé le 10 novembre dernier, et « l'exemple classique du pouvoir socialiste antidémocratique et autoritaire ». Pour le secrétaire général, le vieux dictateur était tout à tour « maniaque », « ambitieux », « dépourvu de capacités intellectuelles », il a voulu se maintenir coûte que coûte au pouvoir en s'entourant de « favoris » qui ont formé un « clan », lequel a lui, au cours des dernières années, au prestige de la Bulgarie à l'étranger.

Un style très gorbatchévien

Bref, l'ancien « tsar », comme on l'appelait autrefois à Sofia, a profité d'un niveau culturel et moral bas dans le pays pour conforter sa puissance. Pour le secrétaire général, le « socialisme authentique ». Sur ce point, M. Mladenov a recueilli des applaudissements nourris. L'ancien régime était « une sentinelle de dévotion et de responsabilité ». Cela dit, le nouveau bulgare a voulu rassurer les forces les plus conservatrices de son troupeau en rappelant que le socialisme faisait partie de « notre destin politique » et qu'il était la seule voie permettant de sortir du sous-développement.

Sans doute est-il sincère – dans un style très « gorbatchévien » – lorsqu'il déclare vouloir faire bouger les choses, changer les cadres et poursuivre l'« épanouissement » de ceux qui se sont pas

désignés par la « base ». Il rejette un marxisme « coloré », en quelque sorte, pendant la période stalinienne, vomit la nomenclatura, préconise de retourner « aux sources » et propose de nouveaux statuts pour le parti – qui renonce à son rôle dirigeant – et approuve le multipartisme. Mais en demandant, « le plus vite possible », la formation d'un gouvernement d'union nationale avec l'opposition, même avant les élections libres prévues pour le mois de mai, il reconnaît implicitement que, compte tenu de la situation désastreuse de l'économie, l'avenir du PCB est à moyen terme compromis. L'Union des forces démocratiques, faible et divisée certes, n'entend pas pour

autant tomber dans le « piège » et fait remarquer qu'elle n'a toujours pas reçu, en dépit des appels pressants lancés au congrès, d'invitation formelle à participer à un gouvernement.

Des remaniements importants sont à attendre à l'issue de ce quatorzième congrès du PCB. En se prononçant, une fois de plus, pour la séparation des fonctions du parti et de l'État, M. Mladenov (qui cumule les deux actuellement) a annoncé implicitement son retrait de l'un des deux postes. Bien qu'il soit favori pour la présidence de la République, l'incertitude demeure sur le mode d'élection du chef de l'État.

ALAIN DEBOVE

## Dix minutes pour vider son coeur

SOFIA

De notre envoyé spécial

D'entrée de jeu, on remarque que beaucoup de députés sont venus à ce quatorzième congrès (extraordinaire) d'abord pour dire ce qu'ils ont sur le coeur. Chacun dispose de dix minutes de micro. C'est bien entendu trop peu pour résumer plus de trente ans de silence forcé, les « résultats » de l'ère Jivkov et expliquer ce qu'il faudrait faire maintenant. On le sent dans la précipitation avec laquelle certains orateurs s'expriment.

Mardi après-midi, la « caravane Gospodnova », une solide paysanne de la région de Sofia, monte à la tribune. L'agriculture, elle connaît, et les promesses faites par les nouveaux dirigeants de « rendre la terre à ceux qui la travaillent » la font rire. « Les paysans, lance-t-elle, ils sont maintenant dans les villes et, croyez-moi, c'est fâcheux, ils ne voudront jamais retourner à la campagne (...) Le salaire moyen des travailleurs agricoles est inférieur de 14 % au revenu moyen dans le pays ! » En Bulgarie, ajoute-t-elle sous les applaudissements, « nous n'avons pas encore fait, mais les magasins sont vides et cela ne plaît à personne ». Elle garde quand même, pour la fin, un petit mot gentil pour ce parti communiste, dont elle est membre : « Il nous faut protester, mais ne

demandez pas l'impossible au gouvernement actuel. »

Le brigadier Ivan Stanev, qui prend le micro un peu plus tard, n'est pas d'humeur, lui, à faire table rase de l'ancien régime. Agé d'une soixantaine d'années, il admet certes que des erreurs ont été commises, que le parti n'a pas le droit d'être « en retard sur l'évolution générale ».

Toutefois, il fait comprendre que certaines bornes ne doivent pas être dépassées. « Nous sommes partis de rien, dit-il, et c'est grâce au socialisme que nous avons progressé. N'oublions pas les résultats. » Un discours très classique, voire franchement conservateur, qui l'amène à déclarer sous les applaudissements (de protestation et d'approbation) : « Des champignons vénéreux attaquent actuellement le parti mais nous savons qui ils sont. Ceux qui accusent le socialisme n'ont jamais été privés de quoi que ce soit. Ils appartiennent à des familles qui avaient des devises et leurs ambitions personnelles sont grandes. Et ces gens-là sont prêts maintenant à vendre le socialisme pour un sou ! »

D'autres interventions, représentant notamment les étudiants, ont souligné les risques de tensions sociales que la Bulgarie courrait si les « conservateurs » emportaient la fin du congrès.

A. D.

TCHÉCOSLOVAQUIE

## Fin de la domination communiste au Parlement

Le Parlement tchécoslovaque a mis fin mardi 30 janvier, quatre mois après les élections libres, à plus de quarante ans de domination communiste en son sein : il a élu par cooptation 120 nouveaux députés pour remplacer des exclus ou démissionnaires, conformément à une décision de la table ronde des forces politiques du pays. Les communistes ne détiennent plus que 138 sièges sur 350, selon l'agence tchécoslovaque CTK.

D'anciens opposants font ainsi leur entrée au Parlement : Peter Pithart, un dirigeant du Forum civique, Martin Palous, qui vient d'effectuer un voyage aux États-Unis avec M. Ivan Havel, le frère du chef de l'État, et dont le père a été nommé recteur de l'Université Charles de Prague, Dana Nemcova, un des trois porte-parole de la Charte 77 en 1989, Jura Petkova, une pacifiste, ou Milos Zeman, éminent expert économique. (AFP.)

Paris en 1972, le numéro

de la revue GENET était depuis longtemps introuvable. Il vient d'être réédité à mille exemplaires. Il contient des documents aussi importants que la lettre de Genet à Pavet sur le théâtre, l'étude de Jacques Lacan sur le crime des sœurs Yagel, les analyses lapidaires sur la violence, les lettres à l'éditeur des Muses, une chronique de Roland Barthes sur le Sade, un entretien avec Roger Biss, une biographie d'un douze de pages et quantité de reproductions rares. Numéro spécial GENET – 20 dollars, 80 francs, 180 F. OBLIGES – 1, rue de la Paix, 28110 L'ORON – Guedes sur Brest – DISTRILO.

YOUgoslavie

## La tension ne cesse de croître dans la province du Kosovo

La tension est brutalement montée mardi 30 janvier, à la tombée de la nuit, dans toute la province du Kosovo, où au moins trois nouvelles personnes ont été tuées dans la journée, portant à onze le nombre de morts depuis le début. Il y a huit jours, des affrontements entre manifestants albanais de souche et la police.

Selon des informations de source policière non confirmées, un policier a été tué par balle à Podujevo, Decani, Lipjan, Vitina, faisant craindre des attaques contre les maisons de Serbes, qui ne sont plus que deux

cent mille pour une population de quatre millions, en majorité albanais. Dans la journée, des manifestants albanais avaient gravement blessé un Serbe à Gnjilane, Tomislav Sojanovic, qui a été hospitalisé d'urgence à Skopje (Macédoine).

Pour la première fois depuis le début des désordres, un groupe de Serbes et de Monténégrins s'est porté mardi au devant de manifestants albanais à Vitina, l'interdiction de la police ayant toutefois empêché leur affrontement. Les Serbes du Kosovo, qui ont proclamé leur volonté de se défendre eux-mêmes, « puisque l'État yougoslave est incapable de le faire », ont organisé autour de leurs villages, enclavés dans des régions fortement albanisées, des groupes de vigiles armés.

Manifestations à Belgrade et à Split

A Belgrade, quelque deux mille étudiants serbes ont manifesté, mardi soir, devant le parlement fédéral pour exprimer leur solidarité avec la communauté serbe du Kosovo, province autonome de Serbie. Les étudiants ont défilé dans les rues en scandant « Donnez-nous des armes » et « Nous irons au Kosovo où il y a nos frères ». Cette manifestation a débuté peu après l'annonce, par la télévision de Belgrade, que plusieurs Serbes avaient été blessés par des Albanais de souche à Gnjilane et que « la situation au Kosovo était proche de la guerre civile ». A Split (Croatie), en revanche, ce sont environ trois cents Albanais qui ont défilé en silence dans les rues de ce grand port de la côte adriatique pour réclamer l'aide de « l'intelligentsia croate » en faveur de leurs frères du Kosovo. La veille, le PC serbe avait accusé la Slovénie et la Croatie de soutenir les manifestants de souche albanaise et d'encourager ainsi la sécession du Kosovo. (AFP, Reuter.)

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-28-51-08



مكتبة المصطفى

## AFRIQUE

Une « année du Maroc » à Paris

### Culture et droits de l'homme

Après l'Inde, le Maroc va avoir son « année » en France. A l'initiative de M. Mohamed Benabba, ministre marocain de la culture, à partir d'octobre 1990 et durant près d'un an, Paris et différentes villes françaises (Marseille, Lyon, Rennes, etc.) accueillent plusieurs dizaines de manifestations culturelles de haut niveau, de la fantasia à la photographie en passant par la mode et la musique et destinées à un large public.

D'importantes rencontres économiques franco-marocaines se dérouleront également durant cette année officiellement baptisée « Temps du Maroc 1990-1991 ».

Le comité français de parrainage comprend quelques quatre-vingts personnalités de premier plan : MM. Mitterrand et Chirac, M<sup>me</sup> Edmonde Charles-Roux, M. Jacques Calvet, président de Peugeot, etc. L'ancien ministre Michel Jobert, pied-noir du Maroc, pays sur lequel il a écrit

plusieurs ouvrages, a été choisi pour animer ce comité. Tenant, lundi 29 janvier à Paris, une conférence de presse, en présence du ministre marocain de la culture, de son collègue français, M. Lang, de M. Karim Lamrani, ancien premier ministre du Maroc, et président du comité marocain de parrainage et de M. de Beaucourt, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, M. Jobert a indiqué qu'« un stock d'affaires irait pour les uns, douloureuses pour les autres, devraient être réglées [au Maroc] avant le début des manifestations artistiques. Il faut que tous ces faits surprenants voire répréhensibles soient gommés avant octobre ».

M. Jobert faisait allusion à divers incidents récents relatifs aux droits de l'homme (Abraham Serfaty, enfants de fou le général Oufkir, etc.) en suspens depuis plusieurs années et que le roi du Maroc pourrait avoir décidé de dénouer puisque, ainsi

que l'a révélé l'ancien ministre, Hassan II « a rencontré rapidement une délégation d'Amnesty International ». Le souverain chérifien avait chargé M. Jobert de préparer cette entrevue qui officiellement d'accepter. C'est la première fois que le souverain recevra des représentants d'Amnesty.

« Tout devrait bien se passer », a conclu le président du comité français. Ainsi l'un des plus larges déploiements culturels étrangers jamais présentés en France pourrait permettre de résoudre de graves problèmes humains qui n'ont cessé ces dernières années de ternir l'image du Maroc à l'étranger.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

► Commissariat général français pour le « Temps du Maroc ». Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, 75007-Paris.

## DIPLOMATIE

### Le président mexicain en tournée en Europe

En préface au forum économique qui s'ouvre en Suisse à Davos, le président mexicain, Carlos Salinas de Gortari, accompagné de son ministre des finances, M. Pedro Aspe, et de son ministre des affaires étrangères, M. Fernando Solana, a effectué une tournée européenne, qui l'a conduit successivement à Lisbonne, Londres, Bonn et Bruxelles.

Auprès du premier ministre britannique, M<sup>me</sup> Thatcher, comme du chancelier ouest-allemand, M. Kohl, le chef d'Etat mexicain a exprimé sa crainte que les bouleversements actuels à

l'Est n'entraînent un désintérêt des capitales européennes à l'égard de l'Amérique latine. Il a aussi souhaité que l'Europe communautaire ouvre davantage ses marchés aux produits mexicains.

La dette à court et à long terme de 48,5 milliards de dollars, que Mexico a renégociée en juillet dernier, a aussi été un thème de discussions. En Grande-Bretagne, le président Salinas a signé avec M<sup>me</sup> Thatcher un accord de coopération en matière de recherche et de confiscation de fonds provenant du trafic de drogue. — (AFP, Reuters, UPI)

### ALGÉRIE

#### Licenciements dans l'industrie textile

Les quelque 270 industriels privés du textile de la région d'Oran ont décidé d'arrêter leur production dès le jeudi 1<sup>er</sup> février et de mettre au chômage technique plus de 17 000 travailleurs pour protester contre la pénurie de matières premières nécessaires à leurs activités, a annoncé mardi 30 janvier, l'Agence de presse algérienne.

Ces industriels sont en conflit avec l'ENADITEX, une société d'Etat chargée de les approvisionner, dont ils contestent le plan de distribution des matières premières, selon eux, par « la favoritisme et l'iniquité ». Ils refusent d'enlever les quotas qui leur ont été alloués par l'ENADITEX. — (AFP)

La fin du voyage du pape au Sahel

### Au Tchad, Jean-Paul II s'est présenté en « messager de la paix »

Jean-Paul II devait terminer, mercredi 31 janvier, sa sixième tournée pastorale en Afrique par une visite dans le sud du Tchad, à Moundou, où se trouvent la plupart des catholiques du pays.

N'DJAMENA

de notre envoyé spécial

Réconciliation, unité, dialogue. Ce sont les trois mots-clés du message délivré par Jean-Paul II au cours de sa visite de quarante-huit heures au Tchad. Accueilli mardi après-midi sous un magnifique coucher de soleil par le président Hissène Habré en personne, le pape, dès son premier discours à l'aéroport, a loué « la courageuse résistance des Tchadiens dans l'adversité et leur détermination à s'engager (...) sur la voie de l'unité et de la paix dans la réconciliation nationale ».

Ignorant libellément les combats sporadiques qui se déroulent encore parfois à la frontière avec le Soudan, le souverain pontife a estimé que « les Tchadiens ont, avec générosité et dynamisme pris le chemin de la paix ».

Ce n'est pas tout à fait l'avis de son hôte, qui déclarait encore le mois dernier (le Monde du 10 décembre 1989) que « la guerre n'est pas finie » et qu'il s'oppose au retrait des mille cinq cents à deux mille soldats français de la force Epervier stationnés au Tchad. Mais le pape, « messager de la paix », est là pour encourager les hommes.

Ainsi, devant l'ancien chef de guerre en boubou blanc qui vient tout juste de se faire plébisciter par son peuple (99,94 % de oui à la nouvelle Constitution le 19 décembre 1989), le visiteur du Vatican va dire combien il « apprécie que la République du Tchad (...) garantisse les libertés d'opinion, d'expression, de conscience et de culte ».

Dans le même ordre d'idées, à peine descendu de son avion, — protégé par une escouade de « paras » tchadiens, kalachnikov au poing et mâchoires serrées, —

le successeur de Pierre va louer « le climat de liberté » dans lequel baignerait le pays.

Bien sûr, le visiteur de Rome pense aussi à la liberté religieuse et à la cathédrale « Notre-Dame-de-la-Paix » à moitié démolie pendant la guerre civile (1980) et restaurée depuis.

#### « Votre beau palais »

Il ne manquera pas d'affirmer que, s'il vient d'abord rencontrer les chrétiens, il va « aussi à la rencontre des représentants de la religion traditionnelle africaine et des fidèles de l'islam qui comptent au Tchad un si grand nombre de croyants ».

L'Eglise catholique, qui est jeune dans ce pays (à peine soixante ans d'existence) « doit songer à la relève des agents pas-

toraux » qui sont encore souvent des missionnaires étrangers. Jean-Paul II ne rûche pas ses mots : « il faut que les communautés déjà formées jouent un rôle pour l'éclatement de généreuses vocations autochtones ainsi que pour le soutien matériel de ceux qui répondent à l'appel de Dieu » ; il faut, en outre, « affermir » la foi des baptisés qui n'ont « peut-être pas tous suffisamment assimilé le message évangélique ».

Encore un petit conseil traditionnel « aux jeunes gens et jeunes filles » qui doivent se garder purs « pour celui ou celle qui sera leur conjoint », et le chef de l'Eglise a terminé sa journée officielle par une visite au palais de son hôte.

Là, visiblement frappé par l'architecture et le luxe un peu tapageur d'une demeure véritablement royale dans un pays ravagé par vingt-cinq années de guerre civile, qui est par ailleurs le premier bénéficiaire du Fonds d'aide et de coopération française (FAC), et où le revenu moyen par tête d'habitant atteint tout juste mille francs par an, le successeur de Pierre n'a pu se retenir : après un petit quart d'heure d'entretien privé avec M. Hissène Habré, il a pris congé de son hôte en lui souhaitant « une bonne nuit dans son beau palais ». Ceux qui connaissent Karol Wojtyla ont compris...

PATRICE CLAUDE

### Une Eglise jeune et minoritaire

- Superficie : 1 284 000 kilomètres carrés.
- Population : 5,5 millions d'habitants.
- Situation religieuse :

En expansion, la religion islamique est observée par la moitié de la population. Le tiers de celle-ci est chrétien, les protestants étant presque aussi nombreux que les catholiques. L'Eglise catholique tchadienne est l'une des plus jeunes d'Afrique (les premiers prêtres sont arrivés en 1930). Le clergé est encore majoritairement étranger, comme Mgr Charles Vandame, missionnaire français, archevêque de N'Djamena. Le premier évêque tchadien n'a été nommé qu'en 1986.

► Entretiens sénégalais-mauritaniens à Paris sous l'égide de l'Eglise. — Les ministres sénégalais et mauritaniens des affaires étrangères ont rencontré, les 27 et 28 janvier, à Paris, le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, M. Boutros Boutros-Ghali, pour tenter de trouver une solution au conflit qui oppose leurs deux pays depuis avril 1989. Par ailleurs, les deux ministres, MM. Ibrahim Fall et cheikh Sid Ahmed Ould Baba, ont été reçus séparément, mardi 30 janvier, par le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FCP

#### Transformation de Fonds de Distribution en Fonds de Capitalisation

La BNP transforme en Fonds de Capitalisation à compter du 1<sup>er</sup> février 1990 ses Fonds Communs de Placement suivants :

- NATIO FONDS FRANCE RM N° 1
- NATIO FONDS FRANCE CEA N° 1
- NATIO FONDS COMPTANT ET SECOND MARCHÉ N° 1
- NATIO FONDS COMPTANT ET SECOND MARCHÉ N° 2
- NATIO FONDS COMPTANT ET SECOND MARCHÉ N° 3
- NATIO FONDS VALEUROPE N° 1
- NATIO FONDS VALEUROPE N° 2
- NATIO FONDS USA/CANADA N° 1
- NATIO FONDS JAPON N° 1
- NATIO FONDS PACIFIQUE N° 3
- NATIO FONDS INTER REGIONS RHONE-ALPES, AUVERGNE, BOURGOGNE\*
- NATIO FONDS GRAND SUD-OUEST\*
- NATIO FONDS VALDOR N° 1
- NATIO FONDS OR ET MATIÈRES PREMIÈRES

Après cette opération, la quasi totalité de la gamme de Fonds Communs de Placement de la BNP permettra aux épargnants et investisseurs de bénéficier de la CAPITALISATION des revenus.

\* La commission de rachat habituellement perçue pour ces deux Fonds sera supprimée pendant une période de trois mois à compter du 1<sup>er</sup> février 1990.

BNP

Michel Parouty

### LA TRAVIATA

Dans ce chef-d'œuvre Verdi donne sa véritable dimension à l'un des plus beaux portraits de femmes de l'opéra. Analysé acte par acte, ce livre situe le compositeur dans le courant de l'opéra italien.

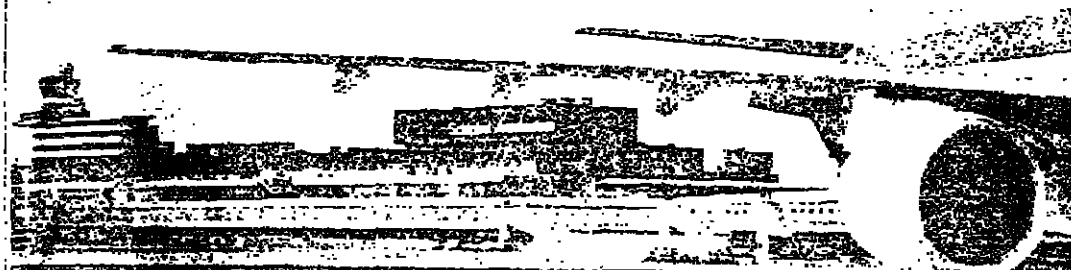
Aubier

L'Aube se lève à l'Est

### Václav Havel Interrogatoire à distance

— Autoportrait d'un président peu ordinaire —

éditions de l'Aube



Schiphol, l'aéroport d'Amsterdam est le port d'attache de KLM. De multiples enquêtes confirment que c'est l'aéroport privilégié des hommes d'affaires. Et nous l'améliorons sans cesse pour votre bien-être et votre confort.

- ★ Un "business center" avec service de télécommunications et installations pour conférences.
- ★ Douches, lavabos, chambres... ouverts 24 heures sur 24.

- ★ Un centre commercial hors-taxes de renommée mondiale.
- ★ Un terminal unique — tout sous un même toit — permettant des transferts rapides.
- ★ Des correspondances vers 190 villes dans le monde entier.

Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance: KLM

Royal Dutch Airlines

## ASIE

CHINE

## Le retour du rock à Pékin

PEKIN  
de notre correspondant

Le policier en casquette, assis comme ses collègues sur un piédestal, a tenu bon pendant les premiers morceaux du concert. Bras posés sur les genoux, sourd au martèlement du rock'n'roll crachant ses décibels. Puis il a craqué. Le pied en « basket » blanc s'est mis à battre la mesure... Cui Jian (prononcer Tsui Djen), le star du rock chinois, avait, à sa manière, gagné.

Le spectacle du petit rocker de vingt-huit ans, meneur du groupe ADO, était aussi intéressant pour un sociologue que, naguère, l'émergence du rock dans les sociétés occidentales. Déjà, au lendemain de la tragédie du printemps de Pékin, la police était très impliquée dans la floraison soudaine, dans les bars privés, de soirées dansantes animées par des orchestres de rock sino-étrangers. Dérivatif habile mais pour le moins ambigu.

Officiellement, ils étaient depuis sept mois des parias, à l'heure où tout ce qui est culture « décadente » de l'Occident est mis à l'index. Le régime n'avait pas apprécié leur concert sur la place Tiananmen insurgée, où le thème de l'échec, qui hante leurs chansons, faisait fureur : *« l'homme qui n'a rien (presque) devenu l'hymne de la contestation. Je suis sans le sou : c'est pas que j'ai compris pas, c'est l'homme qui change trop vite... »*

Mais ces sept gars sont malins. Toujours à la limite de la provocation, ils restent dans le clin d'œil discret, le non-dit chinois, la révolte ravivée et l'humour. Un bandeau sur les yeux pour *« la chiffon rouge »*, l'insolente référence au bandeau sur le front des manifestants du printemps 1989. Le drapeau national est indenné. Humour quand ils lancent leur nouvelle chanson, *« Opportunistes, d'un ton triomphant : Nous sommes tous des opportunistes, non ? »*, avant d'ajouter, à l'intention des policiers et d'une tribune d'officiels au visage aussi fermé que leur tasse de thé à couvercle : *« Pas vous, bien sûr ! »* Dans ce même stade, jadis, les gardes rouges se déchaînaient contre les ennemis de Mao Zedong.

## Par la grande porte

Le groupe emblème de la jeunesse chinoise, qui mêle parfois avec bonheur les univers musicaux contradictoires de l'Occident et de la gamme pentatonale chinoise, faisait ainsi en trois concerts son retour sur la scène, par la grande porte. Prétexte : la perspective de la première grande manifestation sportive internationale à se tenir à Pékin, les Jeux asiatiques de l'automne prochain. Il manque de l'argent pour achever les travaux d'infrastructure. Cui Jian a obtenu l'autorisation de se produire à nouveau pour une tournée destinée à collecter un million de yuans (1,2 million de francs) « pour les Jeux ».

Sur les gradins, la jeunesse dorée se remuait en agitant portraits et banderoles, sous l'œil acerbe des policiers. Peine perdue. On célébrait le rock, la démocratie. Mais que faire face aux applaudissements et fureurs de joie accueillant l'apostrophe du chanteur aux officiels : *« On dirait que vous n'aimez pas beaucoup ma musique... »*

Pour conclure, un dernier pied de nez : une chanson de la Longue Marche communiste, enchaînée sur un ad lib proclamant, à la fois, au nom de la jeunesse, *« l'espoir »* et *« notre force »*.

FRANCIS DERON

## Des Vietnamiens de l'étranger réclament une « démocratie pluraliste »

Des Vietnamiens de l'étranger proches de Hanoi ont, pour la première fois, lancé un appel aux dirigeants communistes, réclamant l'instauration d'une « démocratie pluraliste », des « élections libres » et la séparation du PC et de l'Etat. Les trente-cinq signataires, dont les présidents de l'Union générale des Vietnamiens (UGV) en Italie, en RFA, en Suisse et en Australie, ainsi que des personnalités résidant en France — dont MM. Nguyen Ngoc Giao et Le Thanh Khoi — ont dénoncé « la faillite du système socialiste établi en URSS », dont l'« échec total » est « mis en évidence de manière tragique » en Europe de l'Est, ainsi qu'une politique qui a abouti à « isoler le Vietnam » et à « l'enfermer dans la pauvreté ».

A Hanoi, le président du conseil d'Etat, M. Vo Chi Cong, a réagi mardi 30 janvier, dans une interview accordée à la *Pravda*, une « coopération plus efficace » avec l'URSS débou-

chant sur des « résultats concrets en faveur de la perestroïka, du renouveau et du socialisme au Vietnam et en URSS (...) ». L'ambassadeur soviétique à Phnom-Penh a d'autre part affirmé mardi que son pays allait évacuer totalement le gîte de l'URSS au Vietnam, où se trouve, selon le Pentagone, la plus importante base soviétique à l'étranger.

« Nous avons retiré une partie de nos avions à la fin de décembre, et le retrait va sûrement être total », a déclaré M. Rachid Kamidoulina, ajoutant cependant que Moscou « n'était pas pressé (...) ». Il n'y a eu aucun marchandage avec les Etats-Unis sur cette question, mais nous considérons que le geste de l'URSS va contribuer à la détente (...). Cam-Ranh n'est pas une base soviétique mais vietnamienne, et elle n'a pas un rôle stratégique déterminant car nous avons la base du personnel essentiellement technique... » (AFP).

## M. Ronald Reagan devra fournir ses notes à la justice dans l'affaire de l'irangate

Le juge chargé d'examiner l'implication de M. John Poindexter dans le scandale de l'irangate a ordonné, mardi 30 janvier, à l'ancien président Ronald Reagan de fournir une partie de ses notes personnelles sur les problèmes de défense aux avocats de l'ex-conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche. M. Reagan est considéré par ces avocats comme un témoin-clé qui pourrait minimiser la responsabilité de leur client en confirmant qu'il était au courant, ou avait approuvé les opérations secrètes de son conseiller.

Le scandale avait éclaté en 1986 après des révélations sur les ventes d'armes américaines à l'Iran et l'utilisation des bénéfices pour aider les rebelles de la Contra au Nicaragua. Ces deux opérations étaient alors interdites par le Congrès. Dans un arrêt de 16 pages, le juge Harold Greene précise que l'ancien président a jusqu'au 5 février pour se prier à sa décision. Le juge, qui a déjà consulté personnellement ces notes, a ajouté que M. Reagan pouvait refuser de les livrer à la défense en invoquant le privilège du pouvoir exécutif. En ce cas, un débat aurait lieu devant le tribunal pour déterminer si ces notes sont vraiment indispensables à la défense. — (AFP, Reuters).

## GUATEMALA : selon un rapport de l'ONU

## Assassinats et disparitions se multiplient

Les assassinats continuent de se succéder « à un rythme très élevé » au Guatemala, indique un rapport présenté à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, réunie à Genève. « Ceci démontre que les autorités chargées du maintien de l'ordre, la police en particulier, manquent à leur devoir de protection des citoyens », écrit le rapporteur, M. Hector Gross Espiell (Uruguay).

Plusieurs « exécutions collectives, perpétrées sans discrimination » sont mentionnées par M. Espiell : cinq morts en mai dernier à l'Aldea de Patzún (Chimaltenango), cinq autres dans l'Aldea El Jocotillo (département de Guatemala), et en juillet à La Libertad (El Peten), quatre paysans et un enfant assassinés. Selon le rapport, « le nombre des disparitions a lui aussi été important. Au bout de quelques jours, les victimes sont retrouvées mortes, la plupart d'entre elles portant des traces de tortures ». M. Espiell affirme que « dans les rares occasions où une enquête est ouverte, les prestataires sont si fortes et l'impunité de ceux qui violent les droits de l'homme si grande, qu'il faut abandonner les recherches sans avoir établi la responsabilité des suspects ». — (AFP).

□ SALVADOR : Levée de couvre-feu. — Avant son départ pour une visite officielle de six jours aux Etats-Unis, le président salvadorien Alfredo Cristiani a annoncé mardi 30 janvier que le couvre-feu proclamé le 12 novembre au lendemain d'une offensive rebelle, et en vigueur de minuit à 4 heures, serait levé jeudi soir. — (AFP).

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

## Cruelle démographie

WASHINGTON  
correspondance

Pendant les années 80, le sort des femmes américaines jeunes ou plus âgées a provoqué un grand courant de sympathie et presque de pitié. Sur le marché du sexe, en effet, l'offre de hommes était insuffisante par rapport à la demande croissante des femmes. La compétition était si forte qu'un très grand nombre de celles-ci n'arrivaient pas à trouver de mari ou de compagnon.

Beaucoup, surtout parmi les moins jeunes, se résignèrent à fréquenter les single bars, ces bars pour personnes seules, devenus une sorte de base d'opération de leurs entreprises amoureuses. Bref, elles « traquaient » ouvertement les hommes, certains ravies, d'autres

imprudents, fréquentant ces établissements.

Les experts prévoient un changement radical pour la prochaine décennie. Apparemment, les jeunes hommes devront repartir à la « drague ». Selon le bureau officiel des statistiques, on compte actuellement cinq femmes pour six hommes dans le groupe d'âge des vingt ans. En fait, 2 300 000 hommes recherchent, en vain, une partenaire. Cette triste situation s'explique par le ralentissement des effets du baby boom. De 1957 à 1975, le nombre des naissances a baissé en moyenne annuelle de 1,7 %. En conséquence, les garçons de vingt ans rencontrent de moins en moins de filles plus jeunes.

Selon une autre statistique, dans les deux tiers des mariages, le mari est plus âgé

que son épouse, encore que la moyenne des différences d'âge soit de cinq ans.

Pour les jeunes gens de vingt ans, la situation s'est aggravée. Ils doivent faire face à la concurrence des hommes plus âgés se livrant, selon l'expression d'un sociologue, à un véritable « harcèlement » dans les chasses gardées des jeunes femmes.

Que les quadragénaires, les quinquagénaires et autres sexagénaires ne pavissent pas trop vite. Certes, répondant aux enquêteurs, des jeunes femmes de vingt ans confirment qu'elles préfèrent des hommes plus âgés, plus mûrs. Mais qu'est-ce qu'un homme mûr pour une jeune femme de vingt à vingt-trois ans ? « Un homme d'une trentaine d'années », ont-elles répondu cruellement.

HENRI PIERRE

## PROCHE-ORIENT

SOUDAN : la guerre civile dans le Sud

## Situation dramatique dans Juba assiégée

NAIROBI

de notre correspondant

Si l'on en croit les récits des premiers témoins évacués d'urgence de la ville de Juba (Soudan) et arrivés lundi 29 janvier à Nairobi (Kenya), jamais la situation n'a été aussi dramatique pour les quelque 200 000 civils résidents dans la principale ville du Sud. Les maquisards de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) qui cernent la ville, tenue jusqu'à présent par l'armée régulière, menacent en effet de reprendre leurs bombardements.

Hormis les très rares nantis qui ont suffisamment de protection ou d'argent pour s'offrir le départ en avion — vers le Kenya ou vers Khartoum, — l'immense majorité des résidents de Juba n'a aucune solution. Les populations « déplacées », qui avaient échappé à la guerre civile en se réfugiant à Juba, n'ont même pas le droit de fuir à pied : « L'armée régulière

le leur interdit », assure un médecin fraîchement débarqué dans la capitale kenyane. « Beaucoup de gens, les femmes surtout, essaient de passer. La plupart du temps, elles sont coincées par les soldats qui les frappent et les obligent à retourner dans les camps. » Le nombre des « déplacés » de Juba, qui s'élevait à environ 60 000 il y a quatre ans, est aujourd'hui de 195 000.

La menace de nouveaux bombardements — les premiers début janvier ont fait « au moins vingt-cinq morts, tous des civils » — crée un véritable climat d'angoisse. « Tout le monde a creusé des tranchées, précise le médecin. Les gens n'ont pas peur, non... lâchez-les avec un sourire amer, ils sont terrifiés ! »

Quant aux stocks de nourriture, malgré les vols réguliers en provenance de Khartoum, ils se révèlent largement insuffisants. « Parmi les déplacés, on compte environ 20 000 personnes souffrant de malnutrition, dont 17 000

enfants », souligne la jeune infirmière. Les rations, drastiquement diminuées depuis décembre, ne dépassent pas « 100 grammes de céréales par jour et par personne ». Les stocks actuels ne permettront pas aux populations de survivre au-delà de trois à quatre semaines. « et encore ! car il y a désormais un problème de personnel pour distribuer ces vivres ».

Sur la trentaine d'expatriés qui travaillaient à Juba il n'en reste plus aujourd'hui qu'une poignée : ce sont surtout des missionnaires chrétiens, « pas plus de douze ou quinze », affirme les évêques. A moins d'un miracle ou d'un compromis de dernière minute, les survivants de Juba risquent de périr sous les bombes ou, lentement, de la faim.

CATHERINE SIMON

LIBAN

## Vive tension dans le secteur chrétien de Beyrouth

Des affrontements ont opposé, mercredi 31 janvier à Beyrouth-Est, des soldats fidèles au général Aoun à des miliciens chrétiens des Forces libanaises (FL). Les combats, à la mitrailleuse et au lance-roquettes, ont englobé les faubourgs d'Aoukar et de Dbayeh. Un bref accrochage avait éclaté mardi en début d'après-midi près d'une caserne des FL, à proximité de la ligne de démarcation qui sépare les banlieues chrétienne et chiite de Beyrouth. La tension avait ensuite gagné plusieurs autres quartiers de la banlieue chrétienne. Des dizaines de soldats du général Aoun, armés de lance-roquettes et appuyés par des blindés, s'étaient déployés dans les rues, face aux secteurs sous contrôle des FL.

Mardi soir, le général Aoun a déclaré que les soldats de son armée devaient être les « seuls à porter des armes ». Il ne doit plus y avoir « d'armements armés hors du cadre de l'armée. Nous ne laisserons aucun fusil hors de ce cadre », a-t-il ajouté. L'armée du général Aoun, forte de

15 000 hommes, et les FL, qui disposent de quelque 6 000 miliciens, se partagent le contrôle du « pays chrétien », une zone d'un mille de kilomètres carrés au nord et à l'est de Beyrouth. Elles s'étaient violemment affrontées en février 1989, dans des combats qui ont fait plusieurs dizaines de morts. Un litige les oppose, en outre, sur l'accord de Taëf : le général Aoun demande son annulation et reproche au chef des FL, M. Samir Geagea, de ne s'être jamais clairement prononcé à ce sujet.

D'autre part, l'homme fort du camp chrétien a menacé de couper l'alimentation du secteur ouest de Beyrouth en eau et en électricité, tandis que l'Arabie saoudite — membre, avec le Maroc et l'Algérie, du comité tripartite arabe sur le Liban — a adressé des invitations à tous les Etats arabes pour la tenue, « dans les meilleurs délais », d'un sommet extraordinaire consacré à la crise libanaise. Cette initiative a été favorablement accueillie par le premier ministre Selim Hoss. — (AFP, Reuters).

IRAK : selon Amnesty International

## Une opération de l'armée dans le Sud aurait fait de nombreuses victimes

Une opération de l'armée irakienne dans le sud du pays, entre le 10 et le 23 janvier, destinée à rechercher des déserteurs, a fait de très nombreuses victimes dans la population civile, a affirmé, mardi 30 janvier, Amnesty International, sans toutefois en préciser le nombre. Des unités de l'armée irakienne ont, selon l'organisation humanitaire, investi une trentaine de villes et de villages dans trois provinces du Sud (el-Basra, el-Nasiriya, el-Amara), à prédominance chiite.

D'après les informations rapportées à Amnesty International, les autorités irakiennes ont lancé

cette opération pour capturer des centaines de déserteurs qui se cachent depuis des années dans les régions marécageuses de ces provinces. Mais plusieurs localités, dans le voisinage de ces marais, ont subi de véritables attaques de l'armée, dirigées contre des civils sans armes, précise le communiqué.

L'Organisation des droits de l'homme en Irak — établie à Londres — avait affirmé, le 26 janvier, qu'une « offensive » de l'armée irakienne dans ces trois provinces avait fait dix mille morts et blessés entre le 10 et le 23 janvier. — (AFP).

ISRAËL

## Les immigrants soviétiques peuvent s'installer où ils le désirent

déclare M. Shamir

M. Itzhak Shamir, premier ministre israélien, a qualifié mardi de « tempête artificielle qui se calmera » la polémique provoquée en Israël et à l'étranger par l'installation d'immigrants juifs soviétiques dans les territoires occupés. « Nous n'avons pas l'intention de diriger les nouveaux immigrants vers la Judée-Samarie (Cisjordanie). Ils peuvent s'installer où ils le désirent aussi bien à Richon-Le-Tzion (près de Tel-Aviv) qu'à Ariel (une implantation en Cisjordanie) ou dans tout autre endroit », a-t-il ajouté.

Trois mouvements d'opposition de gauche, le Mapam, le Ratz et le Shinoui, ont, de leur côté, déposé mardi une motion de censure à la Knesset pour protester contre les propos de M. Shamir, qui avait déclaré à la mi-janvier qu'il fallait « un grand Israël pour faire face à une grande immigration ».

Entre-temps, les dirigeants de l'OLP examinent avec Moscou une série de mesures qui pourraient contribuer à freiner l'immigration massive de juifs soviétiques en Israël. Ce problème sera au centre des entretiens qu'auront les responsables palestiniens, à partir de mercredi à Tunis, avec le vice-ministre soviétique des affaires étrangères pour le Proche-Orient, M. Guennadi Tarasov. — (AFP).

PARIS-LONDRES

Authentique  
breakfast anglais  
servi à bord.  
Aujourd'hui  
on n'est jamais  
trop exigeant  
avec sa ligne.



Tout homme d'affaires exigeant le soir, sur chaque vol mondial AIR EUROPE pour Londres en Classe Affaires, il a droit à l'authentique breakfast anglais.

Et ce n'est pas tout :

• 2.140F seulement l'aller-retour en Classe Affaires, 7 vols A/R chaque jour.

• Dès l'aéroport : selon privé, enregistrement 10 minutes avant le départ sans bagages, au satellite 3.

• A bord : cabine "Business Class" séparée, fouteils espacés, cuisine raffinée, serviettes chaudes, bar gratuit.

• Après le vol : liaison directe Gatwick - Victoria Station tous les quarts d'heure, en 30 minutes. So what... ne dites plus : "Si j'avais su !"

Consultez votre agence de voyages ou AIR EUROPE : (1) 49 27 91 00

air europe

La Business Class de ceux qui savent.

سكوتيا ١٤١٠



# POLITIQUE

## Le souvenir de Metz

Il y a onze ans, M. Rocard affrontait M. Mitterrand. Les clivages du congrès socialiste de 1979 sont une référence dans les débats qui préparent celui de Rennes

Le congrès socialiste qui se réunira à Rennes le 15 au 18 mars prochain est l'occasion du premier débat général entre les divers courants du PS depuis que, il y a onze ans, à Metz, du 6 au 8 avril 1979, deux lignes politiques avaient mis aux prises les militants autour des candidats virtuels à l'élection présidentielle qu'étaient MM. François Mitterrand et Michel Rocard. Le congrès de Metz a été la référence constante des équilibres internes entre le courant A (mitterrandiste, dont faisait partie M. Jean Poperen), le courant B (mauroyiste, qui a fusionné avec le courant A en 1987), le courant C (rocardien) et le courant E (le CERES, devenu Socialisme et République) (1).

Metz, surtout, reste la référence politique des uns et des autres. Ainsi les amis de M. Lionel Jospin accusent-ils M. Laurent Fabius de « trahir Metz » en divisant le courant mitterrandiste, tandis que les fabusiens soupçonnent le ministre de l'Éducation nationale de se préparer à « trahir Metz » en passant un accord avec M. Michel Rocard. Les rocardiens voudraient, eux, oublier Metz, tandis que les amis de M. Jean-Pierre Chevènement s'en souviennent avec nostalgie.

Avant que le congrès de Rennes n'ouvre, peut-être, une nouvelle période de l'histoire du PS, retournons à Metz.

Quand commence exactement, pour les socialistes, la préparation du congrès de Metz ? On ne saurait le dire avec précision, tant elle s'étend sur une longue période. Peut-être commencer-t-elle au colloque de l'« Expansion », en 1976, quand Michel Rocard déclare : « On ne laisse pas avec le marché, ça logiquement, ça se fait, et qu'un interlocuteur patronal lui répond : « M. Rocard, vous venez de parler en ministre des finances... C'est la première fois que je vous entends. J'avoue franchement que je suis presque convaincu, bien que, si vous arrivez au gouvernement, je pense que ça sera pour vous les travaux d'Hercule. »

Le débat, en tout cas, s'ouvre dès le 19 mars 1978, au soir des élections législatives que perd la gauche, quand Michel Rocard explique avec gravité à la télévision que « la gauche vient d'une défaite, elle ne vient pas d'une victoire, elle vient d'une défaite, elle ne vient pas d'une victoire, elle vient d'une défaite... »

Si le débat était déjà posé, c'est alors que sont frappés les trois coups. François Mitterrand ne s'y trompe pas, et le 21 juin, une « contribution des Trente » paraît, qui condamne « toute recherche de solution prétendant technique et moderniste, qui ferait courir à notre parti un danger mortel ». Elle est signée par le fils de la gauche mitterrandiste (2). Quelques jours plus tard, Jean Poperen et ses amis s'approchent.

On peut croire, un temps, à l'armistice : le comité directeur du 8 juillet trouve des compromis sur le règlement intérieur du parti et adopte à l'unanimité une déclara-

tion de François Mitterrand. Le débat rebondit au lendemain des vacances. L'élément nouveau, c'est la grève de Pierre Mauroy. La contribution des Trente, estime-t-il, s'est faite dans son dos. De plus en plus il a le sentiment que l'accord implicite passé avec François Mitterrand - et qui confie à lui, Mauroy, la responsabilité du parti - n'est pas respecté.

Depuis quelques temps pullulent les « rapporteurs spéciaux », les « délégués généraux », qui doublent les secrétaires nationaux, sans parler du cabinet du premier secrétaire, où le seul critère est la confiance personnelle de François Mitterrand, du « groupe des experts » ou des cent sept « centres de réflexion » mis en place, quasi exclusivement composés de « techniciens » sans mandat dans le parti. C'est un fonctionnement, commence-t-on à dire, un peu trop présidentialiste.

Peut-être Pierre Mauroy est-il las de jouer les éternels seconds : c'est Foulquier, dit déjà de lui Guy Mollet. Mais, plus profondément, il est inquiet. Pour lui, la défaite de mai 1978 a été un signal d'alarme. Il s'interroge, compte tenu de l'attitude du PCF, sur la nécessité de changer de stratégie. Il craint que François Mitterrand ne soit plus l'homme capable de mener le parti à la victoire. En septembre 1978, il écrit qu'il y a au Parti socialiste « une atmosphère de fin de règne ». Plus crûment, son entourage parle de « star vieillie qui ne sait plus quitter la scène ».

Michel Rocard, d'autre part, relance le débat. Le 17 septembre, le *Journal du dimanche* publie un sondage sur la popularité des hommes politiques : François Mitterrand y perd 15 points (de 60 % à 45 %) d'opinions positives. Interrogé sur ce sondage, Michel Rocard déclare qu'il faut voir « une réponse au paradoxe du 19 mars ». « Les élections partielles, explique-t-il, nous confirment que la gauche est potentiellement majoritaire. Mais, les 12 et 19 mars, confrontés aux problèmes de l'Etat et de la gestion économique, la gauche a rencontré des Français qui ne lui ont pas donné leur confiance. C'est par rapport à ce mouvement d'opinion que les sondages nous donnent une réponse. Et cette réponse, c'est qu'il faut, qu'il faut, qu'il faut... »

« La politique de Pierre Laval »

C'est la tempête. Premiers et seconds couteaux mitterrandistes montent au créneau face à un Rocard qui espère, par un discours convaincant, qu'il a voulu évoquer « une crise de confiance à l'égard de l'ensemble des dirigeants politiques ». Gaston Defferre, qui n'est pas homme de dentelle, s'en prend à la politique économique que préconise Michel Rocard : « Si c'est pour faire cette politique-là, il y a Rocard, c'est ça, c'est ça, c'est ça... Cette politique rappelle d'ailleurs, étrangement, celle que faisait Pierre Laval. C'est une politique archaïque, qui a échoué toujours. »

François Mitterrand intervient lui-même dans le débat, en des termes que l'on relit aujourd'hui avec intérêt : « A Epinay, les socialistes ont un choix, celui de s'engager dans la lutte de classes. Sans stratégie de rupture, le PS perdrait son identité. A quoi nous servirait-il de devenir une vague contre l'extrême pour le poste de premier secrétaire, on entend,

jours dans le lit de la classe dominante ? »

Pierre Mauroy et Michel Rocard présentent quatre contributions communes. Leurs intuitions sont explicites : « On ne peut revenir à la situation de 1972 », « Ni isolationnisme, ni autarcie », « Le système capitaliste n'est pas moribond » et « Pas de présidentialisme », qui porte sur le fonctionnement du parti.

Les mitterrandistes déposent deux contributions. La première est patronnée par Louis Mermaz, la deuxième par Lionel Jospin et Laurent Fabius, « au nom des 30-40 ans », et signée, entre autres, par Pierre Bérégovoy, Henri Emmanuelli et Paul Quilès. Elle ferait notamment sur les questions économiques : « Prendre en compte le rôle du marché dans l'orientation de l'économie, c'est vouloir ignorer la réalité du capitalisme moderne et du socialisme. Affirmer que le marché devra garder durablement un certain nombre de ses fonctions actuelles revient au même. »

Le plus étonnant est alors l'extraordinaire gauchissement du langage mitterrandiste. Sur la rupture : « Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer, mais de le remplacer par le socialisme. » Sur les revendications : « Eh bien, nous, avec orgueil, nous disons que nous sommes les soldats des revendications immédiates et nécessaires. » Sur la rigueur économique : « Les prétendues « lois économiques » de la droite (...) ne sont que les vieilles recettes de l'exploitation de l'homme par l'homme. »

Et Laurent Fabius, à la tribune du congrès : « La rupture, ce n'est pas le grand soir, mais ce sera jamais la politique des petits pas (...). Les principaux changements qui ne seront pas engagés immédiatement par un gouvernement de gauche ont toutes chances de ne pas être réalisés. Allende n'a pas été assassiné par un laïc d'inflation. »

Le CERES tient bien de faire front à ce déferlement langagier : sa motion comprend ainsi soixante-dix-sept fois le mot « lutte » et trente-cinq fois le mot « classes », mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l'auteur de ce recensement (3) doit reconnaître que le discours économique du CERES « s'articule autour de la notion très technique de nationalisation » et celui des mitterrandistes « autour de la notion marxiste d'exploitation capitaliste ». Au résultat final, Rocard et Mauroy obtiennent respectivement 21,2 % et 16,8 % des ma-

jeux. Le CERES obtient 16,8 % des voix, mais l

## POLITIQUE

## La Nouvelle-Calédonie sur le sentier des réformes

Au jour le jour et malgré toutes les pesanteurs  
une poignée de hauts fonctionnaires met en œuvre les accords de Matignon

Le FLNKS, affaibli par ses divisions depuis l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yvonne Yelwéné, ne paraît pas aujourd'hui bien armé pour relever le défi du développement économique et social qui conditionnera le scrutin d'autodétermination prévu en 1998 en Nouvelle-Calédonie (le Monde du 31 janvier). De son côté, le RPCR se montre plus attentif aux aspirations de la communauté mélanésienne. La mission des représentants de l'Etat, chargés d'arbitrer entre les uns et les autres, mais aussi de conduire une politique destinée à rééquilibrer la vie du territoire dans le sens d'un meilleur partage favorable aux Canaques, s'apparente souvent au problème de la quadrature du cercle...

## NOUMEA

de notre envoyé spécial

Ce matin-là, Bruno Arbonet, en tournée sur la côte est, est accueilli par le maire indépendantiste de Houailou qui l'écoute en silence sous un portrait de François Mitterrand complété par un message de Jean-Marie Tjibaou dont le contenu reste d'une parfaite actualité : « *Rendre le pays indépendant oblige tout le monde à tirer le pays vers le mouvement...* ». Le directeur général de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) ne tourne pas autour du pot : « *Les accords de Matignon, cela signifie qu'il ne faut oublier personne, mais la colonisation, c'est fini. L'époque où l'Etat arrivait avec un certain nombre de sucres d'orge à distribuer est terminée. Nous voulons aller vite parce que trop longtemps des promesses ont été faites et n'ont pas été tenues. Pour ce qui concerne votre commune, monsieur le maire, nous avons en stock 3 200 hectares et nous pou-*

*vous prendre l'engagement que les deux tiers de ces terres seront attribués avant la fin de l'année. Mais nous n'interviendrons pas dans les débats fonciers entre clans, ni là où il n'y aura pas de conventions entre les attributaires et les provinces.* » Le maire acquiesce d'un signe de tête. « *Ce qui importe maintenant, conclut Bruno Arbonet, c'est d'avancer.* »

Voilà quatre mois que ce technicien à la barbe rousse promène son accent du Languedoc de commune en commune et de tribu en tribu pour dire à tous les Français, aux Canaques que la France, cette fois, mènera à son terme le processus de restitution des terres mais que son intervention dans leur mise en valeur sera subordonnée, dorénavant, aux accords contractuels conclus entre les groupements de propriétaires et les nouvelles autorités provinciales. Autrement dit : messieurs les indépendantistes, puisque vous voulez démontrer votre capacité à développer votre terre natale, la France vous appuiera à condition que vous preniez vos responsabilités !

Le programme de restitution des terres à la communauté mélanésienne, fréquemment spoliée au cours de la colonisation, se déroule correctement. Si rien ne vient l'entraver, un grand pas aura été fait, bien avant l'échéance de 1998, dans la voie de la réconciliation historique entre la France et les Kanaks. A la fin du mois de janvier, l'ADRAF aura restitué, en tout, sur l'ensemble du territoire, 25 000 hectares de terres. Le reste dépendra, pour l'essentiel, de la volonté des Canaques, surtout dans les deux provinces du Nord et des Iles Loyauté contrôlées par le FLNKS. L'ADRAF ne continuera à intervenir automatiquement que dans les trois secteurs où elle est déjà opérationnelle : la production de café, l'élevage de cerfs et la culture fruitière. Le « plan café », lancé il y a huit ans, n'est pas une réussite et la production locale ne suffit toujours pas à assurer les besoins du territoire alors que l'aide de l'Etat doit en principe cesser dans deux ans. « *Mais c'est une vraie tradition et il faudrait*

*peu de chose pour relancer cette filière* », estime le directeur de l'agence.

Dans le secteur fruitier, Bruno Arbonet va faire confiance aux militants de Canala qui ont déjà donné le bon exemple en mettant en place un groupement de producteurs qui démarre sur des bases saines après avoir su adapter les usages coutumiers aux impératifs économiques : Canala aura la fabrique de jus de fruits qu'elle réclamait depuis deux ans bien que la production de fruits locale soit encore trop faible. Cette unité utilisera, au départ, des jus concentrés importés afin d'inciter les tribus des environs à développer la production de fruit plus un seul brousseur européen, et il joue à fond, contrairement à ses prédécesseurs anti-indépendantistes, la carte de la transparence. Sur cette côte est du territoire, où il n'y a pratiquement plus un seul brousseur européen, il a trouvé un second d'envieure en la personne d'André Gopé, un ancien « *ministre de la sécurité* » de feu le « *gouvernement provisoire de Kanaky* » qui privilégie depuis longtemps les travaux pratiques pour l'émancipation économique de sa communauté dans son combat militant au sein de l'UPM (Union progressiste mélanésienne).

Le directeur de l'ADRAF ne veut donc pas s'appesantir sur les aléas de sa mission. Il sait qu'il tient le bon bout, même si les affaires foncières sont indéniablement explosives en Nouvelle-Calédonie. Il sourit, sans rien dire, quand il constate que les occupants wallisiens de modestes lotissements installés naguère en brousse pour servir de « *tampous* » entre le RPCR et le FLNKS se présentent encore comme « *miliciens* » en croyant que c'est l'Etat qui continue de leur allouer 3 300 F par mois bien qu'ils n'exercent plus cette « *profession* ». Et s'il vient d'être menacé de mort par le fils d'un brousseur de la région de La Foa proche du Front national, qui n'accepte pas la perspective de quitter une terre octroyée à la suite par les anciens dirigeants de l'ADRAF mais revendiquée par les clans locaux, il n'en fait pas un plat. D'autant que le président du RPCR, M. Jacques Lafleur, s'est aussitôt montré amical au téléphone, et que, de son côté, M. François Burck lui a promis, désormais, le soutien de l'Union calédonienne dans le traitement des cas fonciers conflictuels alors que la principale formation indépendantiste l'avait, jusqu'à présent, laissé se débrouiller seul face au RPCR.

Bruno Arbonet préfère souligner la maturité d'un André Gopé, observant que « *c'est à l'intérieur même du milieu canak que surgissent aujourd'hui les plus gros conflits fonciers* », ce qui aboutit souvent à laisser en friches les terres récupérées, et soulignant la nécessité de « *trouver de nouvelles formes de relations non seulement entre canaques dans le respect de la coutume, mais aussi entre Kanaks et colons pour créer un climat de développement serein* ». Quelle évolution ! André Gopé, l'ancien compagnon de combat d'Elloi Machoro, l'ancien ministre territorial de Jean-Marie Tjibaou (de 1984 à 1986), dit aujourd'hui la même chose, au fond, que le vieux sage RPCR de Houailou, Paravi Keybas, qui concluait l'autre jour, à son adresse, avec son franc-parler netoite : « *L'essentiel est que chacun arrive à avoir les poches pleines et une voiture pour aller à Nouméa. Moi, en 1996, si j'ai les poches pleines, je serai peut-être plus indépendantiste que toi !* »

Pendant ce temps, les élus du RPCR occupent bien le terrain. En brousse, ceux-là mêmes qui étaient les plus prompts à nier les revendications des Canaques sont aujourd'hui les premiers à rechercher le dialogue avec eux. Le maire de La Foa, M. Philippe Gomes, et l'ancien président de la région Ouesé, M. Harold Martin, impliqués dans le scandale du bilan de l'ancienne ADRAF, jurent, la main sur le cœur, qu'ils sont prêts à aider les tribus mélanésiennes de la région de La Foa et Bouloupari à se moderniser.

revendications des Canaques sont aujourd'hui les premiers à rechercher le dialogue avec eux. Le maire de La Foa, M. Philippe Gomes, et l'ancien président de la région Ouesé, M. Harold Martin, impliqués dans le scandale du bilan de l'ancienne ADRAF, jurent, la main sur le cœur, qu'ils sont prêts à aider les tribus mélanésiennes de la région de La Foa et Bouloupari à se moderniser.

## L'entreprise de séduction du RPCR

C'est à Nouméa que l'entreprise de séduction lancée par le RPCR en direction des Canaques est la plus spectaculaire. Sur fond de frénésie immobilière - les projets d'investissements touristiques sont légion - la municipalité nommée s'apprête à engager ce que son maire, M. Jean Lagues, appelle lui-même « *un budget colossal* » pour que sa ville n'apparaisse plus comme le symbole d'un colonialisme archaïque. Priorité sera donnée à la construction de logements très sociaux pour faire disparaître les taudis dont le nombre est en augmentation depuis que « *Nouvelles-Blanches* » attire de plus en plus les populations de la brousse. Un projet de « *quadrillage culturel* » de la ville est également à l'étude.

Qui se risquerait déjà à un pronostic sur l'issue de la compétition ? Sûrement pas Jean-François Caronco, secrétaire général adjoint du territoire en charge des affaires économiques, cet ancien collaborateur du maire de Montpellier, volontaire pour faire partie de l'équipe des « *forçats de la paix* » réunie autour du délégué du gouvernement, Bernard Grasset, à la prise de part de ne plus s'étonner de rien sur ce « *Caillou* » qu'il faut gérer comme un Etat. Il ne cherche plus à comprendre pourquoi le FLNKS s'allie sur le RPCR pour restaurer l'installation d'un ouvrage de production thermique qui créerait trente-cinq emplois à Népoué, dans la province Nord. Ni pour quel les élus indépendantistes réclament l'extension à l'ensemble du territoire de mesures de déforestation réservées en principe aux deux provinces les plus

sous-développées. Ni pourquoi les successeurs de Jean-Marie Tjibaou ne reprennent pas à leur compte la délibération sur les bénéfices des sociétés minières que celui-ci avait personnellement élaboré pour que le produit de la fiscalité sur les mines de nickel serve au développement des provinces indépendantistes. Encore moins pourquoi ils n'acceptent pas le délégué du gouvernement lorsque celui-ci propose d'augmenter légèrement l'impôt direct sur un territoire où les écarts de revenus sont tels que trente-trois contribuables impossibles ont déclaré au titre de 1988 des revenus annuels supérieurs à 12 millions de francs pour un montant global de près de 57 millions.

Jean-François Caronco n'a surtout pas envie d'être plus canaque que les Kanaks. Il fait son boulot à la manière d'un procureur, en appliquant à la lettre la loi républicaine mais sans en négliger l'esprit ; sans oublier, en particulier, que Christian Blanc et Michel Rocard avaient aussi promis à Jean-Marie Tjibaou de réduire artificiellement le nombre des électeurs européens potentiels. Les fonctionnaires ne sont déjà plus autorisés à prolonger leurs séjours réglementaires et, bientôt, ils devront prendre leur retraite sur place, ils ne pourront plus bénéficier de revenus aussi avantageux que par le passé. Il prend des coups et il en donne. Depuis que Jacques Lafleur, l'été dernier, lui a fait grief d'avoir autorisé la direction des douanes à lui infliger une amende pour infraction à la législation sur les exportations de minerais de nickel, sans parvenir à obtenir sa « *tête* » du premier ministre, Jean-François Caronco savait que les choses commençaient vraiment à changer en Nouvelle-Calédonie. Il sait maintenant que les sentiers de la paix y resteront tortueux et bordés d'épines. Et il soupire, en balayant de la main la carte du territoire : « *Dire que tout cela ne représente que l'arrondissement de Béziers...* »

ALAIN ROLLAT

CLASSE EVASION. UN SOURIRE NE COUTE RIEN.  
CE QUI EXPLIQUE NOS PRIX.



LA REUNION  
4150 F A/R\*

LES ANTILLES  
2950 F A/R\*

CONTACTEZ VOTRE AGENT DE  
VOYAGE OU TELEPHONEZ AU  
40 17 45 55

Avec la classe Evasion, le vol régulier n'est plus un luxe. Tarifs très étudiés, formalités rapides et accueil attentionné : à l'embarquement, vous sentez déjà la différence.

A bord, vous appréciez le même sourire, la même attention, à dix heures comme à quatre heures du matin. Décidément, avec Aéromaritime, vous êtes en bonne compagnie.

Aéromaritime  
INTERNATIONAL

NOUS VOUS RENDONS VOTRE SOURIRE

هكذا يحب السفر





## JUSTICE

Le procès du réseau de Fouad Saleh

## Terrorisme et guerre sainte

En dépit des imprécisions de Fouad Saleh, principal inculpé, le procès des membres présumés du réseau terroriste chiite suit son cours. Mardi 30 janvier, le tribunal a examiné le degré d'implication dans cette association de mal-faiteurs de trois Tunisiens.

Désormais, Fouad Ali Saleh demande au tribunal l'autorisation avant de prendre la parole. Voilà le fait nouveau : si l'investiture demeure sa manière de s'exprimer, le responsable présumé des attentats parisiens de 1986 cherche à éviter l'expulsion pour mieux peser à sa guise sur les débats. Mais il reste ce personnage incontrôlable, tantôt plaisantant à mi-voix avec ses coaccusés, tantôt ironique à l'endroit du substitut (« Petit pharaon ! », lui lance-t-il en pleine audience), et le plus souvent exalté, passant d'un sujet à l'autre avec fièvre.

L'audience tangue alors quelques minutes comme lorsqu'il interpelle les victimes regroupées au sein de l'association SOS-Attentats : « Nos enfants meurent de faim pendant que vous mangez du caviar chez vous ! Ces femmes qui nous regardent avec des yeux pleins de haine, il faut leur expliquer. Ce ne nous fait pas plaisir de poser des bombes ! C'est la guerre, la faute de l'Occident ».

Le président : « Ça commence à bien faire... »

— Nous aussi, nous avons des enfants. Les musulmans meurent sous vos coups ! »

M<sup>e</sup> Olivier Schnerb : « Cessez de toiser les victimes. Vous leur avez fait suffisamment de mal ! »

— Ce n'est pas moi !

— Taisez-vous.

— Non ! Il faut la vérité... »

Le substitut : « N'insultez pas les parties civiles ! »

— Tu m'as donné la parole fils de porc et tu me la reprends !

— Arrêtez d'insulter tout le monde.

— Mais tu l'as reconnu que tu es un fils de porc ! Tu descendes des animaux ! L'homme descend des animaux ! C'est pas moi, c'est vos livres qui le disent ! »

L'examen des responsabilités respectives de Hassan Aroua, Mohamed Ben Hassan Aroua et Fathi Bourguiba — trois des membres présumés du réseau terroriste de Fouad Saleh — a ainsi été truffé d'incidents plus ou moins violents au cours d'une audience bien souvent caricaturale. Car le tribunal a été successivement confronté à un muet, un « comique » et un repentant.

Aroua, le chauffeur de taxi tunisien de trente-cinq ans qui convoyait de nuit les explosifs de cache en cache au tarif forfaitaire de cinq cents francs, a fait silence. Le président Melleque aurait visiblement aimé lui poser quelques questions, mais pour Aroua, l'heure avait sonné d'une méditation plus impie. « Il faut se pardonner », indiqua aimablement Fouad Saleh, décidément indispensable à la bonne marche de la justice.

Alisa, le Tunisien à la bonne bouille, le combinard touchant scrupuleusement ses indemnités de chômage mais tenant guinguette à la Goutte-d'Or et arrêté alors qu'il transportait quelques litres d'un explosif liquide particulièrement puissant, a pour sa part hésité entre deux rôles : le quadragénaire égaré dans une affaire qui le dépasse et le crédule sans mémoire.

Une religion de paix et d'amour

Le président : « Alisa, les policiers ont trouvé chez vous trente-huit piles, cinq réveils et trois montres... »

Le prévenu : « Et alors ? »

— Vous êtes prévenu... »

— Mais c'est rien, ça. On a de tout à Barbès. J'avais aussi des verrous, des parfums ! »

— Et les bouteilles d'arak libanais contenant les explosifs, M. Alisa ? Les bouteilles appartenant à Saleh... Fouad Saleh est chiite, il ne boit pas ! »

Heureusement pour Alisa, Saleh vole à son secours : « Lui ne savait rien. C'est moi qui savais tout. Je le manipulais ! C'est moi qui combats l'Occident jusqu'à l'éternité (sic). Il a été torturé par les parties civiles ! »

— Taisez-vous !

— C'est moi le terroriste. C'est moi qui avais les explosifs. Le Coran dit : « Terrorisez les ennemis de Dieu ! »

Mais ce n'est pas un aveu. Saleh revient vite en arrière. Après quelques secondes, il précise que son

« terrorisme » consiste à « prêcher la guerre sainte »...

Un terrorisme que Fathi Bourguiba, créateur et fabricant de parfums, gérant de société de vingt-huit ans, a reconnu dès sa première intervention : « L'islam, pour moi, est une religion de paix et d'amour. Par principe, je condamne tout acte de violence. Je ne peux pas être indifférent au sort des victimes. Je leur demande de croire que je partage très profondément leur souffrance... » Le président, après l'avoir félicité de ces bonnes paroles, s'est tout de même demandé pourquoi il avait accepté de stocker des explosifs chez lui et d'héberger plusieurs jours, fin 1987, Fouad Saleh et Bassam, l'un des officiers du réseau que l'on soupçonne d'avoir jeté la bombe de la rue de Rennes, le 17 septembre 1986.

Les devoirs de l'hospitalité

Fathi Bourguiba, d'une voix de plus en plus aigüe et sur la défensive, expliqua alors ce que sont les devoirs imposés par l'hospitalité, rappelant que Fouad Saleh et lui sont originaires du même quartier de Tunis. « Je ne pouvais imaginer qu'il était impliqué dans des actes aussi barbares », ajouta-t-il. Le substitut Jacques Fournel ne cacha pas son incrédulité.

M<sup>e</sup> Jacques Chamson, conseil de SOS-Attentats, fit observer à l'inculpé : « Entre le 3 et le 22 mars, vous savez — si l'on accepte de vous croire — qu'il y a des explosifs chez vous. Et vous ne faites rien ! »

Ignorais-je qu'il était vraiment Bassam, a répondu Bourguiba. C'est ce qui a augmenté ma peur. Je vivais la même psychose que les Parisiens. Je me considérais comme un Français... »

La encore, Saleh est intervenu, condescendant à aider ce repentant dans la difficulté en coupant l'avocat : « C'est un chrétien ! Il l'annonce avec ses questions, fais attention ! »

LAURENT GRELSAMER

## MÉDECINE

Une première en Grande-Bretagne

Chirurgie cardiaque « in utero »

Pour la première fois, une intervention chirurgicale a été réalisée, au Guy's Hospital de Londres, sur le cœur d'un fœtus de trente et une semaines. C'est en utilisant un cathéter guidé par échographie que les chirurgiens ont pu intervenir sur l'une des valves cardiaques du fœtus qui s'avérait défectueuse (il souffrait d'une sténose de l'aorte). Le fœtus a dû être réopéré, toutefois, deux semaines plus tard.

Le bébé, un garçon, est né prématurément, le 4 janvier, une semaine après la seconde intervention. Quelques heures plus tard, il était opéré une troisième fois et, depuis, il se trouve en réanimation dans un état grave. Selon les chirurgiens, parmi lesquels les docteurs Lindsey Allan, Darryl Maxwell et Michael Tynan, seule une intervention de ce type pouvait donner une chance de survie au bébé. La mère de l'enfant avait donné son accord pour qu'une telle opération soit pratiquée sur son enfant.

Jean-Marie Chauvior

URSS : Une société en mouvement

Un regard libre sur un peuple en quête de liberté

Chaque jour, le Monde Diplomatique (la presse)

Un livre riche et un excellent rapport

Rapport SCHLOSSER de la Nouvelle Observance

429 - 1988

éditions de l'aube

Selon « le Canard enchaîné »

## M. Mitterrand aurait pris des engagements sur la libération d'Anis Naccache en juillet 1990

M. François Mitterrand aurait, selon le *Canard enchaîné*, pris l'engagement auprès des autorités iraniennes d'accorder une grâce au militant extrémiste pro-iranien Anis Naccache, grâce qui interviendrait au mois de juillet 1990 et permettrait la libération de ce détenu. L'hebdomadaire indique, dans son édition du mercredi 31 janvier, que cette promesse du président de la République française expliquerait l'arrêt vendredi 26 janvier de la grève de la faim (le *Monde* daté 28-29 janvier) qu'Anis Naccache observait depuis le 8 septembre dernier. Cette information du *Canard enchaîné* n'a été ni confirmée, ni infirmée tant par les services de l'Elysée que par ceux de Matignon, du quai d'Orsay ou du ministère de la justice.

Selon le *Canard enchaîné*, « pour en arriver là, il a fallu trois semaines d'intenses négociations secrètes ». Rappelant les déclarations faites par M. Mitterrand le 5 janvier, déclarations dans lesquelles le président de la République indiquait, en substance, qu'Anis Naccache « n'obtiendrait rien par une grève de la faim mais qu'il pouvait « toujours espérer être libéré le jour venu », le *Canard enchaîné* indique « qu'au lendemain de cette fin de non recevoir (...) une proposition est discrètement transmise à Naccache avec l'accord de l'Elysée ». Selon l'hebdomadaire, « Mitterrand se dit prêt à accorder sa grâce à condition que le prisonnier cesse sa grève de la faim mais Naccache refuse de céder ».

Après une série de contacts diplomatiques « la promesse d'une libération prochaine d'Anis Naccache a été transmise par l'Elysée aux plus hauts dirigeants iraniens » précise l'hebdomadaire qui ajoute que l'accord final serait intervenu le 26 janvier lors d'une rencontre entre M. François Scher, numéro deux du quai d'Orsay et M. Mahmoud Yassei, vice-ministre iranien des affaires étrangères en visite à Paris. « Quelques heures plus tard, souligne le *Canard enchaîné*, Naccache annonce sa décision d'interrompre sa grève ».

M<sup>e</sup> Jacques Vergès, l'un des avocats d'Anis Naccache avait pour sa part indiqué (le *Monde* du 30 janvier) que son client avait cessé sa grève de la faim « à la demande expresse » du président de la République islamique Ali Akbar Hashemi et du guide suprême de la République islamique l'Ayatollah Ali Khamenei. Cette demande, avait précisé l'avocat à l'Agence France-Presse lui avait été transmise par sa mère qui, accompagnée « d'un ami » lui avait rendu visite vendredi 26 janvier à la prison de Fresnes (Val-de-Marne).

Anis Naccache a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité le 10 mars 1982 après une tentative d'assassinat commise en 1980 contre le dernier premier ministre du Chah d'Iran, M. Chahab Bakhtiar. Au cours de cette tentative d'attentat, deux personnes, un policier et une passante avaient été tués par les hommes du commando conduits, ce jour-là.

Les mesures annoncées par M. Arpaillange

## Contrôles et surveillances vont être renforcés autour et à l'intérieur des prisons

Comme il l'avait annoncé après l'évasion de quatre détenus, le 28 janvier, de la prison de Lons-lès-Lille (Nord) (le *Monde* du 30 janvier), M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, a rendu publics mardi 30 janvier, les premières conclusions du rapport qu'il avait demandé à M. Jean-Pierre Dintilhac, directeur de l'administration pénitentiaire. Le garde des sceaux a adopté cinq mesures immédiates pour améliorer la sécurité des prisons.

En ce qui concerne Lons-lès-Lille, les premières conclusions de l'enquête font apparaître, indique le ministère : « Premièrement, l'insuffisance de l'effectif des postes de surveillance. Deuxièmement, l'insuffisance de consignes à la mise en œuvre des contrôles dans les locaux de détention. Troisièmement, la difficulté d'effectuer des contrôles systématiques dans une prison surpeuplée ». Après la quadruple évasion de Lons-lès-Lille, il était apparu qu'un mirador était dépourvu de gardiens, facilitant ainsi l'évasion. Plus généralement, ce dispositif de surveillance n'est pas toujours strictement adapté à des prisons souvent anciennes dont l'architecture a parfois dû être remaniée.

D'autre part, il est clair que les aléas et venues, dans les prisons, de nombreux intervenants extérieurs, rendent plus difficiles certaines tâches de contrôle de gardiens par ailleurs souvent démotivés ou désorientés à la suite des conflits de ces derniers mois avec l'administration pénitentiaire.

Les cinq mesures immédiates relatives à l'amélioration de la sécurité dans les prisons sont les suivantes : « Améliorations des contrôles individuels des détenus ». Le ministère de la justice souligne la nécessité d'augmenter en cas de besoin le nombre de ces contrôles et de réviser éventuellement la répartition de la

population pénale dans les bâtiments de détention.

« Renforcement des liaisons entre chefs d'établissements et les autorités préfectorales afin d'accroître la fréquence des rondes effectuées autour des établissements par la police et la gendarmerie.

« Les plans d'équipements et d'acquisition de matériel de sécurité seront accélérés en liaison avec la mission sur la sécurité dans les prisons, récemment confiée à M. Jean-Claude Karsenty. Les crédits indispensables à l'application des dispositions les plus urgentes seront dégagés.

« Le ministère invite aussi à la « vérification sous la responsabilité des préfets, des plans de protection des établissements pénitentiaires et d'interventions des forces de l'ordre ».

« Le ministère annonce la « création auprès de chaque directeur régional des services pénitentiaires d'un poste de délégué à la sécurité des établissements ».

## Les réactions

La plupart des mesures annoncées n'ont pas trouvé grâce aux yeux des responsables des syndicats pénitentiaires : Force ouvrière et Union des syndicats pénitentiaires. Si les deux organisations trouvent « acceptable » (FO), ou digne d'approbation, « sans réserve » (USP) le renfort de la sécurité autour des prisons, si l'accélération de la mise en place des équipements de matériel de sécurité est « une bonne chose », selon M. Jacques Vuillemin, secrétaire général de FO-pénitentiaire, « pour le reste, c'est du vent ». Et, pour l'USP, les autres mesures annoncées « relèvent de l'incompréhension car elles sont inacceptables, compte tenu du manque chronique d'effectifs ».

## SPORTS

FOOTBALL. — Le tirage au sort des trente-deuxièmes de finale de la Coupe de France effectué mardi 30 janvier à Paris, a réservé quelques surprises aux clubs de première division, qui entreront dans la compétition à l'occasion de ces matches disputés sur terrain neutre samedi 17 février. Plusieurs d'entre eux affronteront des clubs ambitieux de seconde division : Paris SG-Valenciennes, Nice-Strasbourg, Racing Paris-Angers, Lille-Reims, Auxerre-Red Star, Metz-Montceau-les-Mines, Toulouse-Alès, Montpellier-Lorient, Monaco-Avivon, on Marseille-Tours. D'autres ont été plus chanceux : les Girondins de Bordeaux en découlant par exemple avec la plus petite équipe encore en lice, le club breton de Flabennec (Finistère).

Les confidences de Lotfi, informateur de la DST

## Une « taupe » sort du trou

Une « taupe » sort de son trou. Tunisien, né en 1954 — ou en 1958, on ne sait trop, — Lotfi Ben Khale est l'homme qui a permis, début 1987, le démantèlement par la DST du réseau terroriste de son ami Fouad Ali Saleh. Il existe, et il le prouve en parlant, tous azimuts, aux journalistes.

Pourtant, judiciairement, il n'existe pas : le requêteur définitif du procureur ne le nomme jamais et le tribunal correctionnel ne semble guère pressé de faire sa connaissance. Un personnage qui, avant l'interdiction, avait déjà provoqué un conflit entre le juge Gilles Boulouque et M<sup>e</sup> Dominique Inchausti, l'éphémère avocat de Saleh, qui dépose une plainte pour « destruction, ruse et dissimulation de preuves, et forfaiture » (le *Monde* du 30 janvier 1988).

Avicéité financière, débourses sentimentaux, amoureaux classiques d'un « indic » ? Toutes ces raisons se mêlent sans doute pour expliquer l'irrésistible envie de Lotfi de se confesser. Bâlé entre la ville sainte de Oum en Iran, la DST à Paris et Tours, la CIA à Washington et un incertain refuge tunisien, il devient instable — on le savait à moins — surtout après être passé, en quelques mois, de l'identité de militant pur et dur de la révolution islamique à celle de dévoué collaborateur des services de renseignement occidentaux.

On pourra donc voir Lotfi à la télévision (TF 1, mercredi 31 janvier, 22 h 35) rouler des yeux et expliquer passivement tout ce que la France lui doit — franchement. Mais il en est bien plus dans l'événement du jeudi à paraître le 1<sup>er</sup> février.

## Crise de mysticisme

Et pour cause. L'auteur de l'article, Frédéric Ploquin, fut le premier journaliste à être contacté par Lotfi, dès mars 1987, alors qu'il était aux mains de la DST depuis à peine deux mois. Depuis, Ploquin est devenu son confident professionnel, suivant, pas à pas, les péripéties de cette « taupe », traître de roman ou collaborateur émérite, selon le point de vue où l'on se place. Jusqu'au départ, le 19 juin 1987, de Lotfi pour les Etats-Unis, ils se verraient six fois, parfois dans

des conditions rocambolesques pour échapper aux fureurs de la DST. « En cas de malheur », Lotfi voulait une « assurance » : un journaliste pourrait témoigner.

C'est après « une tenace crise de mysticisme », raconte Ploquin, que Lotfi se trouve presque fortuitement en Iran, en 1979, lors de la chute du shah. A Oum, il sera le premier converti « venu de l'étranger ». Lotfi s'installe dans la ville sainte universitaire, dont il débale, curieux de nature, le moindre des secrets. Devant l'efflux d'étudiants étrangers, on lui propose un poste d'enseignement. Et un salaire.

Un certain Ibrahim, homme fort du nouveau régime, futur pivot de l'« Irangate », qui empoisonne bientôt l'administration Reagan, le prend sous son aile. On lui offre même des vacances Du côté de la plaine du Gange. Mais aussi à Paris, où il va retrouver la trace d'une jeune Tourangelle dont il est tombé amoureux quelques années plus tôt à Tunis, où elle apprenait l'arabe. Comme elle n'est pas contre sa conversation à l'islam, même chiite, il « embarque » « sa Française en Iran ».

A Oum, il croise un autre Tunisien : Fouad Ali Saleh. Un Saleh déjà renommé et imprévisible : il passera quarante-cinq jours au cachot pour avoir traité le puissant Montazeri d'« agent de l'Anglais ». « C'était un type très nerveux et très rigide », se souvient Lotfi. En 1985, quand les relations se durcissent entre la France et l'Iran, Lotfi est envoyé dans l'Hesagone, après cinq ans de séjour à Oum.

Près de Tours, dans la petite ville de Châteaurenault, il réussit à trouver un emploi dans une association barbare. Mais son prosélytisme islamique est voyant. Ses voyages réguliers en Iran attirent l'attention des policiers de la DST. Ce qui lui vaut, après les premiers attentats parisiens du 7 décembre 1985, de faire partie de la centaine d'activistes islamiques interpellés début 1986. Il s'en va, bien qu'il touche, dès cette époque, un salaire de Tahéran, versé par une banque iranienne à Paris.

« Je ne me doute de rien », assure Lotfi, qui affirme ne pas avoir fait immédiatement le lien entre l'Iran et le terrorisme. La

lumière lui viendra subitement, lors de son dernier voyage à Oum, de novembre 1986 à janvier 1987. « Tout me dégoûtait, explique-t-il, à l'événement du jeudi. Au fil des jours, je me suis mis à lire Khomayni et les mots des coranques, leurs hermes, leur facilité à boire de l'alcool. Au nom de l'islam, ils détruisaient l'islam ». Et Lotfi fouine : à l'heure de la sieste, admis dans le domicile privé du dignitaire Ibrahim, il prend connaissance d'un dossier ultra-secret sur les attentats parisiens de 1986. Tous les détails y étaient, parmi lesquels le nom de Fouad Ali Saleh.

La suite est connue. Il prend contact avec la DST, le 17 février 1987, à Tours, après avoir rapatrié femme et enfants. D'ambule, il demande 5 millions de francs. Doté d'une avance de 90 000 francs, il monte un piège : un appartement truffé de micros où les membres du réseau terroriste perleront sans méfiance. Saleh croit que Lotfi a la confiance des Iraniens. Il ne se méfie pas.

Le réseau démantelé, Lotfi se voit offrir 1 million de francs. « Il clique » en quelques jours une avance de 250 000 francs en habits, restaurants, boîtes de nuit. Puis en juin 1987, il part pour Washington. La CIA le prend en main. Mais sa femme s'éloigne de lui. Il s'effrite, s'inquiète, craint pour sa sécurité. Oublit sa nationalité américaine et son confortabilité saïra, il rejoint son pays, la Tunisie.

Au correspondant du *Monde* en Tunisie, Michel Dauré, il affirme en septembre 1989 n'avoir jamais touché que 2 000 dollars par mois au lieu des 25 000 promis par la CIA. Des agents de la DST lui proposent 20 000 francs par mois à condition de travailler pour la France là où il se rendra. Mais il n'a plus confiance. Selon M. Robert Pandraud, interrogé par TF 1, le « taupe » a touché au total 300 000 F pour sa collaboration. Dans le film, Lotfi reste prudent, concédant qu'il ne peut aller trop loin dans les trahisons en cascade. Information inédite cependant : selon Lotfi, Saleh projetait aussi d'assassiner M<sup>m</sup> Jacques Chirac, Laurent Fabius, Jack Lang et de faire sauter une centrale nucléaire...

L. G. et E. P.

السلامة العامة



# La dure vie des jeunes chercheurs

Malgré de récentes mesures d'encouragement, la formation par la recherche demeure une voie pleine d'embûches. Et pourtant, les besoins des universités et des entreprises sont considérables.

**A**LEXANDRE a passé cinq ans de sa vie sur les bancs de l'école. Du primaire à l'université, il a toujours été un élève sérieux, voire brillant. Mais il ne trouve personne à qui le faire savoir. Son directeur de thèse ? Un fantôme qu'il n'a pas vu deux fois par an. Ses amis ? A court de ressources, Alexandre n'a pas encore trouvé les 30 000 F nécessaires pour faire dactylographier et photocopier sa thèse en plusieurs exemplaires. Si tous les étudiants chercheurs ne sont pas dans une situation aussi critique, le cas d'Alexandre illustre les difficultés de la formation par la recherche.

Ceux que l'on appelle les « thésards » préparent un doctorat sous la direction d'un directeur de thèse universitaire. Leur nombre est mal connu : cinq mille soutenance sont effectuées chaque année, par le ministère de l'Éducation nationale, mais ce chiffre ne tient pas compte des travaux en cours et de ceux qui ne seront jamais menés à terme. Cette méconnaissance des effectifs illustre le flou qui entoure les thésards. Plus tout à fait étudiants et pas encore chercheurs à part entière, ils vivent dans un sas étrange qui peut se prolonger plusieurs années. La société, pourtant, ne peut se passer de ces futurs chercheurs qui ne sont pas assez nombreux par rapport aux besoins de l'économie. Des efforts sont accomplis pour attirer les jeunes vers la recherche, mais la situation des thésards demeure fort précaire.

Les modes de vie et les domaines d'études laissant pas, les difficultés rencontrées par les étudiants chercheurs peuvent être différentes selon les disciplines. Les problèmes financiers, d'abord. Les jeunes thésards en sciences exactes ont beaucoup plus de chances de bénéficier d'une aide, publique ou privée. Les entreprises s'intéressent à leurs travaux et l'État leur sert des bourses variées (voir encadré ci-dessous). En 1988, 82,2 % des étudiants percevant des allocations du ministère de la recherche et de la technologie étaient des scientifiques.

Les allocations, qui ont été portées à 7 000 F (brut) par mois au 1<sup>er</sup> octobre 1988, assurent des revenus corrects et réguliers. Selon une enquête menée par l'Association Bernard-Grégory, l'AFEC et le ministère de la recherche, en 1988, 87 % des thésards en chimie ou en physique déclaraient bénéficier d'un soutien financier, contre 7 % en lettres et 19 % en sciences sociales. « Certains secteurs sont très mal couverts », observe Anne-Marie Guimard, au ministère de la recherche. En lettres et en sciences humaines, il y a beaucoup d'étudiants et bien peu d'aides, car les débouchés sont faibles.

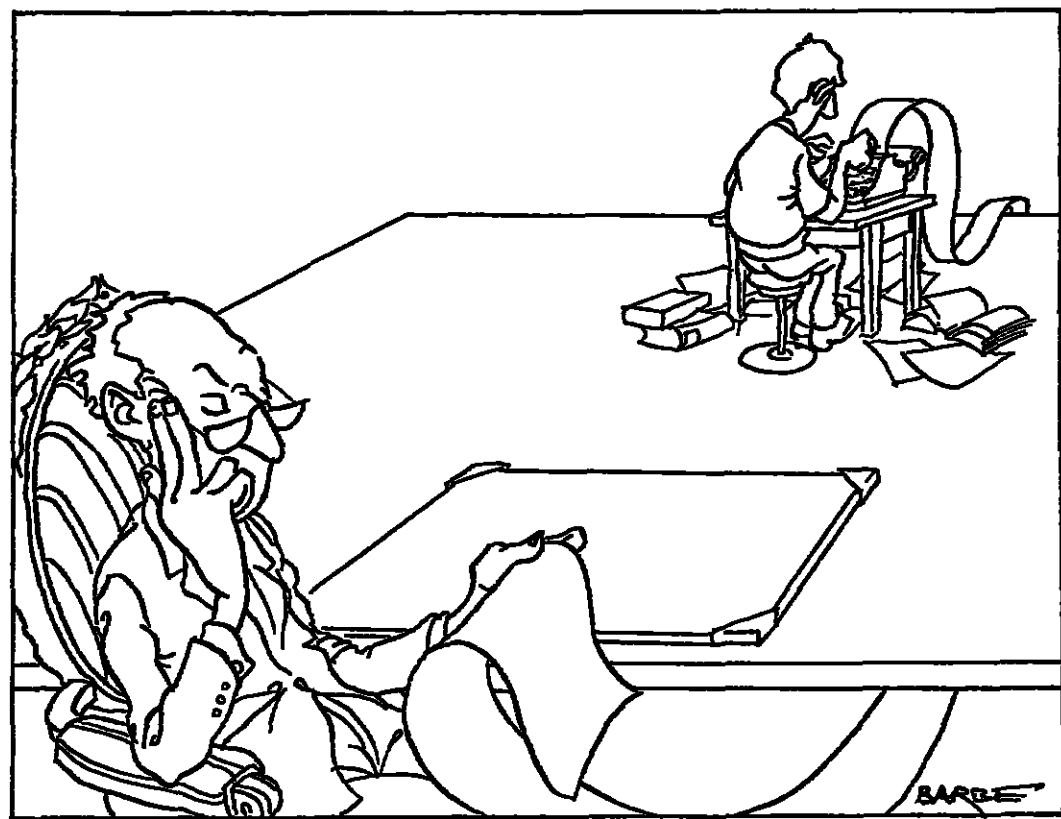
Comment survivent donc les « thésards » ? La plupart d'entre eux vivent assez chichement, même lorsque le porte-monnaie de leurs parents leur permet de ne pas mourir de faim. Nombreux sont ceux qui laissent une partie de leur énergie dans des emplois exclusivement alimentaires. Une étude réalisée en 1989 pour Hubert Curien, ministre de la recherche, établissait qu'« à de rares exceptions près le poids des études doctorales n'est pas compatible avec une activité professionnelle assurant une rémunération convenable ».

En 1988, 88 % des thésards en lettres, langues et sciences humaines exerçaient une activité professionnelle en dehors de leur doctorat, contre 10 % en physique et 33 % en mathématiques. Cette situation, conjuguée aux particularités du travail non scientifique, allonge considérablement la durée des thèses : l'âge moyen d'obtention du doctorat est de 26 ans en astronomie et en géographie, contre 37 ans en linguistique et 34 en histoire.

En attendant d'avoir décroché leur diplôme, les étudiants littéraires font donc leur possible pour joindre les deux bouts. « Contrairement aux scientifiques, les littéraires sont très souvent recrutés pour des postes sous-qualifiés », constate Frédérique Leblanc, étudiante en sociologie et membre d'Étudiants et Recherche, une association qui tente de résoudre les problèmes des étudiants de troisième cycle.

## Des emplois alimentaires

Comment survivent donc les « thésards » ? La plupart d'entre eux vivent assez chichement, même lorsque le porte-monnaie de leurs parents leur permet de ne pas mourir de faim. Nombreux sont ceux qui laissent une partie de leur énergie dans des emplois exclusivement alimentaires. Une



ration d'un système de parrainage par un chercheur extérieur au laboratoire. « Les étudiants pourraient être suivis durant toute la thèse par quelqu'un qui s'occuperait de tout va bien », explique M. Henri Audier, directeur de recherche au CNRS.

Lorsqu'ils arrivent à surmonter ces difficultés, les thésards se trouvent confrontés à la question des débouchés. La recherche publique est l'Éldorado espéré par plus de la moitié d'entre eux, toutes disciplines confondues, mais les places sont rares. « Dès qu'on devient autonome et qu'on commence à faire du bon travail, on doit quitter les laboratoires, car le temps de la thèse est terminé », regrette Dominique Gauguier, en dernière année de doctorat en psychologie du développement.

Après tout le monde nous encourage en nous disant que la recherche publique est engorgée. Pourtant, ces étudiants sont indispensables, non seulement pour l'enseignement et pour la recherche, mais aussi pour les entreprises, où la formation par la recherche est considérée comme une expérience irremplaçable. « Nous avons compris qu'il était important d'avoir dans nos équipes des gens qui ont fait une thèse et donc montré un goût pour la recherche », affirme M. François Loos, secrétaire général de la direction scientifique de Rhône-Poulenc. L'État ne s'y trompe pas qui souhaite doubler le nombre de docteurs à moyen terme.

Certains étudiants ou des laboratoires privés financent ainsi les thèses d'étudiants qu'ils comptent embaucher ou dont les travaux les intéressent. Enfin, les conventions industrielles de formation par la recherche (CIFRE) sont un bel exemple de coopération entre l'État et les entreprises. Une entreprise embauche par contrat un thésard travaillant sur un sujet qui correspond à ses besoins, mais encadré par un

laboratoire universitaire. Trois ans durant, une subvention forfaitaire est versée à l'entreprise par l'Association nationale de la recherche technique (ANRT).

« En 1990, le salaire minimum imposé pour les jeunes chercheurs sera de 120 000 francs annuels brut », souligne Catherine Bec, chef du service CIFRE de l'ANRT. L'État voudrait porter ces conventions, qui existent depuis 1981, de 600 aujourd'hui à 1 000 par an en 1993. Leur vocation industrielle n'empêche pas, selon M<sup>me</sup> Bec, sur l'autonomie des chercheurs. « L'entreprise ne les bride pas dans leur créativité et dans leur liberté, affirme-t-elle. Même si elle espère et attend des résultats. » Ce type de solutions permettra peut-être d'augmenter significativement la formation par la recherche, faible en France par rapport à certains voisins européens. Mais elle ne fournit pas la clé au douloureux problème des littéraires qui, eux aussi, sont indispensables, même si leur utilité est moins directement observable.

RAPHAËLE RÉROLLE

## Le fisc et l'INSERM

A vingt-neuf ans, Marie-Cécile, jeune biochimiste parisienne a été, dans le même temps, étudiante et... « profession libérale ». En mars 1987, une entreprise pharmaceutique lui propose de financer une thèse qu'elle effectuerait dans un laboratoire de l'INSERM. Le sujet de ses travaux intéresse directement l'entreprise, qui lui verse une somme annuelle de 47 000 francs. Première surprise désagréable : les taxes sont comprises dans cette rémunération qui, mensualisée, laisse à peine 3 000 francs brut à Marie-Cécile.

Au moment de payer ses impôts, la jeune femme découvre ensuite que l'argent reçu est assimilé par l'État à des honoraires. Étant considérée comme exerçant une profession libérale, elle doit payer la taxe professionnelle au prorata de la superficie de ses locaux professionnels. Marie-Cécile, qui emprunte pour sponger ces dépenses somptuaires, déclare la totalité de la superficie des laboratoires INSERM pour dérouter l'adversaire... Celui-ci résiste pourtant, avant de poser les armes : « Ils voulaient me faire payer en fonction des surfaces déclarées, alors que l'INSERM est un établissement public... », se souvient Marie-Cécile en riant.

Cette étudiante, qui bénéficie depuis quelques mois d'une bourse CIFRE, ne garde pas de rancune à son ancien employeur, malgré sa réputation de « l'utilisateur abusif d'étudiants en le payant fort peu ». Le cas n'est pas rare. Tout au plus pense-t-elle que la généralisation des aides éviterait ce genre de tracasseries.

## Plusieurs formes d'aides

Plusieurs systèmes de soutien aux futurs docteurs ont été mis en place par l'État et les grands organismes de recherche. En termes de flux annuel, l'État finançait, ou cofinçait, 3 500 aides à la formation doctorale en 1989.

— L'allocation de recherche est attribuée à des étudiants titulaires d'un diplôme d'études approfondies (DEA), sous forme d'un contrat durée déterminée de deux ans. Une troisième année est possible après examen de l'état d'avancement des travaux. Les allocataires peuvent percevoir des compléments sous forme, par exemple, d'heures d'enseignement rémunérées ou de vacations.

— Les bourses de doctorat pour les boursiers du CNRS doivent permettre à de jeunes ingénieurs de réaliser un travail scientifique de qualité, avant de se diriger vers l'entreprise. Environ 200 bourses, dont certaines, cofinancées par des entreprises et des régions, sont distribuées, chaque année, par le CNRS, à des

jeunes âgés de moins de vingt-sept ans. La durée maximale est de trois ans pour les BDI cofinancées et d'un an renouvelable pour celles qui ne le sont pas.

— Des systèmes complémentaires d'aides publiques se sont développés à l'initiative des organismes publics de recherche, parmi lesquels l'INRA, l'ORSTOM ou l'IFREMER. Ces aides représentent un flux annuel d'environ six cents bourses.

— Enfin, l'État participe au financement d'aides comme les conventions industrielles de formation par la recherche (CIFRE).

Les personnes désirant obtenir de plus amples renseignements sur tous les types d'aides à la formation doctorale et post-doctorale peuvent se référer au guide de l'Association nationale des docteurs en sciences (ANDES), 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris cedex 05. Tél. : 43-37-51-12 (le matin) (115 F + 20 F de frais d'envoi.)

## Des directeurs fictifs

Si de nombreux chercheurs s'intéressent à leurs « poulains » et leur consacrent du temps, tous ne sont pas aussi scrupuleux. Combien de jeunes n'ont-ils pas souffert d'être sous la coupe fictive d'un directeur de thèse qui jouait l'Arlequin ? Certains universitaires s'engagent à superviser un trop grand nombre de travaux, pour impressionner leurs confrères.

Dans les laboratoires, enfin, la formation est bien souvent laissée à l'abandon : « Tout ce que je sais, je l'ai appris dans un laboratoire privé, où j'ai passé huit mois entre le DEA et la licence », constate Marie-Cécile Pasquier, une biochimiste de vingt-neuf ans. « Ailleurs, je n'ai rien appris de plus. » C'est pourquoi certains demandent l'instaur-

**EAP/CENTRE MALESHERBES**  
FORMATION CONTINUE LANGUES  
URGENT  
Les préparations aux diplômes  
**C.C. BRITANNIQUE**  
**TOEFL et GMAT**  
débiteront entre  
les 1<sup>er</sup> et 10 FÉVRIER 1990  
108, bd Malesherbes, PARIS  
Tél. 47-54-65-48

CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**M.S. ESC LYON**  
Maîtres spécialisés

**CHOISISSEZ  
UN AN D'EXCELLENCE :**

- M.S. MANAGEMENT DES ENTREPRISES DE SERVICES
- M.S. MANAGEMENT DE LA TECHNOLOGIE
- M.S. INGENIERIE FINANCIERE
- M.S. MARKETING INDUSTRIEL

Diplômés des grandes écoles de gestion, d'ingénieurs ou de l'université, renseignez-vous !  
MASTERS INFORMATION  
UP 174 - 69632 ECULLY CEDEX Téléphone 72 20 25 25

**Groupe ESC Lyon**  
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

SPORTS

## CAMPUS

## Le second souffle des mastères

Bien accueillies par les entreprises, ces diplômes de grandes écoles ont connu, en quatre ans, une forte progression. Mais un « toilettage » est maintenant nécessaire.

En trois ans, les mastères se sont indéniablement taillé une place au soleil. Créés en 1986 par la Conférence des grandes écoles pour remettre un peu d'ordre dans les nombreuses années de spécialisation lancées par les écoles après leur cursus normal, ces formations haut de gamme ont rapidement trouvé leur place dans la panoplie des diplômés d'ingénieur ou de manager. Il suffit, pour en juger, de mesurer l'explosion des effectifs et le nombre croissant d'écoles qui se sont lancées dans l'aventure.

A la rentrée 1986, pour leur démarrage, 23 mastères de gestion et une centaine de mastères scientifiques avaient été créés, mais au total 70 seulement avaient effectivement ouvert leurs portes et accueilli un peu plus de 700 étudiants. A la rentrée 1989, ce sont près de 80 grandes écoles (une vingtaine de gestionnaires et une soixantaine d'ingénieurs) qui ont fait accréditer 229 mastères (58 de gestion et 171 d'ingénieurs) et ont inscrit plus de 1 900 étudiants répartis à peu près par moitié entre les gestionnaires (937) et les scientifiques (963). Cette progression spectaculaire (de l'ordre de 30 % par rapport à l'année précédente) se poursuivra en 1990,

puisque la Conférence des grandes écoles prévoit la création pour la prochaine rentrée d'une vingtaine de mastères supplémentaires. Enfin, en 1989, plus de 1 200 étudiants ont décroché leur diplôme.

Bref, comme le souligne M. Daniel Gourisse, président de la Conférence des grandes écoles et directeur de l'Ecole centrale, « la montée en puissance du nombre d'inscrits et de diplômés est un bon indice de satisfaction ». Et un indice d'autant plus significatif que le coût pour les étudiants de ces formations hyper-sélectives est souvent très élevé : si certains mastères, notamment dans les écoles d'ingénieurs, restent abordables (moins de 5 000 francs par an), la fourchette des frais de scolarité se situe plutôt entre 20 000 et 50 000 francs par an, avec des pointes à 80 000 francs.

## Une bonne image

M. de Belloy, secrétaire général de la Conférence, le confirme : « Il est encourageant de constater qu'un certain nombre d'écoles, un peu hésitantes au début, ont fini par ouvrir des mastères cette année, après avoir mené des études sérieuses sur les besoins des entreprises et constaté la bonne

image dont bénéficie le label. »

Cette montée en puissance s'est accompagnée, au fil des années, d'une diversification des programmes de formation, des projets et des publics. A l'origine, la plupart des mastères s'inscrivaient dans le prolongement des options de spécialisation des trois premières années d'écoles. Cela reste particulièrement sensible dans bon nombre d'écoles d'ingénieurs, où des mastères d'informatique ou de mathématiques permettent d'approfondir, pendant quatre trimestres, deux domaines consacrés à un travail de recherche personnelle, tel ou tel domaine abordé, de façon plus générale, pendant la scolarité normale. Quant aux écoles de commerce, elles ont d'abord joué la carte de spécialités complémentaires, permettant à des diplômés assez généralistes de mettre une seconde corde à leur arc avant de s'engager dans la vie professionnelle.

Dans un cas comme dans l'autre, le succès de ces mastères paraît étroitement lié à la notoriété de l'école qui les a lancés.

De plus en plus cependant se développe un nouveau profil de mastères, offrant des formations pointues qui ne sont pas prises en

charge par les programmes traditionnels des écoles et répondant à des fonctions ou à des besoins nouveaux, dans les entreprises. C'est le cas, par exemple, du mastère de management européen de ressources humaines, lancé depuis un an par M. Philippe Trouvé à l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand. « La gestion des ressources humaines, explique-t-il, est à la mode, tout le monde en parle mais, faute de formations un peu systématiques et homogènes des consultants en GRH, il règne dans ce domaine un empirisme aveugle. »

## Paris pédagogiques

A ses yeux, le mastère offre donc une formule souple et intensive permettant d'associer une pratique directe du terrain et une forte injection de connaissances issues des recherches européennes sur le fonctionnement des entreprises. « Il est indispensable de créer une synergie entre les deux : plus vous êtes proche du terrain, plus les problèmes sont mouvants et plus vous avez besoin de systèmes de représentation complexes et de méthodologies fines, bien adaptées sur la recherche. »

M. Daniel Gourisse se montre

également très satisfait de ces mastères « spécifiques », comme celui de « technologie et management » de l'Ecole centrale. « Notre idée de départ était de former de très bons spécialistes, capables de piloter le transfert technologique », précise-t-il. Un créneau manifestement porteur puisque ce mastère accueille cette année 22 étudiants et bénéficie du soutien de la chambre de commerce de Versailles, qui a créé une chaire de recherche pour animer cette formation. En outre, et c'est également vrai de plusieurs mastères montés en commun par des écoles de commerce et d'ingénieurs, ces formations sur mesure permettent de lancer des innovations beaucoup plus facilement que dans les cursus classiques. « Amener les enseignants de Centrale à sortir de leur spécialité pour faire comprendre les phénomènes technologiques à des jeunes qui ont une formation de managers est un pari pédagogique qui stimule », souligne M. Gourisse. Un pari poussé assez loin puisque les étudiants du mastère font désormais leur « thèse professionnelle » en binôme avec des élèves de troisième année de l'école.

Enfin, ces mastères « spécifiques » attirent de plus en plus de cadres confirmés, notamment pour les formations scientifiques, dont près de la moitié de la clientèle vient dans le cadre de la formation continue : un brassage de publics que tout le monde estime fructueux.

## Crise de croissance

Ce bilan globalement positif ne va toutefois pas sans nuances. Après cette première phase expérimentale de trois ans, chacun admet qu'une certaine décastration est aujourd'hui nécessaire. Deux indices font, en effet, apparaître les limites de ce diplôme haut de gamme. Tout d'abord un nombre non négligeable de mastères scientifiques (39 sur 171) ont été accrédités mais n'ont pas recruté d'étudiants. On estime, du côté de la Conférence des grandes écoles, que ces retards à l'allumage sont moins nombreux que l'an dernier et sont souvent liés à des raisons techniques. Il reste qu'un certain nombre d'écoles se sont sans doute précipitées et ont proposé des formations qui n'étaient pas suffisamment calibrées. D'autre part, la encore dans les mastères scientifiques, on observe un décalage sensible entre le nombre d'inscrits et le nombre de diplômés aux mastères (550 l'an dernier pour 750 inscrits).

Sans être alarmants, ces deux constats ont incité la Conférence des grandes écoles à resserrer les boulons cette année. Elle a, notamment, rappelé aux écoles les règles du mastère, les critères de recrutement (candidats diplômés des grandes écoles ou titulaires d'un DEA), la durée impérative du cursus (quatre trimestres, entrecoupés de stages en entreprise ou en laboratoire), enfin la nécessité de sanctionner la formation par une « thèse professionnelle » qui dépasse le cadre d'un simple rapport de stage.

D'autre part, la Conférence estime que le temps est venu d'une première évaluation sur la base des premières années d'expérience et l'on ne cache pas que l'accréditation a déjà été enlevée à une dizaine de formations cette année. Ce toilettage devrait être « spontané », estime M. Daniel Gourisse : « Les mastères sont des diplômes d'établissement. Chaque école engage donc sa réputation et n'a pas intérêt à prolonger des initiatives si elles ne sont pas concluantes. » Ce qui, d'ailleurs, est le rôle du directeur de mastère traduit à sa manière : « Nous sommes dans une phase d'écrémage et d'adaptation plus fine au marché. C'est inévitable. Mais il s'agit en réalité d'une crise de croissance. »

GÉRARD COURTOIS

## LIVRES

## Naissance de l'école moderne les textes fondateurs 1791-1804

par Bernard Lehenbre  
Recueil de textes - traités, mémoires, rapports, décrets, lettres officielles, - témoins des ambitions et des renoncements qui ont marqué l'émergence de l'école publique en France. Bernard Lehenbre va de 1791 - année où Condorcet rédige ses fameux mémoires sur l'instruction publique - jusque sous le Consulat et l'Empire, qui mettront un terme à toutes les expériences nées de la Révolution.

► Nathan, collection « Repères pédagogiques », 192 p., 119 F.

## Éléments pour la lecture des textes philosophiques

par Frédéric Cossutta  
Professeur de philosophie au lycée Romain-Rolland de Sens, l'auteur

propose une réflexion méthodologique pour mieux appréhender les techniques de l'écriture philosophique (la scène philosophique, les concepts, la référence, la fonction des métaphores, l'unité du texte...). Chaque chapitre est illustré par des analyses détaillées, des exercices, des sujets de recherche et de dissertation, des synthèses.

► Bordas, 254 p., 130 F.

## Droit administratif

par Jacques Moreau

Une somme sur le droit administratif, qui connaît une évolution significative du fait de l'importance croissante des textes (lois, ordonnances, conventions internationales, directives communautaires...), de « nouvelles politiques publiques », et de « la jurisprudence du Conseil constitutionnel ». Ce manuel est divisé en deux parties : les théories de base du droit administratif et le domaine et les sources du droit administratif.

► PUF, collection « Droit fondamental-Droit administratif », 569 p., 130 F.

31 JANVIER

CE JOUR EST PEUT-ETRE  
LE PLUS IMPORTANT  
DE VOTRE CARRIERE

Avec des cours exclusivement en anglais, sur un cycle court de 8 mois à Paris et de 3 mois sur le campus aux Etats-Unis, le MBA de l'University of Hartford Business School propose aux cadres désireux de se perfectionner et aux étudiants en 2ème cycle, la perspective d'une success story à l'américaine qui commence par Paris.

Renseignez-vous au

(1) 45 00 98 28

14, Avenue de la GRANDE ARMÉE 75116 PARIS

Enseignement Supérieur Privé

LE MBA DE HARTFORD UNIVERSITY

LE PLUS COURT CHEMIN DE LA REUSSITE



**MS  
ESCP**

**MASTERS SPECIALISES**

MS AUDIT INTERNATIONAL. MS COMMUNICATION ET PUBLICITE. MS MANAGEMENT DE L'INFORMATION ET DES MEDIAS. MS JURISTE D'AFFAIRES INTERNATIONALES. MS MANAGEMENT MEDICAL. MS MANAGEMENT DES PROJETS INTERNATIONAUX. MS MANAGEMENT DE LA QUALITE. MS MANAGEMENT SOCIAL DES ORGANISATIONS. MS MANAGEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION. MS MANAGEMENT DU TOURISME. MS MANAGEMENT DE LA TRESORERIE.

NIVEAU DE RECRUTEMENT : BAC + 5 (DESS, DEA, GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT)

UNE FORMATION D'EXCELLENCE



ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS

GRUPE ESCP - PROGRAMMES MASTERS - 79, AVENUE DE LA REPUBLIQUE - 75646 PARIS CEDEX 11 - TEL. : 01.35.59.00

مساعدة الطلاب





# Les inquiétudes des étudiants chinois

Accueillis avec chaleur au lendemain de la répression de la place Tian Anmen, les étudiants chinois éprouvent souvent des difficultés à poursuivre leur séjour en France

**A**PPELONS-LES. Dong Xiaoyun, 23 ans, étudiant chinois en troisième année de doctorat de mathématiques à Paris, Dong vient de voir sa bourse d'études payée par le gouvernement de Pékin suspendue. Le motif : on l'avait vu fréquenter le Front pour la démocratie en Chine. Cet étudiant, qui réside en France depuis 1987, reconnaît avoir participé, le 12 septembre au Trocadéro, à la manifestation célébrant le centième jour depuis la répression sanglante du 4 juin place Tian Anmen à Pékin. Mathématicien qui vient de trouver un emploi dans un restaurant chinois, craint maintenant que cette suspension de bourse - pour laquelle il n'a eu aucun justificatif - n'entraîne le non-renouvellement de sa carte de séjour, demandée le 6 décembre dernier au commissariat de police.

Le passeport de Xiaoyun expire dans quelques jours. Diplômé d'études supérieures de tourisme depuis l'année dernière, cette étudiant chinois qui a participé aux manifestations organisées, en juin dernier, à Paris pour soutenir le printemps de Pékin, ne peut pas retourner dans son pays de peur des représailles. Employé comme secrétaire dans une entreprise d'import-export, elle souhaite transformer son statut d'étudiante en celui de travailleuse et obtenir ainsi une nouvelle carte de séjour, en attendant le dégel de la situation politique. Toutefois, les policiers de la préfecture de police de Paris ont tenté de tirer l'oreille pour lui donner

satisfaction au vu de son passeport bientôt périmé.

Rongsheng vient d'achever ses études supérieures en sciences sociales à Paris. En mai dernier, il s'est rendu à Pékin afin de participer, place Tian Anmen, aux manifestations avant de revenir en France au lendemain de la répression. Depuis lors, il travaille comme interprète pour le compte d'entreprises commerciales chinoises installées en France. Mais ce lettré, qui n'a aucune nouvelle de sa famille depuis le mois de septembre, désespère de le faire par lui-même, grâce à ses connaissances, au développement de la France, faute de poste d'enseignement disponible dans (son) domaine. Même si son passeport n'expirait pas tout de suite, il a choisi l'ultime déchirement... de demander l'asile politique.

Au moment où les échos de solidarité se tournent résolument vers l'Europe de l'Est et où l'administration française et les associations tirent les bilans définitifs de leur engagement en faveur de la démocratie en Chine, ces trois exemples montrent que les problèmes rencontrés par les étudiants chinois de France depuis les événements du printemps dernier, demeurent.

De nombreuses associations - telles que la fondation Franco-Libérale, animée par M<sup>me</sup> Dornier Mitterrand ou Solidarité-Chine, fondée au lendemain des événements et présidée par M<sup>me</sup> Elizabeth Badinter - plusieurs syndicats d'étudiants, notamment l'UNEF-ID, s'étaient mobilisés au

lendemain de la répression pour venir en aide aux trois mille étudiants chinois recensés en France au 30 juin et qui avaient soutenus les manifestations en Chine. Le gouvernement français lui-même avait adopté, le 23 juin, des mesures exceptionnelles pour permettre aux étudiants qui le souhaitaient de rester quelques temps supplémentaires sur le territoire (Le Monde des 25-26 juin).

## Reprise en main

Coordonnées par le Centre national des universités et des écoles (CNU), les différentes formes de soutien se sont, pour l'essentiel, terminées à la fin de l'année et une enquête nationale effectuée auprès des centres régionaux et terminée, le 15 janvier, à M. Gilbert Lhoste, directeur adjoint du CNU, tire un premier bilan de cette opération. Le millier de bourses gérées par le CNU et accordées en 1988 aux étudiants et stagiaires par les gouvernements français et chinois ont été, selon M. Lhoste, systématiquement renouvelées. De surcroît, cent cinquante étudiants sans ressources ont pu bénéficier d'une couverture sociale durant un an grâce aux dons des associations. Les cartes de séjour de ceux dont le passeport ou le visa arrivait à expiration, ont été prolongées dans la mesure où ils pouvaient justifier d'une formation ou d'un emploi. Ces étudiants disposent, en effet, du droit de travailler jusqu'à vingt heures par semaine - le maximum autorisé

par la loi - voire plus s'ils ont terminé leurs études.

L'ensemble de ces dispositions ont toutefois une portée limitée dans le temps et ne touchent pas un certain nombre d'étudiants en fin d'études. Le service éducation de l'ambassade de Chine, de surcroît, une action discrète pour reprendre en main les brefs égarés, ainsi M. Libault, conseiller de l'éducation auprès de l'ambassade reconnaît qu'« en principe, les bourses (accordées par le gouvernement français) ne doivent pas être fournies aux étudiants qui s'opposent au régime ». « Une acrité majoritaire des étudiants chinois de France souhaitait aujourd'hui le développement de la Chine », selon M. Li. Et sans quelques dizaines ont participé à des actions irresponsables vis-à-vis des délinquants qui ont fui la Chine. » M. Li assure toutefois que « si des étudiants irresponsables changent, nous les accueillons ». Avis à Dong !

A l'image de Wenzhong, élève d'une grande école d'ingénieurs, ou de Ning, en thèse de métallurgie, de nombreux étudiants « n'approuvent pas » l'action du Front pour la démocratie en Chine, animé par les dissidents du régime, réfugiés en France. Ils ne font pas confiance à ces intellectuels encore trop proches du pouvoir. « L'agitation n'est pas de la Chine », dit Wenzhong. La majorité des étudiants « dans le cas de la Chine », selon M. Li, semblent donc être restés dans le rang. D'autant, ajoute un étudiant, que « les menaces exercées sur les familles sont réelles ».

Le problème de la durée de l'asile accordé aux étudiants chinois désireux de rester en France, ne s'en pose pas moins. « Pendant un an ou pendant dix ans, il faut les aider, répond Marc Paul, administrateur de Solidarité-Chine, pour ne pas oublier la tragédie de Tian Anmen ». Grâce à son association, ce bénévole, déclarant en douanes, a déjà prêté assistance à quelque deux cents jeunes Chinois en difficulté, sur les dix cents qu'il a rencontrés. Il s'occupe des cas inextricables comme celui de cette jeune fille, issue du Gansu, une région désertique de l'ouest de la Chine, qui s'est cassé le bras alors qu'elle travaillait dans un atelier clandestin parisien pour payer ses études supérieures de mécanique.

Les problèmes d'emploi sont le plus souvent au cœur des difficultés de ces étudiants hyper-diplômés, généralement en bout de cursus universitaire. Tous n'ont pas la chance de Ning qui vient de décrocher un poste d'assistant pour deux ans, et la grande majorité se retrouvent employés par la communauté chinoise de France, dans les restaurants, les sociétés d'import-export (en tant qu'interprète ou secrétaire), voire les ateliers clandestins de maroquinerie. Il s'agit là d'un mariage de raison, selon Marc Paul, car « la solidarité envers les étudiants et la communauté chinoise en France, très peu

politique au demeurant, s'arrête là où commencent les intérêts économiques de cette dernière ». C'est bien ce que confirme le cas de cet étudiant accueilli par Didier Raynaud, président de l'association Une École pour un étudiant chinois (voir encadré), qui travaillait soixante-dix heures par semaine pour 1 700 F par mois.

Parallèlement, les fonctionnaires français se montrent de plus en plus tatillons à l'égard de ces étudiants qui ne comprennent pas le français et qui ne comprennent pas le français. En Seine-Saint-Denis, par exemple, les employés de la préfecture répètent à la lettre la politique gouvernementale renforçant les conditions d'immigration, même à l'égard des étudiants chinois qui bénéficient pourtant de dispositions exceptionnelles. « Nous ne cherchons pas le favoritisme, seulement la juste application des décisions gouvernementales », précise Marc Paul qui accom-

pagne régulièrement des étudiants en panne de carte de séjour dans les méandres de l'administration française. Ces étudiants ont parfois dû se battre pour réunir les papiers chinois encore indispensables : les parents de Xiaoyun ont payé 550 yuans (deux mois de salaire) pour obtenir l'extrait d'acte de naissance dont leur fille avait besoin. Cette dernière a finalement obtenu un répit de trois mois en attendant que l'administration française statue définitivement sur son cas. Dong ne devrait pas avoir non plus trop de difficultés à rester en règle jusqu'à la fin de ses études. Mais qu'en sera-t-il après, lorsque tout sera à recommencer ?

VALÉRIE DEVILLE-CHABROLLE

► Solidarité-Chine, 21, rue des Ecoffres 75004 Paris.

## Enseignants ou serveurs

Une dizaine de jeunes permanents s'activaient, mardi soir 23 janvier, au siège de l'association de parrainage « Une école pour un étudiant chinois », dans les locaux du collège René-Descartes de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis). Tandis que plusieurs adolescents entraient sur ordinateur les dernières opérations réalisées par le mouvement d'entraide destiné aux étudiants chinois de France, trois élèves de troisième tentaient vainement de contacter, par téléphone, les soixante-seize personnes à la recherche d'un logement inscrit sur la dernière liste transmise par la Maison chinoise pour la démocratie.

Soixante-dix Chinois ont déjà été aidés par cette association lancée, le 19 juin dernier, par un professeur d'anglais, M. Didier Raynaud, et travaillant en liaison avec d'autres mouvements, tels que Solidarité-Chine ou la fondation animée par M<sup>me</sup> Danièle Mitterrand France-Libertés. Quarante-huit étudiants en difficulté ont ainsi trouvé un emploi, notamment au sein de l'entreprise de restauration rapide Mac Donalds, qui embauche toujours chaque semaine. Des pourparlers sont également en cours avec plusieurs chaînes de grande distribution, telles que Continente et Auchan.

D'autres étudiants chinois ont même pu utiliser leurs connaissances en occupant des postes de maîtres auxiliaires en mathématiques, langues vivantes ou gestion, dans l'académie de Créteil. Le

recteur de cette dernière s'en est rendu compte dès le départ cette initiative à laquelle se sont ralliés dix établissements scolaires de la région parisienne.

Douze étudiants ont trouvé un hébergement chez des parents d'élèves de ces collèges. Trois d'entre eux logent, depuis la rentrée, dans des familles du collège René-Descartes de Tremblay. En échange, tous trois suivent un cours de langue chinoise, qui accueille une vingtaine de participants, professeurs et élèves mélangés. Enfin, vingt-deux personnes ont bénéficié d'une assistance pour des inscriptions universitaires ou des renouvellements de cartes de séjour.

Une journée d'information est prévue, le 3 février, pour tirer un premier bilan de ce mouvement de solidarité. Contrairement à d'autres associations, telles que France-Libertés, qui ont décidé de suspendre leur engagement actif auprès des étudiants chinois, les dirigeants d'« Une école pour un étudiant chinois » n'ont pas l'intention de s'arrêter là. « D'autant que les étudiants semblent beaucoup plus inquiets depuis quelque temps qu'au début de l'opération en juillet », affirme M. Raynaud.

V. D.

► « Une école pour un étudiant chinois », Collège R.-Descartes, 74, avenue Gilbert-Berger, 93290 Tremblay-en-France. Tél : 49-83-05-74.

## 1 700 docteurs en douze ans

Une dizaine d'étudiants chinois de l'université de Wuhan, à l'ouest de Shanghai, sont arrivés à Paris, le 1<sup>er</sup> janvier, pour achever leurs études supérieures en France. Ils ont rejoint la trentaine de camarades inscrits depuis le mois de septembre dans diverses facultés parisiennes. Sélectionnés sur concours, ces étudiants sont venus, comme chaque année, préparer un doctorat en sciences sociales ou en sciences physiques, dans le cadre du cinquième plan de formation mis en place par le ministère français des affaires étrangères et la Commission d'Est chinoise pour l'éducation. Mille sept cents Chinois titulaires d'un doctorat d'Etat ont ainsi été formés en France depuis douze ans.

Plus de trois mille quatre cents Chinois étudient actuellement en France (pour moitié en région parisienne), les deux tiers bénéficiant de bourses d'études allouées par les gouvernements français et chinois. Outre les mille cinq cents étudiants inscrits en préparation de doctorat, cinq

cents sont intégrés dans des grandes écoles : Centrale, Arts et Métiers, ESSEC, ENA... Un demi-millier suivent des cours de l'enseignement privé, grâce, notamment, à des bourses d'entreprises ou de collectivités locales. Il convient d'ajouter près d'un millier de Chinois effectuant un stage d'une durée généralement comprise entre six et dix-huit mois. Ceux qui préparent une thèse restent quatre ans en France.

Le nombre de Chinois venant parfaire leurs études en France a connu une forte augmentation au cours des années 80, avec la signature, en 1980, du premier plan de formation bilatéral. Le renouvellement de cette convention, signée tous les deux ans, aurait dû avoir lieu à la fin de l'année 1989. Les événements du printemps en Chine ont toutefois conduit les autorités françaises à suspendre sine die cette commission mixte. Le service de l'éducation de l'ambassade de Chine a condamné cette « décision unilatérale » liée, selon eux,

à « une mauvaise connaissance » de ce qui s'est passé en Chine en 1989. En attendant, une nouvelle promotion de quatre-vingt-dix stagiaires est en passe d'arriver en France, rejoignant ainsi les quelque trois cent cinquante inscrits depuis la rentrée de septembre.

Une fois leurs études terminées, les jeunes Chinois doivent normalement revenir « servir le pays ». Afin de contenir dans des limites raisonnables le nombre de ceux qui désirent rester en France pour des motifs strictement économiques, les autorités chinoises font signer, depuis 1987, aux candidats au départ un contrat les engageant à rentrer, sous peine de devoir rembourser l'intégralité de leurs études.

Depuis les événements de Tian Anmen, l'ambassade de Chine reconnaît faire « une distinction », parmi les étudiants qui souhaitent rester en France, entre ceux attirés par la vie occidentale et ceux soupçonnés d'activité politique « irresponsable ».

V. D.

## ENSPTT

LA PREMIÈRE GRANDE ÉCOLE DE MANAGEMENT  
DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION  
VOUS OFFRE DEUX VOIES DE RÉUSSITE

### POSTE, FRANCE TELECOM, ESPACE ET FILIALES

Les carrières variées et mobiles d'Administrateurs/cadres dirigeants à des postes stratégiques. Ressources Humaines, Finances, Marketing, Négociations internationales...

- Recrutement sur concours (niveau 2<sup>e</sup> cycle de gestion) : 28, 29 et 30 mai 1990. Clôture des inscriptions : 3 mai 1990.
- Ouvert aux diplômés des grandes écoles de commerce, d'ingénieurs, IEP, universitaires de 2<sup>e</sup> cycle.
- Durée de la scolarité, 3 ans : Ecole Nationale d'Administration (1 an) + cycle MSC (1 an) + Stages.
- Scolarité rémunérée.

Management des Systèmes de Communication MSC. Une formation/action. Marketing. Droit de la communication. Finances et gestion financière. Comptabilité analytique et contrôle de gestion. Management des ressources humaines. Économie de la communication. Gestion des systèmes d'information et de communication. Gestion des systèmes complexes... En liaison avec les grands organismes du secteur de la communication.

POUR VOTRE INFORMATION, NUMÉRO VERT 05 22 82 82

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS  
Service Communication - 37/39, rue Dareau, 75014 Paris - Tél. : (1) 42 79 44 91

### GRANDES ENTREPRISES GROUPES DE CONSULTANTS

Les nouvelles carrières de responsables et de conseil en gestion de l'information et de la communication de l'entreprise informationnelle.

- Recrutement sur dossier et entretiens. Date limite d'envoi des dossiers : 31 mai 1990.
- Ouvert aux diplômés des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, IEP, universitaires de 2<sup>e</sup> cycle ou équivalents (français et étrangers), ainsi qu'à des professionnels présentés par leur entreprise.
- Durée de la scolarité, 1 an : cycle MSC.
- Scolarité payante.



## M.S. MASTERS SPECIALISES

Formations intensives d'excellence avec la collaboration de partenaires internationaux et le soutien de grands groupes industriels.

### MASTRE MANAGEMENT RECHERCHE INNOVATION

#### CARRIÈRES :

- Gestionnaires de projets de R&D et d'innovation.
- Managers de produits.
- Responsables de Recherche & Développement.
- Chaine Management et Marketing de l'Innovation THOMSON - ESSWEIN - SEIPEL - Groupe ESC Nantes.

### MASTRE MANAGEMENT HOTELIERIE TOURISME INTERNATIONAL

#### CARRIÈRES :

- Gestionnaires de sites hôteliers et touristiques.
- Développeurs de produits et sites hôteliers et touristiques.
- Cadres internationaux de l'hôtellerie et du tourisme.

CANDIDATS : Diplômés des Grandes Ecoles d'Ingénieurs et de Gestion, ou de 3<sup>e</sup> cycles universitaires. Cadres d'entreprises diplômés. Étudiants étrangers de niveau équivalent.

#### ADMISSION :

- sur dossier, test d'anglais, entretien
- 1<sup>re</sup> Session Avril 1990
- 2<sup>e</sup> Session Juillet 1990

Renseignements et inscriptions  
MASTERS CIME - GROUPE ESC NANTES - BP 72 - 44003 NANTES Cedex  
Tél. 40.37.34.34 - Télécopie : 40.37.34.07



## COMMUNICATION

Après le pacte entre M. Hersant et M. Berlusconi

### Les actionnaires de la 5 et de M 6 envisagent un rapprochement

La 5 a officiellement confirmé, mardi 30 janvier, la conclusion d'un accord entre ses trois principaux actionnaires — MM. Robert Hersant, Jean-Marc Vernes et Silvio Berlusconi — qui porte sur la gestion de la chaîne et met fin au litige opposant depuis plusieurs mois M. Hersant au magnat italien.

Aux termes de cet accord, la direction générale de la chaîne est désormais confiée conjointement au représentant en France du groupe Berlusconi, M. Angelo Codignoni, et au directeur général du groupe Hersant, M. Yves de Chaisemartin.

Ils remplaceront M. Philippe Ramond, nommé directeur général adjoint de la Sopresse (le Monde du 31 janvier).

M. Jérôme Seydoux, qui possède 7,31 % de la chaîne n'a pas donné son accord à ce nouveau pacte. Le patron des Chargeurs considérés comme « inacceptables » le fait que MM. Hersant et Vernes conservent à eux deux la majorité absolue du capital. Il maintient en conséquence son recours auprès de la cour d'appel de Paris, tandis que le groupe Berlusconi se désiste.

Si elle se confirme, la stabilisation de la 5 va relancer le subtil jeu d'alliance entre

les chaînes privées. Les contacts entre la chaîne de M. Hersant et Berlusconi et M 6 ont été renoués dès la semaine dernière. Les deux télévisions envisagent des accords sur la programmation et sur la régie publicitaire. M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télévision, principal actionnaire de M 6, estime même, comme il nous l'a déclaré, que « cette coopération pourrait être confortée par des prises de participation croisées entre les deux chaînes, même si elles sont au départ d'un montant symbolique ».

Deux entretiens

#### M. Silvio Berlusconi :

#### « Nous allons doper les recettes commerciales »

MILAN

de notre envoyé spécial

« Hier, vous dénonciez l'action de M. Robert Hersant à la tête de la 5 ; aujourd'hui, vous vous réconciliez avec lui. Pourquoi ce coup de théâtre ? »

« Mais ce n'est pas un coup de théâtre ! J'ai toujours dit qu'il était impossible de bien gérer une société dont les actionnaires sont en conflit et que je souhaitais aboutir à un accord. Simplement, je regrettais de ne pas pouvoir faire bénéficier la 5, à laquelle je suis sentimentalement attaché, de tout notre savoir-faire... »

— Tout de même, vous avez tenté de chasser M. Hersant de la présidence de la société ; vous lui avez fait un procès.

« Mon procès répondait au sien. Je n'ai jamais eu la volonté de l'écarter de la gestion de la chaîne. C'était plutôt un signal adressé à ses collaborateurs pour les inciter à nous écouter et à nous entendre. Tout cela n'est qu'un incident de parcours. Jamais je n'ai fait de déclarations hostiles au président de la 5 ; j'ai toujours conservé de bonnes relations personnelles avec Robert... »

— Et que devient votre ex-allié M. Jérôme Seydoux ?

« Il a été tenu au courant de toutes nos démarches. Je lui ai même téléphoné plusieurs fois, il m'a fait part de son désir de poursuivre son action en justice. Moi, je pense que l'accord conclu avec M. Hersant est bon et qu'il constitue un succès pour tout le monde... »

— M. Seydoux affirme au contraire que cet accord est déséquilibré.

« Il a peut-être des intérêts différents des nôtres. Mon objectif n'a jamais été de conquérir le pouvoir au sein de la chaîne mais, simplement et seulement, de changer certains hommes et d'arriver à une gestion transparente et commune de la société. M. Hersant et moi-même nous sommes mis d'accord... »



Chez vous, l'espace publicitaire est vendu de façon globale et, finalement, moins scientifique qu'en Italie. Nous discuterons d'introduire en France certaines de nos techniques particulièrement sophistiquées.

— Alliez-vous aussi accroître vos ventes de programmes à la 5 ?

« L'accord ne le prévoit pas, même si nous restons, bien sûr, l'un de ses fournisseurs. Mais peut-être pourrions-nous trouver là aussi des possibilités de coopération, de coproduction, entre la 5 et toutes les chaînes européennes dans lesquelles j'ai des intérêts. En Italie, en Allemagne, et bientôt en Espagne. Tout ce que l'on fera ensemble coûtera moins cher à chacun... »

— Espérez-vous maintenant gagner rapidement de l'argent avec la 5 ?

« Oh ! Ça ne dépend pas que de la gestion ! Mais beaucoup des règles et des quotas que le gouvernement français impose aux chaînes. Des règles et des quotas que je juge totalement négatifs, qui n'ont rien à voir avec la télévision moderne, qui n'existent dans aucun autre pays d'Europe et qui n'empêchent certainement pas la qualité des programmes. En attendant, je pense que nous discuterons au prochain conseil d'administration de la 5 d'une nouvelle augmentation de son capital... »

Pour accroître leurs recettes, la 5 et M 6 envisagent une fusion de leurs régies publicitaires.

— J'étais — et je reste — favorable à un rapprochement avec M 6.

« Laissez faire, laissez vivre »

— Votre réconciliation avec M. Hersant est-elle compatible avec les liens que vous entretenez toujours avec TF1 ?

— Vous raisonnez de façon trop française, trop cartésienne ! Laissez

Après la prise de contrôle de Mondadori

### Débat sur la concentration des médias en Italie

Grève de la presse écrite et audiovisuelle lundi, grève des marchands de journaux et des ouvriers imprimeurs mardi, réouverture au Sénat du débat sur la loi antitrust et audience de la Cour constitutionnelle sur le même thème... Cette dernière semaine de janvier sonnerait-elle en Italie l'heure de la première contre-offensive anti-Berlusconi ?

ROME

de notre correspondant

Après sa nomination à la présidence de la première maison d'édition italienne, Mondadori, M. Silvio Berlusconi, parachevant son œuvre, a réuni, mardi 30 janvier, le comité exécutif du groupe à quatre hommes : lui-même, un de ses collaborateurs, et MM. Luca Formenton et Leonardo Mondadori, les deux alliés qui lui ont permis cette conquête inattendue. Une nouvelle accablée avec indifférence à la CIR, la société de M. Carlo De Benedetti.

Des négociations sont toujours en cours entre M. Silvio Berlusconi et le grand établissement financier italien Mediobanca sur le sort du quotidien romain la Repubblica. Selon des sources proches du groupe Fininvest, M. Berlusconi pourrait proposer de réduire de 52 % à 45 % la participation de Mondadori dans le groupe Espresso qui contrôle la Repubblica.

M. Engenio Scalfari, patron du quotidien, et son allié M. Carlo De Benedetti, pourraient alors conserver un contrôle majoritaire sur le groupe de presse. Mais d'autres sources prêtent à M. Berlusconi la ferme intention de ne pas se séparer de l'influent quotidien italien.

Quel que soit le résultat de ces négociations, il ne règlera pas le problème de la concentration sur le marché des médias italiens. Les syndicats de journalistes qui ont fait grève lundi 29 estiment en

effet que la principale menace ne réside pas tant dans la position dominante de M. Berlusconi sur la presse écrite et audiovisuelle que dans le contrôle croissant des ressources publicitaires.

M. Berlusconi, une fois absorbé Mondadori, ne règne en effet que sur 16,25 % de la presse quotidienne et 33 % du marché des périodiques. Mais une synergie entre les régies de Fininvest et de Mondadori lui assurerait une position beaucoup plus importante sur le marché publicitaire.

Officiellement, les trois réseaux de télévision privée et la presse écrite des deux groupes permettraient à M. Berlusconi de contrôler 42,7 % du marché. Mais certains observateurs estiment que, par le biais de participations dans d'autres réseaux de télévision (Capodistria et Italia 7), l'empire de la Fininvest s'étend beaucoup plus loin.

La loi italienne sur les affaires limite la concentration à 20 %. Les différentes forces politiques italiennes s'affrontent aujourd'hui sur une réglementation des médias qui limiterait le contrôle qu'un même groupe peut avoir sur le tirage des journaux et le marché publicitaire. Faut-il fixer ce seuil à 20 %, 30 %, voire moins comme le souhaite le Parti communiste ? Dans tous les cas de figure, M. Berlusconi serait obligé de sacrifier une partie de son empire. Mais M. Berlusconi dispose de solides appuis politiques qui pourraient lui permettre encore une fois d'échapper au coutelet de la loi.

Ce formidable pouvoir commence à susciter de vives réactions en Italie. Même l'Eglise s'en est mêlée. Dimanche 28, le cardinal Ugo Poletti, vicaire du pape pour la ville de Rome, déclarait : « Le passage de l'information en Italie est mortifère ; et si l'information n'est pas vraie, elle entraîne les personnes libres par l'esclavage des conditionnements, surtout dans les périodes de concentration, de manipulation et de monopole. » (Interim.)

## CULTURE

### Mozart entre Bayreuth et Avignon

Le « nouveau Salzbourg » de Gérard Mortier se place dans la perspective européenne

SALZBOURG

de notre envoyée spéciale

Il y avait en le « nouveau Bayreuth ». C'est d'après 1951, dénazifié, confié aux petits-fils de Wagner, et en particulier à l'un d'eux, révolutionnaire, présumé Wieland. Le Festival de Salzbourg 1992 devra plus modestement se contenter, en guise de bouffon, d'un certain Mortier, présumé Gérard.

C'est à ce Belge, l'actuel directeur de l'Opéra de la Monnaie, flamand opérant pour l'heure en territoire wallon, empêché notoire de tourner culturellement en rond, qu'a été confiée la programmation, dans la perspective européenne, du festival de musique le plus huppé du monde. Et ce Festival de Salzbourg 1992, Gérard Mortier a bien tenu à le préciser, lundi 29 janvier, en conférence de presse, sera « nouveau ».

Un « nouveau Salzbourg » ! Une bombe, pensait-on, dans le contexte de l'Autriche conservatrice, conservatrice portée à son comble, ainsi que Mozart le déplorait déjà sur les rives de la Salzach. Mais non, personne ne s'est étonné en avançant la pilule que Mortier et ses collaborateurs (Hans Landemann, administrateur ; le président, Heinrich Wisemüller) avaient préparée sous forme de speech à trois voix. Un seul contradicteur, assez direct celui-là, lança la question-clé, qu'on pourrait traduire librement par : « C'est sûr, qu'est-ce que ces innovations vont nous rapporter ? »

« Le » n'est pas la principale préoccupation de Gérard Mortier, même s'il s'est juré de ne pas mettre en déséquilibre financier un festival établi pour les deux tiers (environ) de millions de francs annuels en sur recettes, et pour un tiers seulement sur le sponsoring et les subventions. Mais il s'est promis également de faire en

six ans de Salzbourg, quitte à partir après, rien de moins qu'une capitale culturelle européenne. Soit, sans bien sûr oublier Mozart, l'ouvrir à tout ce qui bouge. Soit, encore, l'amener à un public que l'air du temps intéresse, le contraire du public actuel (Dents-charmes et jet-set), un public... avignonnais.

Oui, Gérard Mortier a osé déclarer que le seul festival qui valait actuellement le déplacement était celui d'Avignon (encore une fois, pas de réactions : les journalistes autrichiens savent-ils exactement à quoi ressemble la place de l'Horloge un 14 juillet ?) ; que c'était ce public-là qu'il fallait viser. En modifiant le système des abonnements. Et en ménageant pour chaque manifestation un volume de places à prix moyens (de 450 F à 700 F). Quitte à élever encore le prix des premières catégories (jusqu'à 1 500 F actuellement).

Un combat difficile contre l'élite salzbourgeoise triomphante. Mais pas désespéré si l'on se souvient, à rappelé Mortier, que Boulez et Chéreau, après les tribulations que l'on sait, ont fini par triompher, ainsi que leur Ring, à Bayreuth, autre place forte réputée impenable par les « modernes ».

Boulez, Chéreau comptent précisément au nombre des artistes que Mortier apportera dans sa boîte. Le premier sera le « principal compositeur invité » en 1992, ce qui déterminera, dans la programmation, toute une nébuleuse de musique française. Même chose, en 1993, avec Ligeti et avec la musique hongroise.

Rappelons (le Monde daté 22-23 octobre 1989) qu'entre les sept grands opéras de Mozart et ses opéras de jeunesse (mise en scène Bouly, Chéreau, Herreweghe, Solars, etc.) seront donnés dans les six années à venir quelques « grands classiques du vingtième siècle » (De la maison des morts,

de Janacek, direction Abbado, en 1992). Le Saint François d'Assise, de Messiaen, sera montré la même année sous la direction probable d'Esa-Pekka Salonen, dans le cadre d'une co-production américaine et d'un accueil en résidence des orchestres de Los Angeles (que dirigera notamment Boulez) et de Cleveland (mené par son chef Christof von Dohnanyi).

Les « baroqueux » comme Herreweghe, Knijken, appelleront dans la programmation des concerts-séances, des programmes de musique sacrée. Ni le théâtre (de rue !), ni les arts plastiques ne seront oubliés, puisqu'il est question d'établir une antenne salzbourgeoise au Musée Guggenheim de New-York.

Enfin, un contrat de trois ans vient d'être signé avec Georg Solti. Le chef hongrois-britannique dirigera, dès l'été 1992, la reprise de la Femme sans ombre, et montera au pupitre de la Philharmonie de Vienne dans de grandes productions lyriques les deux étés suivants ; il aura également, jusqu'en 1994, la responsabilité du Festival de Pâques, sur lequel régnait Karajan, et pour lequel l'Orchestre de la Philharmonie de Berlin continuera à se déplacer.

ANNE REY

La succession de Gérard Mortier à la Monnaie. — Qui succèdera à Gérard Mortier à la direction de l'Opéra de la Monnaie à Bruxelles ? Réponse avant le 1<sup>er</sup> avril. Plusieurs noms sont avancés, dont deux Français et deux Belges, candidats de Mortier lui-même. Le chanteur José Van Dam n'est, semble-t-il, désisté. Mais on parle sérieusement de Bernard Foccro, organisateur de trente-trois ans, chercheur en musique ancienne. Une personnalité hors pair pour un établissement où rien ne s'est jamais fait comme ailleurs ?

### M. Jérôme Seydoux : « Un accord de dupes »

« Pourquoi avoir refusé de vous joindre à l'accord passé entre M. Hersant et M. Berlusconi ? »

« Cet accord est purement inacceptable. Il aboutit à redonner à M. Hersant, outre le contrôle de la direction de la chaîne et de son conseil d'administration, la majorité absolue du capital avec M. Vernes, son allié, alors même que les Italiens et nous-mêmes étions particulièrement soucieux d'un actionariat équilibré. C'est un accord de dupes : nous ne pouvons pas accepter d'être placés sous le joug de groupes qui, tôt ou tard, nous enverront promener... »

— Aviez-vous fait d'une nouvelle répartition équilibrée du capital un préalable à tout accord ou de tout compromis ?

« Je n'avais posé aucun préalable ! C'est le camp Hersant qui en a posé un, en exigeant la majorité absolue du capital. Comment aurais-je pu accepter ce diktat alors que dans la pire des hypothèses — celle où nous perdions en appel — MM. Hersant et Vernes ne retrouveraient qu'une majorité relative ? »

— Votre attitude diverge singulièrement de celle du groupe Berlusconi. L'alliance est-elle rompue ?

« Quand des partenaires sont de vrais alliés, ils doivent négocier ensemble. Par séparément, comme cela a été le cas. Je n'ai pas trouvé correcte l'attitude des Italiens.



— Est-elle dictée par le réalisme ?

« Le réalisme ne doit pas faire oublier ses convictions. On ne peut vivre sans éthique. »

— Votre refus d'agréer l'accord va les contrarier.

« Les contrarier ? Mais ce sont eux qui nous contrarient ! N'inversons pas les rôles ! Ce sont eux qui, après avoir participé aux plaidoiries, se désistent soudainement du procès. Et ce sont eux qui, d'une certaine façon, nous trahissent. On ne peut accuser les Chargeurs d'avoir fait échouer une négociation déjà bouclée et dans laquelle nous avons été mis devant le fait accompli ! »

— M. Hersant n'a-t-il pas tout de même accepté un certain nombre de concessions ?

« Le départ de Philippe Ramond ? C'est en effet une très bonne chose, que je réclamaï depuis longtemps. Quant à ce qui apparaît, semble-t-il, comme un nouveau mot d'ordre — « coopération, concertation, transparence » — je ne peux qu'être favorable, que ce soit pour la gestion de la régie, où nous exigeons de savoir ce qui se passait, ou pour la direction générale de la chaîne. Encore la réforme annoncée — deux codirecteurs sous M. Hersant — me semble-t-elle bien insuffisante. C'est un grand professionnel des médias qui aurait dû être nommé à ce poste, et j'aurais formulé des propositions qui n'ont pas été prises en compte. Mais ne nous y trompons pas : cet accord sur le « management » ne résout pas le problème des actionnaires.

— Quel espoir conservez-vous pour la Cinq ?

« L'espoir d'un accord équilibré qui ne laissera personne sur le bord de la route. L'espoir que MM. Hersant et Vernes renonceraient à la majorité absolue et qu'il sera donc à nouveau possible de discuter. Car l'histoire n'est pas terminée. La Cinq a d'autres épisodes à vivre, et je n'ai nullement l'intention de rentrer sous la tente... »

Propos recueillis par ANNICK COJEAN

## Les chinois

de Tian Anmen, le séjour en France

« Hier, vous dénonciez l'action de M. Robert Hersant à la tête de la 5 ; aujourd'hui, vous vous réconciliez avec lui. Pourquoi ce coup de théâtre ? »

« Mais ce n'est pas un coup de théâtre ! J'ai toujours dit qu'il était impossible de bien gérer une société dont les actionnaires sont en conflit et que je souhaitais aboutir à un accord. Simplement, je regrettais de ne pas pouvoir faire bénéficier la 5, à laquelle je suis sentimentalement attaché, de tout notre savoir-faire... »

— Tout de même, vous avez tenté de chasser M. Hersant de la présidence de la société ; vous lui avez fait un procès.

« Mon procès répondait au sien. Je n'ai jamais eu la volonté de l'écarter de la gestion de la chaîne. C'était plutôt un signal adressé à ses collaborateurs pour les inciter à nous écouter et à nous entendre. Tout cela n'est qu'un incident de parcours. Jamais je n'ai fait de déclarations hostiles au président de la 5 ; j'ai toujours conservé de bonnes relations personnelles avec Robert... »

— Et que devient votre ex-allié M. Jérôme Seydoux ?

« Il a été tenu au courant de toutes nos démarches. Je lui ai même téléphoné plusieurs fois, il m'a fait part de son désir de poursuivre son action en justice. Moi, je pense que l'accord conclu avec M. Hersant est bon et qu'il constitue un succès pour tout le monde... »

— M. Seydoux affirme au contraire que cet accord est déséquilibré.

« Il a peut-être des intérêts différents des nôtres. Mon objectif n'a jamais été de conquérir le pouvoir au sein de la chaîne mais, simplement et seulement, de changer certains hommes et d'arriver à une gestion transparente et commune de la société. M. Hersant et moi-même nous sommes mis d'accord... »

## Enseignants ou serveurs

« Hier, vous dénonciez l'action de M. Robert Hersant à la tête de la 5 ; aujourd'hui, vous vous réconciliez avec lui. Pourquoi ce coup de théâtre ? »

« Mais ce n'est pas un coup de théâtre ! J'ai toujours dit qu'il était impossible de bien gérer une société dont les actionnaires sont en conflit et que je souhaitais aboutir à un accord. Simplement, je regrettais de ne pas pouvoir faire bénéficier la 5, à laquelle je suis sentimentalement attaché, de tout notre savoir-faire... »

— Tout de même, vous avez tenté de chasser M. Hersant de la présidence de la société ; vous lui avez fait un procès.

« Mon procès répondait au sien. Je n'ai jamais eu la volonté de l'écarter de la gestion de la chaîne. C'était plutôt un signal adressé à ses collaborateurs pour les inciter à nous écouter et à nous entendre. Tout cela n'est qu'un incident de parcours. Jamais je n'ai fait de déclarations hostiles au président de la 5 ; j'ai toujours conservé de bonnes relations personnelles avec Robert... »

— Et que devient votre ex-allié M. Jérôme Seydoux ?

« Il a été tenu au courant de toutes nos démarches. Je lui ai même téléphoné plusieurs fois, il m'a fait part de son désir de poursuivre son action en justice. Moi, je pense que l'accord conclu avec M. Hersant est bon et qu'il constitue un succès pour tout le monde... »

— M. Seydoux affirme au contraire que cet accord est déséquilibré.

« Il a peut-être des intérêts différents des nôtres. Mon objectif n'a jamais été de conquérir le pouvoir au sein de la chaîne mais, simplement et seulement, de changer certains hommes et d'arriver à une gestion transparente et commune de la société. M. Hersant et moi-même nous sommes mis d'accord... »

GROUPE E.S.C. NANTES

LES SPECIALISES

INNOVATION

MOUVEMENT INTERNATIONAL

## ÉDITION

Les estimations d'un banquier new-yorkais

## Le « portefeuille » Gallimard

Tandis qu'à New-York la banque d'affaires Henry Ansbacher, chargée des intérêts de Mme Françoise Gallimard, soutient, au vu de son expérience, n'avoir rien surévalué l'entreprise et refuse de dire si elle est déjà en contact avec des acheteurs américains, à Paris, les « grandes manœuvres » commencent. Le Figaro du 31 janvier affirme que M. Antoine Gallimard fera une proposition de rachat des parts de sa sœur avant la fin de la semaine prochaine. C'est en effet à ce moment là que viendra à son terme le délai de quinze jours proposé à M. Antoine Gallimard, ainsi qu'à son frère Christian, par M. Christopher Show, l'homme d'affaires américain qui les a rencontrés jeudi 25 janvier à Paris.

NEW-YORK  
de notre correspondant

« Nous avons perdu trop de temps en conflits au sein de la famille, et la société commence à en souffrir. A présent, il revient soit à l'un de mes frères, appuyé par des sociétés concurrentes extérieures, soit à une importante entité extérieure, d'acquiescer les actions de l'entreprise et d'assurer sa pérennité. Nous devons assurer la croissance de nos revenus, améliorer les marges bénéficiaires, obtenir une meilleure stabilité financière et un avenir garanti à long terme. Dans le même temps, nous devons assurer aux actionnaires une valeur réaliste de leurs titres. »

Avec cette déclaration publiée à New-York, Mme Françoise Gallimard, l'un des quatre enfants de l'éditeur Claude Gallimard, signifiait qu'elle entendait désormais confier la défense de ses intérêts à un conseiller financier (le Monde du 30 janvier). Charge à lui de vendre au meilleur prix les 12,5 % du capital de la prestigieuse maison d'édition française détenus par la fille aînée.

En chargeant de cette mission Henry Ansbacher, une petite banque d'affaires new-yorkaise, Françoise Gallimard a choisi un établissement discret, peu connu du grand public et dont la taille modeste permet encore de faire du « sur mesure ». Elle a aussi sélectionné quelqu'un qui connaît parfaitement le milieu de la presse et de l'édition, y compris des entreprises familiales confrontées à de délicats problèmes d'héritage. « En l'espace de sept ou huit ans, nous avons traité des dizaines d'affaires touchant à l'édition ou aux médias », assure Adam Horne, l'un des directeurs généraux d'Ansbacher. Et nous avons acquis une certaine expérience dans l'évaluation

des affaires familiales sou-

misées à des conflits entre actionnaires. »

La banque Henry Ansbacher a fait ses premières armes dans ce délicat secteur des disputes familiales en 1985 lorsqu'il s'est agi d'évaluer et de vendre le *Courier-Journal* et le *Louisville Times*, deux titres appartenant à la famille Bingham, une célèbre dynastie de Louisville, dans le Kentucky, qui détenait aussi d'importants intérêts dans l'audiovisuel local. A l'époque, la fille, avait déclenché les hostilités en confiant à cet établissement financier l'évaluation de sa part de 19 % du capital et la vente de ses titres. Par la suite, Ansbacher s'était également occupé de la vente du *New Haven Register*, détenu, entre autres, par la famille Jackson, un titre qui se disputait les actionnaires familiaux.

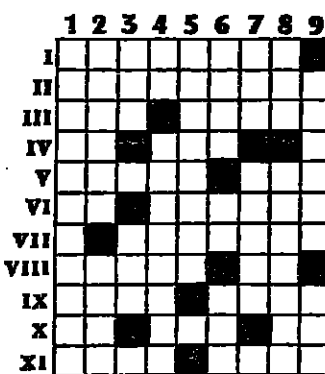
« L'estimation de la valeur des Editions Gallimard à 315 millions de dollars (1,8 milliard de francs) est tout à fait correcte », précise M. Horne, de retour d'un passage éclair à Paris au cours du week-end.

« Cette évaluation tient compte de la valeur des actifs de la société et de la compensation que nous avons pu établir avec d'autres maisons d'édition qui ont changé de mains ces dernières années telles que Harper and Row, Prentice-Hall, MacMillan, Collins, Addison-Wesley, Scott Foresman et, en France, les éditions Belfond », explique le spécialiste de cette banque détenue à plus de 50 % par le groupe belge Bruxelles-Lambert. « Gallimard possède un portefeuille d'auteurs fantastique ! C'est une société prestigieuse dans la renommée des frontières nationales. Nous devrions parvenir à un accord... »

SERGE MARTI.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5187



HORIZONTALEMENT

1. Peuvent être courts quand on tourne. — 2. Est très désagréable quand il y a une bombe. — 3. Mot qui peut valoir un renvoi. A des épines. — 4. Adverbe. Quantités insuffisantes. — 5. N'est pas très tiche. Circule à l'étranger. — 6. Dans une série de sept. Qui en a eu plein la vue. — 7. Une statue qui sert de support. — 8. Comme parfois le main dans une attaque. Utile quand on a peur des piqures. — 9. Peut être noir au marché. Certains sont à cheval. — 10. La Grande, au Brésil. Grecque. — 11. Peut être frappé d'interdit. Grains de chapelets.

VERTICALEMENT

1. Tableaux de prix. — 2. Un mot mis en place. Maître de céramiques. — 3. Utile au laboratoire. N'est pas belle quand elle est noire. — 4. Participe. N'avançant que s'ils se sentent couverts. — 5. N'est pas toujours inutile. — 6. Animal africain. Note. Se trouve à l'état pur chez le charbonnier. — 7. Changeait souvent d'aspect. Permet de tirer une carotte. — 8. Après une citation. Invoquée par d'antiques musiciens. — 9. Réside. Placé.

Solution du problème n° 5186

Horizontalement  
I. Maladroit. — II. Ecoumure. — III. Diner. E.N.A. — IV. Iseran. As. — V. Gel. — VI. Tété. Rai. — VII. Huer. Gène. — VIII. Essieu. — IX. Grenat. — X. Une. Palé. — XI. Eau. Fêtes.

Verticalement  
1. Médiathèque. — 2. Acis. Eus. Râ. — 3. Lunettes. Nu. — 4. Amar. Erige. — 5. Dorage. Er. — 6. Ri. Na. Guêpe. — 7. Ore. Ira. Net. — 8. Iéna. An. Ale. — 9. Assiettes.

GUY BROUTY

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ?

## Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, LMI

Eldo Bouasse, Graphologue, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630





# Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

## BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1989



### Vent d'Est

*Poussés par le vent d'Est qui a brisé le mur de Berlin, les dirigeants des pays socialistes découvrent les vertus de l'économie de marché.*

*Une victoire du libéralisme qui ne doit pas occulter les difficultés des pays du tiers-monde, les menaces de reprise de l'inflation et la persistance du déséquilibre des échanges internationaux.*

*Le Bilan économique et social – véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde – rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques dans leur contexte social et politique.*

192 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
OU PAR CORRESPONDANCE

#### BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... LOCALITÉ : .....

..... PAYS : .....

FRANCE (métropole uniquement)

Nombre d'ex. .... x 52 F (port inclus) = ..... F

DOM-TOM et ETRANGER

Nombre d'ex. .... x 57 F (port inclus) = ..... F

Commande et règlement à retourner à : LE MONDE  
Service Vente au numéro, 7, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09. FRANCE

#### AU SOMMAIRE

##### ● L'ÉTAT DE LA FRANCE :

Une année de croissance qui a favorisé les investissements à l'étranger, l'endettement des ménages, le développement de nouvelles formes d'emploi, dans un climat de modération des prix et avec un commerce extérieur toujours déficitaire.

##### ● L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL :

Soutenue par les investissements et les échanges, l'économie mondiale a connu sa septième année consécutive de croissance. *Le Bilan économique et social* passe en revue, chiffres à l'appui, toutes les composantes de la vie économique, sociale et financière.

##### ● DOSSIER SPÉCIAL : LE COMMERCE INTERNATIONAL :

Un dossier consacré à 25 ans de commerce international, de 1963 à 1988. Avec le portrait des grands acteurs, la montée en puissance de l'Asie, les flux d'échanges entre les grandes zones géographiques. Nombreux graphiques et cartes en couleurs.

##### ● CENT CINQUANTE PAYS A LA LOUPE :

Les correspondants du *Monde* retracent, pays par pays, les faits marquants de l'année écoulée.

سكايا لاهون



السنة الأولى

# ARTS • SPECTACLES



Lionel Barrymore et Bela Lugosi dans « la Marque du vampire » (1935)

## LE CINÉMA FANTASTIQUE, SES PEURS, SES RÊVES

### Monstres sur toile

Cette semaine sortent *Adrenaline* le film, compilation de courts métrages, *Appel d'urgence* de Steve de Jarnatt — un jeune homme, une jeune fille et dans la nuit de Los Angeles, la menace de mystérieux missiles — *Shocker*, de Wes Craven, mésaventures ricanantes d'un horrible criminel qui se dope à l'électricité : films fantastiques présentés au Festival d'Avoriaz, dont les lauréats ne sont pas encore programmés. L'un parce que personne ne pouvait imaginer qu'il fût même remarqué. Les autres — *La Femme du marchand de pétrole*, du Soviétique Alexandre Kaidamovski, *Point de rencontre*, du Yougoslave Goran Marcovic — parce que les distributeurs ne s'attendaient pas à ce qu'ils le fussent.

Habituellement, les films de l'Est retiennent peu l'attention des jurés et des spectateurs. Ce sont pour la plupart des fables référentielles, traitées sur le mode

ouïrrique, des casse-tête pour les cartésiens. Seulement, il se trouve que, cette année, le Festival avait décidé d'éliminer le gore — sorte de Grand-Guignol — au profit de « l'étrange », dont la définition demeure encore plus floue que celle tant de fois remaniée du « fantastique ».

Autant de fois renoué que l'ont nécessité les évolutions du genre autour d'un même thème, le Mal, étroitement lié au sexe depuis les premiers *Dracula*, en passant par les émois de *King Kong*, jusqu'au pacte diabolique d'un Faust du rock, *Pantheon of the Paradise*, petit frère du Dr. Phibes, extravagant dandy londonien. Les Anglais ont toujours vécu avec leurs fantômes. Les convulsions des années 30 ont été favorables à l'expression de la peur. En France, on a fui la réalité de l'Occupation dans la poésie de

légendes intemporelles. Après la guerre, l'Italie retrouve sa tradition lyrique grâce aux enfants de Riccardo Freda, Mario Bava entre autres, puis, plus tard, Dario Argento et son esthétisme rouge sang.

La violence planétaire aidant, l'horreur s'est banalisée. L'angoisse, ce sont les déchets de la civilisation qui, insidieusement, ont contaminé les hommes et leurs machines. Steven Spielberg a été révélé (au premier Festival d'Avoriaz) avec *Duel*, course-poursuite entre la voiture d'un Américain moyen et un camionneur sans conducteur. Les budgets de Spielberg ont considérablement augmenté, les thèmes de ses films ont changé. De l'étrange histoire de *Duel* suite toujours la même peur (*Lire pages 20 à 22*).

COLETTE GODARD

#### CINÉMA

23

### Jean Gabin en quinze rôles



La liste des films tournés par Jean Gabin, de « Paris Béguin » (1931) à « l'Année sainte » (1976), est en soi une histoire exhaustive d'un certain cinéma français. Jean Gabin fut la « Bête humaine », mélange irrésistible de séduction brutale et de fragilité. On le retrouvera, la cinquantaine passée, dans des rôles de parrain, de propriétaire terrien, bloc d'assurance inébranlable. Un itinéraire au total peu banal, que retrace à Paris une rétrospective en quinze longs métrages.

#### THÉÂTRE

25

### « Cyrano », une première



Belmondo-Hossein-Rostand, c'est parti à Marigny, et sûrement pour longtemps. Ce nez-là est un cap dans la carrière de l'acteur, un pic dans celle du metteur en scène, un roc que les spectateurs devraient graver nombreux. Juste avant qu'ils ne découvrent à la fin du mois de mars les premières images du film de Rappeneau, avec l'autre poids lourd du box-office, Gérard Depardieu.

#### MUSIQUES

27

### « Ivanhoé » : pillage ou pastiche de Rossini ?



On redécouvre chaque année des opéras de Rossini, chefs-d'œuvre méconnus ou carrément oubliés. Dans l'« Ivanhoé » qu'exhume l'Opéra de Montpellier, on retrouvera la griffe de l'auteur du « Barbier », puisque toute la musique est de lui. Mais piochée dans plusieurs de ses succès et refondue sur un nouveau livret, inspiré — d'assez loin — du roman de Walter Scott. Le genre s'appelle *pastiche*. Seuls les Italiens pouvaient l'inventer.

PEUR ET EXORCISMES DE L'AN 2000

## Cachez ces monstres

Les lois du cinéma fantastique sont immuables. La peur y est moins importante que le frôlement du Mal. D'où vient le Mal ? Les formes des films évoluent avec le temps. Elles dépendent des grandes peurs qui secouent l'humanité. Aujourd'hui, l'humanité fatiguée, saturée de violence, a peur de ce qu'elle n'a pas voulu voir pendant deux millénaires – au moins.

C'est un fait, le gore faiblit. Le *Shocker* de Wes Craven est une réplique sans charme de l'insaisissable Freddy, l'homme venu des caves près des chaudières, dont les longues griffes et la voix rauque hantent les rêves des adolescents. Wes Craven a réalisé le premier Freddy, dont on attend le cinquième épisode. Il l'a en quelque sorte inventé, ensuite a dû l'abandonner. Ce qui explique peut-être le succès de la série. En effet, l'épouvante enfume ceux qui s'y adonnent dans des formes strictes où ils risquent de se scléroser.

On ne renouvelle pas le genre, on le redécouvre. Témoin, Alain Robak. *Baby Blood* est son premier long métrage. Il respecte scrupuleusement les lois du genre – une jeune femme insatisfaite est enceinte d'un monstre littéralement assoiffé de sang, d'où une série de meurtres hallucinés – et leur insufflé le dynamisme de l'innocence. Parce qu'Alain Robak ignore encore les ficelles, il invente sa manière d'avoir et de faire peur. Et puisqu'il a une vraie personnalité, il réussit. Ce n'est pas simple, car le gore étale le répugnant, le gluant, le sanguinolent, les viscères – ainsi l'époustouflante bataille finale dans la morgue de *Reanimator*, – les membres tranchés aux artères béantes et dont les nerfs pendouillent, les cadavres verdâtres grouillant de vers...

La difficulté du gore tient à l'équilibre, fragile parce que intime, entre la terreur puérile et la dérision adulte – le génie gothique de David Cronenberg (*la Mouche*, *Videodrome*), Canadien aux yeux bleus obsédé par la décomposition des chairs, a sublimé le genre...

Il en va autrement de l'épouvante, qui fait appel à la fascination de l'inconnu. Ce qui fait peur est ce qu'on ne voit pas, mais que l'on devine, et qui en appelle à l'inconscient. Exemple, *Massacre à la tronçonneuse* de Tobe Hopper, longtemps interdit sauf en cassette. Pourtant, les images n'ont rien d'effrayant. C'est un grenier surréaliste, une forêt, un homme trop grand, c'est vrai, et défiguré... Rien de bien terrible si ce n'est la bande sonore, le vrombissement de la tronçonneuse, les cris des suppliciés, si atroces qu'on croit les voir souffrir.

## LA FASCINATION DU MAL

Le solitaire à la tronçonneuse, comme Freddy, est le frère du tueur de baby-sitters évaporées, incarnation du Mal absolu, qui avançait pesamment, précédé de son souffle sifflant, dans *Halloween* de John Carpenter – dont le succès a fait naître bien des répliques affadies. Mais John Carpenter, mieux que Wes Craven, a su diversifier son inspiration. Son chef-d'œuvre est peut-être le cauchemar d'une mégapole livrée à la violence de la misère, le ghetto interdit, *New York 1997* – un justicier sans scrupules va délivrer le président des États-Unis, kidnappé par des punks sans la moindre humanité. Ils sont, comme dans *Halloween*, le Mal absolu, car, sans la fascination qu'exerce le Mal, pas de peur. Combat d'exorcistes et du Malin, de Dracula et du savant... Mais ce Mal, pour prendre tout son poids, doit s'enraciner dans un malaise concret, ressenti au présent.

L'ironie anarchiste de *New York 1997*, sa manière de cumuler, de secouer toutes les insécurités urbaines, correspondait, correspondent aux gros titres des journaux – criminalité, terrorisme, corruption – et, tant que cela durera, le film ne se démodera pas. La peur est toujours la peur, ses causes et les voies par lesquelles elle se manifeste varient selon l'actualité – on pourrait élaborer les scénarios en s'inspirant des sondages comparatifs sur le thème « Que craignez-vous pour l'avenir ? Le chômage, la pollution, la bombe atomique »...

En 1956, *L'invasion des profanateurs de sépulture* de Don Siegel racontait la progressive métamorphose de gens apparemment banals – comme à peu près dans le même temps *Rhinocéros* de Ionesco. En cette époque de maccarthysme, le sujet le plus pillé à certainement été celui du roman de Matheson, *Je suis une légende*, parce qu'il raconte un monde où les vampires ne se distinguent pas des vrais humains, métaphore sur le péril communiste. Lorsque, en 1988, John Carpenter utilise un procédé identique dans *They Live* (les *Envahisseurs*) pour dénoncer la toute-puissance des bureaucrates – robots dont on voit le mécanisme si on porte des lunettes spéciales, – ça ne marche pas. L'opinion publique ne s'émue guère des abus du pouvoir.



ALAIN ROBAK

Après la grande peur du communisme est venue celle de la pollution, atomique ou chimique, tous ces produits déversés pour enrichir la terre et les Américains surnourris, tous ces insecticides aussi, qui déstabilisent l'équilibre écologique, si bien que les animaux familiers, araignées, abeilles, crapauds, lézards, serpents, rats, et aussi chiens, chats, lapins... subissent d'étranges métamorphoses et prennent le pouvoir. Ainsi, les fourmis géantes, translucides et dorées qui, dans le magnifique *Phase IV* de Saul Bass, s'emparent d'une jeune femme pour en faire leur reine.

On ne compte plus les films dont les héros sont des animaux familiers métamorphosés en monstrueux prédateurs. Sans oublier ce qui peut arriver aux enfants qui, dans la lumière bleue de la lune, doivent sans raison leurs parents ou qui, frappés de malédiction dans le ventre maternel, sèment la terreur dès leur naissance : *It's Alive* de Larry Cohen, ou *Le monstre est vivant*. Pour le protéger, ses parents bravent dangers et lois. On aurait presque pitié de lui, avec ses feulements râpeux, et dans l'ombre l'affolement de son œil en losange, inspiré par celui du bébé de Rosemary. Pauvre monstre, pauvre « ça », pauvre inimmuable, inadapté à notre monde, contraint à la fuite, à la faim, à la violence.

Le premier *It's Alive* date de 1973, moment où le sort des minorités était à l'ordre du jour. Le second arrive en 1978, soit cinq ans plus tard, quand la majorité silencieuse et protectionniste tient le haut du pavé. Les malheureux monstres – enfants de la thalidomide et autres médicaments douteux – prolifèrent au point que Washington envoie ses agents fédéraux (dont Eddie Constantine) s'occuper de leur élimination...

Les enfants maléfiques déterminent de bonnes sources d'angoisse. Stephen King est le maître du genre, avec en tête *Shining* de Stanley Kubrick, rivalité sulfureuse d'un père et d'un fils dans les labyrinthes de la mémoire et d'un hôtel désert. Triomphant aussi les adolescents bizarres : voir *Carrie* de Brian De Palma – où Sissy Spacek provoque des incendies, jette des couteaux par la seule force de son regard – qui a lancé la mode des morts impossibles, avec résurrection pendant le générique de fin. Quant aux animaux, ils refont surface. Spielberg s'apprête à produire une histoire d'araignée venimeuse, venue du Brésil, sans doute pour venger la destruction des forêts amazoniennes.

Nous vivons le retour à la grande peur écologique, aux années 60 en général, là comme dans d'autres domaines. Mais l'état d'esprit est différent. Le danger ne vient plus de l'attaque surprenante, mais insidieusement de la contamination. Ce n'est plus la maladie de l'esprit – bérésie ou communisme, – c'est celle du corps, LA maladie, le sida. La punition du sexe, la tradition. Quels que soient le film et son genre, le sexe a été, est, demeure source du Mal. Le Mal à travers la séduction des sorcières, les griffes de Freddy, les canines de Dracula.

Dracula s'est retiré dans son cercueil capitonné de rouge. Mais il a contaminé les belles aux yeux brillants de coke qui, à leur tour, contamineront les yuppies stressés au cours de dragues fébriles dans un tunnel de métro désaffecté, transformé en discothèque décorée de statues funéraires. Le Tunnel, haut lieu branché – utilisé par Martin Scorsese dans son sketch de *New York Stories* et par Robert Bierman dans *Embrasse-moi vampire*.

La grande ville est belle avec ses ruines réutilisées, ses tours de verre. Elle est plus oppressante qu'un cimetière dans la brume. Les comportements les plus étranges y passent insoupçonnés. On peut y tuer sans que quiconque s'en rende compte. On peut y crier au secours sans provoquer autre chose – pas même l'attention des flics désabusés – que le regard rigolard accordé aux allumés de tout poil, zonards professionnels qui font la manche et même aux sans-abri qui dorment la tête sur leur sac en plastique. Qu'elle soit d'Est ou d'Ouest, la ville est un pays d'étrangeté. Les voitures s'y cognent, les hélicoptères slaloment entre les terrasses, les robots exigent leur indépendance, les humains vieillissent trop vite (Ridley Scott, *Blade Runner*), la pluie y est sale et le soleil vert.

En attendant l'an 2000, la peur se nourrit des miasmes de la ville. Ils suintent des égouts, des caves, des ascenseurs, des terrains vagues, des parkings, des halls en faux marbre, des fausses perspectives fabriquées par les urbanistes pour cacher lèpres et lézards. Le fantastique de la décennie passe par le décoratif, et aussi par la dégradation sournoise des attitudes – dans l'agressivité comme dans la passivité – et par celle des corps derrière les masques de la sophistication. Mieux que les forêts trop civilisées, la ville favorise les fantasmagories (Terry Gilliam, *Brazil*), les cauchemars des poètes, les hallucinations féériques. Le fantastique, c'est l'étrange.

COLETTE GODARD

C'était après le gore sophistiqué, l'ironie noire de *Eraserhead*, bébé bizarre, sorte de E.T. malade, et après, cet autre malade, bizarre, mais il avait réellement existé : *Elephant man*. C'est le film superbement oppressant de David Lynch, *Blue Velvet* : le fantastique lié à la perversité la plus radicale. Par l'entrebâillement de la porte interdite, Isabelle Rossellini regarde ce qu'elle ne doit pas voir. Et peut-être voit-elle la Mouche, monstre hybride, né de la fusion d'un insecte et d'un savant, créé par cet autre poète du gore, David Cronenberg.



DAVID CRONENBERG

صكرا من الامم



# CINÉMA

NAISSANCE DES GRANDS MYTHES FANTASTIQUES

## que je ne saurais voir

**Du temps de Mèlès, le voyage dans la Lune était un thème fantastique. Montrer des fusées et des spatonautes n'est même plus de la science-fiction. La capacité d'imaginer l'imaginable évolue avec le progrès. Les grands mythes fondateurs, du vampire érotique au docteur maléfique, eux, gardent leur jeunesse sous des masques toujours renouvelés.**

L'EXPRESSIONNISME allemand fut déterminant pour la constitution des grands mythes du cinéma fantastique. Ce mouvement, (Siegfried Kracauer et Lotte H. Eisner l'ont écrit (1)) coïncide avec le grand malaise d'un pays qui, embrasé par la guerre européenne de 1914, se retrouve brisé, en pleine défaite, et veut exorciser les démons intérieurs. On cite toujours *le Cabinet du docteur Caligari*, de Robert Wiene (1919), comme manifeste de l'expressionnisme cinématographique. Mais le cinéma allemand puise alors les démons, les fantômes, le thème angoissant du double, la légende du golem (statue de terre qui prend vie lorsque on lui inscrit sur le front les soixante-douze lettres du nom secret de Dieu) et le personnage d'Alraune, la femme « mandragore » née de la « dernière larme équivoque d'un pendu », dans la littérature fantastique, le romantisme allemand, Hoffmann, Hans Heinrich Ewers, Gustav Meyrink.

En 1921, Friedrich Wilhelm Murnau, cinéaste qui manifeste un intérêt passionné pour les forces de l'ombre et les mystères de l'être, tourne *Nosferatu le vampire* sur un scénario d'Henrik Galsen. C'est une adaptation non avouée de *Dracula*, roman fantastique de Bram Stoker, écrivain d'origine irlandaise, publié en 1897. *Dracula* est considéré comme une œuvre feuilletonesque, mais son succès est considérable. Murnau et son producteur ont voulu faire l'économie des droits d'auteur. Ce qui n'empêcha pas Florence Stoker, veuve de l'écrivain, d'intenter un procès en contrefaçon... qu'elle gagne en 1925 (2). Les négatifs et les copies du film auraient dû être détruits. Heureusement, cette décision ne fut pas appliquée.

En faisant de *Dracula* le comte Orlock, un « Nosferatu » (d'après le terme roumain *erakul*, vampire), Murnau crée un univers poétique, plastique et fantastique pas si éloigné qu'on l'a dit du roman original.

Le comte Orlock, vieillard livide, au crâne chauve, aux grandes oreilles, aux mains crochues, au regard trop brillant et aux canines pointues, avide du sang des jeunes hommes, et plus tard vaincu par une femme qui le retient jusqu'au chant du coq, inspire cette étrange fascination qui conduit à se laisser aller dans les bras du vampire (ici, visiblement homosexuel et porteur des propres obsessions de Murnau). Même la Mort des Trois lumières de Fritz Lang (1921) ne le surpasse pas en horreur sacrée. Dans la galerie des



Roger Corman adapte Edgar Poe dans *L'Enterré vivant*.



Murnau invente les griffes du vampire dans *Nosferatu*.

créatures mythiques du cinéma fantastique, *Dracula*, le vampire, restera le modèle absolu.

Au temps du muet, le cinéma américain n'a certes pas négligé les sujets fantastiques (souvent empruntés à la littérature), et l'acteur Lon Chaney, « l'homme aux mille visages », a représenté à lui seul tous les monstres humains possibles, « fantôme de l'Opéra », « bossu de Notre-Dame », infirmes effrayants ou pathétiques, qui sont autant de maquillages prodigieux. Le parlant arrive, avec la crise économique, et le fantastique américain entre en lice avec les étonnantes Séries B produites d'abord par Universal (dont le patron, Carl Laemmle, a senti venir le vent), puis par MGM, RKO et autres studios.

En 1931, Tod Browning réalise *Dracula*, adaptation (officielle celle-là) du roman de Bram Stoker, avec un vampire à cheveux bruns gominés, au talent blafard, portant smoking, interprété par Bela Lugosi, qui a tenu le rôle à New-York, en 1927, dans une adaptation théâtrale. On ne songe pas alors à faire des comparaisons avec *Nosferatu*. Ce film remporte un triomphe et marque toute une époque.

En 1931, James Whale réalise *Frankenstein*, adaptation également modernisée du roman « gothique » de Mary Shelley et, plus que le savant Henry Frankenstein, c'est la créature incarnée par Boris Karloff — être humain créé à partir de pièces anatomiques de cadavres — qui devient célèbre, avec le masque douloureux inventé par le maquilleur Jack Pierce. Dans l'esprit des spectateurs, Frankenstein est le nom de cette créature qui va rester longtemps associée à son interprète, tandis que Bela Lugosi a tendance à se prendre pour *Dracula* et dort, dit-on, dans un cercueil.

Viennent les suites : *la Fiancée de Frankenstein*, de James Whale (1935), conte effrayant et tragique bien supérieur au premier épisode, réflexion sur la folie des hommes, *le Fils de Frankenstein*, de Rowland V. Lee (1939), toujours avec Boris Karloff, et, après cela, de mauvaises contrefaçons. Tod Browning (qui en 1932 a donné à la MGM un chef-d'œuvre de « fantastique réaliste », *Freaks*, avec de vrais monstres de cirque) réalise *la Marque du vampire* (1935). Mais c'est Lambert Hillyer qui signe, en 1935, *la Fille de Dracula*, et Robert Siodmak, en 1942, *Son of Dracula*.

Le genre s'épuise. D'autres personnages étranges et inquiétants — la « momie », les « zombies », le « loup-garou » et un asiatique cruel, le docteur Fu Manchu — appartiennent à l'âge d'or hollywoodien mais, auprès de *Dracula* et de *Frankenstein*, seul King-Kong, le gorille géant de Ernest B. Schoedsack et Merian C. Cooper, occupe une place de choix. *King-Kong*, film à faire hurler de peur, splendide fable onirique et cauchemar freudien, avec implications sexuelles ; *King-Kong*, spectacle inouï dont les truquages ne seront pas expliqués, ce qui ajoute à la fascination mythique.



Les limites de l'horreur sont dépassées dans *Re-animator*.



Le son terrifiant de *Massacre à la tronçonneuse*.

FORUM LES HALLES • PATHE IMPERIAL

QUAND TOUT A ÉTÉ PERDU, L'AIR DE RIEN  
PRENDRE L'AIR DU RÊVE, PRENDRE L'AIR DU LARGE  
PRENDRE L'AIR DU VOYAGE

### L'air de Rien

UN FILM DE MARY JIMENEZ

AVEC CAROLE COURTOY, GABRIEL MARCAND, LUCAS BELVAUX, MARIA DE MEDEIROS, JOSSE DE PAUW ET LA PARTICIPATION DE BERNADETTE LAFONT

## CINÉMA

LES GRANDS MYTHES FANTASTIQUES

## Cachez ces monstres...

⇒ Cooper et Schoedsack n'atteindront pas la même réussite dans *Song of Kong* (1933) ni dans *Monsieur Joe* (1949), deuxième suite abâtardie. Mais ils ont porté loin une autre forme de fantastique (la chasse au gibier humain dans une île sur laquelle règne un châtelaïn sadique et fanatique) avec *les Chasses du comte Zaroff* (1932), que n'égaleront pas deux remakes américains, en 1945 et en 1956. Tant il est vrai que ces années 30 portaient en elles un climat propice à l'éclosion des plus belles fleurs de l'imaginaire.

En 1932, le grand cinéaste danois Carl Dreyer avait réalisé en France (décor naturels) *Vampyr ou l'étrange aventure de David Gray*, d'après une nouvelle d'un auteur de choix, Sheridan Le Fanu. Drame de l'étrange dans un inter-monde d'ombre et de lumière inhabituel. Ce fut un échec commercial avant de devenir une curiosité pour cinéphiles. Mais, en France, le fantastique ne s'est jamais greffé sur le cinéma que d'une manière accidentelle. Ainsi le courant de fantastique poétique sous l'Occupation, avec ses sujets hors du temps : *la Nuit fantastique*, de Marcel L'Herbier (1941), *les Visiteurs du soir*, de Marcel Carné (1942), *le Loup des Malveneur*, de Guillaume Radot (1942), *la Main du diable*, de Maurice Tourneur (1942). Et, surtout, les deux grandes œuvres insolites de Serge Poligny : *le Baron fantôme* (1942) et *la Fiancée des ténèbres* (1944).

C'est en Angleterre que vont resnaître les grands mythes pour conquérir, un peu partout, un public populaire qui n'avait plus accès aux séries B d'autant, en noir et blanc, que la cinéphilie intellectuelle n'avait pas encore récupérée, le fantastique étant considéré, même chez les historiens du cinéma, comme un sous-genre.

En 1947, naît, de la société londonienne de production Exclusive Film Ltd, la Hammer Films, dirigée par Wil-

liam Hinds, Enrique Carreras, (les deux fondateurs d'Exclusive Film Ltd en 1935), et James Carreras et Anthony Hinds. Huit ans plus tard, *le Monstre*, de Val Guest, tiré d'une série de science-fiction, place la Hammer sur le marché international du genre et l'enrichit. La firme rachète alors, en bloc, les droits des sujets fantastiques jadis produits par Universal à Hollywood. Et, en 1957, un réalisateur de cinquante-trois ans, qui a déjà beaucoup tourné, se révèle comme le maître de ce qu'on va appeler « le fantastique sanglant » : Terence Fisher (3).

## LE ROMANTISME FLAMBOYANT DE TERENCE FISHER

Avec *Frankenstein s'est échappé* Fisher reprend, en couleurs, et dans une étonnante reconstitution du dix-neuvième siècle, le mythe du savant créant un monstre. Pour la première fois, la plus grande importance est donnée au baron Frankenstein, interprété par Peter Cushing. La créature, moins « humaine » que celle de Karloff, est jouée par Christopher Lee. En 1958, l'histoire est complètement renouvelée dans *la Revanche de Frankenstein* qui polarise toute l'attention sur Peter Cushing, médecin qui se croit démiurge de la science et se livre à des expériences aberrantes. Christopher Lee devient, en même temps, le vampire de Bram Stoker dans *le Cauchemar de Dracula*, où il se heurte... à Peter Cushing dans le rôle du docteur Van Helsing, le chasseur de vampires.

Hammer Films a trouvé sa voie, et pendant plus de dix ans Terence Fisher, avec des scénaristes et des techniciens bien rodés, reprend les personnages d'autrefois (*la Momie*, *le Chien des Baskerville*), continue la série Dra-

cula avec *les Maîtresses de Dracula* (1960), *Dracula prince des ténèbres* (1966), puis la série *Frankenstein* (*Frankenstein crée la femme*, 1967, *le Retour de Frankenstein*, 1969, *Frankenstein et le monstre de l'enfer*, 1973). Son utilisation dramatique et plastique des couleurs, en particulier du rouge, sa reconsidération des mythes dans un contexte historique et des pays bizarres, l'érotisme qui baigne toutes les histoires de vampires et le talent de ses interprètes finissent par venir à bout des réticences. D'autant que les jeunes spectateurs des années 60 font du fantastique « leur cinéma ». Dans le genre, Don Chaffey, Don Sharp, John Gilling et quelques autres contribuent à la prospérité et à la célébrité de Hammer Films.

Mais Fisher réinvente tout par une sorte de romantisme flamboyant : *les Deux Faces du docteur Jekyll* (1960), d'après le roman de R.L. Stevenson, qui avait donné des « classiques » de l'épouvante au cinéma parlant américain, *la Nuit du loup-garou* (1961), *le Fantôme de l'Opéra* (1962), *la Gorgone* (1964), etc. Terence Fisher est mort en 1980. Un seul réalisateur britannique semblait capable de prendre sa relève, Robert Fuest, avec *l'Abominable docteur Phibes* (1971) et *le Retour de l'abominable docteur Phibes* (1972), mais il n'a pas persisté.

Le docteur Phibes, dandy et fou criminel, est interprété par Vincent Price, cabot souvent génial dans les films fantastiques américains, tirés de nouvelles d'Edgar Poe, que Roger Corman tournait, en quelques jours, dans les années 60, créant des atmosphères impressionnantes par les décors, les éclairages et les effets grand-guignolesques. Ainsi vit-on Vincent Price dans *la Chute de la maison Usher* (1960), *la Chambre des tortures* (1961), *l'Empire de la terreur* (1962), *le Corbeau*

(1962, avec Peter Lorre et Boris Karloff), *le Masque de la mort rouge* (1964), *la Tombe de Ligeia* (1964).

Cette série Poe est contemporaine des essais fantastiques de l'italien Mario Bava, dont le premier, *le Masque du démon*, tourné en noir et blanc, admirable par son atmosphère « gothique », son érotisme et sa fantasmagorie baroque, est inspiré d'un roman de Gogol. Mario Bava a fait passer le fantastique dans le péplum (*Hercule contre les vampires*, 1961) et dans le suspense policier, mais on lui doit aussi un film de terreur avec fantômes et vampires (*les Trois Visages de la peur*, 1963), un conte fantastique psychanalytique (*le Corps et le Fœtus*, 1963, avec Christopher Lee) et les délires kitsch de *l'Île de l'épouvante* (1970), *la Baie sanglante* (1971) et *le Baron vampire* (1972).

La « révolution » était accomplie. Le fantastique était sorti des salles pittoresques et mineuses des boulevards. En avril 1972, Alain Schickoff créait, au théâtre des Amandiers de Nanterre, la première Convention française du cinéma fantastique qui allait faire son chemin et devenir festival international. En février 1973, s'ouvrait à Avoriaz, station de sports d'hiver de Haute-Savoie, le premier Festival de cinéma fantastique. Aujourd'hui, Avoriaz est une institution. Et reçoit sa conception de l'horreur...

JACQUES SICLIER

(1) Lott H. Fisher : *L'Ecran démoniaque*. Ramsay-Poche, Cinéma, 1981.

(2) On doit à Alain Pozzoli la première et remarquable biographie de Bram Stoker en français : *Bram Stoker, prince des ténèbres*. Librairie Séguier, (1989), 174 p., ill., 100 F.

(3) Pour l'histoire du fantastique anglais, on trouvera tous les détails dans l'album de Gérard Lenne, *Cela s'appelle l'horreur*, composé de photographies commentées appartenant à la collection Alain Venier, avec filmographies, biographies d'auteurs : Indispensable. Librairie Séguier, 384 p., 500 photos, 520 F.

RENCONTRE AVEC LE CRÉATEUR DU FILM FANTASTIQUE ITALIEN

## L'effroyable secret de Riccardo Freda

A quatre-vingts ans, l'italien Riccardo Freda est, avec l'Américain Frank Capra, l'un des derniers survivants de l'époque héroïque du cinéma. Adaptateur à l'écran de tous les genres populaires, du mélo au péplum, du fantastique mythologique (*Maciste aux enfers*), au film d'épouvante (*les Vampires*), Freda, l'homme qui tournait plus vite que son ombre, était récemment, et très modestement, l'invité d'honneur d'une université parisienne.

« Avec *les Vampires*, vous avez signé, en 1956, le premier film d'épouvante italien. »

— En Italie, on parle plutôt de films d'horreur, sans doute parce que ces films sont généralement exécrables, et que l'horreur, on l'attribue à la qualité de leur réalisation. Mes *Vampires* furent, en fait, une sorte de pari. Quand les premiers grands Hitchcock sont arrivés, le critique du magazine *Arts*, un critique français très respecté, a pondu trois ou quatre colonnes pour expliquer que cette capacité très particulière de jouer sur la peur des spectateurs était une spécialité anglo-saxonne, liée à la morale victorienne, et qu'aucun cinéaste français ou italien ne saurait y prétendre. Moi et mon ami Jean-Louis Bory, on savait très bien qu'il se fourvoyait, on a commencé à lui faire des blagues, à le mettre en boîte à la moindre occasion sur ce sujet.

— Mais c'est un fait : le film d'épouvante n'existait pas en Italie. Je m'y suis attelé avec *I Vampiri* et, davantage encore, avec *le Spectre du professeur Hitchcock*, le seul de mes films, je crois, qui puisse vraiment faire peur à quiconque. Car ce sentiment-là, vous savez, dépend de la constitution psychique et physique de chacun, de l'intensité avec laquelle l'on redoute la mort. Personne ne s'est jamais évanoui pendant la projection de mes *Vampires*. Sauf la figurante que mon producteur avait astucieusement placée dans les rangs pour la sortie du film à Rome et qui s'est mise soudain à hurler comme une folle. A ce vrai cri, tout le monde a frissonné pour de vrai.

— D'autres cinéastes ont suivi, en Italie. Je trouve qu'ils ont eu tendance à en faire un peu trop. Je pense, par exemple, à Dario Argento. Il arrive que chez lui le crime tourne au carnage ! Je m'étais imposé, pour ma part, d'autres limites.

— Les néoréalistes n'ont jamais été vos amis.

— Ils m'inspirent une répulsion insurmontable. Profiter de tout ce que la vie offre de pitoyable, comme l'a fait De Sica par exemple, m'a toujours révolté. Je n'ai d'ailleurs pas honte d'avouer que le drame psychologique ne



De Barbara Steele, Riccardo Freda fait la reine de l'épouvante à l'italienne. Ici, criminelle machiavélique dans *le Spectre du professeur Hitchcock*. On la retrouvera dans la légendaire *Masque du démon*, de Mario Bava.

m'intéresse pas — même si j'y ai sacrifié dans *Trahison* ; — que je préfère Balzac et Dumas à Proust ; que mon genre préféré est le grand spectacle ; et que je ne m'intéresse au cinéma que pour ce qu'il apporte en propre et que le théâtre n'apporte pas.

— Vous devez, alors, adorer l'opéra ?

— Pas du tout. Bach, Beethoven et Chopin me font davantage délirer que Verdi : ils me plongent dans un monde abstrait. L'opéra m'intéresserait davantage sans ces horribles chanteurs !

— Vous n'avez pas la réputation, il est vrai, d'être tendre avec les acteurs.

— Mon univers s'est arrêté aux grands de la grande époque. J'aime réellement Harrison Ford mais il ne possède aucun des charmes d'un Gary Cooper. Garbo éclairait de sa présence n'importe quelle scène. Quand elle meurt à la fin du *Roman de Marguerite Gautier*, de Kukor, elle le fait sans grimaces, avec une simplicité totale, elle disparaît sous nos yeux dans une sorte d'auréole. On a cherché à l'imiter, on a tenté de refaire *Anzù Karenine*, mais n'importe quelle actrice, comparée à elle, a l'air d'une midinette.

— Le cinéma, malheureusement, c'est comme cela : si vous n'avez pas l'acteur idéal, vous n'arriverez jamais

exactement à ce dont vous rêvez. D'un autre côté, les acteurs idéaux sont des emmerdeurs. Je n'ai jamais eu les moyens de tourner avec, et c'est tant mieux. Je préfère travailler avec les acteurs normaux. Il est vrai que je n'ai jamais supporté qu'un acteur me fasse plus d'une remarque sur un tournage.

— Sur certains de vos films, vous avez été scénariste, directeur de la photo, caméraman, décorateur, musicien...

— Pour *Théodora impératrice de Byzance*, j'avais commencé avec des caméramans. Je leur demandais périodiquement ce qu'ils pensaient des prises. Ils me répondaient : « Bah... » J'ai bien été forcé de me mettre à la caméra.

— Il m'est arrivé de tourner une charge de cavalerie dans le sud de l'Italie avec une troupe de mille mafiosi (on n'avait trouvé personne pour la figuration, il avait bien fallu se rabattre sur eux). Il y avait six caméras, il fallait tourner des chutes de chevaux et de cavaliers. On n'avait pas les moyens pour s'y reprendre à deux fois. Les six caméramans se montraient enthousiastes : prises de vues époustouflantes, chevaux basculant en gros plans, tout à les croire, se passait merveilleusement. On n'a regardé les prises qu'après notre retour à Rome : les six caméramans n'avaient rien tourné ! Soit qu'ils aient été

surpris, soit qu'ils aient eu peur d'être renversés. On a tout refait à Rome.

— Pour *Théodora*, j'avais filmé toute la course moi-même. A un moment, les chevaux étaient menés sur le camion, j'avais failli être piétiné. C'était le premier film italien en Eastmancolor, la pellicule devait être développée aux Etats-Unis. On la mettait chaque soir dans des valises métalliques emplies de glace, on les expédiait, et on attendait. Douze jours plus tard, on recevait un câble : « Tout est OK. » J'ai fait ce film en cinq semaines — d'autres auraient mis trois ou quatre mois — sans pouvoir vérifier une seule fois ce que je tournais. J'étais, outre tout le reste, producteur délégué : c'est moi qui payais. Je considère que j'étais alors dans ma période d'inconscience.

— Vous avez touché à tous les genres populaires, du mélodrame au péplum jusqu'au western.

— Exact. Mais sans vulgarité, je l'espère. Il est vrai que je déteste tout ce qui est intellectuel. Fellini, après *Amarcord* — une vraie catastrophe, pour nous et pour lui, — s'est pris pour un génie. Or, il n'existe pas de génie dans le cinéma. Murmur ? Génial, je l'ai toujours dit, mais pour la seule mise en scène. Il n'a jamais touché au scénario, au découpage, ni au montage. Le film a toujours procédé — je crois constituer une exception sur ce plan — d'un assemblage trop complexe de talents pour être mis au crédit d'un seul auteur.

— Le travail de cinéaste à l'ancienne, tel que vous le décrivez, se rapprochait davantage de celui du sculpteur ou du peintre : un travail de composition de couleurs et de formes.

— C'est pourquoi mon film préféré est *le Château des amants maudits*, entièrement inspiré, y compris dans une grande nature morte, du Caravage et de la peinture du début du dix-septième siècle. Personne ne s'en est jamais avisé, ce qui m'est tout à fait égal. Sauf Mario Gromo, un critique de Turin, qui n'avait pas vu le film à sa sortie et qui s'en est repenti dans ses colonnes quinze jours après. Il est le seul à avoir interprété mon travail non du côté de l'anecdote mais du côté de l'essentiel. Ce qui, encore une fois, ne me chagrine nullement.

— Quelle est votre image, actuellement, en Italie ?

— Catastrophique. Le cinéma y souffre des mêmes tares que le football (il me semble, d'ailleurs, que cela se passe en France de la même façon). En tête, les équipes de première division : riches, respectées, puissantes. De l'autre, les équipes de catégorie B, les petites, celles qui cherchent à grimper. Traduit en langage de critique cinématographique, cela donne la distinction entre artistes et artisans. En Italie, je suis un artisan. Le prince des artisans, disent certains. Un titre de consolation.

Propos recueillis par ANNE REY

مسألة الجاهل



سكراين الاصل

## CINÉMA

UNE RÉTROSPECTIVE GABIN EN QUINZE FILMS

# Ponce Pilate ou Pacha

C'est vrai qu'il avait le regard le plus clair mais aussi le plus lourd que l'on pût croiser sur un écran. Qu'il incarnât tour à tour les calfs et les gens sans importance. Jean Gabin, roc ou gueule d'amour ? Quinze films pour un portrait souvenir.

Il a fini bourgeois, les pieds bien calés sur sa terre, grand propriétaire, avec du foin dans ses sabots, comme disent les paysans, qui n'aimaient pas ce tard venu au monde de la terre — et le lui firent savoir parfois violemment. Trappé, carré, massif, le cheveu argent et le teint rouge brique du gentleman-farmer, l'air bougon et l'œil matot. Un roc devenu monument classé, une institution d'intérêt public et, depuis bien des années, le souci d'encaisser — à n'importe quel prix — les dividendes de la gloire. Le roc avait remplacé la salopette, le feutre, la casquette, et s'il tombait toujours, il ne détonnait plus. Le temps avait fait d'une gueule d'amour une grande gueule...

Il a fini calculateur, lui qui débuta danseur. Aux Folies-Bergère, avec la Miss en prime et comme tant d'autres qui faisaient dans la goulante ou le comique troupier, les Maurice Chevalier et les Fernandel. De ces années-là et de ses premiers films, des noms, des dates, de la romance ou du gros rire nous restent quelques images floues. Une seule nette. Insolite : celle de son premier rôle avec le metteur en scène Julien Duvivier.

Dans *Golgotha* (1934), le seul péplum « sulpicien » du cinéma français, film baroque et méconnu, où cabotine un Le Vigan qui a poussé le souci de réalisme (bien avant de Niro) jusqu'à se faire arracher quelques dents pour mieux incarner la maigreur christique, Gabin campe un improbable Ponce Pilate dont la première réplique (on l'a vérifié pour l'occasion) reste tout aussi historiquement improbable. Laisser faire Jésus, c'est avoir « une excellente occasion pour se débarrasser de Calphe et de toute cette racaille du sanhédrin. Ensuite, nous serons les maîtres. » Pauvre gouverneur de Judée qui ne sait pas — au cinéma — que les Romains sont depuis bien longtemps les maîtres !

Puis, en quatre ans, de 1935 à 1939, l'acteur de second plan va se métamorphoser. Ici les souvenirs des cinéphiles se confondent et se mêlent dans un formidable réservoir d'images et de répliques, de rôles et de types, pour ne retenir que le mauvais garçon, le déserteur rebelle, l'anar au grand cœur, le brav' type qui n'a pas eu de chance. Celui qui n'a d'yeux que pour ceux d'une paumée en détresse ou d'une femme fatale en mal d'amour. Celui qui poursuit une hérédité diabolique et qui se damne pour un démon à visage d'ange : la *Bandera*, à la gloire de la légion, espagnole la *Belle Equipe*, à la gloire du front, populaire ; *Quai des brumes* ou *Gueule d'amour*, à la gloire de l'amour, impossible. Celui qui a fait tourner les têtes et pleurer les mininettes dans les salles obscures.

On ne retiendra, en toute subjectivité, de cette période, que le seul *Pépé le Moko* de Julien Duvivier (1937). Surtout pour cette casbah d'Alger qui fit tant fantasmer la France de l'Exposition coloniale (et les Algérois eux-mêmes, il faut bien l'avouer !). Cette casbah, si scrupuleusement reconstituée en studios qu'on s'y croirait, avec ses souteneurs et ses puttes, ses indics et ses flics (quoi de plus beau que Lécien Broux, acteur de même zone, faisant graver sur ses cartes de visite : « L'inspecteur Slimane de Pépé le Moko »...).



« Rémorques », avec Michèle Morgan.



« Le jour se lève », avec Arletty.



En 1946, avec Mariène Dietrich.

Monde du rêve et des interdits transgressés, prison sans doute pour le bandit venu s'y réfugier, mais prison grouillante de vie et d'animalité, d'odeurs fortes et de saveurs épicées. Si loin de la cage dorée où Pépé brûle de se laisser enfermer, pris au babil de cet oiseau de luxe, inaccessible et lointain, qu'il incarne si bien Mireille Balin. Aura-t-on assez partagé la souffrance de Gabin, piégé derrière les grilles du port d'Alger, le vrai port, cette fois-ci celui, où pouvaient aller, en pèlerinage désormais, tous ceux, adolescents ou hommes faits, pour qui l'acteur était devenu mythe.

On voudrait s'arrêter sur cette image fanée d'un monde, d'une ville, qui n'existent plus. Pourtant, irrésistiblement, une autre image nous vient à l'esprit. C'est celle d'un autre Gabin, tel que le virent, en 1942, Tyrone Power et son épouse du moment Anabella (qui avait tourné *Variétés* et *la Bandera* avec l'acteur français). Gabin, on le sait, était venu à Hollywood cette année-là, comme beaucoup d'autres. Il vivait dans une petite villa, avec Mariène Dietrich, une existence que ses admirateurs devaient juger mouvementée. Donc, visite.

Première surprise : Mariène ouvre la porte en tablier de cuisine. Elle prépare un cassonnet pour Gabin et surveille ses fourneaux. L'acteur est en retard. Il arrive enfin et étire longuement Mariène, sans paraître se soucier de ses hôtes. « Dis-donc, ma grande, s'exclame-t-il, l'air gourmand, ça sent drôlement bon, ton rata. »

La suite est sur le même ton : Mariène va chercher les pantoufles de son Jean, s'agenouille à ses pieds, le déchausse, et lui fait une petite friction, sous l'œil stupéfait d'Anabella, à laquelle Gabin adresse un clin d'œil où le ravissement se mêle à la confusion (1). En pleine guerre, l'insoumis du cinéma français et la scandaleuse de Berlin, se mignotaient, peignards, en charentaises ! Il semble en tout cas que si Mariène avait aussi de beaux yeux (qui sait ?), elle ait surtout su préparer le frichti.

CLAUDE AZIZA

(1) On trouvera l'anecdote ici rapportée dans le livre de F. Lawrence Guille, *Tyrone Power la dernière idole* (trad., éd. France-Empire, 1981, p. 120-121).

## Un rôle par jour aux 3 Luxembourg



— *Gas-oil*, de Gilles Grangier (1955) : avec Jeanne Moreau et Camille Guérini : mercredi 31 janvier et mardi 20 février.  
— *Maigret tend un piège*, de Jean Delannoy (1957) : avec Annie Girardot et Jean Desailly : jeudi 1<sup>er</sup> février.  
— *Rémorques*, de Jean Grémillon (1939-1940) : avec Michèle Morgan et Madeleine Renaud : vendredi 2 et mardi 13.  
— *Le Chat*, de Pierre Granier-Deferre : avec Simone Signoret : samedi 3 et jeudi 8.  
— *La Grande Illusion*, de Jean Renoir (1937) : avec Pierre Fresnay et Eric Von Stroheim : dimanche 4 et vendredi 9.  
— *L'Air de Paris*, de Marcel Carné (1954) : avec Arletty et Roland Lesaffre : lundi 5.  
— *Archimède le clochard*, de Gilles Grangier (1958) : avec Darry Cowl et Bernard Blier : mardi 6.  
— *Des gens sans importance*, d'Henri Verneuil (1955) : avec Françoise Arnoul et Pierre Mondy : mercredi 7.

— *Razzia sur la chnouf*, d'Henri Decoin (1954) : avec Lino Ventura et Marcel Dalio : samedi 10 et jeudi 15.  
— *Gueule d'amour*, de Jean Grémillon (1937) : avec Mireille Balin et René Lefèvre : dimanche 11 et mercredi 14.  
— *Rus des Prairies*, de Denys de la Patellière (1959) : avec Claude Brasseur et Marie-José Nat : lundi 12.  
— *Touchez pas au grisbi*, de Jacques Becker (1953) : avec Lino Ventura, Paul Frankour et Jeanne Moreau : vendredi 16.  
— *Pépé le Moko*, de Julien Duvivier (1936) : avec Mireille Balin et Marcel Dalio : samedi 17.  
— *Les Bas-fonds*, de Jean Renoir (1936) : avec Louis Jouvet et Suzy Prim : dimanche 18.  
— *Le jour se lève*, de Marcel Carné (1939) : avec Arletty et Jules Berry : lundi 19.  
+ Les 3 Luxembourg, 67, rue Monsieur-le-Prince, 75006, Tél. : 46-33-97-77. Séances à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h et 22 h.

V.O. : GAIMONT AMBASSADE - GAIMONT LES HALLES - NEUVILLE MONTFAIRASSE - V.F. : GAIMONT OPÉRA  
GAIMONT ALÉRIA - GAIMONT CONVENTION - PATRIE WEPPLER

Après TOP GUN et WITNESS  
KELLY Mc GILLIS dans

# DREAMERS

PALESTINE



avec JOHN SHEA - CHRISTINE BOISSON





سكرا من الاول

## THÉÂTRE

ROBERT HOSSEIN ET JEAN-PAUL BELMONDO RÉPÈTENT « CYRANO »

# L'humanisme en bandoulière

Robert Hossein est le seul metteur en scène français qui a la folie, le courage de se lancer dans des productions lourdes avec plus de quarante comédiens, cent costumes et des mois de répétitions. Pour l'argent ? Ce nouveau « Cyrano », donné sur une scène privée, en perdra forcément. Non, pour le plaisir, à la mesure de sa générosité.

Le courtoisie théâtrale (c'est ainsi que la convention collective des journalistes étiquette la critique, une définition qui sent bon son Rostand) n'éprouve aucune des sensations habituelles quand, curieux, il s'en va visiter Hossein et Belmondo mettant la dernière main à *Cyrano de Bergerac*. La scène se passe pourtant à Marigny, le beau théâtre des Champs-Élysées, mais, dès la rue, des signes sont semés qui ne sont pas ceux des salles qu'il fréquente d'ordinaire.

Tout autour du théâtre sont parquées de grosses cylindrées, allemandes pour la plupart, un ou deux vans de belle taille aux vitres teintées pour on ne sait quelles confidences. La porte de l'entrée des artistes s'ouvre sur la cafétéria, où se repose une poignée de comédiens en costume, tandis qu'à la table du fond, un groupe d'hommes costauds, jeans et cuir, talkie-walkie à la ceinture, semblent garder l'accès qui mène à la salle.

De méfiance, ils deviendront courtois aussitôt les présentations faites. À l'exception de celui, qui, tout à l'heure dans la salle, viendra s'inquiéter du ridicule petit magnétophone tourné vers Robert Hossein pour saisir sur le vif ses mots de metteur en scène. « Pas de ça ici, vous comprenez, dira-t-il. On n'aimerait pas entendre la « tirade des nez » sur les radios FM. »

Il faut dire qu'un spectacle Hossein-Rostand-Belmondo est une entreprise théâtrale, certes, mais aussi commerciale, inévitablement. Les images du spectacle sont soigneusement distillées selon un plan média impeccable. Le nez de *Cyrano-Bébel* est une exclusivité *Paris-Match*. Une discussion véhémente éclatera à la pause quand l'attachée de presse relatera la fureur de tel hebdomadaire qui ne peut obtenir tel cliché promis à tel quotidien par Bébel... Dans un dispositif comme celui-là, le reporter du *Monde* en prend un coup à l'égo. Il est là, presque clandestin, et compte pour rien dans une aventure dont il peut témoigner, mais dans laquelle il fait de la figuration. De toutes les façons, la salle est pleine jusqu'au mois de mai.

Il ne faudrait pas penser pour autant que cette entreprise sera profitable. Si l'on en croit Hossein, « plus *Cyrano* sera joué, plus les producteurs perdront de l'argent. Comment voulez-vous rentabiliser un spectacle avec quarante-cinq comédiens, plus de cent costumes, cinq décors gigantesques dans un théâtre privé de 900 places ? Les meilleurs fauteuils peuvent coûter 35 000 balles, on peut être plein jusqu'à la fin de l'année, on perdra du pognon. Jean-Paul, qui est lui-même coproducteur, perdra son blé. Mais il a envie de jouer *Cyrano*, pour la joie incroyable que cela représente. »

Et c'est vrai que *Cyrano de Bergerac* est une pièce qu'il faut jouer. Le mystère de cette œuvre, porte-bonheur pour la quasi-totalité de ceux qui s'y sont attaqués, reste entier. Quels que soient les metteurs en scène, les interprètes et les théâtres, c'est presque toujours un succès, depuis toujours. Et ce *Cyrano* ne fera pas exception. D'abord, parce que, dès les répétitions, on sait que Jean-Paul Belmondo — cheveu mi-long, barbichette et moustache, retranché derrière un nez de théâtre qui paraît lui permettre toutes les audaces, la plus grande liberté — sera superbe, dans l'élégance et l'agilité de ses déplacements en scène, dans son travail sur la voix qui vibre d'invention et de gaieté. Et puis, parce que Hossein n'a ménagé ni ses forces, ni ses idées, ni son énergie.



Jouer Rostand, leur rêve le plus cher.

Il est là, courant de son pupitre au plateau, criant ses indications aux acteurs, à l'exception d'un seul, Bébel, à qui il parle toujours à l'oreille, multipliant les décisions. Combien en aura-t-il pris quand tout sera achevé ? En quelques heures de répétition, plus de mille déjà, qui modifient les places, les lumières, l'intensité de la musique, le chapeau de *Cyrano*, d'où il arrache une plume, qui mange intempestivement le visage de Belmondo.

Voilà bien la force de ce metteur en scène qui — ce n'est pas un hasard — « fait » quasi systématiquement 500 000 entrées payantes à chacun de ses spectacles. Des hommes de cette trempe, de ce courage à faire peur qui se nourrissent forcément d'une part d'inconscience, mais surtout d'une générosité hors du commun, il n'y en a pas trois sur les scènes françaises. Disons qu'il y a Savary et Hossein.

Et ce *Cyrano*, il ne veut pas le rater. « C'était mon rêve le plus cher. Et celui de Jean-Paul. On l'avait proposé à la Comédie-Française, mais on nous a ri au nez. Dans un premier temps, on s'est rabattus sur Kean, parce que j'ai pensé que Jean-Paul, pour son retour sur les planches, devait commencer par jouer la vie d'un acteur avant de jouer un acteur qui joue *Cyrano*. Kean fut un exercice formidable avant d'aborder *Cyrano*. Je n'ai jamais dirigé un animal pareil, une nature aussi démente et, à la fois, un acteur aussi discipliné. C'était le moins qu'il fallait pour passer d'un orchestre de chambre, Kean, à cet orchestre symphonique pour une fresque lyrique autour d'un personnage qui vient de la Lune, qui tient de Don Quichotte et de Douglas Fairbanks... »

Sa vision de la pièce en surprendra plus d'un. Vision en forme d'hommage d'abord, puisqu'il rappelle à sa troupe, assemblée pendant une pause, que son *Cyrano* veut avoir la forme du travail du Piccolo Teatro de Milan et donc se souvient du théâtre de tréteaux, de la commedia dell'arte, qui avait si superbement inspiré Giorgio Strehler au moment d'*Arléquin*.

Hossein a décidé que les changements de décors se feront à vue, à un rythme insensé : les machinos portent donc des costumes de chauffeurs de l'époque de Rostand et participent à l'action. Tous ces changements relèvent de la comédie, à l'exception d'un seul, entre le quatrième et le cinquième acte. « Mon siège d'Arras n'est pas du tout héroïque. Les gens s'attendent à quelque chose de gai lors du changement de décor et ils seront surpris. Ce sera goguesque, complètement pathétique, avec des moribonds et des cadavres. Avant la mort de Christian, j'ai voulu faire quelque chose de grave. »

Une gravité qui se nourrit de l'actualité dont les soubresauts remuent Hossein profondément. Il faut se souvenir qu'il est le fils d'émigrés russes. Ce soir-là, il pensait déjà à son passage à « 7 sur 7 », à l'invitation d'Anne Sinclair. « Pour la politique intérieure, là, j'ai déjà ma réponse. Ce qu'il nous faut, c'est un *Cyrano*, le regard, l'humanisme de *Cyrano*, le frère jumeau du Tchecoslovaque, là-bas. Leur président, comment il s'appelle déjà ? »

OLIVIER SCHMITT

## SPECTACLES NOUVEAUX

### Cyrano de Bergerac

d'Edmond Rostand, mise en scène de Robert Hossein, avec Jean-Paul Belmondo, Maurice Auzan, Pierre Vernier, Michel Bonnet, Claude Ewald et Jean-Pierre Bernard.

Il y a quarante ans autour de Bébel, dans cinq décors monumentaux, sous la houlette de Robert Hossein, partis pour une aventure qui devrait les conduire sans problème jusqu'aux fêtes. Un grand ouvrage populaire servi par un grand acteur populaire et un grand metteur en scène populaire (lire notre article ci-contre).

Marigny, carré Marigny, 8. A partir du 6 février. Du mardi au samedi à 20 h 15. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-04-41. De 24 F à 360 F.

### Le Plaisir de rompre et le Pain de ménage

de Jules Renard, mise en scène de Bernard Murat, avec Anny Duperey et Bernard Giraudeau. Méditation sur l'amour dans le couple par le tandem Duperey-Giraudeau. Ils doi-

vent savoir de quoi il retourne...

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. A partir du 4 février. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-06-24. De 80 F à 250 F.

### Vive Voltaire

de différents auteurs, avec Hélène Alexandridis, Antoine Baudry, Pascal Bonafant, Nicolas Bonafant, Laurence Camby, Régine Camby, Eric Dorey, Marc Fayot, Didier Galin et Marie Hamelin.

En dix lundis, une vingtaine de comédiens de la nouvelle génération — où l'on retrouve avec plaisir Hélène Alexandridis et Patrick Pinaud — regroupés dans une drôle d'Association notoire, se promènent dans l'œuvre de treize auteurs différents — entre autres : Leiris, Boulgakov, Céline, Artaud, Ramuz... De 19 h 30 au cœur de la nuit, parcours obligé pour les notables curieux.

Cité-Théâtre en action, 112, rue Oberkampf, 11<sup>e</sup>. A partir du 5 février. Le lundi à 19 h 30. Tél. : 43-57-42-14.

## SÉLECTION PARIS

### Avant la retraite

de Thomas Bernhard, mise en scène de Claude Stewisky, avec Denise Gence, Victor Garviter et Eléonore Hirt.

La cruauté, la noirceur, la grandeur de Thomas Bernhard qui permet, avec cette horrible histoire d'une famille nazie nostalgique du Reich, d'admirer l'art de Denise Gence.

Théâtre national de la Colline, 16, rue Malherbe, 20<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-68-43-60. Durée : 2 h 30. 100 F et 130 F.

### L'Avare

de Molière, mise en scène

de Jacques Mauclair, avec Jean-Pol Brissart, Yves Lloberga, Gérard Pichon, Claude Dubord, Michel Dodine, Nicole Dubois, Jean-Pierre Dumas, Jacques Girard, Frank le Berre et Michel Levat.

Voilà un Harpagon qui connaît un tel succès qu'il passe les saisons devant des salles pleines et enthousiastes. Le grand œuvre de Molière transporté au XIX<sup>e</sup> siècle pour une sorte de vaudeville très distrayant.

Mairie, 37, rue Voltaire, 3<sup>e</sup>. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-14-84. Durée : 2 heures. 80 F et 100 F.

LA VEUVE  
OULE TRAITÉ TRAD  
CORNEILLE  
MISE EN SCÈNE  
CHRISTIAN RIST

ATHÉNÉE  
LOUIS JOUVET  
47.42.67.27

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

## PROMÉTHÉE ENCHAÎNÉ

d'Eschyle  
mise en scène ADRIAN HAYM  
Et le public écoute, n'en perd pas un mot, comme hypnotisé...  
C'est phénoménal !  
MICHEL GOURNOY, *Le Monde*  
Théâtre de la Balance  
SALLE  
CARTOUCHERIE  
*la Tempête*  
100 44 28 35 36

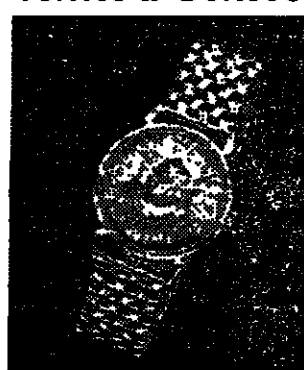
## A PARTIR DU 6 FÉVRIER COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ANNY  
DUPÉREY  
BERNARD  
GIRAudeau  
le Plaisir de Rompre  
le Pain de Ménage  
de JULES RENARD  
mise en scène BERNARD MURAT  
Location ouverte - Théâtre et par téléphone 47 20 08 24

## SOTHEBY'S

FOUNDED 1744

Ventes à Genève



Montre-bracelet de Patek-Philippe aux armes de Paris, vers 1950. Vendue à Genève en mai 1989 : 110.000 FF, soit 440.000 FF.

### Montres et Montres-bracelets

EN VUE DES VENTES DE MAI À GENÈVE, NOTRE SPÉCIALISTE EN MONTRES S'ERA À

PARIS 6 ET 7 FÉVRIER  
MONACO 8 FÉVRIER

VEUILLEZ CONTACTER :  
SOTHEBY'S PARIS

3 RUE DE MIROMESNIL, 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42 66 40 60

SOTHEBY'S MONACO, SPORTING D'HIVER  
PLACE DU CASINO, MONTE-CARLO  
Tél. : 93 30 88 80

## THÉÂTRE

## Le Bal de N'Dinga

de Tchicaya U'Tamsi, mise en scène de Gabriel Garran, avec Pascal N'Zouzi, Christine Girard, Henri Delmas, Marius Yelolo et Jack Robinson (musicien).

On ne compte plus les représentations et les théâtres qui ont accueilli ce petit spectacle à la gloire de l'indépendance de l'Afrique signé d'un auteur que l'on a découvert avec lui. Kinsassa en l'honneur de la liberté. Et déjà la souffrance.

Antoine - Simone-Berriau, 14, bd de Strasbourg, 10<sup>e</sup>. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30. Tél. : 42-08-76-65. Durée : 1 h 20. De 85 F à 200 F. Dernière représentation le 3 février.

## Le Baladin du monde occidental

de John Millington Synge, mise en scène de Jacques Nichet, avec Claude Duperfait, Aude Briant, Maïté Nohy, Guillaume de Tonquedoc, Alain Macé, Jacques Eschard, Philippe du Jonerand, Robert Lucifolo, Chantal Jobion et Nathalie Duverne.

Revoilà au Théâtre de la Ville l'un de ses plus fidèles pensionnaires, Jacques Nichet, directeur du Centre dramatique national du Languedoc-Roussillon, appelé aussi Théâtre des Iréze-Vents, un joli nom qui résume bien dans ce poème dramatique de Synge. Dans un décor splendide, comme d'habitude, avec des comédiens de l'ensemble excellents, comme Maïté Nohy, invitation à la méditation métaphysique dans le cadre d'une auberge irlandaise.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 h 15. De 60 F à 120 F.

## Le Chemin solitaire

d'Arthur Schnitzler, mise en scène de Luc Bondy, avec André Dussollier, Laurent Gréville, Aliou Harnau, Jérôme Nicolin, Bette Ogier, Didier Sandre, Nada Strancar et Didier Flamand.

Le public fait la fête à ce beau spectacle de Luc Bondy. Les professionnels aussi qui viennent de lui décerner le prix Dominique de la meilleure mise en scène de 1989. Didier Sandre est un aristocrate viennois dévoyé à faire pour, Nada Strancar est magnifique avant que de mourir à la fin du premier acte et Belle Ogier, coiffée Yvette Horner, donne à contre-emploi la mesure d'un talent fou. Le metteur en scène d'origine suisse, qui vit entre les meilleures scènes de Berlin et de Paris, est superbement en forme.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-76-76-00. Durée : 2 h 45. De 120 F à 200 F.

## La Dame de la mer, et les Revenants

d'Henrik Ibsen, mise en scène de Jean-Claude Bouchard, avec Jean-Claude Adelin, Anne Alvaro, Olivia Brannath, Anne Le Guennec, Frédéric Lédigès, Alain Libot, Madeleine Marion et Gérard Watkins.

Ceux qui se demandaient ce que devenaient l'excellente

Anne Alvaro, le séduisant Jean-Claude Adelin et la sœur Madeleine Marion trouveront ici une réponse. Ils sont les héros d'Ibsen sous la direction d'un metteur en scène venu au théâtre par la philosophie, qui sait décidément choisir ses acteurs. Il avait monté *Fidèle romaine*, d'Edith Wharton - autre preuve de goût - il y a deux ans chez Renaud-Barrault. Malheureusement, il s'est installé dans la salle Boris-Vian de la Grande Halle, qui est à peu près aussi confortable qu'un wagon de troisième classe.

Grande Halle de la Villette (Salle Boris-Vian), 211, av. Jean-Jaurès, 19<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 42-49-77-22. De 2 F à 120 F.

## Dans la nuit la liberté

Frédéric Dard, mise en scène de Robert Hossein, prologue d'Alain Decaux, avec Maurice Barrier, Jean-Pierre Bernard, Régis Bouquet, Mario David, Pierre Hest, Paul Le Person, Jean-Pierre Miel, Philippe Mareuil, Christoph Moosbrugger et Jean Negrone.

L'autre poids lourd des scènes privées, aux côtés du Souper au Montparnasse, Hossein, une nouvelle fois, fait mouche avec cet hommage sensible à la Résistance.

Palais des Sports, porte de Versailles, 15<sup>e</sup>. Les mardis, mercredis, vendredis et samedis à 20 h 30, les mercredis et samedis à 15 heures, le dimanche à 14 heures et 18 heures. Tél. : 48-25-40-00. Durée : 3 heures. De 105 F à 240 F.

## Dans la solitude des champs de coton

de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Patrice Chéreau et Laurent Malet.

Patrice Chéreau achève sur le plateau des Amandiers huit ans d'un travail singulier, et particulièrement sur les textes de Bernard-Marie Koltès, depuis *Combat de nègres et de chiens* jusqu'à *Dans la solitude des champs de coton*, pièce dans laquelle il joue lui-même face à Laurent Malet. Ultime reprise d'un spectacle sombre et beau comme les décors de Richard Peduzzi.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Les mardis, jeudis, vendredis et samedis à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 47-21-18-61. Durée : 1 h 25. De 50 F à 120 F.

## L'Emission de télévision

de Michel Vinaver, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Bérangère Dautan, Alain Pralon, Claire Vernet, Catherine Frenn, Véronique Vella, Jean-François Rensi, Jean-Philippe Puymerlin, Sylvie Borge, Jean-Pierre Michéal et Isabelle Gardien.

La nouvelle pièce de l'un de nos auteurs contemporains les plus sérieux et constants dans son discours et dans son travail. Celui que beaucoup tiennent pour le maître du théâtre quotidien s'attaque cette fois-ci à la télévision et, au-delà, à la déposition de l'être par lui-même. La mise en scène de Lassalle est malicieuse et bien menée, dans les décors volontairement laids de Kokkos à la manière de la SFP. Les comédiens du Français sont très inégaux.

Mention spéciale à Claire Vernet, Alain Pralon, Véronique Vella et Jean-François Rensi.



SOPHIE STERNBERGER/ENQUÊRE

nique Vella et Jean-Pierre Michéal. Les autres frisent la correctionnelle.

Théâtre National de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 heures. De 57 F à 180 F.

## Les Escaliers du Sacré-Cœur

de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias, avec Facundo Bo, Martin Marini, Alain Solomon, Stéphane Schwartzbrod et Zobeïda.

Une pièce méchante de Copi, mise en scène au plus près de la fantasmagorie hyper-réaliste de l'auteur par Arias décide à prendre tous les risques. Une partie du public grince, presque autant que les mots et les héros - travelos, guinées, vicomte poudré, pédé, diva - de ces *Escaliers du Sacré-Cœur*. De bien belles marches qu'on aimerait gravir plus souvent.

Théâtre d'Aubervilliers Groupe TSE, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-34-47-67. Durée : 2 heures. De 50 F à 120 F.

## Et moi... et moi !

de Maria Pacôme, mise en scène de Jean-Luc Lagarce, avec Maria Pacôme, Marie-France Mignot, François Pacôme.

Voir notre photo légende. Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 5<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-61-05-43. Durée : 2 heures. De 100 F à 200 F.

## Le Gardien

de Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufrenoy, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

Dufléissquissimé !

Gare, 55, rue de Clichy, 9<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 45.

Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-38. Durée : 2 h 30. De 30 F à 220 F.

## Les Incertitudes du désir

d'après Crébillon fils, mise en scène de Gilles Glizans, avec Denise Chalem, Emmanuel Grangé et Benoît Valès.

Trois romans de Crébillon fils réunis par Gilles Glizans, metteur en scène qui allie finesse et économie. Denise Chalem, Emmanuel Grangé et Benoît Valès font chanter de belle manière le XVIII<sup>e</sup> siècle aux oreilles d'aujourd'hui.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9<sup>e</sup>. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 1 heure. De 65 F à 90 F.

## Le Jeu de la vérité

de Stig Dagerman, d'après « l'enfant brûlé », mise en scène de Patrick Collot, avec Mathilde Assas, Angélique Cléry, Yves Cornilleau, Catherine Davenier et Yves Arnault.

L'Enfant brûlé est le plus beau roman et le plus connu (il vient d'être réimprimé dans la collection « L'imaginaire », chez Gallimard) de l'écrivain suédois Stig Dagerman, qui s'est donné la mort à 31 ans en 1954, laissant une œuvre d'exception dans le traitement virtuose de l'angoisse existentielle née de l'immédiat après-guerre. Le Théâtre 14 nous propose de découvrir l'adaptation scénique que l'auteur avait lui-même écrite dans une mise en scène plutôt froide et sage où l'on découvre un jeune comédien sorti de l'ENSATT et que l'on ne peut pas ne pas remarquer : Yves Cornilleau.

Théâtre 14-Jean-Marie Serreau, 20, av. Marc-Sangnier, 14<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 17 heures. Tél. : 46-45-48-77. Durée : 2 heures. 60 F et 100 F.

Un spectacle pétillant, insolite qui n'a qu'un ressort : l'intelligence, la plus belle des intelligences même, celle du cœur. Depuis combien d'années ce duo concocite-t-il ses petits spectacles réussis ? Le temps compte peu, sinon qu'il permet à une nouvelle génération de spectateurs d'aller découvrir - impérativement - Jean Bois et Dominique Constantin.

## Kiki l'Indien

de Joël Jouanneau, mise en scène de Michel Raskine, avec Judith Guittier, Mariel Guittier, Christian Ruché, Delphine Ruché, Romain Duverne et Yohann Plogogher en alternance.

Joël Jouanneau, un auteur d'aujourd'hui à qui l'on doit déjà le *Bourichon* et plusieurs mises en scène achevées, s'est inventé une famille dont font partie le metteur en scène Michel Raskine, le comédien Mariel Guittier, qui n'a pas d'avoir du talent depuis qu'elle a créé la Salamandre, avec Gildas Bourdet. Premiers pas sur scène de sa fille Judith, qui devrait très vite intéresser les professionnels en quête de talents rares. Christian Ruché, dans le rôle-titre, est superbe. Aux Bouffes-du-Nord, Jouanneau trouve enfin une salle en contre-ville à la mesure de ses talents de plume.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-34-34-80. De 50 F à 85 F.

## Lorenzaccio

d'Alfred de Musset, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Michel Etcheverry, ou J.-L. Bouté, Nicolas Siberg, Richard Fontana, Rodolphe Mérovéus et Thierry Hancisse.

Les familles républicaines de Florence intriguent contre le pouvoir des Médicis. Un jeune homme, Lorenzo, en profite pour devenir un star du théâtre classique sous la plume de Musset. Lavandant a réussi son coup.

Jardin d'Éver, cité Véro, 94, boulevard de Clichy, 19<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-62-58-48. Durée : 1 h 30. 70 F et 90 F.

## Les Palmes de M. Schütz

de Jean-Noël Favre, mise en scène de Gérard Collaert, avec Sonia Volterreux, Stéphane Hillal et Gérard Collaert.

Délassement charmant autour de la découverte du radium par Pierre et Marie Curie. Succès mérité.

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 8<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 42-65-90-00. Durée : 2 heures. De 80 F à 200 F.

## La Peste

d'Albert Camus, mise en scène et adaptation de Francis Huster, avec Francis Huster.

Francis Huster, en pleine forme, s'empare tout seul d'un livre archiconnu et en fait un spectacle qui émeut et convainc tous les publics par sa justesse, son humilité, et la parfaite connaissance entre l'acteur et l'auteur. Une adaptation d'un roman au théâtre, une de plus, mais celle-là réussit.

Porte Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. Durée : 1 h 40. De 50 F à 200 F.

## Post-scriptum : Je t'aime

de Jean Bois, mise en scène de l'acteur, avec Dominique Constantin et Jean Bois.

Un spectacle pétillant, insolite qui n'a qu'un ressort : l'intelligence, la plus belle des intelligences même, celle du cœur. Depuis combien d'années ce duo concocite-t-il ses petits spectacles réussis ? Le temps compte peu, sinon qu'il permet à une nouvelle génération de spectateurs d'aller découvrir - impérativement - Jean Bois et Dominique Constantin.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route de Champ de Manœuvre, 12<sup>e</sup>. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 45-25-36-36. Durée : 1 h 45. 60 F et 90 F. Dernière représentation le 4 février.

## Les Sonnets

de William Shakespeare, mise en scène de Jean-Jacques Huet, avec Joëlle Léandre, Jorge Silva Melo, André Wilms et Kimon Dimitriadis.

L'œuvre la moins parcourue de Shakespeare, malheureusement mise en scène par un tandem intelligent et drôle et interprétée par un duo d'acteurs qui se délectent au son d'un violoncelle. Une correspondance amoureuse et précieuse qu'il faut aller entendre.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 1 h 15. 85 F et 110 F.

## Le Souper

de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kralowicki et Laurent Rey.

Au top 1400 - le nombre des spectacles professionnels créés en France l'an passé - le Souper est en tête. Triomphe mérité pour Claude Brasseur-Fouché au bras de Claude Rich-Talleyrand. Il faut aller partager leur pitance.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14<sup>e</sup>. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-24. Durée : 1 h 40. De 50 F à 230 F.

## La sélection théâtre

a été établie par :

Olivier Schmitt

Dame :

Sylvie de Nussac

## La Veuve (ou le Traître trahi)

de Pierre Corneille, mise en scène de Christian Rist, avec Jacques Bonaffé, Yann Collet, Jean-François Sivadier, André Rota-Royet, Cécile Brune, Chantal Mowirth et Raphaël Bernard.

Christian Rist nous man-quant. Dans le secret de son Studio classique, il présente cette *Veuve*, comédie jamais jouée de Corneille, qu'il met en scène autour de Jacques Bonaffé, l'un des premiers compagnons de ce studio atypique où les acteurs réfléchissent et travaillent comme mille part ailleurs le théâtre classique et la diction des vers. Pour les nostalgiques des *Amoureux de Molière* et tous les amoureux du théâtre d'exigence et de qualité.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9<sup>e</sup>. Du mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-67-27. Durée : 2 h 45. De 65 F à 90 F.

## DANSE

## Angelina Preljocaj

A nos héros La guerre traitée par la dérision. La pièce qui a lancé Preljocaj sur orbite, dans le ciel de la jeune danse.

Centre Georges-Pompidou, Du 7 au 10 février, à 20 h 30 ; le 11, à 18 heures. Tél. : 42-74-42-18. De 55 F à 75 F.

## Ballets Christina Hoyos

Sauces de Flamenco

La belle Christina, ex-partenaria d'Antonio Gades, et que l'on a pu voir à l'écran avec lui dans *Noches de sang*, *Carmen*, et *L'Amour sorcier*, a fondé sa propre compagnie en 1988 et rencontre partout le succès.

Opéra de Paris-Palais Garnier. Du 7 au 9 février, à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 20 F à 200 F.

## Les Rendez-vous chorégraphiques de Secaux

Les *Fées de Saint-Elme*, pièce inspirée de Joséphine Baïs par les personnages de Racine, Molière, Marivaux, Voltaire, et Estragon (1) ; *Capricieuses*, de Roxane Hollander, l'une des figures de proue de la nouvelle danse flamande (2).

Les Gémmeux. Les 2 et 3 février, à 20 h 30 (1) ; le 6 février, à 20 h 30 (2). Tél. : 46-80-06-64. De 60 F à 80 F.

## Lille

## Jean-François Duroso

Cosmos Nox La fantaisie poétique de Duroso, réinventant le music-hall quelque part dans le cosmos.

Opéra. Le 6 février, à 20 h 30. Tél. : 20-24-66-86. 95 F.

## Grenoble

## Loïc Tourné et Bernadette Deneux

La Chambre aux tournesols Une transposition chorégraphique des lettres de Vincent Van Gogh à son frère Théo par un duo d'ex-danseurs de Carolyn Carlson et de Hideyuki Yano.

Le Cargo. Le 31 janvier, à 20 h 30 ; le 1<sup>er</sup> février, à 19 h 30. Tél. : 76-25-06-48. 85 F.

42 43 17 17

IVANOV

QUATRE

ONCLE VANIA

PIÈCES

PLATONOV

DE TONKHON

LES TROIS SOEURS

JEAN-CLAUDE FALL ET YVEL BACRY

EN ALTERNANCE DANS LES DEUX SALLES

150 de 140



501 من الاصل

# MUSIQUES

«IVANHOE» DE ROSSINI A L'OPERA DE MONTPELLIER

## Le papa du pastiche

**Pasticcio** : œuvre vocale sacrée ou opéra fabriqués à partir d'extraits d'ouvrages déjà créés d'un ou de plusieurs compositeurs, et adaptés aux nécessités d'un nouveau livret. Des pastiches, il s'en est donné des centaines, qui sont perdus aujourd'hui. Sous son apparente facilité, Ivanhoe fut le premier grand opéra historique français. L'Opéra de Montpellier l'exhume.

**A**VANT qu'il ne prenne congé du théâtre lyrique sur la pointe des pieds après le succès relatif de *Guillaume Tell*, Rossini usa sa santé à composer de nouveaux opéras, n'hésitant pas, lorsque le besoin s'en faisait sentir, à adapter certaines de ses œuvres anciennes aux règles locales, adaptant son écriture vocale aux possibilités des chanteurs qu'il avait à sa disposition. Et non par paresse ou pour céder à une quelconque facilité comme on l'a longtemps affirmé : en vingt ans, Rossini a tout de même trouvé le temps de composer une quarantaine d'opéras, plus savamment élaborés (il prenait ses modèles chez Haydn, Mozart et Beethoven) que ne le seront les soixante-dix opus de Donizetti, ceux de Bellini ou ceux du jeune Verdi. Il s'est toutefois, au moins par deux fois, laissé tenter par les facilités du pasticcio. En 1819, pour *Boisguilbert* et *Cristina*, qu'il fit représenter sur les scènes italiennes et dont il écrivit lui-même la partition, best of de ses œuvres antérieures pour un nouveau livret ; en 1826 (trois années avant *Guillaume Tell*, son ultime opéra) pour *Ivanhoe*, aidé cette fois-ci par Giovanni Pacini, qui, sous sa houlette, rassembla des airs, duos, ensembles et chœurs extraits de *Sémiramis*, *la Cécropia*, *la Pie voleuse*, *Moïse*, *Zelmira* et *Tancrède*.

Ce qui aurait pu être une œuvre de circonstance destinée à faire les beaux soirs du Théâtre de l'Odéon (où cet *Ivanhoe* fut créé avec un succès retentissant), devint l'acte de baptême du grand opéra historique qui vaudra à Rossini d'être considéré par Wagner comme « le seul musicien de grande envergure » qu'il eût rencontré à Paris. Ces triomphes, cette reconnaissance, Rossini avait fini par s'y habituer depuis qu'il s'était installé dans notre capitale, à l'invitation de Charles X, qui l'avait nommé « inspecteur du chant dans les établissements royaux, compositeur du roi, chargé d'écrire pour l'Opéra de Paris » (à ce titre, il révolutionnera l'enseignement du chant en mariant habilement l'art de la déclamation, propre aux Français, à la virtuosité des Italiens et codifiée de manière définitive les emplois et tessitures des chanteurs).

A lors en vogue, le pasticcio prend ses sources dans les « fragments » qui firent les beaux soirs de l'Opéra, à Paris, au dix-huitième siècle, pots-pourris d'actes entiers ou de scènes d'ouvrages lyriques qui avaient déjà conquis les faveurs du public et dont les *Sybarites* à Florence de Castil-Blaze et Laffite, représentées en 1831 aux Nouveautés, seront l'aboutissement (un *Artiste*, puzzle d'extraits de vingt-sept œuvres de compositeurs différents avait déjà été représenté à Milan, en 1694). Mais à la différence de leurs prédécesseurs, Rossini et Pacini surent innover en coulant leur « nouvelle œuvre » dans une réalité scénique tirée de l'*Ivanhoe* de Walter Scott, roman dont la publication, en 1819, fit l'effet d'une traînée de poudre dans



La Juive Rebecca, rebaptisée Lella, et son champion.

l'Europe entière, et dont les effets se font encore sentir.

Pionnier du roman historique, Walter Scott n'avait pas hésité à prendre quelques libertés avec la réalité historique ; les librettistes Emile Deschamps et Gustave de Wailly lui emboîteront le pas en faisant passer à la trappe des personnages tels que Robin des Bois ou Richard Cœur de Lion (que d'autres, mais bien plus tard, sauront ressusciter sous les traits les plus flatteurs), à convertir le juif Isaac à la religion musulmane (du coup, il est « rebaptisé » Ismaël) tout en simplifiant l'intrigue afin de lui insuffler, dans les limites temporelles imposées par l'Opéra, ce brillant épique et cette exaltation des sentiments, pierres de touche du genre.

L'action d'*Ivanhoe* nous plonge immédiatement dans l'ambiance hallebardes-châteaux forts-tournois de nos jeux d'enfants : « *Cédric le Saxon et ses vassaux recueillent sur les prières d'un mystérieux pèlerin (Ivanhoe), Ismaël et sa fille Lella pourchassés par le Normand Boisguilbert. Le pèlerin est amoureux de Lella, qui lui a sauvé la vie en Terre sainte. Cédric essaie de faire raconter au pèlerin de ce qu'il a vu là-bas. Entendant le nom de Wilfrid d'Ivanhoe, il tressaille : c'est son fils qu'il a maudit pour désobéissance. A ce moment précis, le château est attaqué par Boisguilbert et ses troupes. Dans le pèlerin blessé, Lella reconnaît celui dont elle a sauvé la vie et qu'elle aime, aussi. Victorieux, Boisguilbert s'empare de Lella et l'emmène. Mais au troisième acte l'amour triomphera quand après avoir résisté noblement aux avances de Boisguilbert, Lella sera sauvée par Ivanhoe, dont elle a fait entre-temps son champion. Dans l'interval, on aura reconnu en elle Edith, la fille jadis disparue d'Olric, le roi des Saxons... »*

Pour faire bonne mesure, la partition d'*Ivanhoe* fut retrouvée après une véritable enquête policière. Mis sur la piste de cet opéra oublié par Humbert Camerlo (il est conseiller musical sur le tournage d'une vie de Rossini que tourne actuellement Robert Altman en Italie) qui trouvait plus original de recréer ce pasticcio que de consacrer une soirée de gala à un florilège d'airs de l'auteur des prophétiques *Péchés de ma jeunesse*, Dani Maier (la dramaturge de l'Opéra de Montpellier) a appelé Martine Kahane à la rescousse (elle est conservateur de la bibliothèque de l'Opéra de Paris). Cette dernière a retrouvé la partition d'orchestre sur laquelle ont travaillé les chanteurs (il n'existe pas de partition chant-piano) tandis que les parties chantées ont été retrouvées à Strasbourg où l'ouvrage fut présenté avec succès l'année même de sa création, avant d'être repris à Gand, Lille, Londres, Dublin, New-York, Philadelphie. Un beau travail d'édition en perspective pour la Fondation Rossini de Pesaro, qui a

## SÉLECTION PARIS

**Mercredi 31 janvier**

**Debussy**

*Prélude à l'après-midi d'un faune*

**Saint-Saëns**

*Concerto pour piano n° 2*

**Stravinsky**

*Petrushka, version 1947*

David Golub (piano),

Orchestre de Paris.

Georges Bychkov (direction).

David Golub arrive à Paris

avec la réputation la plus

flatteuse, confirmée par

Bychkov, dont il est l'invité.

Confier le *Deuxième*

concerto de Saint-Saëns à

un pianiste de grande classe,

c'est un peu dommage si

l'artiste est vraiment digne

de sa renommée. Mais

toutes les œuvres peuvent

être transcendées...

Salle Pleyel, 20 h 30 (et le

1<sup>er</sup> février). Tél. : 45-83-

88-73. De 48 F à 190 F.

**Reibel**

*Musiques*

**Fouillad**

*Huit Préludes symphoniques*

pour quintet à cordes et

orchestre

**Dukas**

*La Peri, poème dansé pour*

orchestre

Liliane Mazzoni (soprano),

Pomone Tortelier (mésosoprano),

Jean-Pierre Drouot (percussion).

Quintet Prati.

Orchestre philharmonique de

Radio-France,

Hikotaro Yazaki (direction).

« Musiques en perspec-

tives » est cette série dirigée

à la radio par Yves Prin, qui

associe répertoire et créa-

tions. Face à Dukas et à sa

*Peri*, « poème symphonique

dansé » qui se passera cette

fois de chorégraphie, la ver-

sion définitive de *Musaf-*

*ques* de Reibel, compo-

siteur maison dont on connaît

la prédilection pour les voix

et qui destine la deuxième

partie de ce dernier opus à

deux voix de femmes et per-

cussions. Patrice Fouillad,

quarante ans, dont les *Pré-*

*ludes symphoniques* seront

également donnés par le

Philharmonique et par le

quintet à cordes formé

autour du premier violon de

l'orchestre, Jean Prat, n'est

pas un auteur de la « maison

ronde », puisqu'il a travaillé

en Italie avec Donatoni, non

sans recevoir en 1983 le prix

SACEM des jeunes compo-

siteurs. Hikotaro Yazaki est

une baguette inconnue qui a

fait ses débuts aux côtés

d'Ozawa, pour opérer beau-

coup ensuite en Norvège et

en RFA.

Maison de Radio-France,

20 h 30. Tél. : 42-30-15-16.

36 F.

**Beethoven**

*Sonata pour piano n° 8 op. 30*

**Prokofiev**

*Sonata pour violon et piano*

*n° 2 op. 94 bis*

**Frank**

*Sonata pour violon et piano*

**Ravel**

*Tzigane, rhapsodie pour violon*

*et piano*

Boris Belkin (violin),

Georges Pludermacher

(piano).

C'est, à notre connaissance,

la première fois que Pludermacher,

petit Einstein du

piano français, se retrouve à

Paris en duo avec Belkin,

l'élève de Menuhin, protégé de Mehta et Bernstein

depuis qu'il s'est fixé en

Israël, et sorti du rang

lorsqu'il joua il y a quinze

ans sous la direction de ce

dernier et perdit son violon

dans un taxi. Distingué pas

seulement pour sa malchan-

che, en l'occurrence, mais

pour la beauté mûre de son

jeu très expressif et donc

soumis à quelques imperfec-

tions — c'est du moins le

souvenir qu'il nous a laissé

dans un concerto de Brahms

enregistré naguère avec

Solti chez Decca. En duo, il

faudra l'écouter de près,

dans un programme si

direct qu'il ne devrait laisser

personne insatisfait.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. :

48-83-06-07. De 90 F à 160 F.

## Raretés rossiniennes

— *La Donna del lago* (Naples, 1819). Avec Katia Ricciarelli, Lucia Valentini-Terrani, Samuel Ramey, le chœur philharmonique de Prague, l'orchestre de chambre de l'Europe, Maurizio Pollini (direction) : 2 CD CBS M2K 39311.

— *Ernani* (1819). Avec Cecilia Gasdia, Margarita Zimmermann, Chris Merritt, le chœur philharmonique de Prague, l'orchestre philharmonique de Monte-Carlo, Claudio Scimone (direction) : 2 CD, Erato ECD 75338.

— *Guillaume Tell* (Paris, 1829). Avec Sherill Milnes, Mirella Freni, Luciano Pavarotti, le chœur Ambrosiano, l'Orchestre national philharmonique, Riccardo Chailly (direction) : 4 CD Decca 417 154-2.

— *Maometto* (Naples, 1820). Avec Samuel Ramey, Jane Anderson, Margarita Zimmermann, Laurence Dale, chœur Ambrosiano, l'Orchestre Philharmonia, Claudio Scimone (direction) : 3 CD Philips 412 148-2.

— *Tancrède* (Venise, 1813). Avec Marilyn Horne, Lela Cuberli, chœur et orchestre du Théâtre de la Fenice de Venise, Rolf Wolkart (direction) : 3 CD CBS M3K 39073.

— *Le Voyage à Reims* (Paris, 1825). Avec Cecilia Gasdia, Lucia Valentini-Terrani, Lela Cuberli, Katia Ricciarelli, Francisco Araiza, Samuel Ramey, Ruggero Raimondi, le chœur philharmonique de Prague, l'orchestre de chambre de l'Europe, Claudio Abbado (direction) : 2 CD Deutsche Grammophon Gesellschaft 415 488-2.

FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN  
ORCHESTRE DE PARIS

CONCERT A  
DEUX ORCHESTRES

SALLE PLEYEL  
7 ET 8 FÉVRIER 1990 20H30

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN  
ORCHESTRE DE PARIS

Direction : Pierre Boulez

EDGARD VARESE  
OPUS 12

MARC-ANDRÉ DALBAVIE  
DIADÈMES

BELA BARTOK  
QUATRE PIÈCES POUR ORCHESTRE  
OPUS 12

EDGARD VARESE  
OPUS 12

Reservations : 45.63.07.96

## MUSIQUES

Jeudi 1<sup>er</sup> février  
LambertAire à trois voix  
avec récitant

## Clémentine

La Mort d'Herode  
Pyrame et Thibé  
Le Triomphe de la paix

## Le Roux

Pièces en trio

Les Arts florissants,  
William Christie (direction et clavecin).

Après les cantates de Montéclair, l'an dernier, avant celles de Campra (même lieu, même contexte, le 15 février prochain), l'ensemble des Arts florissants, décidément en plein épanouissement, offre avant enregistrement (Harmonia Mundi) un programme de cantates de Clémentine, prénom Louis-Nicolas. Organiste successivement aux Jacobins, à Saint-Sulpice, ce contemporain du grand Couperin n'a pas passé, comme on le croyait, tout son temps à la tribune. Il a aussi sacrifié, dans ses cantates profanes ou sacrées, à l'attrait des Métamorphoses d'Ovide (Pyrame et Thibé) ; s'est intéressé aux peines de cœur d'Herode, tenté par les conventions de l'opéra, ou signé, avec le Triomphe de

la paix, une œuvre de pure circonstance. Musiques à découvrir, la spécialité de l'équipe Christie.

L'Auditorium, Théâtre musical de Paris, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

## Mozart

Double Concerto pour deux violoncelles à cordes, piano et timbales

Concerto pour quatuor à cordes et orchestre

## Trio Récitant

## Debussy

## La Mer

Orchestre national de France, Jeanne Constant (direction).

On va pas mal entendre de Martin cette année, pour la plus contestable des causes (un anniversaire), mais tant pis. Ce Téhé, ou plus exactement ce Morav, est né il y a cent ans aux confins de la Bohême. Ce qui pousse les organisateurs de concerts et les marques de disques à un effort inédit autant que brutal en sa faveur. Une intégrale des symphonies, en cours chez RCA, sous la direction de Klaus Peter Flor, viendra se joindre à celle de Järvi avec l'Orchestre de Bamberg. James Conlon enregistrera pour sa part (à l'intention d'Erato) ce programme, qu'il aura au préalable testé « live » avec l'Orchestre national et qui

comprend notamment le très bon Double Concerto pour deux violoncelles à cordes, piano et timbales. Martin, qui avait (c'est une de ses parentés avec Janacek) un goût dévot pour la musique de chambre — il en a composé des kilos —, sut l'allier à sa virtuosité d'écriture pour grand orchestre symphonique dans un Concerto pour orchestre et quatuor à cordes à découvrir ici. Chassé de son pays après la seconde guerre mondiale pour ses activités patriotiques, exilé à Paris puis aux États-Unis, Martin s'ouvrit à des influences musicales très diverses, italiennes notamment, comme le prouvent les trois récitals qui précéderont son programme une plus célèbre Mer : plus que tous les musiciens français, Martin admirait Debussy. (Voir également notre photo légendée.)

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 120 F.

## Vendredi 2

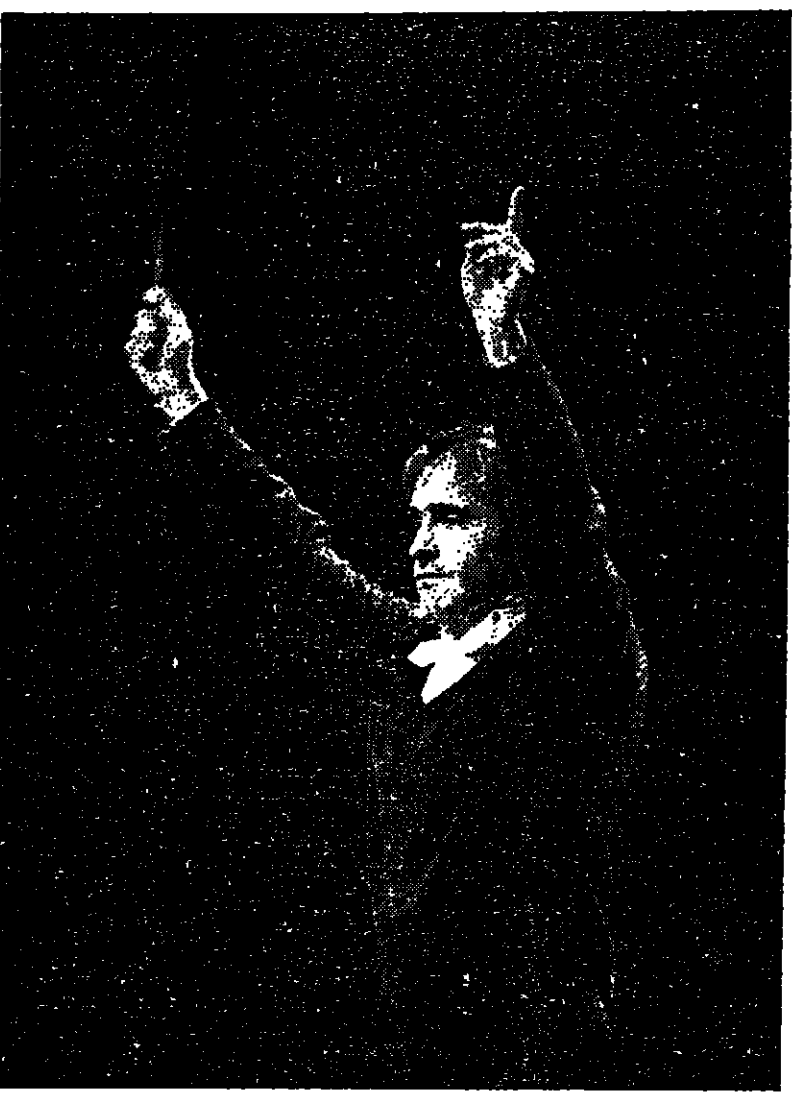
## Beethoven

Variations pour violoncelle et piano sur « La Fille au bal », de Mozart

Sonates pour violoncelle et piano n° 1 et 2 op. 5

Martha Argerich (piano), Michaëla Mühlisch (violoncelle).

Martha Argerich ne joue en soliste — c'est son droit —



JACQUES BARRAT/REACT

que lorsqu'elle est bien lue. En duo, elle déclare rarement forfait. Deux hypothèses : soit elle a une prédilection pour la musique de chambre ; soit elle déteste faire faux bond à ses amis. Et si les deux hypothèses étaient également bonnes ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 250 F.

## Samedi 3

## Schubert

Sonate pour arpeggione et piano D 821

## Schumann

Fantasie pour violoncelle et piano op. 73

## Franck

Sonate pour violoncelle et piano

## Debussy

Sonate pour violoncelle et piano

Martha Argerich (piano), Michaëla Mühlisch (violoncelle).

## L'Orchestre

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 250 F.

## Lundi 5

## Haydn

Windham Riders True to the Times A l'écoute des vents solaires Pièces d'écritures

Djennadi Chemirani (tutti), Harmonie Chor, David Hykes (direction).

Faut-il encore présenter David Hykes ? Cet Américain s'est fixé en France pour enseigner à ses « fidèles » (de plus en plus nombreux, dit-on), un peu sur le modèle des écoles d'art traditionnel, la technique du chant diphonique, qu'il a chippée aux moines tibétains. Son Chœur harmonique est une famille et son appartement, sur la montagne Sainte-Genève, un asile pour les musiciens de tout poil. Hykes et les siens font désormais des apparitions régulières au Théâtre de la Ville, toujours bonnés pour l'occasion. Au zarb, cette fois, l'Indien Chemirani.

Théâtre de la Ville, 20 h 45. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 80 F.

## Schubert

## AMN

## Kugel

Mittelschulzeit

## Estrées

Trio Madrigalcamédon

Nuits d'été Hochelaga/Québec Maro Inano

## Xenakis

Ensemble InterContemporain, Groupe vocal de France, Peter Ebdovis (direction).

Création française d'AMN, de Dieter Schnebel, compositeur allemand entiché de philosophie, de théologie comme d'anatomie (vocale), qui est un peu un versant après l'engouement dont il a bénéficié dans les années 70. Création française, également, de Nuits d'été, de Peter Ebdovis : on comment vérifier si un Hongrois, directeur musical de l'Ensemble intercontemporain, s'est inspiré de près ou de loin d'un certain Berlioz. Le travail de défrichage du Groupe vocal de France. Et son répertoire, avec Nuits, de Xenakis.

L'Auditorium, Théâtre musical de Paris, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

## Mardi 6

## Mozart

Quatuor à cordes KV 464 et 421

## Beethoven

Quatuor à cordes op. 135 et 132

Gabor Takacs, premier violon, donne son nom à ce quatuor hongrois diplômé de l'Académie Liszt en 1975 et lauréat de deux prix (dont celui de la critique) au concours de quatuors à cordes d'Evian, en 1977.

Trois chefs-d'œuvre de l'opus 76 de Haydn, récemment enregistrés pour Decca, confirment une alliance de brillante et d'intensité, une ampleur de vues et de sonorités, un goût du risque dans le pluriel (très appuyé) sans dommages sur la justesse. Beaucoup de qualités au demeurant, qui ne demandent qu'à s'épanouir, cela s'entend. (Lire également notre photo légendée.)

Théâtre de la Ville, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 80 F.

## Berg

Pièces pour clarinette et piano

## Webern

Sonate pour violoncelle et piano op. posthume

## Schoenberg

Pièces pour violon et piano

## Schoenberg

Pièces pour piano op. 21

## Marianne Poussier

Théâtre Grévin, 20 h 30. Tél. : 42-46-84-47. De 80 F à 100 F.

## JAZZ

## Marc Perrone

Poissant dans l'Italie de ses pères et le répertoire de ses contemporains, Marc Perrone est l'un des plus brillants interprètes actuels (accordéon, diatonique, essentiellement) : généreux, gai, vif et dansant. La musique populaire dans sa splendeur.

Le 1<sup>er</sup> février, Petit Journal Montparnasse, 21 h 30. Tél. : 43-21-55-70.

## ROCK

## Bob Dylan

Les deux derniers concerts de Bob Dylan : si jamais quelques places se vendent encore sur les trottoirs du boulevard Poissonnière, on peut encore tenter sa chance. Dylan, c'est comme une lampe tempête, éblouissant un soir, vacillant et obscurci par la fumée le lendemain.

Le 31 janvier et le 1<sup>er</sup> février. Au Grand Rex, 20 h 30. Location Free. De 180 F à 180 F.

## Rock en France

Fin de la tournée Rock en France. On recommandera particulièrement la soirée de mercredi avec le duo des Babylon Fighters et l'humour triste des VRP, ainsi que celle de vendredi : Marc Seberg vient de réviser un bel album, Yargo, la danse qui pense ; Won Ton Ton, Belges romantiques et émuissants, et Living in Texas, rock dur dit parfois gothique (à cause de l'écho).

Le 31, Elysée-Montmartre, 18 h 30. De 80 F à 90 F.

Le 31 janvier à 19 h 30 Les Zouffles, Babylon Fighters, VRP. Le 1<sup>er</sup> février à 19 h 30 The Game, Nomade, Portemontaux. Le 3 février à 19 h 30 Living in Texas, Won Ton Ton, Yargo, Marc Seberg.

## Jon Hunter

## Rousson

Un mariage de raison qui dure entre l'ancien chanteur de Mott the Hoople et l'ancien guitariste de David Bowie, survivants du glam-rock. Le glamour est parti, il ne reste que le rock, lourd, virtuose et volubile.

Le 5 février, Elysée-Montmartre, 20 heures. 145 F.

## Jimmy O'Hall

Jimmy O'Hall aurait besoin d'une carte de visite, un bel

album bien produit par exemple. En attendant, les gens qui iront au New Moon seront tout étonnés : comment se fait-il que ce petit homme, avec sa voix, sa classe, sa personnalité, soit un secret aussi bien gardé ? Et puis ils en parleront à leurs amis et connaissances, et Jimmy O'Hall enregistrera un grand disque... Ne manquez surtout pas le début de ce conte de fées.

Les 5 et 6 février, New Moon, 23 heures. Tél. : 49-85-82-23.

## Tournée

## Paul Personne

Après avoir conquis le Bataclan, le bluesman français prend la route avec son excellent groupe et sa guitare magique. L'homme est capable de transformer le Jura en Appalaches et le Rhône en Mississippi.

Les 1<sup>er</sup> et 2 février à Genève, au Music à Dancer, 20, rue de Staud. Tél. : 22-42-94-28. Le 3 février à Dole au Cargo, 27, avenue du Général. Tél. : 84-72-88-74.

## Montpellier

## L'état du rock

On pourra parler boutique (disques, tournées, etc.) lors de colloques qui ne sont pas réservés aux seuls professionnels, et aussi écouter de la musique avec la Mano Negra, les Naufragés (rock maritime) ou Desbats.

Le 2 février à 19 h 30 au Rock Stars à Vex Popul, 20, rue de Staud. Tél. : 22-42-94-28. Le 3 février à 19 heures au Zénith : Mano Negra, Ludwig Von 88, les Naufragés, Wampas et Stettin. Le 4 février à 18 heures, salle Victor 2 : Desbats et Treponem Pal.

## Nantes

## Soirée 4AD

Da non de label britannique qui nous a amenés les Fates. Dans l'après-midi on aura vu l'exposition Vaughan Oliver, graphiste plane du label (la pochette de Doolittle c'est lui) et le soir on découvrira les Pale Saints, responsables d'un joli 45 tout sorti il y a peu, Wolfgang Pries et Leski.

Le 1<sup>er</sup> février à 20 heures à la salle Escali de Saint-Sébastien-sur-Loire (Nantes). 80 F. Tél. : 40-88-50-40.

## La sélection

## « Musiques »

## a été établie par :

## Anne Rey

## « Jazz » :

## Francis Marmande

## « Rock » :

## Thomas Sotinel.

## Pour Ed Blackwell

Sa carrière ne ressemble à rien. On veut dire qu'elle ne ressemble pas à l'idée que l'on s'en fait. Ed Blackwell a appris dans la rue (à La Nouvelle-Orléans). Il a connu les parades, les fanfares, les enterrements (il est né en 1929). Rien de très étonnant, certes, mais ce n'est pas le parcours le plus prévisible pour se retrouver au cœur de l'avant-garde. Ed Blackwell rejoint Ornette Coleman en 1960, Eric Dolphy deux ans plus tard. Il figure dans le disque manifeste Free Jazz. On le voit longtemps avec Don Cherry, un moment avec Monk.

Il ne fait pas n'importe quoi : il crée avec bonheur et générosité une polyrythmie toujours relancée par les mouvements entendus à La Nouvelle-Orléans. Son art est tellurique, heureux, bouleversant. Le personnage est bon, éternellement souriant. Impossible de ne pas aimer Ed Blackwell comme on le fait des artistes que l'on aime, avec on ne sait quoi de plus personnel dans son cas.

Depuis quelques années, Ed Blackwell est soumis à des dyslexies régulières. Aldo Romano et Henri Texier ont décidé d'organiser une soirée de soutien dont il percevra le bénéfice. Tous les musiciens disponibles ont répondu présent. Il n'est de dresser une liste. Elle serait de mauvais goût. Le 5 février rassemblera la pléiade la moins facile à inventer. Pour Ed Blackwell.

F. M. \* New Morning, lundi 5 février à 19 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

XX<sup>e</sup> Concours

LE CONCOURS CHORÉGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE BAGNOLET. 1<sup>er</sup> CONCOURS D'AUTEURS-CHORÉGRAPHES, EST CRÉÉ À L'INITIATIVE DE LA VILLE DE BAGNOLET, DU MINISTRE DE LA CULTURE, DE LA COMMUNICATION ET DES GRANDS TRAVAUX, DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE SAINT-DENIS

Sous le patronage du département  
Conseil GénéralLE XX<sup>e</sup> CONCOURS CHORÉGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE BAGNOLET AURA LIEUDU 1<sup>er</sup> AU 10<sup>er</sup> JUIN 1990

A LA MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE SAINT-DENIS A BOBIGNY (FRANCE)

## Chorégraphique

LE CONCOURS EST UN PLATEAU ARTISTIQUE ET CULTUREL INTERNATIONAL. IL S'APPARENT À UN PRIX LITTÉRAIRE OU À UN PRIX CINÉMATOGRAPHIQUE. IL S'ADRESSE AUX AUTEURS-CHORÉGRAPHES PROFESSIONNELS ET AUX JEUNES AUTEURS.

PRÉSIDENT JEAN-CLAUDE GABIN

## International

LES PLATES-FORMES PRÉSENTANT LES CHORÉGRAPHES INDÉPENDANTS SONT ORGANISÉES PAR : MARSEILLE OBJECTIF DANSE / DANSE À LILLE / LE QUARTZ DE BREST / LE THÉÂTRE GÉRARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS / LA MAISON DE LA DANSE LYON / FESTIVAL DE DANSE UMBRELLA AVEC LA COLLABORATION DE LA PLACE ET LE I C A LONDRES / THE CENTRE SUZANNE DELAL FOR DANCE AND THEATRE TEL-AVIV / LE STUDIO AL PORTO ROTTERDAM KLASSTUCK INTERNATIONAL DANSEFESTIVAL LOUVAIN LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE NOUVELLE DANSE MONTRÉAL LE CONCOURS DOTÉ D'UN CONSEIL ARTISTIQUE, A PU VOIR LES ŒUVRES DE CANDIDATS AU COURS DES INITIATIVES SUIVANTES : STOCKHOLM DANSTERN / CONCOURS CHORÉGRAPHIQUE DE GRONINGEN CONQUORPO INTERNAZIONALE DI COREOGRAFIA DE CAGLIARI FLAPSTUCK INTERNATIONAL DANSEFESTIVAL LOUVAIN

## MERCE GUNNINGHAM

PRÉSIDENT DU JURY

LES DEMANDES D'INSCRIPTION REÇUES À CE JOUR ÉMANENT DES PAYS SUIVANTS : ARGENTINE AUTRICHE BELGIQUE BRÉSIL CANADA ESPAGNE ETATS UNIS FRANCE GRANDE-BRETAGNE HONGRIE ISRAËL ITALIE JAPON LUXEMBOURG MEXIQUE NORVÈGE PAYS-BAS PORTUGAL RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES SUÈDE SUISSE TURQUIE VENEZUELA YOUGOSLAVIE

## de Bagnolet

CONCOURS CHORÉGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE BAGNOLET 49, RUE GENDY-HURE - 93170 BAGNOLET TEL 33 (1) 45 61 77 00 - 45 61 71 93 - TELECOPIE 33 (1) 45 61 40 45

DIRECTION LORRINA NICLAS

FONDATEUR CONTINUÉ  
POUR LA CRÉATION  
CONTEMPORAINE

Bull

150 de 140



سكنى ابن الراحل

# ARTS

CENT AFFICHES DE FILMS À BOULOGNE-BILLANCOURT

## La première image

De gros titres, de la couleur, de l'érotisme ou du mystère. Au cinéma, tout commence par l'affiche. Aujourd'hui, les collectionneurs se disputent ces morceaux de nostalgie dont la cote grimpe de plus en plus dans le marché de l'art.

**R**EGARDS de papier, poitrines opulentes, créatures de rêve harcelées par des vampires à la lèvre sanguinolente. Une image et une seule, un gros titre et quelques couleurs : il faut attirer l'œil, suggérer une histoire sans la dévoiler. Au cinéma, tout commence par l'affiche. Elle doit donner au passant le plus distrait l'envie de s'engouffrer dans la salle obscure la plus proche. Après le mot « fin », elle reste dans la rue et distille encore quelques souvenirs, jusqu'au prochain passage du collier d'affiches.

Le Centre culturel de Boulogne-Billancourt a réuni une centaine de belles pièces des années 30 aux années 50, issues de la collection des Films Christian Fecner. D'un seul coup, près de cent films resurgissent délicieusement de l'oubli.

D'entrée, huit œuvres qui vantent les mérites des *Enfants du paradis* cognant dans la mémoire. Nous voici sur le boulevard du crime avec Arletty, Jean-Louis Barrault ou Pierre Brasseur. Plus loin, une colombe immaculée empalée sur des fils de fer barbelés tranche furieusement avec la silhouette sombre d'un soldat prussien. L'affiche de *La Grande Illusion* de Bernard Lancy est l'une des plus communes du cinéma français.

### RIEN NE VAUT UNE SCÈNE D'AMOUR

Pas besoin de mise en scène, les affiches parlent d'elles-mêmes, séparées de quelques tentures rouges sur fond de chansons des stars des années 30 (1).

Créer une affiche de cinéma demande du talent, bien sûr, un sens de la publicité et beaucoup d'intransigeance : la réussite d'un film dépend ainsi de son impact. Les princes affichistes de l'époque, Bernard Lancy, Jacques Fourastié ou René Pélion, optent pour le réalisme, très efficace, dans la plus pure tradition du naturalisme pictural de la fin du dix-neuvième siècle. On croque un personnage, souvent à la limite de la caricature : Schpountz ou Nala, Fernandel semble être l'une des « victimes » favorites des artistes. Micheline Presle, Gérard Philipe ou Louis Jourvet suffisent à « vendre ». On saisit la scène-clé du film, et pour attraper le chaland, rien ne vaut un scène d'amour, comme l'embrassade éperdue de Simone Simon et Jean Gabin dans *La Bête humaine*. Marcel Pagnol trouve dans les dessins de Dubout la trau-



1937, Bernard Lancy.



1959, G. Allard.



1950, Dubout.

lence méditerranéenne des personnages de César, Marius ou Fanny.

Au début des années 50, l'image se complique. Le photo-montage apparaît et les symboles sont plus nombreux, à l'exemple des œuvres de Raymond Gid, dont les deux affiches des *Diaboliques* restituent à merveille l'ambiance du film d'Henri-Georges Clouzot, avec des silhouettes, un ciel et d'effrayantes empreintes sanglantes. Certains se vendent eux-mêmes. Noël-Noël s'est dessiné dans *Le Père tranquille*. Pour *Orphée*, Jean Cocteau, réalisateur et dessinateur, propose un service du producteur au consommateur.

Aujourd'hui, ces affiches ne procurent pas seulement des bouffées de nostalgie aux cinéphiles. Solidement implantées sur le marché de l'art, leur cote grimpe allègrement, témoins ces ventes aux enchères qui se multiplient. En mai 1987, à Paris, un exemplaire de la *Grande Illusion*, de Raymond Gid. La flamboyante affiche de *La Belle et la Bête*, de Jean-Denis Macq, que l'on peut voir à Boulogne, est estimée à 11 000 F, le format supérieur est quant à lui hors cote : introuvable (2). Le 8 décembre dernier à la salle Drouot, une affiche originale de *Métropolis*, signée Boris Bilinski, s'envolait à 131 000 F. Créée pour la sortie du film de Fritz Lang, en 1927, elle est le seul exemplaire connu à ce jour. Aucune affiche de film n'avait encore dépassé la barre des 100 000 F.

### BÉNÉDICTE MATHIEU

\* Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille. Du lundi au samedi, de 9 heures à 21 heures ; le dimanche de 10 heures à 12 heures. Jusqu'au 8 avril. Tél. : 46-34-71-95. Entrée et catalogue gratuits.

\* Affiches imprimées de l'époque expéditionnaire. Bibliothèque Marmottan, 19, rue Salomon-Reinach, Boulogne. Du mardi au samedi, de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 8 avril.

(1) Chansons de stars / Musique de films des années 30. Editions Bibliothèque Nationale. APN 8761 (AAD). En vente à la Galerie Colbert, 2, rue Vivienne, 75002.

(2) La Cote de l'affiche de cinéma. Stanislas Chok. Editions de l'Amateur, 384 p., 250 F.

## Requiem pour un musée

Installé dans les anciens magasins de talence-rie de Choley-le-Roi, rue de Paradis, dans le dixième arrondissement de Paris, le Musée de la publicité a fermé ses portes le 15 janvier dernier pour se réinstaller au Musée des arts décoratifs, rue de Rivoli. Antoine Riboud, président de l'UCAD, Union centrale des arts décoratifs (1) — et président de BSN, — a décidé de ne pas signer le nouveau bail, dont le loyer devenait trop cher selon lui. « Ce n'est pas un repli, mais un désengagement auquel nous songions depuis longtemps », Yvonne Brunhammer, conservateur en chef du Musée des arts décoratifs, ne veut en aucun cas entendre parler d'échec. « Seulement d'une nouvelle réalité ».

Fondé en 1978, le Musée de la publicité a pour vocation de conserver des affiches et, pourquoi pas, de les élever au rang de beaux-arts. A l'époque, il accueillait les vingt-cinq mille films publicitaires de la collection Jean-Marie Bourciot. L'idée consistait alors à créer un « musée mondial de la publicité ». En 1982, l'institution prend du galon. Re baptisée Musée de la publicité, elle perd la collection Bourciot à la suite d'un différend, mais récupère de nouveaux films publicitaires grâce à un accord passé avec la Régie française de publicité. En 1985, il devient indispensable de trouver de nouveaux crédits pour faire tourner un établissement en plein essor. Hélas ! les éventuels « parrains » rechignent à contribuer au développement d'un musée excentré dans le quartier de la cristallerie, bien loin des circuits touristiques.

Mais, rue de Rivoli, l'espace manque déjà. A défaut de pouvoir pousser les murs, l'UCAD va réaménager ses bureaux pour laisser un peu de place aux collections. Pourtant l'organisation du Musée de la publicité reste la même : il présentera des expositions temporaires par roulement et ses fonds viendront enrichir les réserves de

l'UCAD. « Nous entendons créer une véritable synergie en introduisant la publicité dans les expositions du Musée des arts de la mode ou des arts décoratifs. Par exemple, celle qui sera consacrée aux parfums dès l'automne prochain ».

A l'heure où l'art publicitaire acquiert une valeur marchande surprenante — la cote des affiches s'envole et les expositions se multiplient en France — le Musée de la publicité ne risque-t-il pas d'être phagocyté par l'UCAD (sur les dix employés, repris par l'Union, trois seulement seront affectés au service du nouveau venu) ? « Nous forons tout pour qu'il garde son identité propre ».

Ce regroupement permettra aussi aux Arts décoratifs de concentrer ses forces face au Grand Louvre, son redoutable « adversaire » et voisin. Des milliers de mètres carrés de sous-sol en cours d'aménagement vont accueillir les collections du Musée des arts de la mode à la fin de l'année. Faisant montre d'un bel optimisme, Yvonne Brunhammer espère que « la plus grande musée du monde » réservera une place à l'UCAD. Désormais libre, le magasin de la rue de Paradis (qui appartenait à un particulier) « serait, dans un quartier pareil, un musée de la céramique et du verre formidable ».

B. M.

(1) L'Union centrale des arts décoratifs regroupe quatre musées : le Musée des arts décoratifs, rue de Rivoli ; le Musée des arts de la mode, logé dans le pavillon de Marsan, le Musée de la publicité, qui quitte la rue de Paradis et le musée Nicéphore de Camondo, rue Monceau, ancienne demeure d'un grand amateur de l'art français du XVIII<sup>e</sup> siècle, Moïse de Camondo. L'UCAD possède en outre une bibliothèque et trois écoles : le Centre des arts du livre, l'Institut de communication visuelle et l'école Camondo, tous trois regroupés boulevard Raspail.

## SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-spectacles.

### Célébrités à l'affiche

Affiches, cartes postales, tableaux-réclames, éti-quettes... on l'on voit des personnages célèbres, de Jérôme d'Arc à Joséphine Baker, de Napoléon à Gary Cooper, mis au service, bon gré mal gré, de la publicité. Franchement drôle parfois.

Bibliothèque Forney, hôtel de Sene, 1, rue de Figner, Paris. 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-14-60. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 24 mars. 15 F.

### Coup d'œil, tableaux et dessins du Haags Gemeentemuseum

Rudi Fuchs, le directeur du Gemeentemuseum de La Haye, a choisi de présenter le musée hollandais en respectant l'esprit et l'histoire de sa collection. Une collection, dont on connaît surtout les Mondrian, qui est riche en œuvres naturalistes et réalistes autant que symbolistes, et dont on ne saurait réduire l'image à la seule aventure de l'art abstrait.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris. 7<sup>e</sup>. Tél. : 47-05-35-58. Tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 4 mars.

### David (1748 - 1825)

Cette exposition clôt la célébration du Bicentenaire. Introduit en France du néoclassicisme, le peintre célébra les grandes heures de la Révolution et siégea à la Convention avant de devenir le peintre officiel de l'Empire. La taille de certaines de ses œuvres n'a pas permis de les réunir dans un seul lieu. Les amateurs devront donc faire le voyage du Louvre à Versailles.

Musée du Louvre, galerie de la Pyramide, direction Denon, Paris. 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-53-17. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h à 17 h 45. Mercredi le mardi et un lundi sur deux ainsi que le 12 février. Conf. les lundis, jeudis, samedis 15 h 30, mercredi 19 h 45. Jusqu'au 12 février. 35 F (prix d'entrée du musée).

Château de Versailles, salle du sacre - appartement de Marie de Médicis, Versailles. 78000. Tél. : 30-34-74-00. Tous les jours, sauf lundi, de 9 h 45 à 17 h 30. Jusqu'au 12 février. 23 F.

### De la Goutte à Mitterrand

Un dessin politique doit faire mal. C'est la loi du genre, que l'on peut vérifier tout au long de l'exposition accrochée aux Invalides. Les armes utilisées par les caricaturistes sont diverses, de la masse destinée à

assommer (Siné, Reiser, Willem), au rasoir (Plantu, Wiaz) qui déchire mieux. Seul le talent fait la différence.

Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur, Paris. 7<sup>e</sup>. Tél. : 45-55-30-11. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dimanche de 14 h à 17 h 30. Jusqu'au 28 février. 15 F.

### Fred Deux, 1949-1990

Dessins, gravures, textes, livres depuis quarante ans. C'est la première rétrospective de cet artiste écrivain (d'abord connu sous le nom de Jean Donassot), qui, dans la folie du surréalisme, explore avec une minutie insoumise des mondes intérieurs.

École nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte, Paris. 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-60-34-57. Tous les jours, sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 11 mars. 15 F.

### Kupka ou l'invention d'une abstraction

Une grande rétrospective. Complète grâce aux prêts de la Galerie nationale de Prague, elle permet de découvrir d'étranges œuvres symboliques, et de mesurer toute la complexité de la démarche du peintre, l'un des grands pionniers de l'abstraction. C'est d'ailleurs sur le passage de Kupka à une peinture de la non-représentation que l'accent est mis.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, rue de New York, Paris. 19<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées le jeudi à 12 h 30, le samedi à 14 h 30. Jusqu'au 25 février. 15 F.

### L'art conceptuel, une perspective

L'exposition tente pour la première fois de donner une vue d'ensemble des démarches conceptuelles de la fin des années 60 et du début des années 70. En présentant des travaux d'artistes effectivement qualifiés de « conceptuels », tels Robert Barry, Joseph Kosuth, Lawrence Weiner, On Kawara, mais pas seulement : Broodthaers, Buren, Haacke sont aussi au programme.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, rue de New York, Paris. 19<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h 30 à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Visites commentées gr. les jeudi à 15 h et le dimanche à 14 h. À 11 h. Jusqu'au 18 février. 15 F.

CAISSE NATIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES ET DES SITES  
Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (4<sup>e</sup>), M<sup>o</sup> Saint-Paul  
**SAINT-SERNIN DE TOULOUSE**  
TRESORS ET METAMORPHOSES  
tous les jours de 10 h à 18 h, 1<sup>er</sup> février au 16 avril

LE CENTRE CULTUREL ANATOLIE PRESENTE  
**RAOUCHAN MAMBEKOVA**  
peintre soviétique d'origine kazak  
"Légendes turques"  
du 25 janvier au 24 février 1990  
20, rue Saulnier, 75009 Paris - M<sup>o</sup> Cadet  
(ouvert de 15 h à 19 h - Sauf dimanche)

### JEAN-PAUL MARCHESCHI

Onze Mille Nuits  
31 janvier - 11 mars 1990

Galerie La Défense Art 4  
15, place de La Défense - La Défense 4 - Tél. 49 00 15 96

Tous les jours sauf le mardi de 12 à 19 heures.  
Accès : RER sortie B, trains, autobus : station La Défense.  
Voiture : bd circulaire La Défense 4 - Parking Central  
EXPOSITION ORGANISÉE PAR LA GALERIE BERNARD JORDAN ET  
PAR L'EPAD AVEC LE SOUTIEN DE LA BANQUE WORMS.

**GLOBE**  
**SOPHIE MARCEAU**  
PAR  
**BETTINA REIMS**  
TH. ANTOINE LOC. 42.08.77.71  
HÉLÈNE BOUQUIN ET DANIEL DAVIN PRÉSENTENT  
IRREVOCABLEMENT DERNIÈRES LE  
4 FÉVRIER À 15 H 30 ET 18 H 30  
TRIOMPHE !  
Le Bal de  
N'DINGA  
TCHICAYA U TAMSI  
UN FILM DE  
GABRIEL GARRAN

### → Léonard de Vinci : les études de draperie

Rares et précieuses, réunies pour la première fois, les études sur toile de lin, où le jeune Léonard s'exerce à rendre vrais des tissus drapant des figures. Un choix de dessins florentins portant sur le même thème complète cet ensemble qui inaugure la nouvelle salle d'arts graphiques du Louvre.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-61-01. Tous les jours, sauf mardi, de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 15). Visites conf. les vendredis 15 h 30, samedi 19 h 45. Tél. : 40-20-61-01. Jusqu'au 28 février. 25 F (possibilité de billets couplés avec le billet d'entrée du musée).

### Le Paysage en Europe du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle

De Campagna à Rubens, de Brueghel à Hackert, en passant par Claude Lorrain et Poussin, 162 dessins des collections du Louvre mettent en lumière l'évolution de la représentation du paysage, d'une conception de l'espace occupé par l'homme au sentiment de la nature.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jugard - côté jardin des Tuileries, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-61-01. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Visites conf. les vendredis 15 h 30, samedi 19 h 45. Jusqu'au 28 février. 25 F (prix d'entrée du musée).

### Le Peintre, le Rôdeur, le Héros

Un hommage à Mignard, méconnu en dépit des charges officielles qu'il occupa pendant le règne de Louis XIV. On ne retient de lui qu'un substantif péjoratif : « mignardise » - qui n'est même pas forgé sur son nom.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jugard - côté ja-

ardin des Tuileries, Paris, 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-61-01. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Visites conf. les vendredis 15 h 30, samedi 19 h 45. Jusqu'au 28 février. 25 F (prix d'entrée du musée).

### Sophie Taeuber

Le centenaire de la naissance de Sophie Taeuber est le prétexte de cette exposition rétrospective juste et bien faite. Qui rend hommage au talent et à l'originalité des recherches de cette artiste d'avant-garde, amie de dada puis du constructivisme, dont l'œuvre tient bon, sans qu'il soit besoin de la situer, comme on le fait trop souvent, dans la mouvance de celle de Jean Arp, l'époux.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. de Préfecture, Paris, 10<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 30, mercredi jusqu'à 19 h 30. Jusqu'au 18 mars. 15 F.

### Voisins et ennemis des caricatures entre Paris et Berlin

Passée l'idylle d'un printemps révolutionnaire, les caricatures ont fait plus que se gâter au siècle dernier, entre Paris et Berlin. A coups de crayon incisifs aussi, avec notamment Daumier dans son camp et Wilhelm Scholz dans l'autre, et les désastres de la guerre de 70 des deux côtés.

Galerie Institut de Paris, 17, av. d'Alsace, Paris, 10<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-21. Tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 28 février.

## GALERIES

### Cardenas

Les bois, ébène, chène brûlé ou peint, d'un sculpteur



cubain, parent de Lam et des surréalistes. Cardenas prend ses sources dans les arts primitifs africains, amérindiens et océaniques, pour séduire son matériau, et lui faire dire le secret de la vie et le secret de la sensualité, de bien des manières.

JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Cabot, Paris, 9<sup>e</sup>. Tél. : 43-26-12-06. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h à 19 h 30 et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 3 mars.

Dado Est-ce l'année Dado ? Tandis que la donation Cordier au Musée national d'art moderne attire l'attention sur l'artiste, voici que quatre galeries s'associent pour proposer une rétrospective de ce meilleur en scène d'effrayants cauchemars, dont la palette douce et le

dessin raffiné ne font que rajouter à l'expression de l'horreur.

Galerie André-François Petit, 188, boulevard Saint-Germain, Paris, 7<sup>e</sup>. Tél. : 46-44-64-53. Jusqu'au 20 février.

Galerie Icy Bruchet, 35, rue Guénégaud, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-22-40. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 3 mars.

Galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-05-10. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 février.

Galerie Beauchamp, 23, rue du Renard, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h 30 à 19 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 20 février.

### Aram Dorvent

Gratité, abrasé, recoloré, le film est une composante essentielle dans la réalisation plastique des pièces de cet opérateur français de quarante ans. L'image de femmes émaciées nues portées au Polaroid noir et blanc, est déchirée, mixée, filtrée, retentée avant d'être à nouveau photographiée et tirée sur cliché-chrome.

Galerie Uriel et Orli, 48, rue de Turin, 2<sup>e</sup> étage, annexe B, Paris, 9<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-50-38. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 8 février.

### Matta

Des dessins, depuis 1936 : toute une histoire, toute une aventure, celle du plongeur vertigineux de l'artiste-navigateur nommé Matta dans ce qu'il appelle « l'espace de l'espace », et sa traversée en solitaire des corps, des plans, des transparences et des opacités de notre labyrinthe social.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-58-00. Tous les

A l'image de cette étude photographique retrouvée ou pastel, intitulée « L'ange de la paix » (1943), destinée à orner les murs de l'Alcazar de Tolède, José María Sert se sert de mannequins d'atelier pour donner corps à l'expressionnisme baroque de son inspiration. Dévoilant la genèse de sa peinture, l'épreuve photographique est bien plus qu'un simple exégèse créative.

Galerie Icy Bruchet, 35, rue Guénégaud, Paris, 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-22-40. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 3 mars.

Galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-05-10. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 février.

Galerie Beauchamp, 23, rue du Renard, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h 30 à 19 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 20 février.

### Georges Rousse

Perce d'azur et d'air dans la nuit, des palmiers, des confitures en trompe-l'œil s'élèvent dans le ciel. Sur d'épais fonds noirs, Rousse, à coups de perspectives tronquées, investit illusoirement des lieux vides au Chili, au Japon, à Marseille. Remuant avec la figuration de ses débuts, il recrée de toutes pièces, des espaces inventés.

Galerie Farideh-Cadet, 77, rue des Archives, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-08-38. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 février.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris, 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-58-00. Tous les

### José-María Sert

Voir notre photo légendée. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beauchamp, Paris, 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-05-62. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 février.

## RÉGIONS

### Amiens

#### Sextine

Un regard sur la sculpture à Barcelonnette aujourd'hui. L'exposition s'appelle « Sextine », parce que six artistes y sont présentés : Pere Noguera, Gabriel, Joan Rom, Amel Ruiz, Angels Viladomiu, Juan Uribe, tous proposés par le directeur du musée d'art contemporain de la métropole catalane.

Musée de la Culture, place Léon-Gonard, 80000, Tél. : 22-61-83-38. Jusqu'au 18 mars.

### Grenoble

#### Annette Messager

Collectionneuse d'images, trépassée de photographies, Annette Messager n'a cessé, depuis le début des années 70, de raconter et de se raconter des histoires, de parler d'elle et des autres (femmes) ; de ses pulsions, de ses amours et ses haines, de plus en plus souvent sous forme de mises en scène rituelles. C'est la première rétrospective de son œuvre.

Musée, place de Verdun, 38000. Tél. : 78-54-05-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 12 février.

### Labège-Innopole

#### Les peintres et les livres

Picasso, Braque, Reverdy, Sonia Delaunay, Tzara, Giacometti, Du Bouchet, Alechinsky, Butor... ou le livre lieu d'échanges entre les peintres et les poètes, l'image et l'écrit, le trait et la typographie, le blanc, le vide et le plein : un beau sujet, insisté dans un centre d'art contemporain.

Centre d'art régional Midi-Pyrénées, 31320. Tél. : 61-39-25-29. De 12 h 30 à 20 heures, fermé le lundi et le mardi. Jusqu'au 4 mars.

### Laval

#### Malroval

Les tableaux de paillottes jetées à la volée, « possédés d'émotions », furieusement brochés, et les pastels d'un artiste tragique qui décide de se tuer en 1980. Infortuné, l'exposition qui lui rend hommage doit encore circuler dans de nombreuses villes, jusqu'en janvier 1991.

Chapelle Saint-Julien, quasi Paul-Scénot, 53000. Tél. : 43-55-55-94. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le lundi. Du 3 février au 2 mars.

### Lille

#### Renaissance et baroque

Quatre-vingt-huit dessins des écoles de Florence, de Rome et du nord de l'Italie, du quinzième au dix-septième siècle. Ils ont été choisis dans le millier de feuilles du legs du peintre Wicar au musée de Lille. Raphaël y est à l'honneur.

Musée des beaux-arts, place de la République, Tél. : 20-57-01-84. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures.

Fermé le mardi. Jusqu'au 20 février.

### Lorient

#### Karen Knorr

Un inventaire critique des us, rites et codes de la société britannique contemporaine. Artiste moins conceptuel que Victor Burgin, Karen Knorr témoigne de la vitalité de la photographie anglaise, dont le renouveau est assuré, entre autres, par Hannah Collins et Craigie Horsfield.

Galerie Le Lion, 11 bis, place Anatole-Le-Braz, Tél. : 57-21-15-02. Galerie de l'école des beaux-arts, 8, rue Jules-Lagrand, Tél. : 57-21-01-30. Services historiques de la Marine, rue de la Casse-Ory, Tél. : 57-84-77-58. Jusqu'au 19 février.

### Rennes

#### Jean-Paul Goulet

« De la matière à la trace », le parcours depuis une tentative d'amorces d'un artiste qui participe au courant de l'abstraction lyrique, aime gérer des plages de matières colorées, avant de tendre vers une peinture allégée, d'impressions, de cicatrices, de vibrations.

Musée des Beaux-Arts, 20, quai Emile-Zola, 35000. Tél. : 99-28-56-84. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 2 mars.

### Saint-Étienne

#### De la Révolution à la post-révolution

Plein feu sur la peinture et la sculpture des avant-gardes soviétiques, celles du début du siècle et celles d'aujourd'hui, pour la première fois rapprochées. Les œuvres, environ cent cinquante, viennent des collections des musées Ludwig d'Aix-la-Chapelle et de Cologne, qui sont particulièrement riches en ce domaine.

Musée d'art moderne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-83-59-58. De 10 heures à 18 heures. Montre le mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 28 février.

### Tourcoing

#### André Cornille

L'un des rares représentants de l'art flamand au 19<sup>e</sup> siècle. Peintre d'histoire et de mythologie, il fut sauvé de la ruine par d'étranges colonisateurs. Auteur de traits (du bon goût et de la beauté en peinture), il réforma puis dirigea l'Académie d'Avant, puis, à la fin de sa vie, décora à Bruxelles des églises et des bâtiments publics.

Musée des Beaux-Arts, 2, rue Paul-Dumery, 58200. Tél. : 20-25-58-82. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30, le dimanche de 15 h à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 2 avril.

### Villeneuve-d'Ascq

« Blast », foyer et explosion, surréalisme européen - expressionnisme abstrait américain.

A travers un choix restreint d'œuvres majeures, dont beaucoup ont été prêtées par le Musée d'art moderne de New-York, l'exposition tente de montrer la nature des échanges entre les artistes américains à l'origine de l'expressionnisme abstrait et les surréalistes émigrés aux États-Unis pendant la guerre. Un point d'histoire.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures. Fermé le mardi. Jusqu'au 18 février.

La collection « Arts » a été établie par : Genevieve Breccetti, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale en Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à... heures

### DINERS

#### RIVE DROITE

JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2<sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08

LA VILLA CRÉOLE - OPÉRA - F. dim. 19, rue d'Antin, 2<sup>e</sup> 47-42-64-92

SANTOOR 30, rue Marbeuf (9<sup>e</sup>). - Tous les jours 42-56-33-18 & 32-63.

LE RELAIS D'ORCHÈSTRE 47-00-44-10 6, place de la République, 1<sup>er</sup>

LE GOURMAND CANDIDE 43-50-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 1<sup>er</sup>

EL SOMBRERO NEGRO 43-07-60-20 44, rue Claude-Dodan, 12<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Desnoes

An 1<sup>er</sup> 6<sup>e</sup>, le premier restaurant italien de Paris, 6<sup>e</sup>, dîner, spécial. de saison finé et poisson d'Inde, menu dégust. à 95 F net. Au rez-de-ch., KITY OSHAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance et les plats ex. musicaux. Le plus gr. choix de whiskies du monde. Jung, 2 h du mat.

Un agréable restaurant CRÉOLE avec une cuisine fine et originale « de délicieuses petites plats exotiques comme aux ANTILES ». PIANO le soir. Entr. 220 F. À midi, menu 110 F SC.

Tout nouveau... haute gastronomie indienne - Dans un cadre sublime, des Grands Vins, à des prix fort intéressants ! En semaine, un déjeuner à 120 F et une très belle carte avec toutes les spécialités « Indiennes » - à deux par des Champagne-Épaves. Une nouvelle adresse ?

T.L.J. jusqu'à 1 h du matin. Huitres et fruits de mer toute l'année. Poissons du marché. Formidables découvertes. Repas d'affaires. Menu carte 155 F, apéritif, vin et café compris.

Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salons particuliers de 8 à 45 personnes. Tous les jours sauf samedi midi et dimanche.

VIVEZ UNE EXPÉRIENCE MEXICAINE À PARIS Cuisine, cadre, ambiance typiques. Mariachi tous les soirs. Plats originaux : Mole Poblano, Fajitas, Carne Tampiqueña, les Tacos. Vins et bières mexicaines.

#### RIVE GAUCHE

RESTAURANT THOUVENEL 47-05-49-73 79, rue Saint-Dominique, 7<sup>e</sup>

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.

### SOUPERS APRÈS MINUIT

#### LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNÉE

POISSONS DU MARCHÉ

Plats traditionnels - Vins à découvrir

Décor : « Brasserie de Luxe »

JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille

T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin

6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

### DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

#### CONGRÈS MAILLOT

Porte Maillot : 80, av. de la Grande-Armée HUITRES, COQUILLAGES toute l'année POISSONS, VIANDES à vos grilles 45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

**Gabus**  
Ventes aux enchères internationales  
RECHERCHE POUR VENTES AUX ENCHÈRES  
et FONDATIONS JAPONAISES, des ŒUVRES de  
**YUZO SAEKI - TAKANORI OGUIS**  
**FOUJITA - BERNARD BUFFET - BRASILLIER**  
Contact : M<sup>me</sup> Dominique TUTINO, 25, av. George-V, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 47 20 57 83

150 de 111



150

33 Les mouvements sociaux dans les transports.  
Un droit de « non-chasse » à l'étude

33 Plan de restructuration chez Heineken  
38 Saint-Nazaire joue la séduction

40 Marchés financiers  
41 Bourse de Paris

### La réforme de la grille de la fonction publique

## Un accord se dessine entre M. Durafour et plusieurs syndicats

BILLET  
Novateur

Le relevé de conclusions en cours de rédaction entre le gouvernement et les syndicats n'a, en apparence, rien de révolutionnaire. Il ne changera pas radicalement le visage de la fonction publique. Pourtant, quelques-unes des propositions de ce texte introduisant des éléments de souplesse dans le mode de rémunération des fonctionnaires, en attendant la disparition envisagée des quatre catégories (A, B, C et D). La motivation des fonctionnaires, et, par conséquent, l'efficacité des services publics pourraient donc s'en trouver améliorées, espère M. Michel Durafour. Le « nouvel élément de rémunération », qui a donné lieu aux plus vives controverses, est probablement le plus directement novateur. Destinée à prendre en compte les responsabilités et compétences spécifiques, il met un peu d'huile dans le mécanisme de la grille mais effarouche FO et la CGT, qui se présentent comme les gardiens des règles traditionnelles — et immuables — de la fonction publique. En outre, la suppression des emplois de la catégorie D, ouverte aux agents sans diplôme, va permettre la promotion des plus basses catégories. Accompagnée d'un vaste plan d'enrichissement des tâches, elle pourrait encourager l'émergence d'une nouvelle organisation du travail. Quant au nouveau « classement indiciaire intermédiaire », il répond à la nécessité d'atténuer les frustrations qu'éprouvent de nombreux fonctionnaires « surdiplômés » qui, licence ou DEUG en poche, occupent un emploi en catégorie B (niveau bac). Ces aménagements doivent permettre un pilotage plus fin de l'évolution des rémunérations des fonctionnaires. Il s'agit de reconnaître la technicité des agents (problème numéro un de la fonction publique), en isolant si nécessaire le traitement de telle ou telle catégorie, sans être, comme c'est le cas aujourd'hui, tenu de généraliser les avantages catégoriels. Un des objectifs, et non des moindres, de cette réforme n'est-il pas — aussi — de tenter d'en finir avec les « primes de conflit » ?

J.-M. N.

Entamées le lundi 29 janvier à 15 heures, les discussions, dans la fonction publique, ont été suspendues, mardi en fin d'après-midi.

Vingt-sept heures de négociation. De mémoire de syndicaliste, jamais, dans la fonction publique, on n'avait à ce point joué les prolongations. Le « groupe des cinq » (CFDT, FEN, Autonômes, CFTC et CFE-CGC) juge positivement le texte élaboré avec M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, mais attend de consulter ses instances. En revanche, FO préfère connaître les intentions salariales du gouvernement pour 1989-1990, avant de se prononcer sur un document qui introduit des innovations lui paraissant suspectes et « ne représentant que 0,3 % » de l'ensemble des traitements. Or, en refusant de signer, ce syndicat s'exclutait des négociations sur l'application concrète de la réforme. Quant à la CGT, elle dénonce une « mascarade » mais elle a probablement commis une

erreur tactique en quittant les discussions dès lundi soir.

La modernisation de la grille de la fonction publique, qui devrait s'étaler sur une durée de sept ans, s'appuiera sur une enveloppe budgétaire de 35 milliards de francs (dont 12 milliards pour les seuls actifs de l'Etat). Chaque année, une part variable y sera également consacrée, à condition que la croissance dépasse 3 %. Au-delà de ce seuil, 0,1 point de croissance supplémentaire dégagera 100 millions de francs, soit 10 milliards de francs sur sept ans, pour une expansion de 3,7 % en moyenne annuelle.

Toutes les catégories de fonctionnaires (A, B, C et D) de l'Etat, des collectivités locales et de la fonction publique hospitalière bénéficieront d'une revalorisation et d'un allongement de leur déroulement de carrière. Plusieurs corps seront fusionnés et certaines échelles indiciaires seront regroupées. Les emplois de catégorie D, ouverts aux agents n'ayant pas de diplôme, seront progressivement transformés

en emplois de catégorie C dans le cadre d'un plan d'enrichissement des tâches.

Un « classement indiciaire intermédiaire », à mi-chemin entre les catégories A et B, doit permettre de reconnaître la technicité des agents ayant un niveau bac + 2 (infirmières, notamment), à condition qu'ils « exercent véritablement des responsabilités et mettent en œuvre les techniques particulières » pour lesquelles ils ont acquis une formation. En outre, sera instauré un « nouvel élément de rémunération » (NER) sous forme de bonifications d'indice (1,2 milliard sur sept ans), destiné à ceux qui « exercent une responsabilité et détiennent une technicité particulière ».

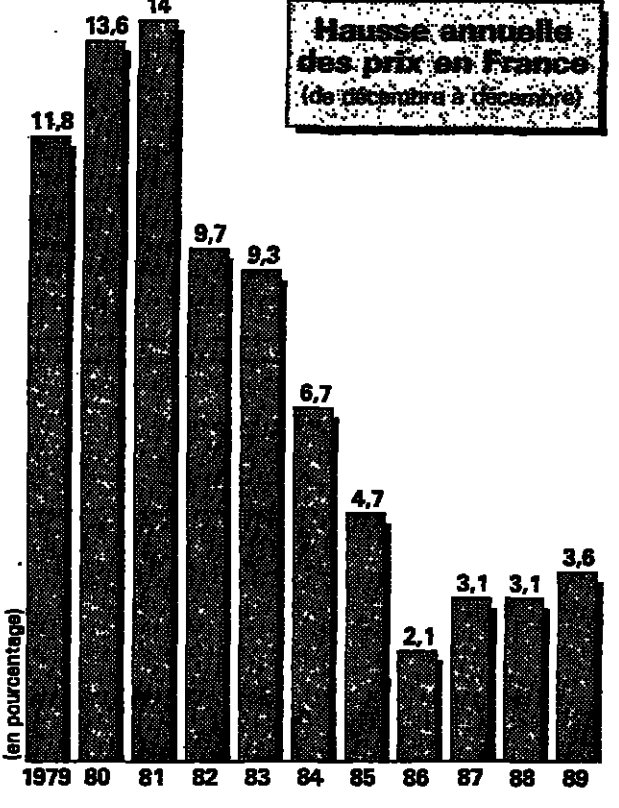
Enfin, le gouvernement propose d'ouvrir une réflexion qui déboucherait sur la suppression par voie législative des quatre catégories (de D à A) instaurées en 1948, qui lui paraissent désormais constituer « un élément de rigidité et de cloisonnement dans les déroulements de carrière ».

JEAN-MICHEL NORMAND

### Prix : bonne fin d'année pour la France

La hausse des prix de détail en France a été très modérée en décembre, l'INSEE ayant confirmé son estimation de + 0,1 % rendue publique il y a une dizaine de jours. Ainsi, sur un an (décembre 1989 comparé à décembre 1988), l'augmentation des prix est de 3,6 %. Ce résultat est plus mauvais que ceux des trois années précédentes : + 3,1 % en 1987 et 1988, 2,1 % en 1986. En fait, les hausses de prix n'avaient cessé de se ralentir depuis 1981 (année record avec 14 % de hausse).

Le résultat de 1989 aurait été encore plus élevé — de l'ordre de 4 % — si le gouvernement n'avait abaissé la TVA, sur les automobiles et la hi-fi notamment. La position de la France ne s'est pas trouvée affaiblie par un tel résultat, la plupart des pays industrialisés ayant enregistré une accélération de leurs prix, du fait de l'essentielle aux produits alimentaires et au pétrole. La France a même conforté sa position de pays relativement sage puisque l'écart annuel d'inflation qui la sépare de la RFA s'est réduit pour n'être plus que de 0,8 point en décembre 1989 (3,6 % de hausse annuelle en France, + 3 % en RFA). Cet écart va se creuser dès janvier et revenir aux environs de 1 point (2,6 % de hausse pour la RFA, environ 3,5 % pour la France).



## Le grand chantier des PTT

Les mille et un problèmes de la réforme engagée à la suite du rapport Prévot

Sans le dire, la réforme de la poste et de France Télécom est l'un des travaux d'Hercule du premier ministre. Car la métamorphose de cette administration pose une multitude de problèmes qui devront être résolus rapidement si l'on veut que les deux « exploitants autonomes de droit public » soient opérationnels le premier janvier 1991.

Depuis le mois de novembre, on s'active en coulisse aux PTT pour tailler, sur mesure, un nouvel habit à la poste et à France Télécom. Le travail est titanesque car, de l'avis général, ce mouvement de bascule est le plus important qu'ait connu une administration depuis la Libération. Deux chiffres le prouvent : la poste et France Télécom réalisent à elles deux un chiffre d'affaires de plus de 150 milliards de francs et emploient presque 450 000 fonctionnaires. Il est difficile aussi : pour ne pas déplaire aux syndicats, les pouvoirs publics ont écrit tout recours à des statuts juridiques existants. Ils sont donc contraints à l'inventivité permanente.

Dans sa globalité, le travail gouvernemental comporte trois volets : une loi-cadre sur les statuts des exploitants ; une loi sur la réglementation des télécommunications, tenant compte notamment des directives fixées en décembre der-

nier par Bruxelles ; une grande négociation sociale sur les classifications et qualifications des agents des PTT. Le traitement de chaque élément de ce triptyque est séparé des deux autres. Mais, sur le fond, un lien intime les unit. Ainsi, une des questions-clés est de savoir si la loi sur les exploitants précèdera ou suivra celle sur la réglementation des télécoms. Selon la réponse choisie, il faudra plus ou moins développer dans la loi sur les structures des exploitants tel ou tel point touchant aux règles du jeu à respecter. De même, on ne connaît pas encore le laps de temps qui séparera ces deux textes.

A elle seule la loi sur la structure de la poste et de France Télécom soulève une foule de problèmes à résoudre rapidement, si le gouvernement veut que les deux nouvelles entités soient opérationnelles le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Cela suppose, notamment, le vote de la loi-cadre à la session de printemps... et, donc, une rédaction définitive dans les toutes prochaines semaines pour pouvoir transporter le marathon qui précède son dépôt au Parlement (Conseil d'Etat, Conseil supérieur des PTT, comité technique paritaire...). Mais ce texte ne règlera que les grands principes : il faudra aussi établir les cahiers des charges des exploitants (en fait, leurs droits et devoirs) ; négocier des contrats de pluri-annuels d'objectifs (leur cadre d'action à moyen terme), publier les décrets...

Le souci affiché par le gouvernement est, bien évidemment, de don-

ner le jour à des entités viables et compétitives. Mais il faut aussi que les solutions retenues soient suffisamment bordées pour éviter tout contentieux.

Douté d'une personnalité morale, les deux exploitants seront assujettis aux règles du droit commercial et non plus administratif. Ils pourront donc contracter sous leur propre signature, et non plus sous celle de l'Etat. Pour le particulier, cela signifie, par exemple, que s'il conteste sa facture de téléphone, il ne sera plus contraint — comme aujourd'hui — d'apporter la preuve de la culpabilité de France Télécom devant un tribunal administratif qu'il relèvera des juridictions de droit commun.

FRANÇOISE VAYSSE

Lire la suite page 37

L'insertion ci-contre  
Concerne un avis d'appels d'offres relatif à la construction d'une voie rapide dans la banlieue de BANGKOK.

### Après le rachat d'UTA par Air France

## L'autonomie d'Air Inter sera maintenue nous déclare son PDG, M. Pierre Eelsen

Air Inter a réalisé une très bonne année 1989 au plan du trafic, puisque la compagnie intérieure a transporté 15 690 000 passagers, soit 390 000 de plus que prévu. En revanche, le bénéfice net revient de 148 millions de francs en 1988 à 115 millions, malgré une progression du chiffre d'affaires de 17 % (8,6 milliards de francs contre 7,4 milliards en 1988). M. Pierre Eelsen, président d'Air Inter, commente dans l'entretien qu'on lira ci-dessous ces résultats et analyse les conséquences du rapprochement entre Air France et UTA.

« Pourquoi votre résultat net est-il en baisse ? »

« C'est vrai, il est un peu inférieur à celui de l'exercice antérieur, mais, à mon avis, la progression de notre marge brute d'autofinancement, qui passe de 804 millions à 1,08 milliard, est plus significative de notre capacité à préparer l'avenir. »

« Nos charges ont augmenté, et notamment le prix des carburants qui s'est élevé de 12,7 %. D'autre part, nous n'avons réalisé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986 qu'une seule hausse de 1,5 % au mois de juin dernier. Nous avons décidé de pratiquer en 1990 une hausse moyenne de nos recettes de 2,3 %, se décomposant en une augmentation tarifaire de 2,5 % au 1<sup>er</sup> avril et une autre de 2,5 % durant l'automne. »

« Que feront-vous de trois Airbus A-300 et d'un moins un A-320 supplémentaires ? »

« Nous créerons des départs de province à 7 heures du matin à Nantes et Quimper. Nous lancerons une deuxième rocade Lille-Strasbourg-Marseille, et nous augmenterons les fréquences en mettant en œuvre un sixième service quotidien sur Orly-Montpellier, un sixième sur Orly-Brest, un cinquième sur Orly-Toulon, un quatrième sur Orly-Perpignan et deux fréquences supplémentaires sur Orly-Strasbourg et Roissy-Strasbourg. Outre une progression de notre offre de sièges de 9 %, ce renfort en avions nous permettra de mettre un Airbus A-300 en réserve afin de pouvoir pallier une défaillance technique avec un gros-porteur, et non avec un moyen-porteur comme aujourd'hui. »

« Continuerez-vous à effectuer des vols à l'étranger ? »

« Nous ajouterons à Rome, Madrid et Ibiza un vol pour Lisbonne une fois par jour, et un autre pour Venise deux fois par semaine. La desserte de Londres devrait se poursuivre à raison de trois fréquences par jour. Nous effectuerons ces vols sous le pavillon d'Air France et la compagnie nationale ordina, sous le nôtre, un Paris-Strasbourg et un Paris-Toulouse. »

« Que pensez-vous du rachat d'UTA par Air France qui fait définitivement d'Air Inter la filiale de la compagnie nationale ? »

« Si UTA avait été vendue à une compagnie étrangère, par exemple à British Airways, j'aurais sorti mon mouchoir. Tandis que la solution adoptée préserve les chances de la France à l'horizon 1992. »

« Tout le monde sait que l'opération qui vient de se réaliser n'était pas l'objectif que je poursuivais. Les rapports que nous entretenons avec Air France, à travers une coopération qui s'est renforcée l'an dernier, sont excellents, même si les présidents de nos deux compagnies défendent les intérêts de leur entreprise. Cette coopération n'avait pas besoin qu'Air France prenne le contrôle de la majorité de notre capital, mais le rachat d'UTA le lui a donné. Il n'y a rien de fondamentalement changé, sinon je me serais posé les mêmes questions que le président d'UTA, M. René Laporte. Je ne pense pas que cette opération doive constituer un amoindrissement des capacités concurrentielles de la France dans le transport aérien. Je me suis assuré que le gouvernement et le président d'Air France étaient en accord avec cette idée. »

« Tout continue-t-il comme par le passé avec Air France ? »

« Oui. Dans un marché en très forte croissance, Air France et Air Inter peuvent s'aider à en tirer profit. Un peu comme Peugeot et Citroën qui se concurrencent pour 5 % seulement de leur marché et qui s'épaulent mutuellement par ailleurs. Avec Air France, nous devons nous préparer à une rude concurrence, car il nous faudra battre British Airways lorsque cette compagnie fera des vols Paris-Nice. »

« Êtes-vous heureux des évolutions en cours ? »

« Non. Conscient. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

### La crise de l'informatique Control Data affiche la plus forte perte de son histoire

La crise qui secoue l'informatique mondiale est rude : le constructeur américain Control Data a annoncé mardi 30 janvier une perte de 680,4 millions de dollars (3,88 milliards de francs) en 1989, ce qui constitue sa plus mauvaise performance depuis sa création, il y a trente-deux ans.

Mais, s'appuyant sur un retour à des bénéfices courants au cours des deux derniers trimestres de 1989, le président de Control Data, M. Lawrence Perlman, a réaffirmé que la firme sortirait du rouge en 1989. Néanmoins, Control Data affiche une perte nette de 194,4 millions de dollars (1,12 milliard de francs) au quatrième trimestre 1989, soit infimum plus qu'au cours des trois derniers mois de 1988 (12,8 millions de pertes). Pour l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires de Control Data recule à 2,93 milliards de dollars, en raison de son désengagement du secteur des super-calculateurs. — (AFP.)

### Chute du bénéfice de Texas Instruments

Frappé par la baisse du marché de l'informatique et du prix des semi-conducteurs, Texas Instruments a annoncé une chute d'un quart de son bénéfice net à 291,7 millions de dollars (1,66 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires en stagnation à 6,52 milliards de dollars. La chute est encore plus rapide au dernier trimestre de l'année, avec une régression de 62 % du bénéfice net. L'entreprise a annoncé la suppression de 1 500 emplois. — (AFP.)

(Publicité)  
BANGKOK EXPRESSWAY CO., LTD KUMAGAI GUMI CO., LTD  
INVITATION FOR PRE-QUALIFICATION FOR PRINCIPAL CONTRACTORS FOR THE ELECTRICAL AND MECHANICAL SERVICES FOR THE SECOND STAGE EXPRESSWAY SYSTEM IN GREATER BANGKOK, THAILAND  
Kumagai Gumi Co. Ltd, as Project Manager for The Bangkok Expressway Company Ltd, are seeking prospective contractors who possess extensive experience for the design, supply, installation and commissioning of the Electrical and Mechanical Services required for the Second Stage Expressway System in Greater Bangkok, comprising the construction of elevated expressway from Bangkok to Choeng Wattana and from Phayathai Road to Rama IX Road.  
The intention is to let four principal contracts :  
EM1 Exterior Lighting  
EM2 Electrical and Mechanical Building Services  
EM3 Toll Collection  
EM4 Traffic Control and Surveillance  
In order to be eligible for consideration for contracts EM1 or EM2, interested parties must either be local to Thailand or else be intending to tender for contracts EM3 or EM4.  
Contracts will be let in the latter part of 1990. Prospective contractors with relevant experience on major contracts and who are competent to undertake the total works and co-ordination or accept individual contracts are invited to make a formal application to obtain the pre-qualification documents from :  
KUMAGAI GUMI CO., LTD  
19th Floor Chokchai Building  
690 Sukhumvit Road  
Prakanong - Bangkok 10110  
THAILAND  
The application should reach the offices of Kumagai Gumi Co. Ltd by 10th February 1990.  
The envelopes should be marked for the attention of :  
Mr. G. Jones, • SES-BANGKOK, E&M PRE-QUALIFICATION.

## ÉCONOMIE

L'Est  
colon du Sud

Suite de la première page

L'Union soviétique, aujourd'hui confrontée à sa propre décolonisation, paraît mieux armée pour comprendre l'intérêt et l'urgence d'une nouvelle forme d'engagement au Sud, fondée sur une réhabilitation des rapports multilatéraux, moins coûteux pour ses finances mais plus payants en termes d'image.

En 1988, Mikhaïl Gorbatchev créa la surprise en annonçant l'adhésion de l'URSS au fonds commun de stabilisation des prix des produits de base, jusqu'ici lettre morte en raison du trop faible nombre de participants. Alors que Washington était hostile à ce mécanisme de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), Moscou gagna à peu de frais un crédit auprès des pays pauvres. La volonté des Soviétiques exprimée l'an passé d'appartenir à la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), au moment même où les États-Unis refusaient d'acquiescer leur cotisation, a confirmé ce regain d'intérêt de l'URSS pour le Sud, hors des habituels traités d'amitié d'État à État.

Changement profond ou diversion ? La réponse est cruciale pour les pays pauvres, inquiets de l'attrait exercé sur les nations occidentales par l'Est en voie de démocratisation. L'ancien bloc communiste allumera-t-il dans le tiers-monde un moteur de croissance, sous la forme de débouchés nouveaux pour les produits du Sud, ou d'une coopération détachée des seuls intérêts géopolitiques ? « Oui... dans quarante ans ! », répondent certains. Il serait sans doute illusoire de voir dans de nouvelles relations Est-Sud un complément - à for-

tiéri un substitut - aux rapports Nord-Sud.

D'abord en raison du poids dérisoire des flux commerciaux entre l'Est et le tiers-monde. S'ils ont été multipliés plus de vingt fois entre 1960 et 1986, passant de 2,8 milliards de dollars à 65,2 milliards de dollars, ils comptent pour moins de 1 % des échanges internationaux... L'URSS, qui assure 57 % de ce commerce, travaille surtout avec les pays de l'OPEP (Iran, Irak, Libye), à qui elle vend beaucoup d'armes. Pour le reste, elle écoule des machines et des biens d'équipement en Afrique, du pétrole en Asie et en Amérique latine.

Les autres pays de l'Est sont peu impliqués au Sud, à l'exception de la Roumanie, admise au groupe des « 77 » en 1976 (1) et qui a cherché l'indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique « en approfondissant ses relations avec le tiers-monde et l'Afrique noire » (2). Le régime Ceausescu s'est aussi révélé client assidu de l'OPEP quand Moscou servait la Roumanie de pétrole.

Le jute mieux payé  
que le coton

La structure des échanges passés entre l'Est et le Sud reproduit, dans des proportions certes plus modestes, un véritable schéma colonial : l'URSS et ses satellites n'ont eu de cesse que de prélever les ressources naturelles des pays en voie de développement, contre des produits manufacturés et un soutien technique souvent inadaptés aux besoins. Le pétrole d'Algérie, les phosphates et les agrumes du Maroc, le coton d'Égypte, les fruits secs turcs, le cacao du Ghana, la bauxite de Guinée ou l'étain du Vietnam ont ainsi fait

les « choux gras » du « Grand Frère » et de ses alliés européens.

Un rapport de la CNUCED paru en janvier montre qu'entre 1975 et 1986 les prix des matières achetées par l'Est au Sud n'ont pas été plus stables que ceux consentis par les pays industrialisés. Pour la plupart des produits, explique le professeur Giovanni Graziani, de l'université de Padoue, « les fluctuations de cours sont plus soudaines et plus violentes, atteignant 100 % ou plus certaines années ». Si l'Est paye mieux le jute, le manganèse, la bauxite et le caoutchouc, c'est le

de la canne pour 90 % de ses recettes extérieures. En contrepartie d'une aide matérielle dont les Guinéens sont incapables d'évaluer le montant réel, le régime de Conakry était lié jusqu'en 1984 à l'extraction de la bauxite pour le compte de Moscou. Sans oublier les navires usiniers soviétiques qui ratissaient les fonds marins.

L'URSS n'a pas toujours été équitable dans ses échanges avec le tiers-monde. Achetant des matières premières, par le biais de compagnies de négoce occidentales, à des prix souvent inférieurs aux tarifs contractuels, elle ne s'est pas privée de revem-

de pétrole irakien vers la RFA, ou de pétrole libyen en Grèce et en Finlande. Les usines de chaussures soviétiques au Vietnam, destinées à satisfaire les besoins intérieurs de l'URSS, ressemblent aussi à des enclaves coloniales, inspirées de la classique division internationale du travail. Au total, « le tiers-monde est une source de gains en devises pour les pays de l'Est », estime Marie Lavigne (2), pour un montant compris entre 1,5 et 1,8 milliard de dollars par an.

Cet avantage peut choquer dans la mesure où, de leur côté, les pays de l'Est, l'URSS en tête,

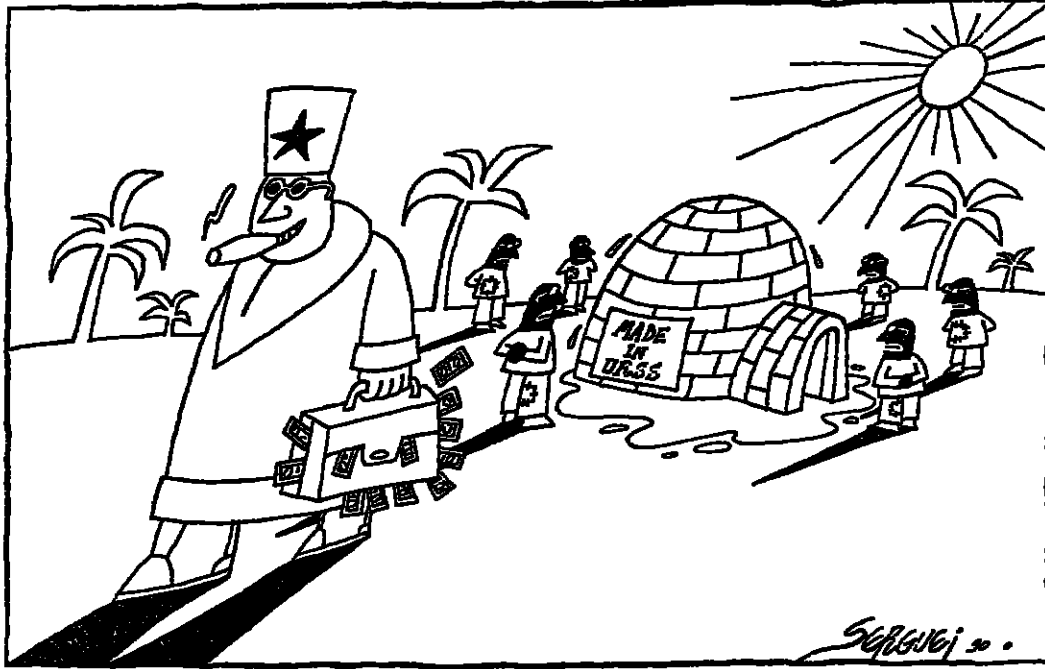
révolution castriste, tandis que la rupture sino-soviétique était consommée. Partout, Moscou poursuivait la même ambition : prouver la réussite technique du socialisme d'État, en finançant au besoin de coûteux « éléphants blancs ». Le coup d'État contre le président ghanéen Nkrumah, en 1966, puis la disparition de Nasser, quatre ans plus tard, amoindrirent la position de l'URSS sur le continent noir et dans les pays arabes. Seule la dislocation de l'ancien empire portugais en Afrique permit en 1975 aux envoyés de Moscou de prendre pied - sans pour autant prendre racine - au Mozambique et en Angola.

Tout à tour, avec des convictions incertaines, des pays du tiers-monde sont entrés dans la mouvance de l'URSS, soit pour échapper à l'emprise américaine (le Nicaragua sandiniste, la Grenade de Maurice Bishop), soit, paradoxalement, pour assooir leur nationalisme et leur volonté d'indépendance sous l'œil des « trois grâces », Marx, Lénine et Engels. Ainsi les chefs d'État africains Jerry Rawlings (Ghana), Hissène Habré (Tchad) ou Thomas Sankara (Burkina-Faso), assassiné en 1988, ont-ils flirté avec l'Union soviétique, de même que l'Algérie et le Congo, le Bénin, Madagascar, la Tanzanie et le Mali. « Les Russes se sont infiltrés comme l'eau dans une fissure, témoigne un expert de la coopération française, mais leur présence reste limitée. Ça leur coûtait cher de mettre en marche des usines. »

À l'heure de la perestroïka, Moscou n'exige plus des pays « frères » du Sud qu'ils empruntent la « voie socialiste du développement ». Le « devenir d'abord socialiste » s'efface devant une perception plus terre à terre des intérêts économiques et militaires (dont les facilités d'échelles sur les aéroports de Guinée et d'Éthiopie). Mais jusqu'à présent, une dimension a manqué aux pays de l'Est face aux plus démunis : la générosité. L'OCDE a calculé qu'en 1983 l'URSS recevait davantage du tiers-monde, sous forme de remboursements, qu'elle ne lui distribuait en aides diverses. Moscou peut bien se targuer de consacrer 11 milliards de dollars par an au titre de l'aide publique au développement, l'OCDE n'a recensé que 2,4 milliards de dollars, soit 0,2 % du PNB soviétique (contre 0,5 % à 0,7 % pour les pays développés). L'URSS et l'Europe de l'Est contribuent globalement à 12 % de l'aide publique mondiale. Et pour les deux tiers de ses échanges extérieurs, le Sud a comme partenaire l'Ouest.

Ce n'est pas demain que les sociétés de l'ancien bloc socialiste, encore à l'année zéro de leur réveil économique, auront les moyens de puiser en vrais partenaires - et non plus en prédateurs - sur les marchés du tiers-monde. Depuis quinze ans, le Sud demande en vain aux pays de l'Est de porter à 25 % la part de biens manufacturés dans leurs importations, comme y consentent les nations riches. On en est loin. Il faudra du temps et des crises pour que les pays jadis étouffés derrière le rideau de fer mettent en branle leur potentiel économique. Le salut des pays pauvres passe peut-être alors par un soutien accru... à l'Est, dont les points de ressemblance avec le tiers-monde (étatisation, inflation, fonction publique pléthorique) ne manquent pas. Aider l'Est pour sauver le Sud ? Une formule qui en vaut bien d'autres. Sous bénéfice d'inventaire.

ERIC FOTTORINO



contraire pour les bananes, le café, le coton, la viande bovine.

De même, l'Union soviétique est moins généreuse que l'Occident pour le jute du Népal, du Vietnam et du Bangladesh. Moscou a parfois renforcé la spécialisation coloniale des pays du Sud. Cuba, qui devait s'affranchir de la dictature du sucre, est resté une « saccharocratie » tributaire

de ces produits sur le marché capitaliste... Tout en soutenant les pays du Sud qui réclament à la CNUCED des cours « justes et rémunérateurs », elle a écoulé du coton égyptien, du riz birman, du cacao ghanéen ou de la noix de cajou indienne, provoquant parfois de sensibles baisses de prix. Moscou a encore été pris en flagrant délit de réexportation

n'accordant pas d'aide gratuite aux États en développement. Les dons n'existent pas, même dans les périodes de grand marasme comme celle traversée en 1984 par l'Éthiopie « marxiste », décimée par la famine. Une fois passé le temps des grands projets d'industries lourdes et d'appui aux secteurs publics, la présence des pays socialistes (autre le déploiement de militaires et conseillers) s'est limitée à des co-entreprises d'exploitation minière et à l'envoi d'experts civils. On en dénombreait cent mille en 1982 (contre cinq mille en 1960), dont la moitié en Afrique. Chaque année, soixante mille étudiants du tiers-monde, en majorité noirs, reçoivent des bourses pour se former à l'Est, à l'université Patrice-Lumumba de Moscou en particulier. Mais au vu de ce qu'ils ont déjà reçu, les pays du Sud attendent peu des États socialistes. L'URSS et ses satellites ont laissé se creuser une incompréhension chronique avec les continents sous-développés qui restent terra incognita.

Moins d'idéologie  
plus de pragmatisme

Au lendemain du creusement du canal de Suez, en 1869, la Russie du tsar noua des liens diplomatiques avec l'Abyssinie afin, explique M. Moses Anafu (3), de protéger son commerce avec l'Extrême-Orient. Elle arma les futurs Éthiopiens contre l'Italie, expédia des techniciens et des électriciens qui construisirent les premières infrastructures du pays. A Saint-Pétersbourg s'ouvrit une école d'ethnologie et de linguistique. Le triomphe de la révolution d'Octobre mit un terme à ce timide début d'ouverture au Sud, malgré la création en 1929 d'un bureau d'études sur l'Afrique sub-saharienne. La présence de la puissance coloniale freinait toutefois les ardeurs des Soviétiques envers les « opprimés de couleur ». Comme le rappelle encore M. Anafu, il fallut attendre Monsieur K pour que s'établissent, de 1957 à 1966, des relations plus intenses avec le tiers-monde.

Au lendemain de la guerre, Staline avait offert son modèle pompier de coopération à la Chine (1949), à l'Afghanistan en 1954 et au Vietnam du Nord l'année suivante. Khrouchchev s'aventura plus loin, en Égypte, au Ghana et à Cuba, après la

(1) Ce groupe de 77 pays du tiers-monde s'est constitué en 1964 lors de la première session de la CNUCED pour adopter une politique commune en matière commerciale. Il compte à présent quelque 130 membres.  
(2) Les relations Est-Sud dans l'économie mondiale, sous la direction de Marie Lavigne, Economica, 1986.  
(3) Moses Anafu, universitaire ghanéen, est conseiller politique au secrétariat du Commonwealth à Londres. Ses propos sont tirés de son article « Les relations soviéto-africaines : une perspective historique », paru dans la revue *Politique étrangère* de mars 1988.

□ Une baisse de 22 %. - Selon une étude de la revue *Marchés tropicaux*, les importations soviétiques en provenance d'Afrique ont diminué de 22 % sur la période 1986-1988. La Libye a été le premier fournisseur de Moscou, et l'Égypte son premier client.

□ PRÉCISION. - Dans l'article sur les projets d'investissement de Philips en Europe de l'Est (le

Monde du 30 janvier), il fallait lire : « À cette somme, il convient d'ajouter les 450 millions de francs représentés par les projets de la firme d'Eindhoven en RDA (sous-traitement de la fabrication d'appareils de radiographie) et en Tchécoslovaquie (développement et production de microscopes électroniques). »

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ACCESSION AUX MARCHES  
DE L'EUROPE DU NORD ET DE L'EST  
AVEC  
PLACEMENT NORDSociété d'Investissement A Capital Variable  
Ouverture au public mardi 23 janvier 1990

Pour opérer dans les meilleures conditions sur les Marchés Actions Scandinaves, Germaniques et Français, la nouvelle SICAV promue par la SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CREDIT, réunit les compétences de trois grands gestionnaires de capitaux : SVENSKA HANDELSBANKEN (STOCKHOLM), DELBRÜCK & C<sup>o</sup> (FRANCFORT) et GP BANQUE (GROUPE SMC). Elle profitera de la libéralisation et de la modernisation des marchés scandinaves ainsi que de l'impact sur les marchés allemand et autrichien de l'ouverture des pays de l'est. Constituée avec un capital d'origine de 180 Millions de francs, PLACEMENT NORD est administrée par le Conseil suivant :

## Président

Monsieur Rude KLEREBY - (Chairman d'Adductor : Groupe d'Investissement Suédois)

## Administrateurs

AÉROPORTS DE PARIS - CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS -  
COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD - GENERAL ACCIDENT -  
GROUPEAMA - LA FRANCE - LA MONDIALE - LES MUTUELLES DU MANS -  
SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CREDIT - SOREMA

## Censeurs

BANQUE COURTOIS - BANQUE HERVET - BANQUE POMMIER - CRAMA DE L'ALLIER -  
GP BANQUE - DELBRÜCK & C<sup>o</sup> - LE CONTINENT - SVENSKA HANDELSBANKEN Group  
(liste non exhaustive)

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CREDIT  
LES VALEURS SÛRES

سكيا من الاموال



150

## ÉCONOMIE

### ÉTRANGER

Plan de restructuration pour le premier  
brasseur néerlandais

## Heineken va supprimer 700 emplois aux Pays-Bas d'ici à 1993

AMSTERDAM

de notre correspondant

La direction de Heineken Nederland a annoncé, mardi 30 janvier, la suppression de 700 emplois d'ici à 1993. Premier brasseur néerlandais, Heineken emploie actuellement 4 000 personnes aux Pays-Bas mais considère que la baisse continue de la demande rend nécessaire « une réorganisation en profondeur ».

La consommation annuelle de bières classiques par les Néerlandais est passée de 86,4 litres par personne en 1980 à 83,3 litres en 1988. Dans le même temps, les marques étrangères conquièrent du terrain, et, bien qu'elles ne couvrent que 4 % des ventes, leur part de marché progresserait de 5 à 10 % par an.

Un autre facteur pousse Heineken à ne plus se reposer sur ses lauriers : la popularité croissante des nouvelles bières à faible teneur

en alcool. Le brasseur néerlandais n'a pas raté son virage — sa « bière légère » aux Pays-Bas — mais estime que ce nouveau marché « va doubler, voire tripler dans les cinq années à venir ». Aussi la restructuration annoncée illustre-t-elle la volonté de Heineken Nederland de se concentrer sur « le lancement de nouveaux produits de plus en plus demandés par les consommateurs ».

La réorganisation touche pour moitié le secteur de la production de bières classiques et pour l'autre moitié des secteurs annexes à l'activité de brasserie (planning, transport, sécurité, services techniques). Le groupe Heineken emploie près de 29 000 personnes et a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires consolidé de quelque 22 milliards de francs, dont 20 % aux Pays-Bas.

CHRISTIAN CHARTIER

### INDUSTRIE

Bénéficiaire pour la deuxième année consécutive

## Usinor-Sacilor affiche 8 milliards de francs d'excédents

Pour la deuxième année consécutive, Usinor-Sacilor a dégagé en 1989 un bénéfice : 7,9 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 94 milliards... Dans la foulée, le numéro deux mondial de la sidérurgie annonce la mise en service d'une installation de ferro-manganèse à Dunkerque et devrait annoncer le rachat d'un transformateur américain d'acier pesant un demi-milliard de francs de chiffre d'affaires.

Non content d'afficher un bénéfice conséquent pour 1989 et des excédents dans toutes ses grandes familles de produits, une baisse de 3 milliards de francs de son endettement (21 milliards) et de ses frais financiers (de 4 % à 2 % du chiffre d'affaires), Usinor-Sacilor devrait annoncer, mercredi 31 janvier, le rachat d'un transformateur américain d'acier, la société Techmaly, avec trois cent cinquante salariés répartis dans cinq usines, et un chiffre d'affaires de 85 mil-

lions de dollars (485 millions de francs), cette usine sort environ 11 000 tonnes/an d'acier inox et alliage. Son principal métier est la tréfilerie et ce rachat — pour un montant non déterminé — permet à Usinor-Sacilor de se hisser au deuxième rang mondial dans ce métier, derrière un japonais. Ce n'est pas tout : pour lutter contre les tensions enregistrées sur le marché mondial des alliages de manganèse (ferro-manganèse et silico-manganèse) entrant dans la composition de l'acier, Usinor-Sacilor a décidé de se doter de sa propre unité de production. Située à Dunkerque, elle subviendra à la moitié des besoins du groupe (100 000 tonnes/an sur 200 000), cette opération représente un investissement de 300 millions de francs. L'installation, qui devrait être mise en service en 1991, emploiera une centaine de personnes. Elle sera approvisionnée aux deux tiers environ en minerai brésilien et utilisera de l'électricité au prix industriel.

F. V.

### ENVIRONNEMENT

A l'occasion d'un bilan de la protection de la nature

## M. Lalonde annonce l'étude du droit de « non chasse »

Dans son bilan de la protection de la nature en France, dressé mardi 30 janvier, le secrétaire d'État à l'Environnement, M. Brice Lalonde, s'est montré résolument optimiste. Tout d'abord, a-t-il fait remarquer, contrairement aux propos catastrophistes entendus ici ou là, « le nombre des espèces d'animaux vertébrés a plutôt augmenté en France au cours des dernières années ». Si, en effet, le phoque moine et l'échouette à tête blanche — un canard plongeur présent seulement en Corse — ont complètement disparu, d'autres sont revenus, comme le lynx (par la Suisse), le balbuzard pêcheur et la cigogne noire.

Quant à l'ours des Pyrénées, très menacé, M. Lalonde a expliqué que toutes les mesures prises jusqu'à présent n'avaient pu empêcher sa diminution — une douzaine de spécimens aujourd'hui. « On ne protégera efficacement l'ours des Pyrénées que si les Pyrénéens en sont d'accord », a-t-il dit, en précisant que si les négociations engagées pour la mise en protection des zones à ours n'aboutissent pas avant l'été, il prendra « des mesures autoritaires de protection ».

S'agissant du lynx, qui a tué quatre cents moutons dans l'Ain et dans le Jura, et dont on a retrouvé des spécimens en Haute-Saône et

jusqu'en Charente, le secrétaire d'État a confirmé que les pertes seraient entièrement indemnisées par le WWF (Fonds mondial pour la nature), et que les crédits sont prévus pour 1990. Quant au piégeage, qui a permis de capturer deux jeunes lynx jusqu'à présent, il va être étendu et perfectionné pour neutraliser les fauves mangeurs de moutons.

En matière de chasse, M. Lalonde estime que « celle qu'elle est aujourd'hui encadrée en France, elle ne met pas en cause les populations d'espèces chassées », sauf en Guyane où une réglementation va être instituée. Quant aux chasses dites « traditionnelles », le ministre préfère qu'elles restent légales pour être mieux contrôlées. Il va proposer que les plans de chasse établis pour le grand gibier soient étendus à tous les gibiers.

Pour les propriétaires désireux de soustraire leur terrain au droit de chasse, M. Lalonde a demandé qu'une solution juridique soit trouvée.

Enfin, un « Observatoire du patrimoine naturel » est créé pour dresser l'inventaire de la faune, de la flore et des espèces naturelles. Une enveloppe de 12 millions de francs lui est affectée en 1990.

R. C.

### SOCIAL

Mouvements sociaux dans les transports

## La grève semble très suivie à la SNCF

Conformément aux prévisions de la direction de la SNCF, le service ferroviaire était très perturbé, le mercredi 31 janvier, par l'ordre de grève lancé par six syndicats de cheminots (CGT, CFDT, CFTC, FO, FGAAC, FMC) contre le contrat de plan Etat-SNCF qui, selon eux, suppose 4 500 suppressions d'emploi par an et le recul du service public.

Sur le réseau de la banlieue parisienne, le trafic était limité à un train sur quatre ou cinq selon les gares, à l'exception de la gare Saint-Lazare, où le service était totalement interrompu sur certaines lignes. Sur les grandes lignes, la SNCF espérait pouvoir réaliser « au moins une relation dans chaque sens entre Paris et les grandes métropoles ». Le TGV Indisn ne circulait pas à un rythme supérieur à un train sur quatre. La direction prévoit un retour à la normale durant la matinée du jeudi 1<sup>er</sup> février.

Par ailleurs, la CGT, la CFDT et les Indépendants appellent, le même jour, les chauffeurs de taxi à cesser le travail pendant vingt-quatre heures pour demander une revalorisation de 16 % de leurs

tarifs et un allègement de leurs charges fiscales.

En revanche, la situation s'est améliorée dans les transports parisiens, où la grève a cessé sur la ligne A du RER, car la direction de la RATP a retardé la mise en place de la nouvelle grille horaire, qui déplaçait aux conducteurs. De même, les barrages de camions ont été levés sur les autoroutes et à l'entrée des grandes villes, bien que l'UNOSTRA, le syndicat professionnel qui les organisait, n'ait pas obtenu du ministère de l'Équipement autre chose que la promesse d'une formule d'une table ronde consacrée aux difficultés des petits transporteurs auxquels les grands soustraient une partie de leurs activités les moins rémunératrices.

Bien que les bouchons routiers aient été nombreux, la mobilisation avait été faible et le syndicat des routiers CFDT avait dénoncé les barrages en déclarant dans un communiqué : « Ceux qui bloquent les routes sont les mêmes qui obligent leurs salariés à rouler 60 ou 70 heures par semaine, ne leur payant pas les heures supplémentaires, ne leur faisant pas respecter leur repos ».

AL. F.

Accusé de « faute grave »

## Un ingénieur d'IBM s'est donné la mort

ORLÉANS

de notre correspondant

Un technicien d'IBM, M. Michel Lecordier, âgé de trente-neuf ans, s'est donné la mort, vendredi 26 janvier, sur un parking de la gare des Aubrais, près d'Orléans (Loiret). Quelques heures plus tôt, il s'était rendu à une convocation de la direction pour un entretien préalable à une mesure disciplinaire. Dans une de ses poches, on a retrouvé une lettre et ces mots : « Depuis déjà de nombreuses années, je n'avais plus d'illusions sur la compagnie IBM (...). Aller jusqu'à déshonorer sans motif fondé une personne, cela s'appelle de la paranoïa (...). C'est un immense panier de crabes où tous les coups sont permis (...). La compagnie arrivera-t-elle à survivre à cette mutation de la personnalité des gens qu'elle emploie ? Je ne sais pas et, d'ailleurs, je m'en fous et elle m'a en : s'espère au moins que cela profitera à l'auteur de ce crime car c'est bien un crime qui vient d'être effectué contre ma

personne : un crime envers un innocent... »

M. Lecordier était entré à IBM en 1974, à Saint-Jean de Braye et avait été promu récemment dans l'établissement IBM de Val-de-Fontenay. Bien noté, il devait être promu ingénieur commercial. La direction d'IBM France évoque une « faute professionnelle grave ». « IBM s'interdit par principe de rendre publics les éléments d'un dossier mettant en cause l'un de ses collaborateurs », ajoute M. Jean-Louis de Turkheim, directeur de la communication. M. Lecordier aurait été soupçonné notamment d'avoir « utilisé des privilèges d'accès de gestion pour mettre en place une procédure susceptible de causer des dommages à la compagnie IBM ». Avant son entretien, il avait été prié de ne plus « accéder aux locaux et aux équipements de la compagnie ».

La CFDT, qui a assisté le technicien lors de cet entretien qui a duré une heure et demie, estime que « la direction a lancé une enquête répressive » sans tenir compte de « la complexité des outils informatiques ». Elle s'élève aussi contre « la brutalité de la procédure » menée par la direction, qui « a refusé un second entretien » à M. Lecordier, lui étant ainsi la possibilité de « présenter sa défense ».

RÉGIS GUYOTAT

## Signature d'un protocole de fin de grève à la BNP

La direction de la BNP et les syndicats CFDT, CFTC, FO et SNB-CGC ont signé, mardi 30 janvier, un « protocole de fin de grève » afin de mettre un terme à un conflit entamé mi-décembre à Paris et généralisé à l'ensemble de la banque depuis le début du mois de janvier. La proposition de la direction de porter de 2,5 % à 4 % le calcul de base de la réserve de participation, soit un gain d'un peu plus de 900 F par salarié, a emporté la décision des syndicats qui ont appelé à reprendre le travail. Celle-ci devra être effective le vendredi 2 février. La CFDT s'attend néanmoins à des difficultés en région parisienne et à

Angers, notamment. Pour sa part, la CGT continue de réclamer une augmentation de 1 500 francs.

A la revalorisation de la prime d'intéressement, s'ajoutent les mesures déjà accordées : attribution de dix points (127,80 francs par mois) aux quarante-trois mille salariés ainsi qu'une prime de productivité égale à 10 % d'une mensualité avec un plancher de 1 000 F et diverses mesures sur les bas salaires. De plus, la BNP a accepté de faire passer de mille à sept cent cinquante le rythme annuel des réductions d'effectifs. Enfin, près de la moitié des jours de grève seront payés.

ELLE EST ARRIVÉE.  
VOUS POUVEZ PARTIR.

Une semaine en mars à partir de 1925 F pour un appartement 4 personnes.  
Réservez : 47.23.32.22.  
PIERRE & VACANCES  
Ou appelez votre agence Selectour.

AMORIAZ

## Le Monde INTERNATIONAL

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 1/81

Technologie "Made in West-Germany"

## INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME

Orientation: transmission de l'information et technique informatique pour le développement d'ordinateurs embarqués.

### QUI SOMMES NOUS?

LITEF développe et produit des organes pour des systèmes de navigation aérienne et maritime. LITEF est plus particulièrement orienté vers le développement de senseurs de type gyroscopique et accélérométrique, ainsi que de toutes sortes d'ordinateurs embarqués dont la complexité et la compacité demandent l'emploi de technologies très avancées. C'est pour cette raison que LITEF est leader pour ce genre de produits sur le marché Européen et mondial.

### OU SOMMES NOUS?

A la frontière de l'Allemagne, de la France et de la Suisse nous disposons d'une situation géographique idéale pour le futur marché Européen. Situés dans la pittoresque ville de Fribourg, vous aurez à votre disposition tous les rendez-vous culturels internationaux ainsi que le fameux Lycée Franco-Allemand.

### QUI CHERCHONS NOUS?

Pour notre service Recherche/Développement nous recherchons un ingénieur de type Universitaire ou Grandes écoles disposant de quelques années d'expérience dans le domaine du Digital (Hardware & Software) en particulier des processeurs 16 et 32 bits. La pratique de la langue anglaise ou allemande est indispensable pour l'obtention de ce poste.

### COMMENT NOUS CONTACTER?

Pour plus de renseignements sur nos conditions très attractives, de carrières et de rémunération, nous aimerions faire personnellement connaissance avec vous, afin que nous puissions en discuter ensemble. Pour ce faire, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire parvenir votre dossier de candidature à notre bureau du personnel.

Sensoren · Computer/Navigation und Nachrichtentechnik

LITEF

LITEF GMBH, Lörracher Str. 18, 7800 Freiburg i.Br. (R.F.A.), Tel.: 19-49-761-49010



**IMPORTANT**  
**CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE**  
recherche  
pour ses Sociétés de  
Financement Européennes un

## CHEF DE PROJET LEASING

30-35 ans de formation Supérieure  
Commerciale Gestion et/ou Ingénieur.  
Des connaissances techniques de maintenance  
seraient appréciées.

Votre sens de la stratégie, lié à un talent  
d'animateur vous permettra de convaincre nos  
huit filiales de Financement sur les différentes  
formes de leasing automobile.

Votre sens de l'organisation vous conduira à  
définir des politiques afin de mettre en œuvre  
tous moyens pour assurer le développement  
et le suivi de notre produit auprès d'une  
clientèle diversifiée.

Votre connaissance du marché européen vous  
permettra d'adapter une tactique spécifique à  
chacune de nos filiales pour augmenter la  
pénétration du leasing.

- Grande mobilité  
- Pratique de l'anglais indispensable.

Contacter P.C. MASSART au 42.60.28.10

Oribis

16, rue des Petits Champs 75002 PARIS

International Investment  
services company seeks, for its  
business real estate section,  
well connected sales person,  
either as partner or employee  
basis. Details in English  
please to: GENERAL  
INVESTMENT SERVICES  
LTD, Branch 3000,  
Pondicherry 605 001,  
West Germany.  
Tel.: 011-48-511-310381  
Fax: 011-48-511-310399.

LYCEE FRANCAIS Pondicherry  
recrute pour rentrée  
1 500 enseignants diplômés:  
2 INSTITUTEURS (FRANCE)  
1 DOCUMENTALISTE  
1 CERTIFIE LETTRES  
1 CERTIFIE MATHS  
1 CERTIFIE MATHS-PHYSIQUE.  
Rémunération au moins égale  
à salaire France.  
Préférence en cours.

Adresser candidature avec CV  
résumé, photo et  
supports rationnels à:  
procteur Lycée Français, 7835,  
PONDICHERY 60501 IND.

Société d'études et  
de conseil recherche un  
**EXPERT**  
**COMMERCIALISATION**  
**EN PRODUITS**  
**AGRICOLIS**

Poste basé en Afrique  
Centrale (dépense un an  
renouvelable).

Formation école supérieure  
de commerce ou école supé-  
rieure d'agronomie (avec  
option commerce internatio-  
nal). 30-35 ans avec récom-  
pense 5 ans d'expérience en  
Afrique. Connaissances de  
l'espagnol indispensables.  
Expérience café (ou cacao)  
souhaitée.

Adresser CV, photo et  
présentation sous cdt. 0570 à  
MEDIA PA 50-54, rue de  
Sully, 92813 Boulogne-  
Bilancourt cedex qui trans-

LYCEE FRANCAIS  
DE LOS ANGELES  
recherche  
PROFESSEURS  
français, maths, biologie,  
médecine, sciences,  
Instituteurs (français),  
Enseignants C.V. et photo  
3381 Overland Avenue  
Los Angeles CA 90034.

Lycée sous contrat  
recherche

**PROF. EPS (20 h)**  
Tél.: 39-90-01-58.

**automobiles**

**ventes**

**de 8 à 11 C.V.**

VENDE GOLF (GT) 78 (noté).  
Jantes all. Bon état.  
97 000 km. Prix: 22 000 F.  
Tél.: 40-44-77-45.

**DEMANDES  
D'EMPLOIS**

JURISTE CHINOIS 35 ans,  
DEA droit international des  
affaires, nomique PARIS-I, 5 ans  
d'exp. en consultation, prin-  
cipales franc., angl., chinoise.  
Souhaite toute proposition  
45-00-54-27 M. Olan

J.P. 28 ans, BAC + 3 (com-  
munication), maîtrise,  
notions anglaise, dactylo,  
étude des prop.

Tél.: 45-95-05-58

**MAITRE D'HOTEL**

F. 40 ans. 20 ans expérience  
restauration

recherche  
Poste avec responsabilité  
dans collectivité ou autre  
Pays - région Ile-de-France  
Entre sous le n° 6045  
LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montreuil  
75007 Paris.

**capitaux  
propositions  
commerciales**

Notre client, cabinet de  
conseil en recrutement,  
cherche partenaire européen.  
Il est en des cabinets de  
conseil en recrutement et  
gestion leader en Grande-  
Bretagne, spécialisé dans les  
sociétés d'électronique,  
informatique et communica-  
tion. Basés en Grande-  
Bretagne, ils mènent des ac-  
tivités de recrutement et  
gestion dans toute l'Europe.  
Ils recherchent un partenaire  
d'envergure européenne  
spécialisé dans les mêmes  
domaines, prêt à prendre  
d'une façon ou d'une autre  
l'initiative. Répondre en toute  
confiance à:

M. G. Jackson, Harrow Bay  
Lyn Gardner and Co., Mortimer  
House, 37-41 Mortimer  
Street, Londres W1N 7N,  
Angleterre.

**L'AGENDA**

**Cours**

Continental School of  
English, Cours des langues,  
apprentissage à partir et de  
l'anglais couramment avec  
confiance. Petits groupes.  
Programme culturel complet.  
Contrôle continu des progrès  
de chaque élève. Continental  
School of English, 2 Warrior  
Square, Hastings, G.B.  
Tél.: (119) 44-235-44-6578

**COURS DE  
DESSIN-PENTURE**

Professeur diplômé, méthode  
personnalisée, adresses indi-  
viduelles, horaires souples. At-  
elier des Carreaux d'Art, 44-47-35-23

**Matériel  
de bureau**

CABIN BUREAU  
MOBILIER DE BUREAU  
ET DISCOUNT. PRIX  
IMBATTABLE. MATÉRIEL  
LIVRE ET MONTÉ.  
CATALOGUE 36 PAGES  
SUR DEMANDE.  
900 n° D'EXPOSITION  
24, rue Davout, 93500  
Paris, sortie Pte-de-  
la-Ville. 48-43-09-71.  
Dijon: 80-51-35-55.  
Marseille: 91-43-23-43.

**Vacances  
Tourisme  
Loisirs**

DISCHOLL HOUSE-HOTEL.  
200 chambres simples  
100 £ par sem.  
Rens.: 172 New Kent Road  
LONDON SE 1 4YT-GB  
18-44-1-703-41-76.

LUBERON, maison vacan-  
cière exceptionnelle, tout  
confort, 5 personnes. Mars à  
14/77 et oct./nov.  
90-74-00-55.

سكناء في الدار



50/100

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Jeudi 1<sup>er</sup> février 1990 35

# Le Monde

## SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

locations  
non meublées  
offres

**1<sup>er</sup> arrdt**  
PALAIS ROYAL 4 p. 88 m<sup>2</sup>, cuis.  
am. imm. 200, 3 500 000 F  
36-15 MIMOB  
OU TEL : 43-87-88-78

**2<sup>e</sup> arrdt**  
BOURSE EXCEPT. Dans  
hôtel partic., studio carac-  
tère, poutres apparentes,  
1 pos. cuis. 600, sal. 800,  
w.-c., tel. 539 000 F  
Crédit: 48-04-08-60

**3<sup>e</sup> arrdt**  
M<sup>rs</sup> ARTS-ET-MÉTIER  
Studio 100 m<sup>2</sup>, cuis., t.  
cf. 3<sup>e</sup> ét. Faillies charges.  
Prix 480 000 F  
Crédit: 43-70-04-64

**MARAI**  
EXCEPTIONNEL  
Duplex 80 m<sup>2</sup>, cuis. équipée,  
verrière 12 m<sup>2</sup>, plan. nat.  
caractère, 2 700 000 F  
46-22-80-43

**4<sup>e</sup> arrdt**  
RUE BEAUBOURG 3<sup>e</sup> ét.  
4/5 pds cour, studio rénové,  
2 terrasses, 580 000 F  
FRANÇOIS FAURE  
46-22-80-43

**5<sup>e</sup> arrdt**  
SQUARE ST-MEDARD Prox  
verd dans imm. rénové, asc.  
Grand iv. double + chbr. cuis.  
équipée. Bains rénovés. Com-  
mande au min. 46-04-34-30

**RUE ST-JACQUES**  
Pris 300, 3<sup>e</sup> ét., charme  
STUDIO 650 000 F  
FRANÇOIS FAURE 46-22-80-43

**JARD. PLANTES**  
Bel imm. pierre de t. sec.  
2 p., t. cf.  
Tel: 43-46-37-00

**ST-MEDARD**  
Immeuble pierre de taille  
3 P. 1 520 000 F  
FRANÇOIS FAURE 46-22-80-43

**VUE NOTRE-DAME**  
2 pds charme  
2 100 000 F  
permettant d'acquiescer  
FRANÇOIS FAURE 46-22-80-43

**ST-MEDARD 3<sup>e</sup> étage**  
plein  
est. vue dégagée, 2 p.  
réf. nat. 880 000 F  
FRANÇOIS FAURE  
46-22-80-43

**EXCEPTIONNEL-RARE**  
Nouvel hab. de 100 m<sup>2</sup>,  
XVIII<sup>e</sup> environnement rénové.  
App. env. 113 m<sup>2</sup> haut plat-  
fond, poutres apparentes,  
escaliers, réception env.  
53 m<sup>2</sup> + 2 chbrs, d. jans,  
s. de douches, 6 100 000 F  
App. 98 m<sup>2</sup> env. style  
liv. réception env. 53 m<sup>2</sup> +  
1 chbr, possibilité mezza-  
nina. Prix 5 850 000 F  
Cabinet Kallier  
78, av. des Champs-Élysées  
46-22-80-43

**6<sup>e</sup> arrdt**  
ORIGINAL POUR ARTISTE  
ATELIER LOFT  
Jard. privé, pers.  
s. de terrasse de 75 m<sup>2</sup>  
NOTAIRE: 43-47-12-17

**SERGE KAYSER**  
43-29-60-60  
RECH. APPARTEMENTS  
HORS DU COMMUN

**ODEON 2 PIÈCES**  
neuf et neuf, cuisine, bon  
ét. 1 780 000 F, FRANÇOIS FAURE  
46-22-80-43

**RUE DU DRAGON**  
sur jolis cour, soleil  
3 P. 2 800 000 F  
FRANÇOIS FAURE  
46-22-80-43

**7<sup>e</sup> arrdt**  
VANEAU  
STUDIO, 2 terrasses sur jolis  
cour pavés, 580 000 F  
FRANÇOIS FAURE  
46-22-80-43

**9<sup>e</sup> arrdt**  
ST-GEORGES EXCEPT.  
Dans voie privée, 3,70 m  
sous plafond, 2 p., entr.,  
cuis., sal. de bain, w.-c.,  
prix 799 000 F  
Crédit: 48-04-08-60

**RUE RODIER**  
Bel app. 3 p., par. verdant,  
2<sup>e</sup> étage, double exposé.  
Px 1 180 000 F  
Tel: 43-35-55-78

**10<sup>e</sup> arrdt**  
QUAI DE VALMY  
3 p., 85 m<sup>2</sup>, bon état, asc.  
1 290 000 F  
46-22-80-43

**11<sup>e</sup> arrdt**  
M<sup>rs</sup> ST-MARL. Beau studio mé-  
diatement rénové. Cuis. équipée,  
s. de cour. Grande paroi, porte  
balcon. 440 000 F. Crédit tota-  
lement possible. 48-04-08-60

**BO VOLTAIRE** Bel imm.  
interphone, 2 p., cuis., t.  
cf. chauff. indiv. balconnet.  
Prix 508 000 F  
Crédit: 43-70-04-64

**AV. PH-AUGUSTE**  
A SUIVIR 2-4 p. 88 m<sup>2</sup>, cuis.  
équipée, 6<sup>e</sup> ét. élevé, asc.  
1 780 000 F  
46-22-80-43

**NOTRE-DAME-D'ESPE-  
RANCE** RUE DE LA  
ROQUETTE dans même  
immeuble, 2 p. rénové nat.  
px 500 000 F; studio rénové  
nat. px 500 000 F. FRAN-  
ÇOIS FAURE 46-22-80-43

**12<sup>e</sup> arrdt**  
M<sup>rs</sup> DAUMESNIL  
2 p. rénové nat. cuis. équi-  
pée. Bains, w.-c. 796 000 F  
Crédit: 48-04-08-60

**DAUMESNIL EXCEPT.**  
Studio, pièce de t. sec.,  
2 p., entr., cuis., s. de bain,  
w.-c., env. 540 000 F. Crédit  
total possible. 48-04-08-60

**METRO DUGOMMIER**  
Imm. récent, studio + cuis.,  
w.-c., bain, rénové nat. bain,  
asc. 4<sup>e</sup> sur 5 ét. t. cf. cent.  
675 000 F. Crédit.  
Tel: 43-70-04-64

**13<sup>e</sup> arrdt**  
BO BEAUMARCHAIS  
Propriétaire vend 3 p., cul-  
sine, bains, chauffage cen-  
tral rénové nat. 4<sup>e</sup> étage,  
ascenseur. 45-04-24-30

**14<sup>e</sup> arrdt**  
ALÉSIA rénové DUPLEX.  
Sd., chambre, cuis. équi-  
pée, douche, w.-c. Bon état.  
cuis. privative. 640 000 F.  
Tel: 43-27-85-23

**EXPERTISE  
GRATUITE**  
Etude Duvion  
43-27-85-23

**RUE BOYER-BARRET**  
Imm. 1800, beau 2 p., cuis.,  
bains, rénové nat. plein sud,  
verrière. Px 650 000 F.  
FRANÇOIS FAURE  
46-22-80-43

**15<sup>e</sup> arrdt**  
R. Fekouira, face nouvel  
im. « LE MONDE » 2/3 p.  
67 m<sup>2</sup>, rénové nat. T. cf. état.  
Tel: 43-22-80-14

**16<sup>e</sup> arrdt**  
CHARDON-LAGACHE  
ÉLÉANT APPT 100 m<sup>2</sup>  
Balcans exposé part. 6<sup>e</sup> asc.  
Imm. rénové, 3 700 000 F  
Tel: 47-27-84-24

**ORTI-47-04-88-18**  
LUXEUX 3 p., 70 m<sup>2</sup>  
Bel imm. pierre de taille  
1850. Prix: 2 400 000 F

**TROCADÉRO**  
Prestige vend dans imm.  
pierre de t., standing, 7 p.  
dép. élevé. Bon possible.  
46-04-22-18

**17<sup>e</sup> arrdt**  
M<sup>rs</sup> BROCHANT à saisir, beau  
2 p., cuis. équipée, sal. env.  
w.-c., s. de cour et t. cf.  
Imm. rénové, faibles charges.  
599 000 F. 43-27-85-23

**18<sup>e</sup> arrdt**  
LAMARCK-GALLANCOURT  
BEAU 3 p., 74 m<sup>2</sup>  
3<sup>e</sup> étage, asc. d'us et jardin,  
balcons, cuis. équipée,  
1 480 000 F. 48-04-35-35

**MAIRIE**  
EXCEPT. 2 p. et conf. part. 42  
m<sup>2</sup>, bon imm. s. de t. cf.  
819 000 F. 48-04-35-35

**MARX-DORNOY**  
2 p., 43 m<sup>2</sup>, 498 000 F  
Env. 1<sup>er</sup> ét. 1 chbr, cuis. sal.  
d'eau, w.-c., chauffage 3<sup>e</sup> étage  
sur nat. cuis. 48-04-35-35

**RUE CHAMPOGNEY**  
BEAU 2 p., 48 m<sup>2</sup>  
CLAIR BON ÉTAT  
598 000 F. 48-04-35-35

**18<sup>e</sup> R. LAMARCK** Pierre de  
taille. Beau 3 p. sur rue, cul-  
sine équipée. Bains, w.-c.  
Prix: 1 349 000 F. Crédit  
possible. 48-04-35-35

**19<sup>e</sup> R. LAMARCK** ne Darnemont  
cuis. équipée, imm. rénové  
2 p. B. d'entrée, cuis. tout  
confort. 688 000 F. Crédit  
possible. 48-04-35-35

**19<sup>e</sup> R. LAMARCK** ne Darnemont  
cuis. équipée, imm. rénové  
2 p. B. d'entrée, cuis. tout  
confort. 688 000 F. Crédit  
possible. 48-04-35-35

**RUE ORDREUR** pris, à saisir  
grand studio, cuisine équi-  
pée, salle d'eau, w.-c. Bon  
état. Imm. rénové, clair  
salon. Faibles charges.  
435 000 F. 43-27-81-10

**RUE LAMARCK EXCEPT.**  
Imm. pierre de t., 2<sup>e</sup> ét. sur  
vue et cour, 3 p., entr., cuis.  
équipée, s. de bain, w.-c.  
env. 1 235 000 F  
Crédit: 48-04-08-60

**METRO LAMARCK**  
STANDING 3 PIÈCES.  
excellent état, ascenseur,  
t. cf. 2<sup>e</sup> ét. 1 330 000 F  
Crédit: 42-71-81-48

**GUY-MOQUET**  
2<sup>e</sup> métro, dans imm. bon stan-  
ding, splendide 3 pièces, chbr.  
cuis. tot. balcon, cave et  
park. en sous-sol. 48-00-01-11

**19<sup>e</sup> arrdt**  
Entre BUTTES et CANAL  
2 p. 585 000 F  
CLAIR PARFAIT ÉTAT  
Crédit: 48-04-35-35

**19<sup>e</sup> BUTTES-CHALMONT**  
Près PARC. Imm. bourgeois.  
Grand studio, cuis. équipée,  
s. de bain, w.-c. 539 000 F.  
Crédit possible. 48-04-35-35

**BUTTES-CHALMONT** pris.  
Imm. rénové, studio sur rue,  
t. cf. 2<sup>e</sup> ét. 539 000 F.  
Crédit possible. 48-04-35-35

**PROCHE CANAL**  
GRAND STUDIO tout confort.  
IDEAL INVESTISSEMENT  
599 000 F. 42-71-81-48

**CRIMÉE EXCEPT.** 42 m<sup>2</sup> 2 p.  
entr., cuis., sal. de bain,  
w.-c., 2<sup>e</sup> ét. plein sud.  
PROX 608 000 F. Crédit  
Tel: 48-04-08-60

**20<sup>e</sup> arrdt**  
EXCEPTIONNEL  
BEAU 3 p. et conf. cuis. équi-  
pée, gd balcon, gd balcon vitrés.  
7<sup>e</sup> ét. 1<sup>er</sup> conf. part. cuis. équi-  
1 280 000 F. 48-04-35-35

**GAMBETTA**  
BEAU 2 p., entr., 64 m<sup>2</sup>.  
1 chbr, bain, cuis. équipée.  
Bel imm. env. digicode.  
780 000 F. 48-04-35-35

**FL. GAMBETTA** Beau 2 p.  
tout conf. salle de bain, w.-c.  
indépend. chauff. indiv. 4<sup>e</sup> ét.  
de finis. 750 000 F. 42-71-81-48

**AV. GAMBETTA** face Père-  
Lachaise. Bel imm. pierre de  
taille. 2 p. tout conf. T. cf.  
cl. sans vis-à-vis  
720 000 F. 42-71-81-48

**METRO ST-FARGEAU** à sa-  
isir beau studio, cuis. équi-  
pée, chbr, w.-c. Bel imm.  
env. digicode.  
Tel: 43-27-81-10

**ST-FARGEAU EXCEPT.**  
Face-de-cha. 2 p., entr., cuis.,  
s. de bain, w.-c. env. 539  
000 F. Crédit tota possible.  
48-04-08-60

**PRÉS NATION**  
2 p., coin cuis. w.-c.,  
douche, 3<sup>e</sup> étage, asc.  
4<sup>e</sup> ét. 419 000 F.  
Crédit: 43-70-04-64

**GAMBETTA**  
Imm. récent, 6<sup>e</sup> ét., asc.  
vue dégagée, s. de bain, beau  
2 p. t. cf. 850 000 F  
NOTAIRE 45-63-71-81

**92**  
**Hauts-de-Seine**  
LEVALLOIS  
PROCHE MAIRIE  
2 p., cuis., sal. de bain,  
w.-c., 1<sup>er</sup> étage, 730 000 F.  
Crédit poss. 48-04-35-35

**LEVALLOIS**  
M<sup>rs</sup> LOUÏS-MICHEL  
Neuf, asc. p. duplex 185 m<sup>2</sup>  
+ 120 m<sup>2</sup> terrasse, 4<sup>e</sup> et  
5<sup>e</sup> ét. de finis. asc.  
Prix 5 250 000 F TTC  
48-04-35-35

**NEUILLY KOENIG**  
App. 160 m<sup>2</sup> + terrasse  
150 m<sup>2</sup>, pers., asc. excep-  
tionnel. 585 000 F. 48-04-35-35

**SOULIGNY**  
STUDIO à 5 PIÈCES  
46-51-20-02

**CHATILLON**  
4 p., récent, tout conf., cul-  
sine équipée, bain, sur ver-  
rière, park. 1 070 000 F.  
Tel: 47-22-88-07

**LES AGENCES CENTURY 21 VOUS PROPOSENT**

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**Provence**  
Labourn, pres. Roussillon, mas  
provençal, restauré, 200 m<sup>2</sup>  
ét. d'ac. terr. 3 500 m<sup>2</sup>, cadre  
désert, pers., 1 520 000 F.  
Century 21, cab. hyon. 161  
78-27-88-88

**93**  
**Seine-Saint-Denis**  
MAIRIE-DES-ILLES  
Cause mutation 2 p.,  
1<sup>er</sup> étage, s. de bain, cuis. équipée,  
tout conf. 348 000 F. Crédit  
total poss. 48-04-35-35

**MAIRIE MONTREUIL**  
2-3 p., 80 m<sup>2</sup>, tout conf.  
total. Prix 750 000 F

**94**  
**Val-de-Marne**  
VINCENT  
Avenue de Paris, M<sup>rs</sup>  
BERAULT, 2 p. tout conf.,  
dans bon imm. clair, cuisine,  
s. de bain, w.-c. 539 000 F.  
720 000 F. 42-71-81-48

**ST-MANDE-TOURELLES**  
prts M<sup>rs</sup> pavillon, 7 p., tout  
conf., 4<sup>e</sup> ét. garage, asc. 2<sup>e</sup> ét.  
2 960 000 F. 43-70-04-64

**ST-MANDE PRÉS BOIS** imm.  
1980, 5 p., cuis., t. cf.  
118 m<sup>2</sup>, balcon, terrasse  
100 m<sup>2</sup>, parking. Prix  
4 295 000 F. Max Immobilier  
48-04-35-35

**Provence**  
MEGEVE. App. 3 pds, à  
600 m des pistes. Surf. hab.  
50,01 m<sup>2</sup>, 950 000 F.  
Clerc Immobilier,  
60-67-08-34

**AVIGNON** quartier Palais  
des Papes, part. vend. bel  
app. 1<sup>er</sup> ét. 4 p., 110 m<sup>2</sup>,  
55 m<sup>2</sup> 3 p., terrasse,  
Tel: 16 (1) 47-43-05-87

**appartements  
achats**  
**L'ACHÈTE**  
STUDIO OU 2 PIÈCES  
PARIS RIVE DROITE  
M<sup>rs</sup> LEDAIN 42-71-81-48

**RECHERCHE POUR  
PIED À TERRE**  
STUDIO OU 2 PIÈCES  
PAIEMENT COMPTANT  
M. DESBOIS 42-71-81-48

**PAIE COMPTANT  
CHEZ NOTRE  
APPARTEMENT À PARIS**  
M. ROGER 48-04-08-60

**EMBASSY SERVICE**  
recherche pour clients ÉTRAN-  
GERS APPTS À PARIS  
de 200 à 450 m<sup>2</sup>  
40 000 F à 90 000 F le m<sup>2</sup>

**EMBASSY BROKER**  
recherche pour investisseurs  
ÉTRANGERS et RESIDENTS  
TOUTES RÉGIONS  
en cohab. Paris-province,  
commerciales et industrielles.  
TEL: (1) 45-62-16-40

**URGENT**  
ACHÈTE COMPTANT  
APPARTEMENT OU PAVILLON  
imm. à rénover  
M. VALLEND 43-70-04-64

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris. Prix chers notables  
48-73-45-07 même soir

**Recherche 1 à 3 p. PARIS**  
prix 8<sup>e</sup> p. 7<sup>e</sup> p. 10<sup>e</sup> p.  
10<sup>e</sup> p. 4<sup>e</sup> p. 12<sup>e</sup> p. ou sur  
Paris.







## RÉGIONS

## Saint-Nazaire joue la séduction

La cité portuaire veut dépasser son image de « ville socialement dure »

Saint-Nazaire entend se défaire d'une image de marque trop liée aux conflits sociaux qui secouent régulièrement les Chantiers de l'Atlantique. Déjà, la ville ne vit plus au seul rythme de la « Navale », et la municipalité socialiste a élaboré un vaste plan de modernisation, allant du renouveau économique à la création culturelle, en passant par l'action sociale et l'embellissement urbain. But : faire de Saint-Nazaire « une ville-qualité pour le vingt et unième siècle ».

## SAINT-NAZAIRE

de notre envoyé spécial

Une clef, parce que les marins ont jadis surnommé Saint-Nazaire « la clef de la Loire » ; une nef à la grand-voile gonflée tous horizons ; et une accueillante devise, même formulée en mauvais latin (1) : *Aperit et nemo claudit*. [Elle] ouvre et personne ne ferme : les armes de la ville correspondent à une réelle modernité.

Ouverture est, en effet, à l'aube des années 1990, le maître mot du « projet global de développement », encore appelé « Cap 99 », que la municipalité socialiste de ce chef-lieu de la Loire-Atlantique a élaboré sous la direction de son maire, Joël Betteux. Projet qui a l'ambition finale de faire de Saint-Nazaire « une ville-qualité pour le vingt et unième siècle ».

Encore faut-il que la cité ligérienne (« de la Loire ») se débarrasse de cette équation : Saint-Nazaire = chantiers navals = conflits sociaux. Une vraie fausse image de marque.

Vraie, parce que les tensions, lorsqu'elles éclatent, sont toujours explosives au sein de la « Navale », comme on l'appelle ici : la très longue grève — douze semaines et demie — durcie d'un lock-out d'un mois et qui s'est achevée (le 1<sup>er</sup> décembre 1989) dans l'amertume générale des quatre mille cinq cents salariés, en a été une nouvelle illustration. Faute, parce que cette équation masque, à des yeux « étrangers », tous les autres atouts de la ville, la Navale en constituant évidemment un.

Mais identifier Saint-Nazaire à ses seuls Chantiers de l'Atlantique, relève d'une symbolique ouvrière devenue mythe. Pour s'en rendre compte, il suffit — mais il faut le faire — de passer le pont le plus long d'Europe (3 356 m), à la découverte des entreprises performantes (Alstom, l'Aérospatiale, Elf-Chimie) pour l'essaim d'entreprises nouvelles et pour « un choix stratégique » qui, dans l'esprit de son maire, déterminera le Saint-Nazaire économique de demain : la fabrication, dans sa zone portuaire, d'équipements pour l'industrie agro-alimentaire, un marché porteur, en relation avec l'ambition affichée du « Grand Ouest » de devenir l'une des principales régions agro-industrielles de l'Europe. Ensuite, développer le secteur tertiaire, gros point faible de la cité ligérienne.

Là se situe la vocation d'un quartier ouest de la ville, en plein aménagement, baptisé Océanis. Un



l'influence syndicale — exprime de fortes réserves. « L'orientation générale de ce projet », déclare Daniel Lemasson, est avant tout favorable au patronat, déjà responsable, à travers les Chantiers, de la mauvaise image de marque de Saint-Nazaire par sa déplorable politique salariale et son refus du dialogue social. Ce plan fait craindre des privatisations. Nous ne sommes évidemment pas hostiles à l'implémentation d'activités nouvelles, mais surtout pas au détriment de ce qui existe. »

## Une université

« les pieds dans l'eau »

Quelles activités ? D'abord, utiliser à plein tout le savoir-faire industriel généré par les grands groupes (Alstom, l'Aérospatiale, Elf-Chimie) pour l'essaim d'entreprises nouvelles et pour « un choix stratégique » qui, dans l'esprit de son maire, déterminera le Saint-Nazaire économique de demain : la fabrication, dans sa zone portuaire, d'équipements pour l'industrie agro-alimentaire, un marché porteur, en relation avec l'ambition affichée du « Grand Ouest » de devenir l'une des principales régions agro-industrielles de l'Europe. Ensuite, développer le secteur tertiaire, gros point faible de la cité ligérienne.

Là se situe la vocation d'un quartier ouest de la ville, en plein aménagement, baptisé Océanis. Un

vaste domaine, dévolu aux entreprises de services ou à caractère technologique : banques, assurances, bureaux d'études, cabinets d'architectes et d'avocats, géomètres-experts, informatique.

L'impulsion est notamment donnée par le Club d'affaires Atlantique (CAA), né en juin 1989 sous l'égide de la chambre de commerce et d'industrie (CCI). Déjà quatre-vingt adhérents, bientôt cent cinquante, représentant au total cinq mille emplois et « un jeune patronat décidé à promouvoir cette image d'une « ville-qualité » où il fait bon vivre », assure Claude Blouet, vice-président du CAA et directeur d'une agence de communication.

Mais la grande affaire d'Océanis sera l'université de Saint-Nazaire, dont la première tranche — financée en partie par le patronat local — a été terminée par la rentrée de 1988 : quelque quinze cents étudiants aujourd'hui, dix mille escomptés en l'an 2000. Une université qui désengorgera celle de Nantes sans « doubler » avec elle (cours d'enseignements différents) ; une université bâtie « les pieds dans l'eau », à quelques dizaines de mètres de l'océan, dans un site de verdure attrayant ; des milliers de jeunes qui témoigneront du « nouveau Saint-Nazaire ».

Déjà, l'installation en nombre, de toutes dernières années, de commerçants, de petits entrepreneurs et de professions libérales venus d'autres villes de l'Ouest,

mais aussi de la région parisienne ou de l'est de la France, montre, après l'accueil d'établissements comme la FAMAT, l'ACMAT, etc., que Saint-Nazaire commence à attirer, du moins les gens bien informés.

Divers partenaires s'y emploient, comme le Centre d'initiative locale (création d'entreprises) et, gros privilège de la « clef de la Loire », ce n'est pas la place qui manque : il existe de grands espaces vides et, avec la prochaine libération de terrains militaires, ce sont, estime Jean-Marie Tassel, directeur de cabinet du maire, « quelques 250 hectares dans la commune (soixante-cinq mille habitants) et beaucoup plus dans l'agglomération (cent trente mille habitants), qui peuvent être mis, à des prix sous-évalués, à la disposition des investisseurs ».

Fief socialiste depuis 1925 (sauf sous le gouvernement de Vichy) ; la ville peut aujourd'hui songer plus efficacement, avec son maire, à « la réalisation d'un bipôle cohésif Nantes-Saint-Nazaire aux dimensions européennes ».

La hache de guerre politique a été, en effet, enterrée entre les deux cités avec la conquête, en mars 1989, de la mairie de Nantes par Jean-Marie Ayraud, député PS de la Loire-Atlantique. Situation qui doit accélérer la coopération obligée entre les deux villes, dans une perspective internationale : celle d'une métropole Nantes-Saint-Nazaire de sept cent cinquante mille habitants, se développant dans l'axe de l'estuaire.

## Ne plus

« faire peur »

Des cartes à jouer, Saint-Nazaire en possède encore tout un jeu. Ainsi, la ville n'est pas confrontée à des problèmes d'immigration — moins de 10 % d'étrangers dans les cités HLM les plus peuplées — elle est ignorée de la grande délinquance et, si les houleuses sociales de la Navale font aussitôt couler l'encre médiatique, « le taux d'absentéisme et d'arrêts de travail est inférieur à la moyenne nationale », affirme Frank-Leng, vice-président de la CCI. En un mot, Saint-Nazaire ne doit pas, ne devrait pas, « faire peur ». Pour Joël Betteux, il s'agit même d'autre chose, il s'agit de « séduire », et « Cap 99 » a programmé une véritable opération de charme urbaine pour transformer le visage urbain de la cité (voir encadré).

Entreprendre tout en même temps, comme si elle voulait, être une moderne Athènes, naître tout

armée le 1<sup>er</sup> janvier 2000, la ville ne s'engage-t-elle pas, dès lors, dans de folles dépenses, dans un endettement « insupportable », même si son maire est convaincu que « le développement nourrit le développement » ? Ce ne sont pas l'augmentation anecdotique des impôts locaux et la réduction de 1 % du budget municipal qui peuvent suffire à financer le PGD, dont le coût a été chiffré à 430 millions de francs pour les cinq premières années.

En fait, Saint-Nazaire compte sur tout un faisceau d'aides : contrats ville-région, ville-Etat, Etat-région par l'intermédiaire du FREX et du FRILE (3), et apports du Fonds européen de développement régional (FEDER). Au titre de l'aide à la reconversion des régions touchées par le déclin industriel, la commission ad hoc du FEDER a, l'an dernier, désigné Saint-Nazaire comme l'une des trois zones concernées dans les Pays de la Loire, avec celles de Cholet et du Mans.

## « Allumer ses phares »

Tournée vers le futur, la ville n'en conserve pas moins la nostalgie d'un passé relativement récent quand le port assurait la liaison vers les Antilles et le Mexique, avant que les Allemands ne détruisent les installations de la Compagnie générale transatlantique pour édifier une base sous-marine. Ce port, on le visite aujourd'hui, à défaut d'y embarquer, et il constitue le principal pôle d'attraction touristique de la cité — avec, hors murs, le tout proche parc naturel régional de la Brière : deux cent mille personnes, selon le syndicat d'initiative, y flânent l'été, découvrant l'économie et l'Espadon, seul sous-marin français ouvert, à flot, au public.

Mais c'est un tourisme de passage, et la « clef de la Loire » ne saurait rivaliser avec le charme balnéaire des stations avoisinantes (Pornichet, La Baule, Le Croisic), même si une campagne publicitaire, plus souriante que sérieuse, a été lancée pour vanter « la ville aux vingt plages ». Aussi « Cap 99 » mise-t-elle, au lieu de réalisme, sur des activités « sportives » et « vacancières », lorsqu'il s'agit de « séduire », et « Cap 99 » a programmé une véritable opération de charme urbaine pour transformer le visage urbain de la cité (voir encadré).

En fait, si l'association d'images « chantiers navals — conflits sociaux » vient encore « pratiquement seule à l'esprit quand on prononce le nom de Saint-Nazaire », c'est qu'il manque cruellement à la ville un événement culturel — au sens large — d'importance.

Certes, la vie culturelle n'y est pas absente avec l'école nationale de musique, l'école d'arts plastiques et plusieurs centaines d'associations de toute nature. Avec le rayonnement de plus en plus international, de la très originale Maison des écrivains étrangers et des traducteurs (le Monde du 17 juin 1988). Mais la cité ligérienne souffre de ne pouvoir s'enorgueillir d'une « gloire nationale » quelconque. Le Mans, par exemple, a Renault, mais aussi ses rillettes et ses Vingt-Quatre Heures automobiles.

A Saint-Nazaire, les « fêtes de la mer », organisées, un week-end d'août, n'ont pas acquis une vraie notoriété. Et ce n'est guère qu'entre amis que l'on évoque le souvenir de Jacques Tati, qui tourna les *Vacances de M. Hulot* à l'Hôtel de la Plage, dans le quartier Saint-Marc.

Ainsi Joël Betteux songe-t-il à la création d'un « son et lumière » version 1999, qui aurait un véritable contenu culturel. « Il s'agit pour la ville, explique-t-il, non pas de se regarder dans le rétroviseur, mais d'allumer ses phares, sur un thème qui la ferait vibrer. La meilleure communication possible, c'est celle portée par la ville elle-même. » Toujours dans le dessin de « séduire » : Saint-Nazaire se trouve bâti sur la côte d'Amour, il est désormais à la recherche de la même dénomination, sans l'accent circonflexe.

MICHEL CASTANG

## 18 % de chômeurs

« Des familles entières doivent être prises en charge », souligne Chantal Secour, Bernard Duchêne, entrepreneurs, de l'une des six « maisons de quartier » de Saint-Nazaire. Une ville où un habitant sur trois a moins de vingt-cinq ans et où le chômage frappe 18 % de la population active.

Cette ampleur, double du taux national, s'explique surtout par la conversion, en 1985, des Chantiers de l'Atlantique : tout un personnel non qualifié, appartenant à la Navale ou à des entreprises de sous-traitance soudain obsolescées, s'est retrouvé sans travail. La tranche d'âge quarante-cinq-quinquante-cinq ans a été et reste la plus atteinte : dans certaines cités HLM — la Bouleterie, la Chénierie, la Trébellie... — le taux de chômage varie, selon les estimations officielles, entre 30 % et 60 % de la population active.

Le contraste est alors flagrant entre le « paquebot » du centre République et, en grossissant l'image, les « boats-people » de la périphérie. Ville « à deux vitesses », comme le craint l'union locale CGT ? « Pas question », réplique Joël Betteux. Le maire a engagé, avec son plan « Cap 99 », une double opération pour « réabsorber les poches de précarité » : réhabilitation du patrimoine HLM (deux mille trois cents logements concernés sur sept mille) et interventions sur la vie sociale (formation, insertion, animation, etc.).

Avec 100 millions de francs, le chapitre social vient en tête des prévisions financières du « projet global de développement », devant l'action économique et l'embellissement urbain. Pour Joël Betteux, cette priorité se situe dans la lignée des innovations sociales et socialistes de Saint-Nazaire. « L'opinion retient volontiers les grèves à la Navale, dit-il, mais elle a oublié qu'à Saint-Nazaire sont nées les premières mutualités, la première convention collective des dockers, la première Bourse du travail, les premières colonies de vacances... »

## Le cœur qui change

Il n'y a plus guère que la CGT pour contester avec son secrétaire général de l'union locale, Daniel Lemasson, que « la Navale reste l'industrie-pilote de Saint-Nazaire ». Effectifs en chute libre avec la crise (mondiale) de la construction navale et la conversion, en 1985, des Chantiers de l'Atlantique, la seule fabrication des paquebots de croisière, salaires inférieurs de 15 %, en moyenne, à ceux de l'Aérospatiale (comme le reconnaît Jean-Noël d'Acremont, directeur général des Chantiers) : la Navale n'a plus le vent en poupe, même si elle possède, aujourd'hui, un potentiel technologique de pointe.

C'est aussi que le tissu industriel nazairien s'est étoffé et diversifié : aux côtés de l'Aérospatiale (deux mille sept cents salariés) et de la raffinerie d'Elf-Donges, se sont implantées des entreprises performantes comme la FAMAT (carters de réacteurs d'avions), l'ACMAT (véhicules tout terrain, dont les command-cars du président de la République et du pape), Eaton (boîtes de vitesses pour poids lourds) ERADEC (condensateurs) etc. Cent trente PMI et PME travaillent aujourd'hui dans le grand Saint-Nazaire, et « Cap 99 » en espère bien d'autres.

Risques d'infarctus économique, rancœurs sociales pas seulement liées à des insatisfactions salariales : la Navale a le cœur qui change. « Vous êtes des assistés — allusion à la somme des aides gouvernementales — qui travaillez pour des milliardaires (les armateurs) : le discours ministériel, que l'on schématise à peine, a provoqué ici d'inutiles blessures d'amour-propre. Apostropher ainsi des générations de charpentiers, de tourneurs, de traceurs de coques, d'ingénieurs, si fiers d'avoir, entre autres, construit les prestigieuses *Normandie* et *France* !

Pour autant — et tant pis si le mot est galvaudé — un consensus nouveau unit les Nazairiens : « Cap 99 ». La population, sensibilisée par une campagne d'information, a adhéré à ce « projet global de développement » (PGD). Par exemple en acceptant, sans trop de mauvaise grâce, une augmentation des impôts locaux pour 1990 (+ 6 %, dont 3 % au titre de l'infirmité), destinée à porter de 60 à 80 millions de francs les capacités d'investissements annuels de la ville. Et l'opposition au sein du conseil municipal, même, a pleuré adhésivement le budget depuis l'élection de Joël Betteux en 1983 (2), a avalisé les grandes lignes du PGD, « dans la mesure, assure René Grollet (RPR), où nous avions fait des propositions très voisines ».

Seule ou presque, l'union locale CGT — dans une ville où la CGT et la CFDT se partagent l'essentiel de

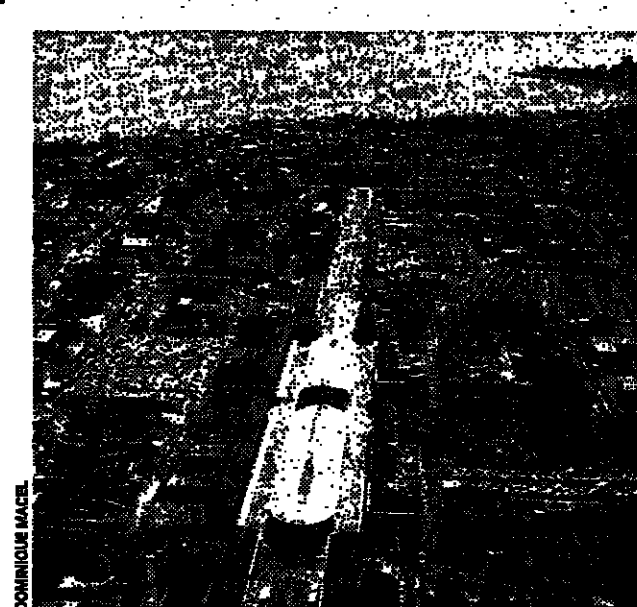
## Un « paquebot » au centre-ville

La configuration du centre-ville étonne sans détonner : un « paquebot » d'aluminium et de verre, avec pont, bastingage et proue-belvédère, long de 210 mètres. Dessiné par Claude Vasconi, l'architecte du Forum des Halles à Paris, ancré au milieu de la vaste avenue de la République, ce « vaisseau » abrite surtout des commerces de luxe et de semi-luxe, mais aussi des bureaux et des salles d'activités polyvalentes.

Construit en un temps record — « première pierre » en septembre 1986, baptême en octobre 1988 — dans la budgétisation prévue (15 millions de francs), il constitue aujourd'hui le vrai centre-ville qui manquait à Saint-Nazaire, dont l'entréisme nord va aussi être réaménagé par Claude Vasconi.

Pourtant, la « clef de la Loire » est pratiquement neuve : ville très jeune à l'échelle de l'Histoire — elle n'était qu'un bourg de deux mille habitants au milieu du dix-neuvième siècle, quand la « Transat » jeta son dévolu sur l'estuaire — ville détruite à plus de 80 % durant la dernière guerre par les bombardements des Alliés, en raison de la présence d'une base sous-marine allemande, elle n'a achevé sa reconstruction qu'au début des années 60. Une reconstruction « à l'américaine », trémas, fonctionnelle.

Quel besoin alors de refaire une cité aussi récente ? Utopie, mégalomanie d'un maire parlant en 1983, à la veille même de son premier mandat — il était, depuis 1977, adjoint chargé de l'urbanisme — de « comprendre et réinventer la ville » ? Joël Betteux,



La configuration du centre-ville étonne sans détonner.

quarante-six ans, haute silhouette sportive — c'est un skipper reconnu dans le monde de la voile, — ingénieur chimiste, n'a pas été trop victime de ces accusations-là : il était élu, preuve qu'une majorité de Nazairiens fantasmaient aussi sur l'idée d'une « ville au futur ».

Jeune et neuve, la cité de la Loire-Atlantique n'en souffrait, n'en souffrait pas moins d'un complexe de modernité : architecture d'après-guerre dépourvue de charme, cités HLM à « réhabiliter », zonage excessif, ont fait fuir beaucoup de candidats à la fin mars : il y a là un beau territoire pour l'ingéniosité,

le tissu urbain a été, dès lors, le souci du nouveau maire. Une première opération a été réussie avec le modelage du centre-ville.

Une deuxième phase doit être entreprise, car le « paquebot » est coupé du port par une zone tampon, constituée par la base allemande (4 ha, 18 m de haut), qui est restée en l'état, l'ancienne gare et des places vides (Marceau, Dolmen). Pour assurer la liaison ville-port, Joël Betteux veut créer un grand parc urbain, et un concours international d'aménagement sera lancé d'ici à la fin mars : il y a là un beau territoire pour l'ingéniosité,

(1) En bon latin, il faudrait dire, non pas *et nemo claudit*, mais *neque non aperiuntur* (cf. Henri Marc, *Histoire de Saint-Nazaire*).

(2) La liste électorale de la gauche a été révisée au premier tour, le 12 mars 1989, avec 52,30 % des voix (39 élus) contre 27,69 % à l'union de la droite (7 élus), 11,10 % aux Verts (3 élus) et 3,57 % au Front national (0 élu). La composition du conseil municipal est la suivante : 2 NG (Nouvelle Gauche), 8 PC, 7 PR, 2 maj. prés., 3 ODF-CDS, 4 RPR, 3 Verts.

(3) FREX : Fonds régional à l'exportation ; FRILE : Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.

100-11-6-1-50



150

## PARIS - ILE-DE-FRANCE

Une eau épurée à 100 % en 1994

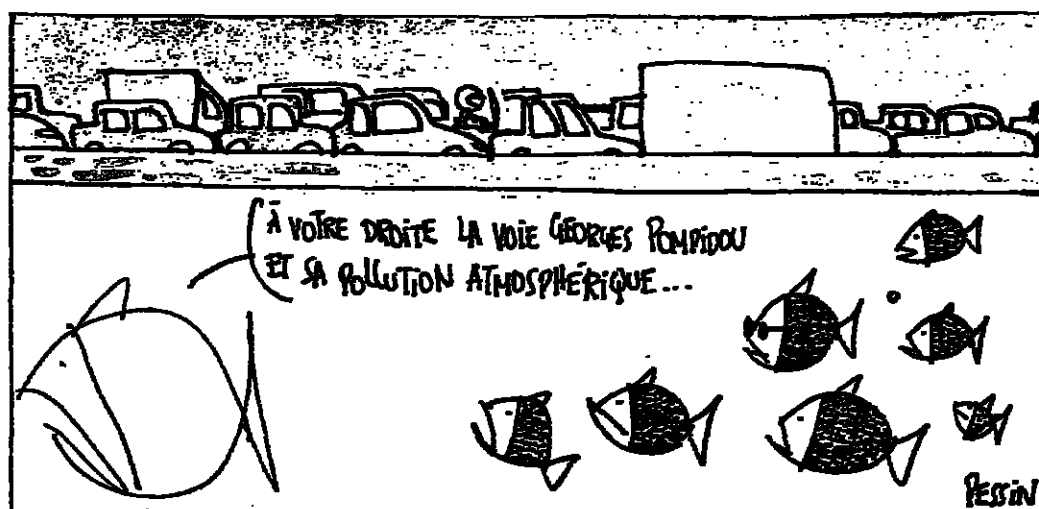
### « Seine propre » : les poissons reviennent, bientôt les baignades

Une eau épurée à 100 %. Des baignades et de belles parties de pêche autour des îlots fluviaux : tel est l'avenir que l'on veut donner à la Seine en 1994. Un vaste projet, qui appelle de gros moyens.

Dans les années 70, on le savait, mais on fermait les yeux : la Seine agonisait. Et avec elle, les rares espèces de poissons (quatre en 1978) qui, contrairement à l'assentiment des décrets et des eaux troubles, vingt-cinq déversements accidentels de produits toxiques, la plupart dus à des usines peu scrupuleuses, telle était la moyenne annuelle des cadeaux qu'on faisait au plus illustre des cours d'eau de France : la Seine de Lutèce.

Il était donc temps qu'on s'occupe d'elle. Qu'on la mette au vert, cette couleur que seuls les septuagénaires ont en le plaisir de lui reconnaître. Le pari est lancé en 1984, par Michel Giraud, alors président de la région Ile-de-France. Il présente le programme décennal « Seine propre », qui suivra avec intégrité le SIAAP (Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne), principal maître d'œuvre.

Dès lors, les choses vont bon train. La station d'épuration d'Achères (dans les Yvelines) est modernisée et celle de Valenton (Val-de-Marne) mise en service. Un système perfectionné traite plus efficacement les eaux, tandis qu'un nouvel émissaire souterrain permet d'acheminer de Sèvres à



Achères les effluents, habituellement déversés à Boulogne-Billancourt, à Sèvres-Meudon et à Issy-les-Moulineaux. Daniel Guillaumont, ingénieur en chef du SIAAP, est formel : « Vers 1994, 100 % des eaux usées seront épurées (contre 20 % en 1970 et 70 % actuellement) ». Grosso modo, ce pourcentage s'applique à la dizaine de millions d'habitants de Paris et de sa région placés sous le contrôle du SIAAP.

Une pierre d'achoppement, toutefois, dans cette séduisante gérance : quelques déversements accidentels (dus aux débordements de conduites d'égout) sont sporadiquement observés lors de violentes orages. Pour pallier cela « la gestion de réservoirs et leur capacité de stockage des eaux pluviales sont étudiées. A long terme, on envisage la création de réseaux distincts : un pour les eaux usées, l'autre pour les eaux pluviales », poursuit Daniel Guillaumont.

Au total, ce sont 6 milliards de francs (voir encadré) qu'aura nécessité, entre 1984 et 1994, la campagne « Seine propre » (comme plus souvent par le slogan « Faisons revivre la Seine »). Aujourd'hui, avec 2 000 tonnes de déchets annuellement retirés des îlots par deux bateaux nettoyeurs (le *Silure* et l'*Eugène-Belgrand*), le fleuve commence à respirer.

#### Lâchers de carpes gardons et tanches

Presque « désempoisonné », il ne reste plus qu'à le « réempoisonner » ! Ainsi, trois lâchers de poissons ont été réalisés. Le premier a libéré 1 350 tonnes de carpes, de tanches, de gardons et de tanches, tandis que le second a déversé 5 000 brochets, venant jouer leur rôle de prédateurs indispensables au cycle de la vie aquatique. Le dernier a eu lieu le 31 janvier à Alfortville : 500 kilos de brochets.

Si bien que, en 1994, la Mairie de Paris estime que soixante espèces de poissons (dont des salmonides, selon les plus optimistes) évolueront dans les eaux décidément plus claires. Et Jacques Chirac d'affirmer alors avec conviction : « En 1994, on pourra se baigner dans la Seine, pêcher du poisson et manger le fruit de sa pêche ». Un mot de passe. En fait, la clef d'un avenir pour le moins prometteur sur les berges. Car, si l'on n'est pas encore aux affranchies baignades dont notre première moitié de siècle a été le théâtre (voir encadré), on profite du pari pour se rapprocher d'une image de la Seine version 1900.

#### Junelage Paris-Tokyo

C'est en tout cas le chemin que semblent prendre les Batobus, assurés la liaison tour Eiffel-Hôtel de Ville, et mis en place par la Société des bateaux parisiens, à l'instar (hormis leur aspect extérieur) des bateaux-mouches du début du siècle (ces derniers drainaient annuellement une moyenne de dix millions de personnes). Aussi la Mairie s'affaire-t-elle sur les berges. Elle entreprend une réfection intensive (dans le plus grand respect des matières et des tracés originaux) des ponts (Pont-Royal, Pont-Neuf), et met en place des structures accueillantes, propices à toutes formes de loisirs (Aquarium du Trocadéro prochainement relié à la Seine, nombreux bancs et abris sur les berges, embellissement du musée extérieur du quai du port Saint-Bernard).

Tout se passe comme si l'on préparait le fleuve. Et pourquoi ne pas attendre de ces prochaines années un commerce de loisirs à vocation artisanale (de type guinguettes ou petits métiers), installé petit à petit autour des réjouissances de l'eau douce.

Projets solides et efforts soutenus des municipalités font que,

six ans après la prise de conscience, les résultats sont encourageants.

Les poissons, tout d'abord. Endigés de près depuis leur réintroduction dans ce milieu naturel, il apparaît qu'ils vivent, se reproduisent et croissent petit à petit sans trop de difficultés majeures. Les spécialistes du Conseil supérieur de la pêche (pratiquant régulièrement des pêches électriques pour les dénombrements) semblent assez satisfaits : les écrevisses ont réintégré le canal Saint-Martin, et quelques hotus (poissons très sensibles à la pollution) ont frétilé dernièrement dans des filets tendus à la hauteur de l'île aux Cygnes. Mais le retour de la truite migratrice (vieille habitude du bassin parisien) demeure encore hésitant, et le saumon bifurque sans vergogne vers des eaux plus limpides.

Autre critère, relatif celui-là, de bonne santé du fleuve : les algues et les plantes aquatiques. Les herbiers (phanérogames) sont un refuge pour les poissons, parfois même un support de ponte et un réservoir d'oxygène assurant l'équilibre de la rivière par photosynthèse.

Mais Alain Conté, algologue au laboratoire de cryptogamie du Muséum national d'histoire naturelle, rappelle que « les algues d'eau douce non visibles (les cryptogames) et qui pullulent en surface de la Seine profitent des nitrates et des phosphates, bien connus pour empoisonner les eaux ». De même ce sont ces algues qui fixent les métaux lourds et concentrent le cobalt, témoins, celui-là, du taux de radioactivité dont on rend généralement responsable la centrale nucléaire de Nogent, située à une centaine de kilomètres en amont de Paris.

La dépollution de la Seine ne dépend pas seulement de Paris. Elle est assujettie à l'état de ses affluents. Dépolluer le fleuve aux abords de la capitale est une bonne chose, mais que se passe-t-il au-

delà de la région parisienne, en amont et en aval ? Quel est l'état des quarante-huit sources qui alimentent Paris ? La qualité des nappes phréatiques ? Qu'en est-il des eaux pluviales chargées des déjections porcines, des nitrates de l'agriculture intensive ou des phosphates des produits nettoyants ? De ces mêmes eaux pluviales, lessivant chaussées, autoroutes et aéroports, entraînant avec elles huile, essence, kérosène, pétrole et dioxyde de carbone ?

Une seule solution intelligente à tout cela : la volonté et des moyens concertés, de la part de petites agglomérations peu soucieuses d'épurer ce qu'elles rejettent. Heureusement, on peut aussi compter, comme le dit François Beaudouin, sur « l'extraordinaire capacité d'absorption, de digestion et de transformation que possède l'eau douce (1) ».

Il n'y a plus aujourd'hui de détecteurs prompts à remettre en cause le projet « Seine propre ». Bien mieux, les Japonais, qui se lancent dans l'épuration de la Sumida, suivent de près cette expérience. Shunichi Suzuki, maire de Tokyo, a dernièrement présenté à Jacques Chirac un projet de jumelage des deux fleuves, aujourd'hui signé.

EDGAR ARNOLD

(1) François Beaudouin est directeur du musée de la Batellerie de Conflans-Sainte-Honorine et l'auteur, aux éditions Nathan, de *Paris-sur-Seine*.

#### 6 milliards dépensés

Voici le détail de l'utilisation du budget de l'opération décennale « Seine propre ».

1,3 milliard de francs : construction de la cinquième tranche d'Achères.

1 milliard : construction de l'émissaire (longueur 17 km) de Sèvres à Achères.

1,5 milliard : construction de deux tranches de Valenton (1 A et 1 B).

0,3 milliard : modernisation des tranches 1 et 2 d'Achères.

0,1 milliard : mise en place du système « SCORE » (régulation des émissaires et gestion des débits).

1,8 milliard : opérations diverses indépendantes du « SIAAP », notamment la construction par les services départementaux du Val-de-Marne des émissaires destinés à amener les eaux à Valenton 1B.

#### Au siècle dernier : piscines et petits métiers

Moins de pollution chimique... mais pas vraiment plus propre, comme en témoignent les grandes épidémies. Au siècle dernier, la Seine est une voie d'eau pour le moins vivante, soumise jusqu'en 1840 (date des grands travaux de canalisation) aux caprices de la nature et des saisons. Débordements l'hiver, périodes d'assèchement l'été, il n'empêche que le commerce et la bonne humeur y règnent.

Pas question (comme aujourd'hui) d'attirer les pêcheurs pour un défilé supérieur à celui nécessaire au déchargement du fret : le stationnement à long terme est interdit. Outre les bateaux de marchandises et de matériaux divers (sable, cailloux, plâtre, produits de première consommation, etc.), une kyrielle d'embarcations s'esballe au fil des berges.

Des dizaines de piscines (les « baignoires »), avant de baigner chauds (il n'y avait pas de baignoires à l'époque), une trentaine de bateaux-leviers, des marchés aux poissons de rivière, aux pommes, au char-

bon, au bois... tout cela flotte à qui mieux mieux. Le long des quais de l'Horloge, des moulines-mots broient des couleurs et deux peaches récupèrent la taxe d'octroi sur les marchandises. « Cabotage », « pénicherie », on se fraye un chemin entre les trains de bois flottants (venus du Morvan) et quelques bateaux-mouches.

Sur les berges, au milieu de gigantesques tas de sable, bois et divers matériaux s'épouvent les petits métiers de la Seine : laveurs de chaînes, cardeurs de métaux, rempailleurs de chaises, châteaux de chais, étameurs, ravageurs (qui récupèrent les morceaux de métaux, vieux clous, aiguilles perdues aux abords de la Seine), déchireurs de bateaux (ceux qui les démontent, vendant le bois au mètre), débardeurs (les déchargeurs de bateaux)... Et les porteurs d'eau étaient dix mille au siècle dernier à puiser l'eau dans la Seine et à le filtrer grossièrement au charbon de bois, avant d'aller la vendre dans les rues de Paris.

#### Les Yvelines débordées par les ordures ménagères

### La future usine d'incinération cherche sa place en vallée de Seine

A Triel-sur-Seine, une des plus importantes décharges d'ordures ménagères d'Ile-de-France fermée le 1<sup>er</sup> avril 1990, saturée par les 250 000 à 300 000 tonnes de déchets qui y étaient enfouies chaque année. Devant les quantités croissantes d'ordures produites en région parisienne, l'incinération apparaît comme une des meilleures solutions possibles.

Les trente-trois communes yvelinoises concernées par la fermeture du site, de Saint-Germain-en-Laye à Mantes-la-Jolie, auront à choisir dans les prochaines semaines entre trois projets d'usine soumis par des entreprises spécialisées, respectivement filiales de la Compagnie générale des eaux, de la Lyonnaise des eaux et d'Elf-Aquitaine. Chacune d'elles doit tenir compte des contraintes techniques, des mesures de protection de l'environnement et du coût qui sera répercuté sur l'usager.

L'une des solutions faciles et peu coûteuses, consistant à vider les bennes sur un terrain à la sortie des villes, est revue au profit de la technique actuellement la plus efficace et maîtrisée qu'est l'incinération : les collectivités locales semblent convaincues, mais les communes comme les usagers acceptent mal que leur argent parte en fumée. Entre Les Mureaux, Epône et Limay, les trois sites proposés, le projet qui l'emportera sera sans doute le moins coûteux.

« L'élimination des déchets, c'est le problème de la décennie », proclame Claude Brundone, ingénieur à la Direction régionale de l'énergie et de la recherche et patron du Service des mines des Yvelines. Un problème qui prend l'allure d'un casse-tête dès qu'il s'agit de concilier environnement et limitation des coûts.

Déjà à Achères, un premier projet d'usine d'incinération, né de la perspective de fermeture de la décharge de Triel, a été enterré en raison du tollé de protestations émanant des futurs riverains et en dépit de l'appui apporté personnellement au projet par M. Michel Rocard, maire de la commune voisine de Conflans-Sainte-Honorine. Les pouvoirs publics avaient alors envisagé de prolonger de quelques mois la décharge de Triel. Mais la mobilisation de la population — sous l'impulsion de l'association Triel Air sain et du maire — a eu raison de cette solution transitoire.

Malgré les précautions prises par le préfet des Yvelines et l'assurance donnée et répétée que les normes de pollution imposées à la future usine seront une fois et demi supérieures aux normes européennes, le principe de l'incinération a déjà fait réagir l'AQUITEREM (Association pour la qualité de l'environnement de la région parisienne), qui prône, elle, une collecte sélective des déchets. Une pratique qui est en train de faire son chemin dans plus d'une commune en France.

« Nous sommes contre l'implantation dans un centre urbain de toute industrie polluante. Nous sommes

aussi plus favorables à de petites usines décentralisées. C'est scandaleux de vouloir faire une usine à Achères, déclarer un responsable d'AQUITEREM, qui invoque « la méthode du secret, de la non-transparence, utilisée par le préfet et les élus locaux » pour justifier une opposition de principe à tout projet.

#### Cherté de la collecte

Cette opposition était prévisible dans une région, la vallée de la Seine, traditionnellement sollicitée par des industries polluantes et où une sensibilité écologique s'est aiguillée au fil des années. Mais les promoteurs des trois projets se déclarent peu inquiétés, plusieurs communes s'étant portées candidates pour accueillir l'usine, en contrepartie d'une taxe professionnelle conséquente et d'un tarif préférentiel.

Chaque projet devait prendre en compte trois problèmes : l'équipement définitif de traitement, réalisable dans trois ou quatre ans ; une solution transitoire entre avril 1990 et la mise en marche de cet équipement ; trouver l'emplacement d'un « poste de transfert » capable de desservir à la fois le site transitoire et le site définitif.

Ce poste de transfert, quel que soit le choix qui interviendra, sera situé entre Achères et Andrézy et centralisera les ordures avant leur envoi vers les décharges de l'Oise et du Val d'Oise, en attendant la mise en marche des fours d'incinération. La CGE pro-

pose pour ces derniers Les Mureaux, la Lyonnaise des eaux, Epône, et Elf-Aquitaine. Limay, ce dernier site semblant un peu excentré.

« Ce qui coûte le plus cher est la collecte », insiste Claude Brundone. Collecte à destination du poste de transfert, puis transport jusqu'à l'usine d'incinération : ces manipulations sont coûteuses et doubleront l'addition pour l'usager, en moyenne. « Le coût de la collecte peut varier beaucoup d'une commune à l'autre, selon l'éloignement par rapport au poste de transfert », avertit le préfet des Yvelines avant de communiquer les chiffres : la collecte coûte actuellement entre 170 F et 350 F par tonne, et l'embarquement à Triel 71 F. Désormais, il faudra ajouter le coût du transfert (entre 50 F et 120 F) et celui de l'incinération, qui tourne autour de 300 F.

Le coût final de l'incinération sera donc de 500 F à 550 F la tonne : un prix de revient global, qui n'est pas celui facturé à l'usager, mais qui donne une indication sur ce qu'il paiera pour être débarrassé de ses sacs-poubelles.

Plusieurs équipements d'incinération fonctionnent déjà dans le département, notamment à Carrières-sur-Seine et à Thiverval-Grignon. Mais celui qui sortira de terre entre Epône et Les Mureaux devra être exemplaire, l'Ile-de-France ayant besoin à moyen terme de cinq centres d'incinération pour absorber ses ordures ménagères.

PASCALLE SAUVAGE

#### A Paris

### Les socialistes mettent en cause les emplacements publicitaires

Le paysage de Paris se dégrade. Accusés : un mobilier urbain « hétéroclite », des supports publicitaires « égrégaires », des façades « vite noircies malgré de coûteux ravalements » et « l'invasion de graffitis ».

Le constat est dressé par le président du groupe socialiste au Conseil de Paris, M. Georges Sarre. Le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux rappelle que la surface offerte en permanence pour la publicité et les enseignes publiques et privées représente 400 000 mètres carrés dans la capitale. Le nombre des objets publicitaires (panneaux, affiches...) dépasse 100 000.

De ce dispositif, la Ville tire quelque 150 millions de francs de recettes en taxes de voirie et de publicité. Mais une subvention dont l'attribution, dénonce M. Sarre, donne lieu à des débordements inacceptables. Ainsi, place de la Bastille, où toute publicité commerciale sur des panneaux scellés au sol est

interdite, les infractions s'affichent-elles, bien exposées, en couleurs et en grande dimension. « Ailleurs, la loi est moins ouvertement violée. Ce sont le goût et la mesure qui sont outragés. Cet été, 300 panneaux « Senior » ont été installés dans des quartiers périphériques ; des branches d'arbres ont été coupées pour les rendre plus visibles aux automobilistes.

L'Etat socialiste, qui déplore aussi que le mobilier urbain — Abribus, corbeilles à papiers, kiosques à journaux — « conçu par un petit noyau de concessionnaires en position de quasi-monopole » soit de plus en plus standardisé, demande que la municipalité de la Ville de Paris utilise les textes réglementaires dont elle dispose pour sauvegarder le visage de la capitale. Pour l'y aider, il invite les Parisiens à écrire à leur maire pour lui « signaler les négligences les plus scandaleuses ».

CHARLES VIAL

Précisons. — L'étude de l'Observatoire régional du foncier sur le prix des terrains à Paris et dans les départements de la petite couronne dont nous avons publié des extraits dans le *Monde* du 18 janvier (page 35) peut être obtenue aux adresses suivantes : à l'IAURIF, 251, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 40-43-79-38 ou à la DREIF, 21-23, rue Miollis, 75015 Paris. Tél. : 40-61-82-36.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**

DES LIVRES

## MARCHÉS FINANCIERS

Selon le « Financial Times »

## Ferranti réclame 3,8 milliards de francs à Peat Marwick

Le groupe électronique britannique Ferranti demanderait 400 millions de livres (3,8 milliards de francs) de dommages et intérêts à la firme d'experts-comptables Peat Marwick pour négligence dans la présentation des comptes du groupe britannique ISC (International Signal and Control) au moment de son acquisition par Ferranti en 1987, affirmait le *Financial Times* de mardi 30 janvier.

Ferranti n'a découvert qu'en septembre 1989 de graves irrégularités dans les comptes de sa filiale américaine ISC, avec un tron de

215 millions de livres lié à des contrats conclus avant la prise de contrôle de la firme par le groupe britannique. Ferranti a annoncé, le 24 janvier, qu'il assignait en justice la firme Peat Marwick.

Un porte-parole du groupe électronique britannique a refusé toutefois de confirmer le chiffre indiqué par le *Financial Times*. Le montant des dommages dépendra de l'appréciation par les tribunaux de la négligence professionnelle de Peat Marwick, a-t-il souligné, et aucun montant ne peut être avancé à ce stade.

## EN BREF

□ Nouvelles tensions entre les associés de LVMH. — Le conseil de surveillance de Louis Vuitton, présidé par M. Henry Racamier, qui s'est réuni le mardi 30 janvier, a décidé de retirer à M. Pierre Godé, proche collaborateur de M. Bernard Arnault, ses fonctions de directeur général, « décision motivée par l'attitude constamment négative de ce dernier vis-à-vis de la politique des équipes dirigeantes de Louis Vuitton ». Le groupe LVMH « réprovoque cette décision (...) dans une période où les plus grandes divergences de fond existent entre les dirigeants de LVMH et ceux de Louis Vuitton ».

□ Naissance du numéro deux du sucre en RFA. — La fusion de sept entreprises de taille moyenne du nord de la RFA, qui a été annoncée le lundi 29 janvier, aboutit à la création du deuxième groupe sucrier dans ce pays. Basée à Braunschweig, la Zuckerfabrik Nord AG devrait réaliser des ventes annuelles de l'ordre de 1 milliard de deutschemarks (3,5 milliards de francs), a indiqué le président du directeur, M. Hermann Kleber, qui a précisé que l'Office des cartels n'a pas élevé d'objection à la création de cette

société. Le premier groupe sucrier allemand est Suedzucker AG, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de deutschemarks (9,45 milliards de francs) au cours du dernier exercice.

□ Badin reprend les Filatures de la Vologne et les Tissages de Roville. — Le tribunal de commerce d'Épinal (Vosges) a désigné le mardi 30 janvier la société Badin, filiale française du groupe britannique Mossley, pour reprendre deux entreprises textiles vosgiennes, les Filatures de la Vologne et les Tissages de Roville, qui avaient déposé leur bilan le 4 juillet dernier. Badin, dont le siège se trouve à Barentin (Seine-Maritime), était en concurrence avec quatre autres repreneurs, dont le groupe vosgien Alain Thirion.

Le plan de restructuration présenté par Badin, qui va racheter ces entreprises pour 67,7 millions de francs, prévoit une réduction des effectifs de 532 personnes à 436. La société Badin emploie 300 personnes et a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires d'environ 185 millions de francs, a-t-on indiqué au siège de la société. — (AFP.)

## NEW-YORK, 30 janvier

Déconcertée par les rumeurs

sur M. Gorbatchev

La tendance était extrêmement volatile, mardi, à Wall Street, où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a fluctué violemment dans les deux sens avant de clôturer à 2 543,24, en baisse de 10,14 points, sur un marché actif. Le volume des échanges a porté sur 186,03 millions d'actions, contre 150,77 millions la veille. En cours de séance, la confusion la plus complète régnait sur le marché, incitant des courtiers à suspendre provisoirement leurs opérations, en raison d'informations par la chaîne de télévision CNN, selon lesquelles le chef de l'État soviétique, M. Gorbatchev, envisageait d'abandonner ses fonctions de secrétaire général du Parti communiste. (Lire en première page.)

En quelques minutes, l'indice perdait 32 points. Il passait d'une hausse de 4 points à une baisse. Cependant, les investisseurs restaient sensibles à l'évolution des taux d'intérêt et aux difficultés de financement des OPA, entraînant la chute du marché des « junk bonds » et pesant notamment sur l'indice des transports en raison de la faiblesse d'UAL, qui a clôturé à 120 1/2, en baisse de 16 3/4 points après avoir déjà perdu 11 points la veille.

VALEURS	Cours de 29 jan.	Cours de 30 jan.
Alcoa	60	60
A.T.T.	39 1/2	37 5/8
Chrysler	37 3/8	38 1/4
Chemical Bank	30 1/8	30 3/8
Du Pont de Nemours	37 3/8	37 1/2
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/2
Exxon	47	47
Ford	42 5/8	42 1/2
General Motors	41 1/8	40 5/8
Goodyear	34 3/4	34 3/4
IBM	115 1/8	115 1/8
J.T.I.	53 1/2	53 1/8
McCall Oil	58 7/8	58 1/4
Rockwell	58 1/2	58 1/2
Sylvania	45 1/8	46 1/4
Tenneco	57 1/4	57 5/8
Union Carbide	117 1/8	117 1/2
U.S.X.	32 7/8	32 1/2
Westinghouse	43 1/4	43 1/4
Xerox Corp.	63 1/4	63 1/8

## LONDRES, 30 janvier

Virement à la baisse

Après avoir évolué irrégulièrement, les cours des valeurs ont terminé en baisse, mardi, au Stock Exchange, déçus par l'ouverture faible de Wall Street. L'indice Footsie a clôturé à 2 222,42, en baisse de 12,22 points. Le marché est resté calme, et 492,1 millions de titres ont été échangés. Les électricités, les chimiques, les industries et les métaux ont été les plus affectés. Le Royal Bank of Scotland s'est déprécié suite aux rumeurs de baisse de son bénéfice par la maison de courtage Smith New Court et à la suite d'informations selon lesquelles elle serait exposée à hauteur de 750 millions de livres dans des opérations de rachat d'entreprises à fort effet de levier.

En revanche, les autres valeurs bancaires sont restées fermes avant l'annonce de leurs résultats le mois prochain. Le groupe de construction Redland a bondi à la suite d'une croissance des ventes de tuiles après la tempête de jeudi dernier. L'assureur Sun Life a été entraîné dans l'essor du lancement d'une OPA par la compagnie française UPA. Les fonds d'Etat ont terminé sur une note irrégulière. Les mines d'or se sont légèrement affaiblies.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Hausse de 10 % du bénéfice de la Banque. — Le groupe Bouygues, numéro un mondial du bâtiment-travaux publics, a réalisé, en 1989, un chiffre d'affaires de 47 milliards de francs, en progression de 15 % sur celui de l'année précédente, tandis que son bénéfice net s'établissait à 570 millions de francs, en hausse de 10 %. Pour l'année en cours, le groupe prévoit une augmentation de son chiffre d'affaires de l'ordre de 13 %. La construction représentait 55,9 milliards de francs, l'immobilier 7,3 milliards de francs et la diversification 9,8 milliards de francs.

□ La Deutsche Bank procède à une augmentation de capital et étend son directoire. — La Deutsche Bank va lever 1,66 milliard de deutschemarks (5,65 milliards de francs) d'argent frais par le biais d'une augmentation de capital réservée en priorité à ses actionnaires existants, a annoncé, mardi 30 janvier, la plus grande banque ouest-allemande. Les nouvelles actions seront proposées au prix de 600 DM par action de 50 DM de nominal, dans un rapport d'une action nouvelle pour 17 actions anciennes. Les actionnaires pourront répondre à cette offre du 19 février au 5 mars. À l'issue de l'opération, les fonds propres du groupe seront, pour leur part, portés à 15,5 milliards de deutschemarks (52,7 milliards de francs). D'autre part, la Deutsche Bank a porté son directoire à treize personnes avec l'arrivée de M. John A. Craven, quarante-neuf ans, président de la banque britannique Morgan Grenfell, entrée

## PARIS, 30 janvier

Effritement

La reprise amorcée la veille et qui semblait se poursuivre mardi à l'ouverture du marché reste très fragile. En effet, dès midi, la tendance a viré à la baisse dans un marché calme.

En hausse de 0,21 % au cours des premiers échanges, l'indice CAC-40 a clôturé à 2 020, en baisse de 0,87 %.

La bonne tenue de la plupart des places financières quelques heures auparavant était de bon augure. Pas pour longtemps. En effet, les craintes d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt au Japon se sont à nouveau profilées avec la déclaration des responsables de la Banque du Japon selon laquelle le yen était sous-évalué.

La MATIF, en hausse à l'ouverture, a immédiatement réagi à cette nouvelle.

Les opérateurs se posent également beaucoup de questions sur les opérations de refinancement du Trésor américain qui vont avoir lieu prochainement. À quelles conditions ? En clair, les autorités monétaires américaines vont-elles être obligées de relever les taux pour attirer les capitaux étrangers ?

Les boursiers attendent également avec intérêt la publication des chiffres sur le chômage américain en janvier. Une statistique qui, une fois encore, devrait donner le puits de la croissance.

Enfin, le climat social en France commence à préoccuper certains opérateurs. Le marché était très calme avec peu d'affaires. Les résultats d'Elf-Aquitaine, annoncés dans la matinée, ont quelque peu déçu les investisseurs. Le titre a baissé. En revanche, les autres valeurs pétrolières ont encore des fermes.

## TOKYO, 31 janvier

Léger repli

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a clôturé, mercredi, à 37 188,95, en légère baisse de 26,72 yens (-0,18 %), dans un marché peu actif. L'indice, en recul de 123,25 yens en fin de matinée, a récupéré une partie du terrain perdu dans l'après-midi, car le yen a freiné sa chute en milieu de journée et les obligations d'Etat ont également remonté. Selon les opérateurs, la faiblesse du yen, la baisse des obligations et les inquiétudes quant à une possible démission de M. Mikhaïl Gorbatchev ont conduit les investisseurs à des ventes. Toutefois, le mouvement s'atténue, car la tendance s'inverse, les intervenants recherchant, en fin de séance, quelques bonnes affaires. Le volume d'affaires de la matinée s'établit à 500 millions de titres, contre 270 millions le mardi matin et 450 millions de titres pour l'ensemble de la séance de mardi.

VALEURS	Cours de 30 jan.	Cours de 31 jan.
Alco	985	985
Bridgepoint	1630	1610
Canon	1820	1830
Daewoo	3480	3470
Huawei Motors	1830	1810
Manasse Electric	2280	2280
Minobashi Heavy	1100	1100
Sony Corp.	8310	8210
Toyota Motors	2480	2480

## PARIS:

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de l'Associé	434	434	Le 91ère de mois	...	...
Amis de l'Associé	123	123	Le 91ère de mois	...	...
BAC	216	216	Le 91ère de mois	...	...
B. Desmoulin & Associés	276	276	Le 91ère de mois	...	...
Caisses d'Épargne	180	180	Le 91ère de mois	...	...
C.A.M.	876	876	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	410	410	Le 91ère de mois	...	...
Dalme (Lyon)	...	...	Le 91ère de mois	...	...
Châles de Lyon	2820	2820	Le 91ère de mois	...	...
Colson	742	742	Le 91ère de mois	...	...
Conif	767	767	Le 91ère de mois	...	...
C.A. Lefebvre & Co	689	689	Le 91ère de mois	...	...
C.D.M.E.	1855	1855	Le 91ère de mois	...	...
C. Epin. Élec.	350 20	350 20	Le 91ère de mois	...	...
C.E.G.E.P.	280	280	Le 91ère de mois	...	...
Chemins d'Orléans	881	881	Le 91ère de mois	...	...
C.N.I.M.	720	720	Le 91ère de mois	...	...
Coditel	272	272	Le 91ère de mois	...	...
Coditel	1196	1196	Le 91ère de mois	...	...
Coditel	387 50	387 50	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	...	...	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	579	579	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	1039	1039	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	476	476	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	212 50	212 50	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	162	162	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	18	18	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	218	218	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	800	800	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	385	385	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	940	940	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	286	286	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	303	303	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	146	146	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	300	300	Le 91ère de mois	...	...
Dalme	1083	1083	Le 91ère de mois	...	...

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LEMONDE

## Marché des options négociables le 30 janvier 1990

Nombre de contrats : 19 740.

VALEURS	PRIX d'exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	juin dernier	Mars dernier	juin dernier
Accor	880	17,50	43	23	-
Bouygues	680	17,50	43	23	-
CGE	520	33	59	12	-
Elf-Aquitaine	560	16	41	24	-
Ernst & Young	60	7,50	12,50	5	7
Havas	1 500	-	74,50	-	-
Lafarge-Capelle	350	18	-	13	-
Michelin	171	4,50	-	13	-
Michelin	1 550	13,50	-	-	-
Paribas	680	48	72	-	-
Permet-Ricard	1 580	30	-	-	-
Pengot SA	720	60	-	14	24
Rhône-Poulenc CI	440	16	30	-	-
Saint-Gobain	680	22	42	25	-
Source Pernier	1 580	9	-	8	-
Suez	480	55	-	8	-
Suez	440	27	-	9,40	-
Thomson-CSF	140	6,10	11,50	11	-

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 30 janvier 1990

Nombre de contrats : 61 838.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 90	juin 90	septembre 90
Dernier	101,96	102,44	102,72
Précédent	102	102,48	102,70

## Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 90	juin 90	Mars 90	juin 90
104	0,08	0,63	0,11	0,43

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 5,75 F ↑

Le dollar était en hausse le mercredi 31 janvier, en raison des rumeurs qui avaient circulé la veille sur la démission de M. Mikhaïl Gorbatchev de son poste de secrétaire général du Parti. La Banque du Japon est intervenue, mercredi, à Tokyo pour contenir la poussée de la devise américaine. Celle-ci s'inversait, à Paris, à 5,75 F, contre 5,70 F la veille à la cotation officielle.

FRANCFORT 30 jan. 31 jan. Dollar (en DM) : 1,085 1,085

TOKYO 30 jan. 31 jan. Dollar (en yen) : 143,25 144,40

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (31 jan.) : 185/8-10 3/4

New-York (30 jan.) : 83/16-1/4

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 29-12-89)

29 jan. 30 jan.

Valeurs françaises : 95,4

Valeurs étrangères : 99,9

(SBE, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC : 538,7 534,3

(SBE, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 964,71 1 892,83

## NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles : 2 553,38 2 543,24

LONDRES (Indices Financial Times)

Industrielles : 1 863,9 1 853

Mines d'or : 349,6 344,5

Fonds d'Etat : 81,77 81,64

## TOKYO

30 jan. 31 jan.

Nikkei Dow Jones : 37 215,67 37 188,95

Indice général : 2 741,22 2 731,57

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

SEPT MOIS

UN AN

SEPT MOIS

UN AN

SEPT MOIS

UN AN

SEPT MOIS

UN AN



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 30 JANVIER

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3625	C.I.E. 5% s.t.	3821	3834	3825	+ 0 10	1059	B.L.A.P. T.P.	1051	1051	1051	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1253	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1059	C.I.E. 7% s.t.	1051	1051	1051	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
2086	Reunert T.P.	2086	2086	2086	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261	0	1785	Reunert T.P.	1785	1785	1785	0
1270	St-Gabriel T.P.	1281	1281	1281	0	1261	C.I.E. 7% s.t.	1261	1261	1261</							

**Comptant** (selection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Emission Frais incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frais incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frais incl.	Rachet net
A.A.A.	1122 80	1055 22	Frango-Index Saw	114 21	111 48	Pennmore Remin	179 44	175 92
Action	236 75	230 41	Frango-Invest	442 02	431 24	Penslov	687 53	687 50
Action France	586 15	574 80	Frango-Origins	458 24	453 70	Planch Plastiques	287 85	280 05
Action effectuations	694 18	689 43	Frango	486 22	480 80	Plan Invention	761 80	743 32
Aedibus	671 70	647 42	Frango Fin	119 48	115 85	Placement A	1291 19	1178 23
A.E.F. Action Inc-CP	1202 03	1173 30	Frango Régions	1332 40	1293 59	Placement cr-terms	726 93	72633 76
A.E.F. BDO	701 10	684	Frango-Associations	28 92	28 92	Placement J	5305 81	5015 18
A.E.F. BDO	1072 20	1051 58	Frango-Europe	25 71	25 92	Placement Premier	8326 40	53817 78
A.E.F. Pénard	125 78	122 69	Frango-Ind	34 20	29 49	Pénard	118 12	113 30
A.E.F. Investments	458 75	458 10	Frango-Ind	14612 08	14612 08	Pénard Chénard	5735 83	5735 83
A.E.F.	127 51	124 78	Franchiser	236 77	232 27	Polygraph Journal	1082 08	1057 13
A.E.F. ORIG.	1117 43	1111 87	Franchise	91 81	91 81	Polygraph Journal	113 47	110 43
A.E.F. Simbali	1119 59	1113 68	Franchise	31 93	31 21	Plur Association	23761 72	23761 72
Agilium	711 44	694 09	Franchise	4426 88	4426 83	Quatre	124 54	121 28
Altali	207 19	199 70	Fracti BDO	568 78	561 36	Reims	182 21	169 81
ALMA	177 22	170 91	Fracti-Primis	10830 70	10844 04	Reims Transville	5267 22	5264 77
Amco-Ges	6359 59	6071 21	Franchise	35 71	31 67	Reims Vert	115 85	1099 11
Amphibis	689 75	689 75	Franchise	59 91 78	59 90 41	St-Henri St-Gilles	917 25	876 68
Amphibis court terme	5761 57	5770 02	Franchise	180 27	156 74	St-Henri Global	277 7	265 18
Amor	1009 82	1009 82	Franchise	1547 02	1511 25	St-Henri Madelon Pl.	239 28	228 08
Amor	371 92	369 89	Franchise	1008 46	1023 15	St-Henri Padighe	608 92	582 17
Amor	1517 74	1473 53	Franchise	11780 71	11534 14	St-Henri P.A.E.	5247 94	5133 35
Annie L.L.C.	104 14	101 11	Franchise	54 84	525 08	St-Henri Rte	1219 84	1210 24
Annie Africa	123 88	122 81	Franchise	182 27	187 64	St-Henri Service	810 57	778 19
Annie Europe	126 75	125 81	Franchise	240 43	238 86	St-Henri Service	1425 29	1423 87
An N.P.A.	108 04	103 14	Franchise-Andrieu	224 46	214 28	St-Henri	1324 18	1325 19
An N.P.A. PER	134 45	129 35	Franchise	297 48	283 59	St-Henri Cordon IPF	7036 48	694 28
Bar Associations	2593 89	2586 12	Franchise-Expans	291 1	278 47	St-Henri	1506 45	1504 23
Bar Associations	1045 27	1029 82	Franchise-Fin	355 11	348 65	S.F.I. et al.	718 94	688 05
Bar Associations	1862 95	1852 86	Franchise-Immobilier	471 23	259 38	St-Henri	438 35	424 87
Capital-Fin	34 56	33 72	Franchise-Joy	434 33	433 73	St-Henri	698 40	671 04

	Cours préc.	Dernier cours	Pointier .....	....
			Faugerolle .....	....
			Emmenthal B.D.	

[illegible]

580	Savoyenne (M) .....	348	349
600	SCAC .....	721	
749	Sensle Marston .....	502	

2295	S.E.P. (M)	180	180 50
311	Sici		600
1098	Sienna U.S.		
1243	Sidw (Phon. Western)		428
1228	Sidw		441
355	Sofa Insurance		
534	Sofica		1125
435	Sofio		932
1460	Sofmco		720
915	S.O.F.P. (M)	458	458
	Sofmg		1540
	Sogami		168
	Sophia-Bell		455
808	Southern Acoust.		685
8630	Southern		635
525	Sum (Fin. del. CP)	231	231
2900	Suzmi		
234 50	Tadmgpr		4585
512	Tadmg		745
1030	Tenort-Ampulm		674
282	Tort Efil		
390 20	Ullmar S.M.D.		790
170 50	Ullmar A. Chast. Group		244 90
370	U.L.P.		583
4051	U.L.T.A.		4083
1080	Vicat		3001
02 06	Vicgnt		2440

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 30/12	COURS DES BILLES	
			Achat	Vente
Espan-Su (S U)	5 882	5 700	5 520	
ECU	8 016	8 000		
Grain (100 DM)	338 750	338 900	329 500	350 000
Blé (100 P)	16 246	16 265	15 750	16 100
Pays Bas (100 L)	301 640	301 580	282	31
Travail (100 ton)	4 000	4 000		
Grain (100 DM)	57 650	57 800	55	55
Grain (100 DM)	8 640	8 547	9 200	9 100
Grain (100 DM)	4 266	3 650	9 400	9 400
Grain (100 DM)	333 550	333 600	371	38
Grain (100 DM)	82 950			
Autriche (100 DM)	48 257	48 272	46 750	
Grain (100 DM)	5 593	5 265		
Grain (100 DM)	3 524	3 360	3 800	
Grain (100 DM)	4 788	4 775	4 900	
Grain (100 DM)	3 982	3 965	3 850	

## Marché libre de l'or

LETTES	MONNAIES ET DEVISES	COURS pénic.	COURS 30/1
0 5 970	Or fin (à la main)	77500	78800
0 000	Or fin (en lingot)	77750	77000
0 000	Plata française (20 t)	446	448
0 000	Plata suédoise (10 t)	392	.....
0 000	Plata mexicain (20 t)	503	448
0 000	Plata indienne (20 t)	433	443
0 000	Souverain	560	554
0 000	Plata de 20 dollars	2635	2640
0 000	Plata de 10 dollars	1427 50	1427 50
0 000	Plata de 5 dollars	725	.....
0 000	Plata de 20 t (20 t)	216	2205
0 000	Plata de 10 t (10 t)	451	462
0 000	Or Londres	.....	.....
0 000	Or Zurich	.....	.....
0 000	Or Hongkong	.....	.....
0 070	Argent Londres	.....	.....

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
5-55-91-82, poste 43

c: coupon détaché - o: offert - \*: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ☆: marché continu

Mettant en cause les enseignements spécifiques pour les immigrés

## M. Jospin insiste sur la réduction des inégalités pour tous les enfants

Le comité interministériel pour l'intégration, qui devait se réunir mercredi 31 janvier sous la présidence de M. Michel Rocard pour examiner les mesures destinées à améliorer l'accueil par l'institution scolaire des enfants issus de l'immigration, pourrait marquer un net inflexionnisme dans la philosophie de l'éducation nationale en la matière. M. Lionel Jospin envisage, en effet, l'extinction progressive des structures scolaires spécifiquement chargées des immigrés et la mise en œuvre d'une politique globale de réduction des inégalités et d'ouverture sur le monde. Ces mesures, présentées comme une « évolution » plutôt qu'une « rupture », devraient toutefois être appliquées en œuvre avec prudence.

« L'intégration des immigrés passe d'abord par l'école. Combien d'hommes politiques, de ministres de l'éducation nationale en particulier, n'ont-ils pas repris cet argument ? C'est bien à l'école, en effet, que se rencontrent et se mêlent les futurs citoyens de toutes origines. Mais le débat autour de l'affaire dite des foulards ou des initiatives du maire de Montfermeil a montré à quel point les ten-

sions sociales, religieuses ou ethniques pouvaient mettre l'institution scolaire en difficulté.

Les structures mises en place par l'éducation nationale pour accueillir les « enfants de migrants » datent de la fin des années 70 et n'ont jamais été véritablement modifiées, en dépit de multiples propositions. Or il s'agit à l'époque de scolariser des enfants non francophones ou nés en France de parents étrangers, que l'on pensait installés dans l'Hexagone à titre provisoire. D'où la création de structures scolaires spécifiques, comme les « classes d'initiation » (CLIN), destinées à apprendre le français aux nouveaux arrivants, les « centres de formation et d'information pour la scolarisation des enfants de migrants » (CEFISEM), chargés de former les instituteurs exerçant dans les classes à fort taux d'immigrés, ou la négociation avec les pays d'origine d'accords permettant à des instituteurs étrangers d'enseigner les « langues et cultures d'origine » (LCO) dans les écoles publiques. Or le retour au pays n'est plus aujourd'hui l'hypothèse la plus vraisemblable, et les structures spéciales souffrent de marginalisation.

Ce sont donc ces dispositifs, mais aussi l'ensemble de la politique scolaire destinée aux élèves issus de l'immigration que les propositions récemment remises à M. Jospin à sa demande par M. André Hussenet, inspecteur

général de la vie scolaire, entendent « réorienter ». Constatant « la cristallisation dans l'école des problèmes d'immigration, l'association fréquente et pernicieuse de la situation d'échec scolaire et de celle d'élève immigré (...) » et « l'installation d'une population étrangère qui n'envisage qu'exceptionnellement le retour au pays », M. Hussenet propose d'assigner désormais pour mission à l'école « d'accueillir et d'intégrer les enfants étrangers comme tous les autres enfants en situation difficile ». Ce retour au droit commun suppose que « l'école redonne pleinement conscience de son rôle et soit capable de proposer aux élèves — et à fortiori aux élèves étrangers — des valeurs susceptibles de les rallier et de les mobiliser ». Un seul principe doit donc inspirer la politique scolaire, « la même ambition pour tous », et les actions spécifiques ne se justifient que « si elles sont mises en œuvre de façon transitoire en vue de corriger les inégalités ».

### Des formations d'excellence

M. Hussenet propose de limiter au strict nécessaire le séjour des enfants arrivant de l'étranger dans les « classes d'initiation » et de n'y affecter que des enseignants formés à l'enseignement du français langue étrangère, ce qui est rarement le cas actuellement. Il insiste sur le rôle de l'école maternelle dans la réussite scolaire et sur l'amélioration des relations entre les parents étrangers et l'école, notamment par la diffusion de documents d'information en langue étrangère ; il propose l'organisation d'heures de soutien et d'études dirigées dans les établissements scolaires pour les enfants étrangers « avec les enfants français qui se trouvent dans une situation similaire », ces cours devant être coordonnés avec les initiatives des associations et des municipalités. L'inspecteur général veut aussi que les classes spéciales destinées à aider les élèves déficients intellectuels cessent de servir à l'accueil des élèves issus de l'immigration.

Mais sa proposition la plus originale et la plus ambitieuse consiste à inverser la logique de ségrégation scolaire des « zones d'éducation prioritaire » (ZEP), souvent assimilées à des « zones d'échec scolaire » et à fort taux d'immigrés, en y recommandant l'implantation de formations d'excellence. L'idée consisterait à valoriser l'image de ces écoles, collèges et lycées en y permettant par exemple l'enseignement précoce des langues étrangères, en les dotant de matériel informatique et audiovisuel, en y créant des sections « sport-études » ou « bilingues », des options « internationales » et des classes préparatoires. Cette stratégie s'accompagnerait d'une politique

de promotion des personnels travaillant dans les établissements « concernés par l'intégration », qu'ils soient situés ou non dans une ZEP. Les enseignants pourraient être recrutés sur profil et non seulement au barème, et bénéficier de conditions de rémunération, de carrière et de travail avantageuses.

Pour M. Hussenet, l'enseignement des « langues et cultures d'origine » (LCO) est « en l'état actuel des choses, un facteur de discrimination et non d'intégration ». Il propose de les maintenir si les huit pays concernés « les estiment encore opportuns », mais demande de les reporter systématiquement en dehors du temps scolaire et d'en corriger le contenu, « pas toujours compatible avec le principe de laïcité ». Autre structure spécifique remise en cause : les CEFISEM, dont la mission serait élargie à l'ensemble des questions d'intégration scolaire.

M. Hussenet propose, en revanche, l'étude de l'arabe ou du portugais dès le cours moyen, dans le cadre de l'apprentissage précoce des langues mises en place à la rentrée dernière. Cet enseignement pourrait être poursuivi au collège, en parallèle avec une deuxième langue (anglais ou allemand) dès la sixième. Des sections internationales pourraient être créées dans les régions à forte immigration. M. Hussenet propose aussi d'intégrer dans les programmes « une étude objective des croyances et des rites des grandes religions représentées en Europe ».

Visant l'intégration de tous les enfants, immigrés ou non, ces propositions tournent le dos à la philosophie « différencialiste », qui garde cependant ses partisans au sein de l'éducation nationale. Le cabinet de M. Jospin avait rédigé de son côté, une série de vingt et une propositions visant à aménager les structures spécifiques existantes. Après de nombreuses retouches apportées aux suggestions de M. Hussenet, M. Lionel Jospin a choisi d'éviter les déclarations d'intention trop tranchées sur des sujets aussi sensibles que les langues et cultures d'origine. Il faut certes mieux accueillir, inspecteur et évaluer ce qui se fait pendant ces cours. Mais la renégociation d'accords internationaux, même si elle est souhaitée, ne saurait faire l'objet d'une annonce unilatérale. D'autant qu'il faudrait financer l'équivalent des 1 500 postes d'enseignants actuellement pris en charge par les États étrangers.

L'intégration des élèves d'origine étrangère est un sujet qui divise la gauche et le ministère de l'éducation nationale en particulier. La proximité du congrès du Parti socialiste comme le souvenir de l'affaire de Creil ne peuvent qu'inciter M. Jospin à une certaine prudence.

PHILIPPE BERNARD

### Huit jours de suspension de permis de conduire pour M. Michel Charasse

La commission administrative de suspension du permis de conduire a infligé, mardi 30 janvier, à M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, un retrait de huit jours de son permis.

Le ministre avait été chronométré, en octobre 1989, à 129 km/h sur le boulevard périphérique parisien où la vitesse est limitée à 80 km/h. « C'est le tarif habituel », a déclaré M. Charasse. Je n'ai aucune excuse. (Le Monde du 31 janvier.)

Le fondateur de la Voix de l'islam retrouvé. — M. Abdel Farid Gabr, fondateur de la Voix de l'islam, et son épouse, disparus depuis vendredi 26 janvier (Le Monde du 30 janvier), ont été retrouvés en bonne santé chez des amis, dans la région de Grenoble.

### BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 janvier

### Poursuite de la baisse

Dans le sillage des bourses de New-York et de Tokyo, la place parisienne a enregistré une légère baisse dès l'ouverture des échanges mercredi matin. L'indice CAC 40 perdait 0,37 % en fin de matinée dans un marché calme.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Un citoyen trop modeste

A force de me voir aboyer, chien méchant, après tout ce qui bouge, tout ce qui passe à portée de ma niche, vous devez me prendre pour une sans-cœur, une cynique, une aigrie, incapable d'un élan d'admiration, de fierté patriotique. Vous vous trompez. J'ai été bouleversée, moi, ce matin, par l'événement de l'année, que dieu, du siècle : un ministre, fleché à 129 km/h sur le périph, qui daigne reconnaître devant la commission de retrait du permis de conduire et qui accepte d'en être privé pendant huit jours. Le tarif habituel, c'est un mois, j'ai vu le barème, mais, bon, il ne faut quand même pas pousser trop loin le bouchon.

Il est venu à pied, en plus, Charasse : Déposez-moi là, Léon, et allez vous garer au coin de la rue. OK ! Pas seul, non, précédé de son logo en forme de cigare, suivi de sa quadrille, directeur de cabinet, attaché de presse, avocat et flanqué de son collègue aux transports venu serrer l'exemplaire courage de ce citoyen comme les autres. C'est admirable, c'est vrai.

Mais le plus beau, c'est sa stupéur à la vue de la meute des confrères armés de bic, de

micro et de caméra, impatients convoqués par ses services — vous êtes sûrs qu'on passera au 20 heures, Annick ? — qui guettaient sa sortie : Pourquoi êtes-vous là ? Pour moi ? Mais fallait pas ! Il y a des centaines de gens dans mon cas.

Ah, ça, c'est pas vrai, chéri ! Pas un seul des 351 064 conducteurs condamnés en 1988 n'a eu sa photo dans le journal parce qu'il avait brulé un feu rouge. T'es trop modeste, aussi ! Tu vois pas l'immense portée de ton geste. Devant un tel sans de devoir, une telle discrétion, une indifférence aussi exceptionnelle aux coups médiatiques, plus personne maintenant n'osera jouer du piston histoire de faire sauter une contravention. Quelle leçon !

A peine remise de mon émotion, j'ouvre le Parisien, et les larmes me remontent aux yeux devant l'image de Michou-les-Bretelles étalé sa bedaine sur la banquette arrière de sa voiture de fonction, gyrophare, sirène à deux tons, et tout prêt à regagner ses pénates sous les crépitements des flashs. Une semaine sans permis, il va en beuver, le pauvre !

### Durcissant leur mouvement

## Les internes et les chefs de clinique annoncent une nouvelle grève des urgences

Dans la soirée du 30 janvier, au terme d'une assemblée générale houleuse, chefs de clinique, internes et internes de médecine ont à nouveau, et à l'unanimité, voté la grève des soins jusqu'au vendredi 3 février inclus et décidé de déposer un préavis de grève des gardes (y compris des gardes d'urgence) pour les lundi 5, mardi 6 et mercredi 7 février.

Le compte-rendu des négociations qui se sont déroulées lundi entre la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et les trois syndicats de médecins, et où les grévistes étaient pour la première fois représentés, n'a pas duré plus de cinq minutes. « Nous sommes tous au même point », a-t-on conclu.

Une chef de clinique a alors pris la parole pour expliquer les rapports de forces entre les trois syndicats de médecins signataires de la convention : « La CSMF et la FMF n'étaient pas, au départ, contre nous. Seul MG France, qui ne regroupe que des généralistes, a accepté d'adhérer les propositions de la CNAM et a ainsi obligé les deux autres, qui craignaient de le voir négocier tout seul, à le suivre. » Et d'ajouter, sous les applaudissements : « MG France est un pseudo-syndicat, un syndicat pro-gouvernemental. Les trois syndicats n'en ont pas moins été invités à se joindre à la prochaine assemblée générale, prévue pour le vendredi 3 février.

Suivait alors le traditionnel tour des salles de garde, destiné à prendre le pouls de la base. Les représentants de Cochin et de Beaulieu ont signalé que la mobilisation des chefs de clinique diminuait ; ceux d'Avicenne et de Broussais se sont plaints de la pression exercée par les patrons sur les grévistes ; celui de Boucicaut a rappelé que, pour beaucoup, le fait de ne pas être payés commençait à poser des problèmes.

Mais, constat général, plus personne n'a évoqué dans le détail, comme lors des premières assemblées générales, les problèmes d'installation en secteurs I (conventionnés) et II (à honoraires libres).

Dans la matinée du 30 janvier, au cours d'une assemblée générale nationale des chefs de clinique, le bureau national de l'inter-syndicat avait été réélu et, en conséquence, avait préféré démissionner. Quant aux CHU, contre neuf, n'avaient pas accepté de nouvelles propositions orales du gouvernement garantissant aux internes et aux chefs de clinique « le principe d'équité, dans un même lieu, quelle que soit la date d'installation ».

Dans un communiqué, les membres du bureau, parmi lesquels le président de l'inter-syndicat, le docteur Philippe Collet, précisent :

1. — « L'avenir du secteur libéral français symbolisé par le libre choix du médecin pour tous les malades, a été une de nos préoccupations dominantes. »  
2. — « Le bureau national s'est toujours attaché à faire prévaloir l'idée d'une équité entre les différents générations de médecins, quelles que soient leurs modalités d'exercice, plutôt que celle de la survie d'un secteur dit à honoraires libres qui resterait accessible à tous, sans limitation de quotas ni critères de qualification. »

3. — « La régulation de l'accès et de l'exercice dans un secteur promotionnel doit être gérée par le corps médical lui-même, mais doit également prendre en compte les aspirations des assurés sociaux à pouvoir bénéficier dans un lieu donné de soins bien remboursés. » Ces deux derniers principes ayant été réaffirmés par l'assemblée générale nationale des chefs de clinique assistants, malgré les réalités de la démographie médicale pour les quinze années à venir, et malgré la nécessité de garantir aux jeunes praticiens les mêmes possibilités que leurs aînés dans le futur système conventionnel, éventuellement aménageables selon le lieu, le bureau de l'inter-syndicat national s'est démis de ses fonctions. »

Grève largement suivie et nouveau préavis à FR3, Radio-France et RFO. — La grève déclenchée mardi 30 janvier par les syndicats de Radio-France, FR3 et RFO a été largement suivie dans ces trois sociétés publiques (à 80 % selon les syndicats). Les journaux nationaux et la plupart des journaux régionaux de FR3 ont été annulés ou perturbés. A Radio-France, les journaux ont été réduits. Les syndicats, qui réclament l'alignement des salaires sur ceux des journalistes d'Antenne 2, ont déposé un nouveau préavis de grève (qui concerne aussi RFI) pour le 7 février. Une réunion est prévue le 5 février avec l'association des employeurs de l'audiovisuel.

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

#### Débats

Un livre de Serge Moyet : *L'ère des commandeurs*, par Raymond Barre ; L'année de Gaulle : *L'affaire de tous les Français*, par Pierre LeFranc ; La convention de l'ONU : *les Droits de l'enfant sans démagogie*, par Pascal Vivet ..... 2

#### L'évolution

des pays de l'Est ..... 3-4

#### La visite du pape

au Sahel ..... 5

#### La guerre civile

dans le sud du Soudan ..... 6

#### La Nouvelle-Calédonie

sur les sentiers des réformes

Au jour le jour, malgré les pesanteurs, une poignée de hauts-fonctionnaires mettent en œuvre les accords Matignon ..... 8

### SECTION B

#### Institut d'art :

#### le choix du président

Un institut national d'art s'installera dans les locaux vacants de la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu. Un grand projet pour le second septennat de M. Mitterrand ..... 9

#### Le procès du réseau

#### Fouad Saleh

Principal accusé au procès du réseau terroriste, Fouad Ali Saleh a cherché de comportement. Mardi, il a parlé de terrorisme et de « guerre sainte » ..... 10

#### Anis Naccache libéré

#### en juillet 1990 ?

Le Canard enchaîné du 31 janvier affirme que M. Mitterrand aurait pris l'engagement, auprès des autorités israéliennes, de libérer Anis Naccache au mois de juillet prochain ..... 10

### CAMPUS

#### La dure vie

#### des jeunes chercheurs

Malgré de récentes mesures d'encouragement, la formation par la recherche demeure une voie pleine d'embûches ..... 11 à 14

### Le Salzbourg de Mortier

En invitant Chéreau, Bondy ou Sellars et en baissant le prix des places, le futur directeur artistique du festival, Gérard Mortier, se veut résolument moderne et propose de transformer Salzbourg en capitale culturelle européenne ..... 15

### SECTION C

### ARTS • SPECTACLES

#### Le cinéma fantastique

Pour et exorcisme de l'an 2000 : Naissance des grands mythes ; Rencontre avec avec Riccardo Frezza ..... 19 à 30

### SECTION D

#### Un entretien

#### avec le PDG d'Air Inter

L'autonomie de la compagnie sera maintenue ..... 31

#### Fin du conflit à la BNP

La direction et les syndicats ont signé un accord prévoyant une augmentation de l'intéressement ..... 33

### RÉGIONS

#### Saint-Nazaire joue

la séduction ..... 38

### PARIS/ILE-DE-FRANCE

#### « Seine propre »

Les poissons reviennent, bientôt les baignades ..... 39

### Services

Abonnements ..... 40  
Annonces classées ..... 34 à 37  
Carnet ..... 18  
Marchés financiers ..... 40-41  
Météorologie ..... 17  
Mots croisés ..... 16  
Radio-Télévision ..... 17

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 31 janvier 1990  
a été tiré à 539 276 exemplaires.

**Sup de Co Marseille**  
Clôture des inscriptions le 15/02/90 sur banque d'épreuves

**ECRICOME**  
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE MARSEILLE  
ÉCOLE INTERNATIONALE DES AFFAIRES DE MARSEILLE LUMINY

CHAMPE DE LUMINY - CASE 971 - 13288 MARSEILLE CEDEX 9 - TEL. 01.26.91.00 - TELEX 40144 F - TELECOPI 91.41.55.96  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

مسألة الجاهل